

DERNIÈRE ÉDITION

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

AVEC LE SUPPLEMENT DU DIMANCHE

QUARANTIÈME ANNÉE — N° 11845 — 4,60 F — DIMANCHE 27-LUNDI 28 FÉVRIER 1983

5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09 — Tél. : 246-72-23

DÉBAT

Alain Peyrefitte face à Pierre Juquin (Page 11)

FRANCE

Les patrons dans la bataille municipale (Page 10)

ÉTATS-UNIS

Les ultras de M. Reagan (Page 5)

La baisse des taux reprend (Page 18)

ALLEMAGNE

Les « verts », arbitres naïfs (Pages 6 et 7)

LECTURES

Le mystère Wallenberg (Page 8)

SOCIÉTÉ

Les escrocs de l'informatique (Page 12)

Dans « le Monde Dimanche » quatre pages de radio et de télévision

A une semaine des élections municipales

La publication des derniers indices économiques place de nouveau la majorité en position défensive

M. Pierre Mauroy, qui est dimanche 27 février l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, devait commenter les indices des prix et du commerce extérieur. Le premier ministre estime que les chiffres de janvier illustrent la nécessité de poursuivre l'effort de rigueur engagé en juin 1982. Appliquer toute cette politique mais rien que cette politique : tel est le message que devait délivrer M. Mauroy.

M. Jacques Chirac assure que la majorité a repris dupoil de la bête. Mais il livre aussitôt une explication : le gouvernement a compris qu'il valait mieux s'abdstenir de parler et d'agir. Le malheur, pour ce gouvernement, est que les chiffres parlent d'eux-mêmes. La publication de deux mauvais indices-prix et commerce extérieur (lire ci-dessous l'article d'Alain Vernholes, et nos informations page 17) — à une semaine du premier tour des élections municipales ne peut pas ne pas retentir sur la campagne, au bénéfice de l'opposition. Le premier ministre expliquera sans doute, dimanche 27 février, devant le club de la presse d'Europe 1, comme vient d'ailleurs de le faire M. Delors à Vienne (Isère) au cours d'un meeting, qu'on ne peutaller plus vite sur la voie de la désinflation car *« nous n'acceptons pas, comme le font les Allemands, 50 % de chômeurs en plus »*. Mais les chiffres sont là. Et l'opposition aura beau jeu de s'en saisir. Pourtant,si la gauche a repris espoir, c'est précisément dû au fait que le gouvernement a parlé — la prestation télévisée de M. Mauroy le 16 février dernier lui a sans doute permis de marquer des points — et agi en maîtrisant mieux que de coutume ses interventions. Il n'est que de reprendre l'ordre du jour des plus récents conseilsdes ministres pour mesurer leffort de planification de l' *« l'effet d'annonce »* et de l'action gouvernementale elle-même, accompli en tenant compte — enfin, diront certains socialistes — de l'échéance électorale. Qu'on en juge : le 9 février, le président de la République souligne que les dispositions sur la retraite à *soixante ans constituent « une grande conquête sociale »*.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 10.)



Le vrai poids des chiffres

Le déficit du commerce extérieur en janvier s'élève à 9,58 milliards de francs. Dans le même temps, les prix à la consommation ont augmenté de 0,9 %. Deux résultats médiocres que les milieux politiques ne peuvent manquer de commenter en cette période électorale

Deux mauvais résultats dans le domaine économique — prix et commerce extérieur — sont venus *rappeler vendredi soir 25 février* que, contrairement à ce qu'estimait M. Mauroy, le 16 février, tous les indicateurs de la politique gouvernementale ne se remettent pas tranquillement au vert. La forte hausse des prix de détails en janvier (+ 0,9 %) survenant après les augmentations déjà très importantes de novembre (+ 1 %) et de décembre (+ 0,9 %) montre à quel point le phénomène inflationniste est difficile à maîtriser en France, alors pourtant que presque tous les pays industrialisés continuent d'enrigistrer un net reflux des prix (+ 0,2 % en janvier aux États-Unis, au Japon et en R.F.A., *+ 0,1 % en Grande-Bretagne*).

Le déficit du commerce extérieur pour ce même mois de janvier (11,5 milliards de francs en données brutes, 9,58 milliards de francs après correction des variations saisonnières) montre également par son ampleur, et les difficultés que nous avons à le réduire, que les gros problèmes ne sont pas derrière nous, mais bel et bien devant nous, n'en déplaise à M. Mauroy ».

N'accablons pas le premier ministre dont l'imprudent optimisme s'expliquait beaucoup par la proximité des élections municipales. Les faits malheureusement sont têtus. Mieux vaut que le discours politique ne les ait pas fait oublier trop longemps.

Nous voici donc à nouveau confrontés aux chiffres et à la difficulté de les interpréter pour en tirer des jugements. L'essentiel est souvent caché, les significations profondes de telle ou telle statistique n'apparaissent, peu à peu qu'avec le temps ou qu'indirectement — et comme par ricochet — au travers d'autres chiffres ou d'autres résultats.

Il en va ainsi de l'indice des prix. *Autant il était excessif d'ac*corder trop d'importance aux très bons indices de prix de la période du blicage (juin, juillet, août, septembre), autant il serait injuste de dresser un constat d'échec à la lumière des mauvais résultats de novembre-décembre et janvier.

La vérité est plus subtile. Un blocage ne signifie rien en lui-même : ou il est très sévère et les prix n'augmentent que faiblement pendant toute la période durant laquelle il se prolonge, c'est ce qui s'est produit au deuxième semestre 1982 ; ou il n'est pas très sévère et les hausses persistent, même si elles sont plus faibles qu'en régime de liberté (cas du blocage Barre de fin 1976). Mais dans les deux cas, le blocage joue comme un accumulateur de hausse. Dès qu'il y est mis fin — même si c'est avec prudence comme actuellement — les industriels, les commerçants, les prestataires de services augmentent leurs prix et leurs tarifs, faute de quoi baisseront leurs revenus personnels, leurs capacités d'embaucher et d'investissements.

La longue phase de contrôle des prix qu'a connue la France avec le plan de stabilisation lancé en août-septembre 1963 par le général de Gaulle, nous a valu d'appréciables satisfactions avec les prix (ceux-ci n'augmentant que de 2,5 % par an avec M. Debré comme ministre des finances). Mais elle a peut-être compromis l'essor et la rentabilité de nombreuses industries, la sidérurgie notamment.

Ce qui est important dans l'expérience tentée par MM. Mauroy et Delors en juin 1982 n'est donc pas un énième blocage des prix, mais la mise à l'essai d'une politique de revenus qui, si elle n'ose pas dire son nom, n'en constitue pas moins une innovation considérable en France. Ses retombées, son succès ou son échec marqueront profondément l'avenir économique du pays. De ce point de vue, *il est beaucoup plus important* de surveiller les négociations salariales et les accords qui en découlent (avec ou sans clause de sauvegarde...) que de se braquer sur un indice qui, en lui-même, traduit mal — surtout sur une courte période — la réalité des choses.

Il est également plus important d'analyser la situation financière des entreprises publiques et leurs besoins d'emprunts. Des hausses tarifaires insuffisantes ralentissent la hausse de l'indice, et c'est un peu la politique qui est actuellement pratiquée, ce qui rend impossible une exacte appréciation du rythme réel de progression des prix.

ALAIN VERNHOLES.

(Lire la suite page 17.)

POINT DE VUE

Le consommateur français interpellé dans son choix

par MICHEL JOBERT (*)

La fragilité commerciale de la France impose à tous un effort progressif et soutenu vers l'équi*libre. Avec un déficit de 9,6 mil*liards, le mois de janvier décrit les effets de facteurs entrant en jeu tour à tour, en cours d'an*née. Ce mois-ci, les réapprovi*sionnements en produits nécessaires pour que l'industrie fonctionne — métaux, produits *chimiques et énergies diverses* — ont alourdi les importations. Ces orientations ne peuvent être critiquées, dans la perspective d'une reprise *économique, si* celle-ci doit se produire. Comme une constante, lancinante depuis plusieurs mois, les achats à l'étranger de biens de consommation et de matériel électroménager interpellent par contre le consommateur français dans ses choix et l'industrie française par rapport à ses lacunes de production.

Si les exportations agricoles se *placent bien, si le redressement* automobile est entrepris méthodiquement, si les biens d'équipement professionnels (de l'Airbus aux appareils mécaniques) tiennent bon comme ils l'ont fait en janvier, sans doute, reprendra-t-on le chemin de la décélération d'un déficit qui est devenu la grande affaire nationale avec l'endettement, son corollaire.

(Lire la suite page 17.)

(*) Ministre du commerce extérieur.

AU JOUR LE JOUR

Gratis

Le conflit de Citroën ouvre, à propos de la diminution des charges des entreprises, une perspective intéressante.

Les huit ouvriers licenciés d'Aulnay-sous-Bois occupent, le plus simplement du monde, leurs postes de travail. A la satisfaction de leurs camarades. Ils produisent des autos, gratis pro deo, *pour leur non-employeur. Nulle embauche n'est donc nécessaire pour combler le non-vide créé par leur non-départ. C'est le rêve secret de beaucoup de patrons !*

BRUNO FRAPPAT.

La mort de Tennessee Williams

La tendresse et le désordre

Le dramaturge américain Tennessee Williams est mort le 25 février à New-York dans la chambre d'hôtel où il habitait. Il aurait eu soixante-douze ans le 26 mars.

Tennessee Williams est devenu célèbre à trente-quatre ans, en un soir, le 31 mars 1945, quand sa pièce *la Ménagerie de verre* fut créée à New-York au Théâtre Playhouse.

Cette gloire fut confirmée deux ans plus tard, le 3 décembre 1947, par la première de *Un tramway nommé Désir* : Elia Kazan devenait le metteur en scène de Tennessee Williams, et cette pièce marquait les débuts d'un jeune comédien de l'Actors Studio : Marlon Brando.

Tennessee Williams est né le 26 mars 1911 dans le Missisipi, à Colombus. Le père, représentant de commerce, était souvent absent, et Tennessee passa son enfance, avec sa sœur aînée Rose et sa maman, chez son grand-père, un pasteur.

Il haïssait son père, qui était dur et violent. *« Le seul fait de vivre sous le même toit que lui me donnait un intense malaise »*, écrit-il. Il était très attaché à sa grand-mère, à sa mère qui aurait voulu être actrice et qui encouragea ses dons d'écrivain. Mais la grande passion de sa vie restera sa sœur Rose, qui est plus ou moins le protagoniste principal de plusieurs de ses pièces.

D'autre part, à partir de l'âge de treize ans, il ressent une fascination violente pour le corps de beaux adolescent (le premier d'entre eux fut un ami très proche de Rose), et, quelques années plus tard, à l'université, il se met à boire. Lorsqu'il est trop déprimé, il se réfugie chez ses grands-parents, à Memphis.

En 1937, les médecins diagnostiquent, chez Rose, une schizophrénie (contestée par son frère). Une opération de lobotomie est alors pratiquée, qui laisse la jeune femme très diminuée (dès que Tennessee Williams gagnera de l'argent, avec le succès de *la Ménagerie de verre*, — pièce où il met en scène sa mère et sa sœur et, il prendra Rose en charge.

A la suite de ce drame, Tennessee Williams s'éloigne de sa famille, part pour la Nouvelle-Orléans.

MICHEL COURNOT.

(Lire la suite page 8).

RENDEZ-VOUS

27 février *Sénégal :* élections présidentielle et législatives.

28 *Cuba :* négociations à Paris sur le rééchelonnement de la dette.
Allemagne fédérale : « table ronde » des partenaires sociaux avec le chancelier Kohl.
Strasbourg : commission européenne des droits de l'homme.

2 mars *Égypte :* réunion égypto-israélienne à Ismaëlia avec participation américaine sur le contentieux frontalier.
Bulgarie : reprise à Sofia du procès de deux Italiens accusés d'espionnage.
Italie : congrès du P.C.I. (jusqu'au 6).
Amérique centrale : voyage de Jean-Paul II (jusqu'au 9).
Réunion des ministres des pays membres de l'OPEP.
Bruxelles : conseil des Dix sur le marché intérieur.
Paris : quarts de finale de Coupe européenne des vainqueurs de coupe de football : Paris Saint-Germain-Wa- terchei.

3 *Bruxelles :* conseil des ministres de l'agriculture des Dix.

3-4 *Inde :* réunion des ministres des affaires étrangères des non-alignés.

4 *Moscou :* coupe Davis : U.R.S.S.-France.

5 *Australie :* élections générales anticipées.
U.R.S.S. : trentième anniversaire de la mort de Staline.

6 *Allemagne fédérale :* élections générales.
France : premier tour des élections municipales.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. – SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

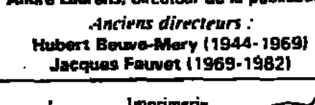
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

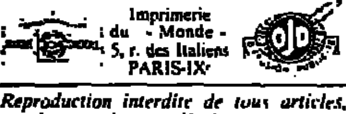
LES TARIFS DU MONDE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dr. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 55 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 325 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 65 d.

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23



Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE

Prophétique, servile, généreuse...

Du 2 au 9 mars, Jean-Paul II se rend dans les sept pays d'Amérique centrale et à Haïti. Il visite de vieilles chrétientés, mais aussi l'une des régions les plus déchirées de la planète. L'une de celles où l'Église est une force non seulement spirituelle mais aussi politique. Une force puissante mais divisée...

« Dieu écrit droit avec des lignes courbes »
(proverbe portugais)

Des évêques venus de dix-sept pays pour une conférence pastorale et appréhendés comme des délinquants puis expulsés *manu militari* dans l'indifférence des autorités locales ; des curés de faubourgs populaires arrêtés, torturés, parfois tués ; des prêtres étrangers chassés de leur paroisse, puis déportés, et d'autres condamnés à de lourdes peines de prison pour avoir pris le parti des opprimés ; un évêque assassiné dans sa cathédrale, un autre enlevé, humilié et menacé par un escadron de la mort ; des religieuses violées et massacrées pour des motifs politiques ; des laïcs retrouvés dans des fosses communes ou sur des listes de « disparus ».

Des évêques qui cautionnent et bénissent des massacres ; d'autres qui encensent et remercient des dictatures pour leur action politique ; des prêtres qui approuvent la besogne des groupes paramilitaires ; le violet et le pourpre au service des puissants ; des religieux enseignants qui bénéficient de prébendes et de privilèges acquis pendant la période coloniale ; des mouvements nationalistes et chrétiens partisans de la violence armée ; des aumôniers qui assistent les victimes de la torture.

Prophétique, servile, généreuse, idolâtre, engagée jusqu'au sacrifice, et parfois au sectarisme, courageuse et prudente : depuis une vingtaine d'années l'Église catholique d'Amérique latine s'est imposée comme une donnée essentielle de la vie des peuples de cette région du monde. Mais elle échappe à toute synthèse et à toute simplification sinon à toute récupération. Inquiète, tourmentée, déchirée, divisée, traversée de remous, de colères et de révoltes : on peut seulement dire avec certitude qu'elle bouge et qu'elle est vivante.

Un prêtre pour 6 000 habitants

Et pourtant elle est de moins en moins forte. Depuis la deuxième conférence épiscopale de Medellín, en Colombie, en août 1968, on l'écoute et on l'entend avec plus d'attention. Mais son influence exacte reste à déterminer. Significativement, la première conférence épiscopale, à Rio-de-Janeiro en 1955, s'était surtout penchée sur l'ignorance religieuse du peuple et sur la pénurie du clergé. La conférence de Medellin avait en revanche pour thème « l'Église dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine à la lumière du concile ». Mais, de 1955 à 1968, la crise des vocations s'est accélérée, et elle s'est poursuivie, encore que l'on note depuis deux ans une légère remontée.

L'Église ne manque pas de collèges ni de séminaires. Mais les trois quarts de ses séminaristes abandonnent avant la fin de leurs études. Selon des estimations qui restent globalement valables, les États-Unis ont un prêtre pour 650 fidèles, et la France un pour 900. La moyenne en Colombie, l'un des pays les plus catholiques de l'Amérique latine, est de un pour 3 500, et au Guatemala de un pour 11 000. La moyenne, dans tout le sous-continent, est de un prêtre, religieux ou diocésain, pour 6 000 habitants (1).

Encore *faut-il nuancer*. Ce manque de prêtres, de laïcs ou de simples *« ministres de la parole »*, comme en Amérique centrale, est encore plus sensible dans les campagnes, car la concentration du clergé est naturellement plus forte dans les villes. La superficie moyenne d'une paroisse en Équateur est de 782 kilomètres carrés. En Argentine, une paroisse type compte 16 000 fidèles.

La faiblesse du recrutement local a facilité le maintien, et même le renforcement, du courant traditionnel de l'immigration religieuse étrangère. En Argentine, une paroisse sur quatre est tenue par un prêtre étranger. Les salésiens sont en Patagonie et les franciscains dans le Chaco. En Bolivie, on compte environ 80 % de prêtres étrangers appartenant à vingt-huit nationalités différentes. La situation est sensiblement la même au Brésil, dans les pays andins et en Amérique centrale, avec un taux moyen de 50 %. L'implication de prêtres « étrangers » dans des conflits sociaux et politiques a provoqué de graves conflits entre l'Église et l'État.

Au Brésil, un curé d'origine italienne est devenu, malgré lui, le symbole, dénoncé ou acclamé, de la lutte, inégale et âpre, entre les grands propriétaires et les ouvriers misérables des plantations de canne à sucre de l'État du Pernambouc. Dans le Para, en Amazonie orientale, deux prêtres français ont été condamnés par un tribunal de Belem sous l'accusation d'avoir incité des paysans pauvres à affronter, les armes à la main, des représentants d'une société agricole qui voulait s'approprier leurs terres. Incidents brièvement rapportés par les médias occidentaux mais dont le retentissement est énorme sur le terrain et qui mettent brutalement en évidence l'une des épreuves, et des ambiguïtés, de l'Église d'Amérique latine.

Force et faiblesses. Un catholique sur trois dans le monde est latino-américain. Le Brésil, avec 120 millions d'habitants, est la *première puissance* catholique de la planète. La quasi-totalité des habitants d'Amérique latine se reconnaissent comme catholiques. Officiellement, près de 80 % des *hommes* et des femmes sont baptisés. L'Amérique latine est sans doute la seule région du globe où l'Église exerce une influence réelle sur l'évolution de la société.



Prêtre et séminariste indigènes au Pérou. (Extrait du Tour du monde, 1863.)

Chaque voyage d'un pape, au Mexique, en Colombie, en Argentine, au Brésil hier, en Amérique centrale et en Haïti demain, est l'occasion pour l'ensemble de l'Église, de réfléchir sur le passé et de scruter l'avenir, de tenter de définir de nouvelles lignes de force et d'action, de secouer les énergies ou de redresser la barre. Chaque périple du pape suscite des enthousiasmes et des espérances. Paul VI était à Bogota, en 1968, pour l'ouverture de la seconde conférence épiscopale d'Amérique latine. Jean-Paul II était à Puebla, au Mexique, pour l'inauguration de la troisième conférence générale de l'épiscopat. Il va se rendre en Haïti pour une nouvelle rencontre du Conseil des épiscopats latino-américains (Celam).

A l'heure des bilans, des analyses de textes et de résolutions, on retrouve l'embarras des exégètes, des divergences et même des contradictions qui illustrent *l'immense complexité d'une* Eglise brassée dans ses profondeurs. Les voyages du pape ressemblent à des trajectoires brillantes et spectaculaires séparant de longues périodes de silence, de combats anonymes, de répression, et d'interrogations quotidiennes.

La caricature ne sied pas à l'Eglise. On l'a bien vu à Medellín. Dans la foulée du concile Vatican II, qui a touché avec force un continent latino-américain mieux préparé que d'autres à la recevoir et à l'interpréter, la deuxième réunion du Celam a adopté des formules fortes : *« moment décisif du processus historique du continent »*, *« au seuil d'une nouvelle époque de notre histoire »*, *« l'enfantement douloureux d'une civilisation »*. Le président de la conférence, le cardinal péruvien Landazuri Ricketts a parlé de la nécessité de *« s'engager du côté des efforts d'émancipation »*, de *« s'identifier aux pauvres du continent »*, d'exercer *« la fonction prophétique de l'amour »*, et de *« dénoncer ce qui opprime l'homme »*.

Une avancée, Medellin ? le signe éclatant d'une évolution des esprits en milieu catholique ? Sans aucun doute. Mais l'impact et les retombées ont été moins puissants que ne l'espéraient les progressistes de l'Eglise.

Après Medellin, les évêques ont été affrontés à une accélération des antagonismes de type politique. A partir de 1972, les conservateurs et les intégristes ont remis Medellin en cause alors que certains prêtres et des religieux approfondissaient leur réflexion, et assez souvent leur action, dans la perspective d'une nouvelle théologie de la libération. Au nom du pluralisme dans l'unité retrouvée de l'Eglise, la nouvelle direction plus conservatrice du Celam s'est efforcée, très soutenue par la commission pontificale pour l'Amérique latine, de contrecarrer les engagements qui lui apparaissaient trop nettement « politiques ».

Deux ans seulement après Medellin, un journaliste chrétien de Montevideo, Hector Borrat, méditait sur une certaine « relativisation » des résultats de la deuxième conférence épiscopale. Cette *« faim théologique sur laquelle Medellin nous laisse vient de beaucoup plus loin. »* Et il ajoutait : *« L'Eglise est-elle utile ou non à la libération de l'Amérique latine ? La question est d'autant plus inévitable que l'Eglise brandit cette libération contre son propre drapeau. (2). »*

Un prêtre français, le Père Michel Duclercq, qui a sillonné depuis 1965 l'Amérique latine – avec une passion chaleureuse, – regrette que les textes de la conférence de Medellin n'aient pas été intégralement publiés en France (3). Il rappelle le souffle *« prophétique »* du document de base : *« En face de la situation de misère et d'injustices, l'Eglise n'a pas exercé avec l'urgence voulue son rôle : condamner les injustices et inspirer les changements nécessaires. »*

Medellin ou le concile appliqué à un continent ? Un courant, minoritaire mais dynamique, s'est engouffré dans la brèche ouverte par la deuxième conférence épiscopale. En fait, les précurseurs n'avaient pas *manqué*.

A Récife, depuis 1964, dom Helder Camara, archevêque de la capitale du Nord-Est, se battait de toutes ses forces contre les excès de la dictature militaire et les simplifications de la doctrine de sécurité nationale. Homme d'avant-garde s'il en fût, le petit évêque à la soutane noire a été hissé sur le pavois interna- tional avant d'être incité par le Vatican à la plus grande discrétion possible.

En février 1966, dans le Santander, le Père Camilo Torres, prêtre colombien ayant choisi de rallier *un mouvement* de guérilla, était tué par les forces de l'ordre dans des circonstances encore mal éclaircies. Une mort doublement symbolique et « scandaleuse » dans un pays, la Colombie, où la hiérarchie est restée largement conservatrice et où un concordat continue de régir les relations entre l'Eglise et l'Etat de manière préférentielle. Camilo Torres était le « cas limite » de l'engagement du chrétien aux côtés des pauvres, la version armée et combattante du curé-ouvrier des bidonvilles des grandes cités d'Amérique latine.

Chrétiens pour le socialisme

Rejeté par la hiérarchie catholique officielle comme une « exception qui confirme la bonne règle », comme un simple accident de l'histoire, Camilo Torres a profondément marqué la conscience des chrétiens de base influencés par Medellin. Prêtres pour le tiers-monde, Chrétiens pour le socialisme, Chrétiens pour la libération, *Eglise solidaire*, Prêtres *pour* le peuple : au Chili, au Mexique, au Pérou, en Colombie, en Argentine, au Brésil, de petits groupes se sont efforcés de réconcilier christianisme et marxisme, *action* chrétienne et socialisme.

Privilégiés au Chili, où le gouvernement d'unité populaire de Salvador Allende est au pouvoir jusqu'en *1973*, tolérés ailleurs, réprimés souvent, ils étaient 400 à Santiago en avril 1972, venus de toute l'Amérique latine. Un mois avant le coup d'Etat, en août 1973, l'épiscopat chilien a interdit aux prêtres et aux religieux de militer dans Chrétiens pour le socialisme, mais le texte ne sera publié qu'en octobre, un mois après le putsch des militaires. Parallèlement, la théologie de la libération s'est élaborée progressivement. *« Opter pour le pauvre,* écrit Gustavo Gutierrez, auteur d'essais sur ce thème, *c'est opter pour une classe sociale contre une autre. Opter pour le pauvre, c'est s'intégrer à la classe exploitée, au monde de ses valeurs, c'est se solidariser avec ses combats. »* Remous superficiels ? Pas seulement, puisque le synode des évêques de 1971 s'inspire des thèses de la théologie de la libération et parle de *« la mission de l'Eglise en faveur de la libération de toute situation d'oppression »*. La contre-offensive des conservateurs s'est poursuivie jusqu'à la troisième conférence épiscopale de Puebla, et c'est en Colombie qu'elle est particulièrement vigoureuse, sous l'impulsion, entre autres, d'un jésuite, le Père Vekemans, un Belge qui a contribué à l'élaboration de la doctrine de la démocratie chrétienne du Chili, au pouvoir de 1964 à 1970 avec Eduardo Frei. La « révolution dans la liberté » de Vekemans apparaît alors comme la « troisième voie » offerte à l'Amérique latine entre le capitalisme exploiteur et le communisme athée. Pour Vekemans, *« la vraie révolution est l'industrialisation de la société. Elle doit être le fait des élites dirigeantes (...). La forte politisation latino-américaine est un phénomène pathologique qui rend impossibles les transformations culturelles permettant l'intégration de l'homme dans la société (4). »*

« Deux systèmes matérialistes »

C'est un évêque colombien, récemment promu cardinal, Mgr Lopez Trujillo, un conservateur, qui dirige le Celam à l'ouverture de la troisième conférence épiscopale, qui se tient à Puebla en 1979. Puebla, si l'on en reste à l'essentiel, c'est le retour à l'Évangile. *« On ne peut,* affirme Jean-Paul II, *évangéliser correctement que si l'on a une vision correcte de l'Évangile. »* Le pape renvoie dos à dos communisme et capitalisme *« comme deux systèmes matérialistes »*, et il dénonce énergiquement les violations des droits de l'homme dans son message d'ouverture d'une conférence dont les conclusions, après deux semaines de travaux, reprennent sa « ligne ». C'est un rejet du capitalisme et du marxisme. C'est aussi une condamnation de la doctrine de sécurité nationale, chère aux dictatures militaires d'Amérique latine.

Mais l'appel de Puebla, plus que celui de Medellin, a ses limites et son « double langage ». A Puebla, le Celam a esquivé le débat au fond sur les aspects positifs ou négatifs de la théologie de la libération. Mais Puebla n'est un anti-Medellin que si l'on schématise les positions toujours nécessairement nuancées des conférences épiscopales. Rio, Medellin, Puebla sont en fait trois étapes d'une évolution avec ses flux et *ses reflux sans que l'on puisse affirmer* que la marée est étale. Les démonstrations de l'aile « avancée » de l'Église sont par définition plus « bruyantes » et dissimulent l'importance des autres courants.

Charles Antoine, lui-même prêtre et observateur perspicace (5), distingue quatre « tendances » dans l'épiscopat latino-américain de 1983 : les « intégristes », les « juridiques », les « pastoraux » et les « prophétiques ». Et il affirme que les « pastoraux » sont *majoritaires*, avec près de la moitié des évêques. Est-ce le « marais » qui est le plus en accord avec la pensée profonde de Jean-Paul II ?

La force apparente et les faiblesses relatives de l'Église d'aujourd'hui sont aussi l'aboutissement d'un processus qui s'est étiré sur cinq siècles. Pendant les trois premiers, cette Église a *été étroitement* associée, dans l'Amérique espagnole, à la conquête et à la colonisation. Elle a pâti des luttes de l'indépendance et retrouvé quelque *vigueur dans le dernier* tiers du dix-neuvième siècle, à partir du pontificat de Pie IX. L'évolution a été différente dans les Caraïbes et au Brésil. Mais c'est au *Brésil, de civilisation* portugaise et historiquement moins puissante, que l'Église a manifesté un exceptionnel dynamisme.

Évêque pour ramasser des cadavres

L'Église latino-américaine d'aujourd'hui a ses témoins, ses prophètes et ses martyrs. Charles Antoine recense, depuis 1964, au seul niveau des évêques, des prêtres et des religieuses, *« 835 personnes directement victimes d'une mesure de répression sous forme d'arrestation, d'emprisonnement, de torture, d'enlèvement ou de menaces graves contre l'intégrité physique »*. Sur ce nombre, 33 prêtres ont *été* assassinés pour motif politique, dont 12 en Argentine.

C'est l'assassinat, en mars 1980, de Mgr Romero, foudroyé au cours d'une messe à San-Salvador, qui apparaît encore comme l'événement le plus « symbolique » dans ce long martyrologe. Un évêque qui confiait avant sa mort que son ministère se réduisait *« à aller ramasser des cadavres »*, a été frappé parce que son engagement aux côtés d'un peuple massacré était insupportable aux yeux des nantis. Peut-on rappeler, à la veille de la quatrième conférence épiscopale de Port-au-Prince – un autre symbole – que le pape n'avait pas condamné ce meurtre avec une excessive sévérité ?

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Ces chiffres sont empruntés à l'ouvrage de M. Nobmac'h *Du Mexique à la Terre de Feu, une Église en colère.* Éditions Bordas, Paris.

(2) *Développement ou libération*, par Hector Borrat. Éditions du Cerf, Paris.

(3) *Cris et combats de l'Église en Amérique latine*, par Michel Duclercq. Editions du Cerf, Paris.

(4) Roger Vekemans, *la Marginalidad en America latina.* Desal, Santiago-du-Chili. Cité par le Père Joseph Comblin dans *Théologie de la révolution.* Éditions universitaires, Paris.

(5) Charles Antoine, auteur de *le Sang et l'Espoir*, aux éditions du Centurion, dirige le *Dial*, un bulletin d'informations religieuses sur l'Amérique latine, 4, quai des Grands-Augustins, Paris-6e. *Dial* doit publier cette semaine un numéro spécial intitulé « Le sang des justes » à l'occasion du voyage de Jean-Paul II en Amérique centrale.

Etranger

BULLETIN

Tueries au Zimbabwe

Les inqualifiables exactions auxquelles se sont livrés au Matabeleland les deux mille soldats de la 5e brigade de l'armée du Zimbabwe, et dont le correspondant du « Monde » en Afrique orientale a rendu compte dès le début du mois (« le Monde » du 11 février), jettent un sérieux discrédit sur le gouvernement de Harare. Survenant après les scandaleuses expulsions brutalement décidées le mois dernier par le gouvernement fédéral du Nigéria, elles ne feront que ternir davantage l'image du continent noir.

A Harare, des controverses byzantines se développent pour savoir qui, exactement, doit être tenu pour responsable des massacres du Matabeleland, qui ont fait des centaines de victimes civiles innocentes. M. Justin Nyoka, directeur de l'information, cède à la tentation facile d'accuser la presse mondiale d'avoir « gravement déformé » la situation. Selon l'enquête en cours sur place, l'armée régulière n'a rien à voir avec la folie meurtrière imputable, dit-on à Harare, à « des déserteurs vêtus de l'uniforme de l'armée ». Mais ce qui frappe aujourd'hui, c'est moins la recherche des coupables, que l'on veut espérer efficace, que l'importance des tueries et leur sauvagerie.

Les témoignages recueillis auprès de missionnaires, de médecins ou d'enseignants concordent tous. Uniquement composée de Shona, ethnie majoritaire dans le pays, la sinistre 5e brigade tue, viole, pille au sein de la population de race ndebele, entraînant un exode massif des paysans vers les villes, dont Bulawayo. A ces faits, les autorités de Harare opposent la nécessité de réprimer les dissidents antigouvernementaux, anciens guérilleros favorables à M. Nkomo.

Car cette folie meurtrière a pour origine le règlement de comptes, en cours depuis des mois, entre MM. Mugabe, premier ministre, dirigeant de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) et Nkomo, ancien ministre de l'intérieur, destitué, chef de l'Union nationale populaire du Zimbabwe (ZAPU). A ces rivalités de personnes s'ajoutent des antagonismes ethniques, car M. Mugabe est d'ethnie Shona et M. Nkomo, Ndebele. De vieilles rancœurs de caractère idéologique se superposent à ce tissu complexe de haines vivaces, car, durant la guerre civile qui opposa les nationalistes noirs à la minorité blanche conduite par l'ancien premier ministre, M. Smith, M. Mugabe était soutenu par Pékin et opérait avec l'aide chinoise à partir du Mozambique, tandis que M. Nkomo menait des raids avec le concours des Soviétiques à partir de la Zambie.

Le Zimbabwe dispose d'importantes ressources agricoles et minières, et occupe une place de choix sur l'échiquier économique de l'Afrique australe. Le cuivre et le chrome lui assurent des recettes, dont le volume suscite l'envie de beaucoup d'Etats de la région.

Nul doute que la terreur semée par la 5e brigade n'accélère le courant d'émigration blanche, qui déjà porte mensuellement sur plus de mille deux cents personnes. D'autre part, l'atmosphère de guerre civile au Zimbabwe menace de déstabilisation quelques-uns de ses voisins. La contagion de la violence peut, en effet, s'étendre brutalement au Mozambique, où le pouvoir central fait déjà face aux actions d'une opposition armée en Zambie et en Tanzanie, où les présidents Kaunda et Nyerere sont confrontés à de graves difficultés politiques et économiques.

M. Begin rejette les conditions posées par la Jordanie pour sa participation à d'éventuelles négociations

M. Begin a *« catégoriquement rejeté »*, vendredi 25 février, les conditions posées par la Jordanie pour sa participation à d'éventuelles négociations sur le Proche-Orient. Il a annoncé le refus israélien à la commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense de la Knesset.

Les conditions d'une participation jordanienne à d'éventuelles négociations auraient été définies par le ministre jordanien des affaires étrangères, M. Marouane el Kassem, jeudi, à l'issue de son entretien avec le président Gemayel : retrait israélien du Liban, gel des implantations juives en Cisjordanie et réelle participation palestinienne à ces négociations.

M. Arens, ministre israélien de la défense désigné, a déclaré, pour sa part, qu'une *« très forte pression américaine est exercée sur Israël pour obtenir son retrait du Liban »*, mais qu'il ne voyait *« aucun geste américain susceptible de nous rendre cette décision plus facile à prendre, sans obtenir en contrepartie le minimum des assurances que nous exigeons »*.

A Beyrouth, une réunion à laquelle participaient, vendredi, M. Philip Habib, l'émissaire américain au Proche-Orient, M. Salem, le ministre libanais des affaires étrangères, et les délégations libanaise et américaine aux négociations avec Israël, n'a pas permis d'aplanir les différences de vues entre Beyrouth et Washington dans les pourparlers menés avec Jérusalem. On indique de source officielle que les Libanais ont exposé à M. Habib leur refus de tout arrangement de sécurité pouvant affecter la souveraineté de leur pays et d'une normalisation des relations bilatérales préalable à un retrait des forces israéliennes. La partie libanaise a sollicité des garanties américaines après le retrait des troupes israéliennes, afin de ne pas courir le risque d'une ingérence permanente d'Israël dans les affaires intérieures du Liban.

La situation au Sud-Liban

Le conseil des ministres libanais a décidé de démettre quatre hauts fonctionnaires à la suite de recommandations présentées par une commission d'enquête sur la catastrophe provoquée par la récente tempête de neige en montagne. Les fonctionnaires limogés sont le directeur général des forces de sécurité intérieure, M. Hicham al Chaar, les gouverneurs du Mont-Liban et de la Bekaa, respectivement MM. Fadel Hamwiye et Henri Laboud, et enfin le directeur général du ministère des travaux publics et des transports, M. Antoine al Rayess. Selon le dernier bilan des sauveteurs, soixante civils ont trouvé la mort dans la tempête de neige qui a sévi dans la montagne libanaise de vendredi à lundi derniers. Depuis jeudi, une nouvelle tempête de neige complique les opérations de secours. Dans la région des Cèdres, un hôtel et des habitations se sont effondrés faisant, selon des informations non confirmées, onze morts.

Aux Nations unies, M. Olof Rydbeck, haut commissaire de l'U.N.W.R.A., a souhaité vendredi que la sécurité des réfugiés palestiniens au Sud-Liban soit renforcée. Le haut commissaire a déclaré qu'il avait reçu une réponse *« très positive »* des autorités israéliennes, qui, lors d'une rencontre mercredi entre son représentant et le commandant israélien au Sud-Liban, avaient donné l'assurance que les forces israéliennes de défense interviendront pour empêcher meurtres et exactions. *« L'armée israélienne est le seul protecteur qu'ont les réfugiés palestiniens contre les nombreux groupes armés arabes au Sud-Liban, aussi paradoxal que cela puisse paraître »*, a ajouté M. Rydbeck lors de sa conférence de presse.

A Jérusalem, le général Moshé Nativ, chef du service des effectifs de l'armée, a mis en garde les autorités syriennes contre tout atermoiement dans les négociations sur le sort des prisonniers israéliens *« détenus soit par les Palestiniens soit par les Syriens »*. *« Il n'y aura pas*, a-t-il dit, *de retrait israélien du Liban, tant que le sort de tous les prisonniers et disparus israéliens ne sera pas réglé. »* – (A.F.P.)

Iran

Risque d'incident diplomatique entre Bonn et Téhéran

De notre correspondant

Bonn. – Le représentant du ministère des affaires étrangères venu expliquer, à huis clos, mercredi 23 février, qu'il importait de relaxer M. Sadegh Tabatabaï, a perdu son temps. La douzième chambre du tribunal de Düsseldorf a été si peu convaincue par ses arguments que non seulement elle reprenait ses audiences vendredi 25 février comme si de rien n'était, mais qu'elle remettait aussi l'inculpé sous les verrous de la détention préventive, dont l'avait sorti mardi une ordonnance de l'instance supérieure de Düsseldorf (*le Monde* du 26 février). La reprise du procès contre M. Tabatabaï – accusé de trafic de drogue – a fait l'effet d'un éclat. Le ministère des affaires étrangères s'est trouvé clairement désavoué. Il s'est aussitôt replié sur ses positions d'intermédiaire : il n'aurait fait que transmettre le message du ministère des affaires étrangères de Téhéran accordant à M. Tabatabaï le statut d'ambassadeur extraordinaire. A vrai dire, le diplomate allemand n'aurait pas tant plaidé pour le statut spécial de M. Tabatabaï que pour la sécurité et les biens de la communauté allemande en Iran, craignant les représailles qui pourraient suivre la condamnation désormais inéluctable de l'ancien vice-premier ministre iranien.

La cour a entendu six douaniers impliqués dans l'arrestation de M. Tabatabaï. Sur quoi son avocat, Me Kroppen, s'est levé et a déclaré qu'il quittait la salle des séances et déposait son mandat. Le juge Otto Strauss lui ayant fait observer qu'il n'avait pas le droit d'agir ainsi, l'avocat a répliqué que cela lui était égal. Il avait auparavant menacé de faire des *« révélations »* qui pourraient être dommageables à la République fédérale.

La prochaine audience a été fixée à mardi et un porte-parole du ministère de l'intérieur a déclaré qu'il n'y aurait pas deux poids et deux mesures pour les trafiquants de drogue, ce qui a été interprétée comme une pointe contre la tentative du ministère des affaires étrangères pour « blanchir » M. Sadegh Tabatabaï. – A. C.

DANS LA CRISE DE L'ASSAM

Mme Gandhi reconnaît « une certaine responsabilité » de son gouvernement

De notre correspondant

New-Delhi. – Un premier ministre las et sans ressort, ainsi est apparue Mme Gandhi à la presse étrangère dont elle était, vendredi 25 février, l'invitée. Elle a offert le spectacle d'un dirigeant sincèrement consterné par la récente explosion de violences, mais convaincu de la justesse de sa position. Elle a, à plusieurs reprises, répondu évasivement aux questions qui s'abattaient sur elle.

« Quel est le dernier bilan des massacres ?

– *Nous ne le savons pas nous-mêmes. On ne peut donner que le nombre des corps retrouvés et les recherches se poursuivent.*

– Combien de familles ont quitté leurs villages, voire l'Assam ?

– *Je n'en connais pas le nombre exact. Nous les aidons financièrement, notamment à reconstruire leurs maisons.*

– Se sent-elle en partie responsable de la tournure des événements ?

– *Ce qui s'est produit en Assam est le résultat d'une atmosphère de rancœur et de haine créée depuis la fin 1979, d'une escalade indépendante de la tenue des élections. Certains partis d'opposition ont encouragé l'agitation, et je n'ai entendu aucune réelle condamnation des violences commises longtemps avant le scrutin, des sabotages et des assassinats de fonctionnaires. Nous nous efforçons de contrôler la situation. Mais ce qui importe, ce n'est pas le nombre des forces déployées, mais la nécessité d'apaiser les esprits.*

– A-t-elle envisagé la possibilité de donner sa démission ?

– *Non. Cela serait terrible pour l'Assam. Certes, il appartient au gouvernement d'assurer la sécurité des personnes, mais en quoi une démission accroîtrait-elle cette dernière ? Il n'y a aucune responsabilité directe, mais une certaine responsabilité.*

– Pouvait-on agir autrement ?

– *D'abord, il nous fallait respecter la Constitution, c'est-à-dire organiser des élections. Nous ne disposions pas au Parlement de la majorité requise pour amender la Constitution. Ensuite, il nous appartenait de refuser qu'un groupe de personnes ne dicte sa loi et ne s'oppose au processus démocratique. Ne pas tenir les élections souhaitées par un grand nombre de personnes aurait été encourager les agitateurs, qui sont partisans d'expulsions massives. Certes, les véritables « étrangers » doivent être expulsés de l'Etat* (mais le Bangladesh à déjà fait savoir qu'il n'en accepterait aucun). *Encore faut-il les identifier en évitant que, dans ce processus, des personnes de bonne foi ne soient inquiétées. Les responsables de l'agitation ne constituent qu'une minorité, mais ils bénéficient de l'appui d'un plus grans nombre.*

– Si vous aviez su quel serait le prix à payer, auriez-vous persévéré dans l'organisation d'élections ?

– *Je ne sais vraiment pas si nous aurions évité ces violences en renonçant aux élections !*

– Quelle est la valeur d'un scrutin tenu dans de telles conditions ?

– *La participation n'a pas été faible partout. Un grand nombre de personnes ont été empêchées de voter. Elles ont été menacées. Des candidats ont été tués, des membres de leurs familles kidnappés. Le fils de l'un d'eux a eu les oreilles coupées. Sans cette atmosphère de peur et de terreur, les gens auraient voté en grand nombre. L'état d'urgence n'est pas envisagé (...)*

– Y a-t-il eu des interventions étrangères ?

– *On ne peut répondre positivement à cette question. Il y a eu des encouragements de l'extérieur, mais il est difficile d'en déterminer exactement l'origine. Certains éléments ont intérêt à déstabiliser des pays comme l'Inde.* »

PATRICK FRANCES.

Le brut millésimé du Sahara algérien

La baisse du prix du pétrole fait beaucoup d'heureux. En Algérie, elle ne peut que décevoir et irriter un gros producteur, car, selon le* Moudjahid, *elle va « à contre-courant de toutes les revendications du tiers-monde ». C'est pourquoi Alger a demandé, cette semaine, la convocation de l'OPEP. On ne brade pas du brut millésimé dont les stocks sont impressionnants.

De notre envoyé spécial

In-Amenas. — La grande aventure du pétrole saharien a commencé tout près d'ici, au puits 101, foré avant ce qu'on appelle pudiquement, en présence de l'hôte français, *« les événements »*. Il faut une heure de piste pour atteindre Edjeleh, aux confins libyens, dans un paysage de dunes. Quelques tuyaux sortant de terre, un espace délimité par quatre bidons d'huile, un écriteau : *« Edjeleh, premier pétrole, janvier 1956 »*. Il ne s'agit pas seulement d'un souvenir pieusement conservé. Un ingénieur explique, en tapotant affectueusement ce matériel qui a résisté à toutes les corrosions : *« Le puits 101 est fermé, mais il n'est pas mort. »* On pourrait encore « presser l'éponge » pour en extraire la précieuse coulée, en employant la technique du *gaz lift*.

La langue imagée et concrète des pétroliers emprunte souvent au Texas. Parce qu'il a été mis au point par les Américains, il ne sera jamais possible de parler autrement du procédé qui consiste à injecter du gaz sous l'huile pour la *« lever »*, améliorant ainsi le rendement de gisements dont la période d'exploitation la plus aisée est révolue.

Soucieuse de ne pas dilapider ses réserves, l'Algérie s'intéresse à toutes les techniques d'« optimisation ». Le gaz est réinjecté, mais aussi l'eau — que l'on trouve à condition de creuser à 1 000 mètres, — selon des dosages savants. *« Chaque puits est un cas et a son histoire »*, observe un ingénieur spécialiste des études de *« récupération tertiaire »* en cours à Alger pour mettre au point un liquide spécial qui permettra d'exploiter les gisements sans laisser la moindre goutte « piégée » dans la roche.

Au rythme actuel de la production, les réserves en pétrole de l'Algérie devraient être épuisées en vingt ans, dit-on communément. Les experts de la Sonatrach (1) tiennent pour simplistes ces estimations ; tout dépend, disent-ils, de l'évolution des connaissances et de la rentabilité des techniques les plus complexes.

In-Amenas, daïra (sous-préfecture) de 13 000 habitants, est avant tout un centre administratif et résidentiel, une *« base de vie »*, comme disent les pétroliers. Aux techniciens et à leurs familles s'ajoutent les nomades ou semi-nomades qui suivent les chantiers et y trouvent des emplois temporaires.

« Les Touareg sont nos meilleurs chauffeurs, surtout la nuit, où il est facile de s'égarer. » L'ingénieur nous montre les immenses chantiers : près de l'erg Bourharet, où l'armée transforme la piste en route. L'arrivée de notre voiture est un petit événement pour la soixantaine d'hommes qui travaillent à El-Abed-Larache, dernière base au sud, à 117 kilomètres d'In-Amenas. Quelques « cabines sahariennes » sont posées dans une rocaille désolée. La salle de restaurant a été construite en 1960. Les Français sont partis, mais les photos de ports bretons sont restées sur les murs, et l'on continue à pratiquer la pétanque. Ni télévision ni téléphone ; quelques films en plein air le soir et la nostalgie des femmes laissées au nord. La « prime d'isolement », qui double le salaire, n'est pas volée, même en tenant compte de la fierté de faire partie d'une élite, d'appartenir à un corps efficace dans l'Algérie du « bricolage » généralisé.

« A environ 4 kilomètres, par une piste sur la droite, on trouvera un point d'eau chaude, agréable lieu de campement, malgré d'éventuels scorpions », indique le Guide bleu. En fait, la Sonatrach exploite ici une « source » qui sert à abreuver toutes les bases du Sud. Puisée à 1 400 mètres, l'eau sort à 62° C. Refroidie, elle est mise dans des *« berlingots »* faciles à transporter et à utiliser sur des chantiers où, en été, le corps humain exige facilement cinq litres par jour.

Plus au sud, c'est Illizi, où Antonioni a tourné les premières séquences de *Profession reporter*, puis Djanet, le Tassili et ses gravures rupestres difficilement accessibles au commun des voyageurs. La Sonatrach sait y traiter royalement ses hôtes, mais son vrai domaine s'étend au nord...

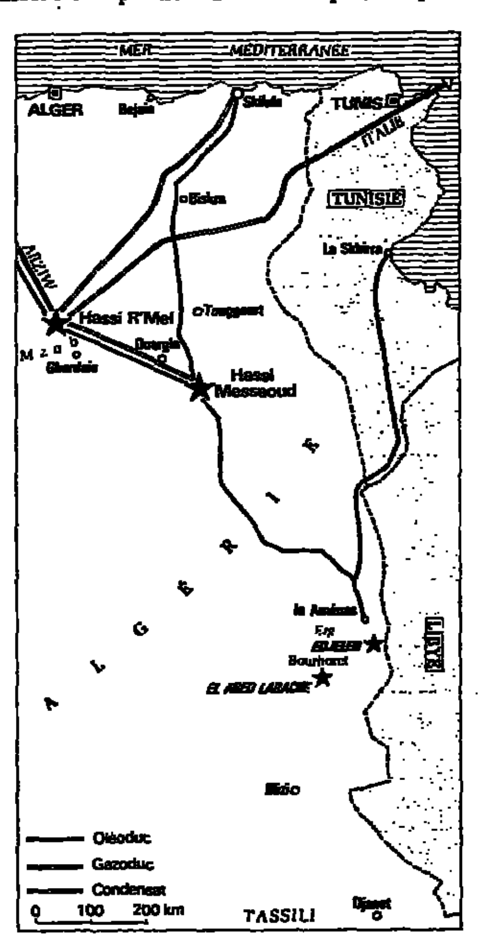
Les crus maison

Hassi-Messaoud. D'ici sort plus de la moitié de la production algérienne de brut. Six cents puits, dont quatre cents en activité. Cinq milliards de tonnes de réserves en place. Des découvertes récentes ont encouragé la prospection, dont témoigne un paysage de derricks. vingt mille personnes, dont quinze mille appartiennent à la Sonatrach. Un organigramme d'une extrême complexité, accrue par l'éclatement de la Sonatrach, Etat dans l'Etat, en différentes sociétés nationales.

On dégaze le brut par décompressions successives ; on stabilise l'huile par dessalage électrostatique. On recomprime le gaz pour la réinjection dans le gisement... Des opérations menées le plus souvent par télécommande dans une « tour de contrôle ». Et puis, au sortir de l'univers climatisé des salles d'ordinateurs, un retour à la bonne vieille technique des années 60 : en bout de parcours d'une raffinerie, quelques robinets qu'on ouvre pour vous faire humer, comme du bordeaux, les différents crus maison : kérosène, super, gas-oil, lampant, etc...

Les élèves du centre de formation de l'Institut algérien du pétrole sont recrutés sur test à la fin du secondaire. Quatre mille candidats fournissent une promotion de quatre cent cinquante élèves. La discipline est sévère : 1 dinar d'amende pour chaque minute de retard au cours, prélevé sur une paye mensuelle de 1 000 dinars (1 500 francs). Les lits sont faits au carré. Au milieu de la cour, pour l'instruction, un « arbre de Noël », nom donné aux têtes de puits qui émergent du sable.

« La principale richesse du Sahara, c'est son eau », dit sans sourire le jardinier qui cultive les asperges à la ferme expérimentale. On y fait des greffes, on y élève des lapins et, à l'aube, le chant du coq crève le grand silence du désert.



Un spectacle fascinant

Bientôt ce sera le chant du muezzin. On construit une mosquée à côté des écoles. La population, jeune à l'origine, a de plus en plus d'enfants. Hassi-Messaoud devient une vraie ville où certaines familles prennent leurs vacances. Un ancien annonce son intention d'y rester pour la retraite. Le célibataire algérien y fait les « trois-une », trois semaines de dur travail pour une semaine de repos dans la famille, rejointe par avion aux frais de l'employeur.

Pour les quelques Français de Total ou d'Elf-Aquitaine détachés à la Sonatrach, c'est le régime des « quatre-deux », avec retour en France. *« Une facilité qui a, bien sûr, des contreparties, mais à laquelle je ne parviens pas à renoncer »*, dit l'un d'eux, qui finira son mois parmi les siens dans le Poitou.

On essaie d'humaniser ce site désertique, auquel un certain Messaoud donna son nom en y creusant un puits, toujours visible, en 1910. Au bord des grands axes goudronnés faits pour les camions géants des convois spéciaux, des panneaux indiquent des lieux-dits qu'on a voulus évocateurs : *les* Quatre Chemins, le Chapeau de gendarme.

Hassi-Messaoud n'est vraiment prenant que la nuit. Beauté de l'univers industriel quand les projecteurs s'allument sur l'« unité d'optimisation », alambic géant pour les essences de grande qualité, flambant neuf, conçu par la France et construit par l'Algérie. Romantisme des torchères, qui auront disparu dans quelques années quand tout le gaz, actuellement brûlé par mesure de sécurité, sera recyclé dans les gisements, constate, mi-fier, mi-désolé, l'ingénieur qui, à minuit, fasciné comme au premier jour, ne se décide pas à remonter dans la jeep pour rejoindre la « base de vie ».

Après les splendeurs du Mzab, le lever du soleil sur Ghardaïa et les oasis, qui la séparent d'Hassi-Messaoud, Hassi- R'Mel, sur un plateau rocailleux et venté, paraît peu gâtée par la nature. C'est pourtant là le coffre-fort de l'Algérie. Deux mille quatre cents milliards de mètres cubes de gaz naturel, à 2 300 mètres sous terre, dans une zone d'exploitation longue de 80 kilomètres et large de 70.

L'Algérie se situe au quatrième rang mondial en ce qui concerne les réserves de gaz naturel. Au rythme actuel, la production pourrait durer trois siècles. Pour 80 % les réserves nationales se trouvent dans les grès triasiques de Hassi- R'Mel. En raison de son humidité, on est en présence d'un gaz à condensat, ce liquide d'hydrocarbures incolore, plus léger que le brut, utilisé comme produit de base de la pétrochimie, et qui est une des spécialités de l'Algérie.

Hassi-R'Mel « l'algérienne »

Six mille personnes y vivent, dont deux mille deux cents travaillent à la Sonatrach.

Ici, peu de traces du passage des Français. Le gaz a été découvert en 1956, mais son exploitation sur une grande échelle est postérieure à l'indépendance. Ultramoderne, Hassi-R'Mel est vraiment l'œuvre de l'Algérie. Cent quatre-vingts puits, des stations de réinjection, nécessaires pour maintenir la pression dans le champ à mesure que l'extraction se développe, un centre de stockage et de transfert d'où part un écheveau de pipelines. *« Tout est prêt, nous pourrons ouvrir le robinet quand on nous le demandera »*, dit un technicien au départ du gazoduc algéro-italien, achevé en 1981, qui permettra de livrer directement le gaz à l'Europe *via* la Tunisie et le détroit de Messine...

Il faut montrer patte blanche pour entrer dans les différents modules de cette cité du futur, mais l'ambiance est bon enfant. L'armée, l'aviation, ne sont pas très loin, à Ouargla, mais aucun dispositif militaire n'assure la protection rapprochée de ces immenses richesses. *« Nous avons fait un pari sur la paix internationale... et civile »*, dit un responsable qui connaît les précautions prises en Europe dans les zones industrielles analogues.

Déjeuner au restaurant des cadres : la plupart de ces hommes, investis de responsabilités importantes, ont moins de quarante ans. Nationalisme ardent, mais sans inhibitions : on ne cache pas ce qu'on a appris des Etats-Unis, du Japon et de l'Institut français du pétrole, cité avec révérence. La journée, commencée à l'aube, a été dure et elle n'est pas finie. Le responsable de l'unité de production se lève ; il va profiter de la *pause-café* pour « faire sa prière ».

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

(1) Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisation des hydrocarbures.

Conrad Killian, le découvreur

Dans la liste des prospecteurs solitaires du pétrole — Flamand, Duveyrier, Gautier, Théodore Monod, Meyendorff, Menchikoff, Lefubre, Bourcard, — un nom se détache avec éclat, celui de Conrad Killian, « père » de l'or noir découvert au Sahara algérien. Fils de Wilfrid Killian, professeur à la faculté des sciences de Grenoble, arrière-petit-neveu de Cuvier et descendant du conventionnel Boissy-d'Anglas, ce personnage fascinant est resté longtemps méconnu.

Ce calviniste fou du désert ne fut pas un aventurier comme tant d'autres. *« Cerveau universel,* écrit à son propos Paul Mousset (1), *il n'était pas seulement un écrivain, un soldat, un géographe, un zoologue, un botaniste, un historien, un linguiste, un archéologue, un cosmographe et, accidentellement, un médecin (il pratiqua une césarienne, qui seule pouvait la sauver, sur une femme targuie, avec le scalpel de sa trousse à disséquer les lézards), mais encore, et peut-être avant tout, un géologue de génie. »*

Et pourtant, lorsqu'il se bat pour garder le pétrole à la France, les diplomates du Quai d'Orsay, qui ne croient pas à ses découvertes, laissent tomber : *« Killian est fou »*... Hallis Helberg, géologue en chef de la compagnie américaine Gulf Oil Corporation, est du même avis ; il affirme en 1949, en 1951 et en 1952 : *« En Afrique, on ne décèle pratiquement pas d'indications de pétrole... en particulier au Sahara »* ! Y croyait-il ou voulait-il dissuader les concurrents ? Killian, en tout cas, se méfie des Anglais, dont il a rejeté les propositions *alléchantes*. Ses amis se moquent de ses *« visions »* et de son *« obsession des espions »*.

En 1949, il échappe à une tentative d'assassinat, et confie : *« Mes ennemis m'auront »*, tout en expliquant qu'ils camoufleront sa mort en *« suicide »*. Le 30 avril 1950, à cinquante ans, on le trouve pendu à l'espagnolette d'un hôtel de Grenoble. *« Dramatique et lamentable conclusion d'une vie où l'aventure, l'espionnage, la science, la diplomatie et l'amour s'imbriquent parfaitement »*, écrit Euloge Boissonnade (2) dans un livre consacré à un destin que FR 3 raconte également dans un feuilleton en quatre épisodes.

PAUL BALTA.

(1) *Le Sahara qui voit le jour*, Presses de la Cité, Paris, 1959.

(2) *Conrad Killian*, Editions France-Empire, Paris, 336 pages, 68 F.

Les vieilles urnes du Sénégal

Les Sénégalais votent le dimanche 27 février. Ils en ont l'habitude. Il y a plus de cent ans qu'ils pratiquent la démocratie représentative et un de leurs grands ancêtres fut même conventionnel.

Quelques mois après le renversement de la monarchie en France, le Parlement supprimait l'esclavage, le 27 avril 1848, à l'initiative de Victor Schoelcher et décidait que la colonie du Sénégal serait désormais représentée en son sein par un député titulaire et un suppléant. C'est Durand Valentin, métis de Saint-Louis, qui, après une campagne électorale marquée par de sourdes intrigues et des querelles byzantines, fut le premier représentant élu du Sénégal. Ce poste fut supprimé en 1852 et rétabli en 1871. Avant la deuxième guerre mondiale, seul le Sénégal élisait un député. Les autres colonies (sauf le Niger et la Mauritanie) envoyaient seulement chacune un délégué au Conseil supérieur des colonies.

Dès 1794, un Noir, nommé Jean-Baptiste Mars, dit Belley (1), natif de l'île de Gorée, ancêtre du docteur Jean Price-Mars, ancien ambassadeur d'Haïti en France, écrivain, panafricaniste combatif, avait été élu député de Saint-Domingue à la Convention nationale. L'imagerie populaire de l'époque a fait connaître sa physionomie et perpétué son souvenir en uniforme chamarré, le chef surmonté d'un chapeau à plumes et le corps ceint de l'écharpe tricolore des conventionnels.

Parmi les parlementaires célèbres qui représentèrent le Sénégal à Paris figure notamment Blaise Diagne, premier Noir élu à la Chambre des députés, le 8 juillet 1914, et premier Africain promu secrétaire d'État. Franc-maçon, désigné comme haut-commissaire de la République au début de la grande guerre 1914-1918, Diagne joua un rôle décisif dans la levée massive de troupes noires en A.O.F. destinées au front européen, entrant en conflit à cette occasion avec le gouverneur Van Vollenhoven, opposé à l'adoption de telles mesures.

Diagne resta parlementaire jusqu'à sa mort, à Cambo, en 1934. Il avait succédé à François Carpot, métis, avocat saint-louisien, député de 1902 à 1914, qui était intervenu auprès du gouvernement français pour ramener d'exil le cheikh Amadou Bamba Mbake, fondateur de la confrérie des Mourides. D'abord concurrent malchanceux de Blaise Diagne en 1928 et 1932, élu parlementaire en 1934, Galandou Diouf (1875-1941) fut aussi le premier Africain élu au conseil général de Saint-Louis en 1909, et le fondateur du journal *le Sénégal*, après une longue collaboration avec son ancêtre *la Démocratie*.

Les quatre communes

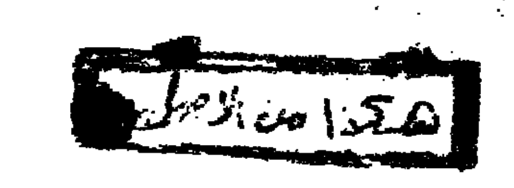
Fondateur du parti socialiste sénégalais, Amadou Lamine (1891-1968), Saint-Louisien d'origine, maire de Saint-Louis, puis maire de Dakar, fut également un parlementaire de grande réputation connu pour ses qualités exceptionnelles d'orateur, défait en 1951 par son « poulain », Léopold Sedar Senghor, qui avait rompu avec lui en 1948 pour fonder son propre parti. Il fut président de l'Assemblée sénégalaise jusqu'à sa mort.

A l'époque coloniale, on distinguait parmi les Sénégalais les citoyens et les sujets. Les premiers étaient les originaires des quatre communes, Saint-Louis et Gorée (1872), Rufisque (1880), Dakar (1887), et constituaient le seul corps électoral. Outre le droit de vote, ils avaient pour privilège... celui de faire leur service militaire et de porter le casque colonial, alors que les sujets se contentaient alors de la chéchia...

Cependant, dès le dix-huitième siècle, Saint-Louis, capitale du Sénégal jusqu'en 1958, eut des fonctionnaires municipaux. Et, lorsque éclate la Révolution française, les Saint-Louisiens, comme les Français de métropole, envoyèrent aux États généraux un imposant cahier de doléances. En accord avec leur maire de l'époque, Charles Cormier, ils y demandaient au roi Louis XVI la suppression des privilèges réservés à la Compagnie du Sénégal qui détenait le monopole du commerce avec la métropole.

PHILIPPE DECRAENE.

(1) Voir l'ouvrage de Jean Price-Mars : *Silhouettes de nègres et de négrophiles*, Présence africaine, 1960.



هكذا من الأصل

Israël : les espoirs d'une « colombe » sans illusions

Le Conseil national palestinien vient de tenir à Alger un langage ambigu. Pour la guerre ? Pour la paix ? A Jérusalem, les officiels ne veulent pas voir le jour qui filtre peut-être par les « portes entrouvertes » de l'O.L.P. Mais, du côté des « colombes », il n'y a pas que des rêveurs naïfs. L'imagination, la lucidité et le courage sont parfois rassemblés en un seul homme. Tel que celui-ci...

De notre correspondant

Jérusalem. – *« Quelle pitié qu'Arafat ait manqué de courage... »* Après la réunion du Conseil national palestinien, il est sincèrement déçu. Il attendait des décisions plus significatives. Mais lui qui est l'une des principales figures du *« camp de la paix »* israélien, dont le chef de l'O.L.P. vante de plus en plus les mérites, ne perd pas espoir. *« Je suis sûr,* dit-il, *que l'O.L.P., un jour, fera le geste sur lequel nous comptons. Hélas ! un temps précieux aura été perdu. »*

Il reconnaît avoir été *« heureusement surpris »* par les conclusions de la commission Kahane sur le massacre de Sabra et Chatila. Il est convaincu que le gouvernement Begin est définitivement *« ébranlé »* et ne peut que *« colmater les brèches »* en se livrant à des *« manœuvres »*, notamment celle consistant à maintenir M. Sharon en fonctions. Cependant, lucide, il ne prévoit pas pour demain l' « effondrement » du pouvoir actuel. Il souligne que près de deux tiers des Israéliens soutiennent plus ou moins la *« dramatique politique du Grand Israël »*. Cet opposant, dont on ne peut mettre en doute la détermination, envisage avec appréhension le moment de la chute du Likoud, car il craint une période d' « anarchie », le mouvement travailliste n'étant pas, selon lui, *en mesure de prendre une relève salutaire*. Alors quelle solution ? *« Un travail de longue haleine, en profondeur »*, répond-il. Il estime qu'Israël manque depuis de nombreuses années d'une *« éducation politique fondamentale »* et a besoin de réapprendre les *« principes »* qui ont fait sa force à ses débuts.

L'esprit des pionniers

C'est à cette tâche que, à soixante-deux ans, M. Arie Eliav va s'employer. Dans un petit et modeste appartement du « vieux Tel-Aviv », la sonnerie du téléphone ne cesse de retentir. Comme à l'ordinaire. On sollicite, on consulte notre interlocuteur, dont la notoriété est suffisante pour qu'il ne soit connu, dans une grande partie d'Israël, que sous le seul surnom familier et amical de Lova. Pourtant, rien ne révèle au premier abord à un regard étranger l'importance du personnage. Mais il s'agit d'Israël. Cet homme de petite taille, à l'accoutrement négligé d'un David Ben Gourion, a l'allure solide, austère et toujours énergique des « pionniers ». M. Eliav en fut et en conserve l'esprit. Son passé et ses projets le prouvent. Il est de ceux qui ont « fait » ce pays et peuvent d'autant mieux aujourd'hui le juger, souvent sévèrement, et en apprécier la situation.

Une vie si remplie, une carrière si variée qu'elles paraissent très loin de s'achever. Né à Moscou, en 1921, arrivé en Palestine, à l'âge de trois ans, avec sa famille, M. Eliav a cultivé très tôt un étonnant éclectisme en étudiant successivement la biologie, l'agronomie, l'histoire et la sociologie. Ensuite, il a suivi l'itinéraire de beaucoup d'Israéliens de sa génération : l'universitaire est devenu soldat, puis homme politique. Tout à la fois. Dès 1936, il rejoint les rangs de la Hagana, l'organisation clandestine sous le mandat de Londres. En 1940, il s'engage dans l'une des unités juives de l'armée britannique et participe aux combats, tant en Afrique du Nord qu'en Europe. En 1945, il est l'un des organisateurs du regroupement des rescapés des camps de la mort et de leur convoyage vers la Palestine sur des embarcations de fortune, qui vont forcer le blocus établi par les Anglais. Pendant la guerre d'indépendance, le voici lieutenant-colonel dans la toute nouvelle armée israélienne. Durant la première campagne du Sinaï, en 1956, il dirige des commandos de parachutistes et de la marine qui évacuent la communauté juive de Port-Saïd. Auparavant, il a été désigné pour être responsable de plusieurs projets de mise en valeur et de peuplement du Néguev. La ville d'Arad, qui domine la mer Morte, est son œuvre. Il devient aussi diplomate pour un bref « retour » dans la capitale soviétique.

Membre du parti travailliste depuis sa jeunesse, il est élu à la Knesset en 1965 et se voit confier à deux reprises un portefeuille de vice-ministre. Entre-temps, il est chargé de missions (secrètes) au Kurdistan, où il apporte l'aide d'Israël au soulèvement du général Barzani contre le régime irakien. En 1970, il accède au poste-clé de secrétaire général du parti travailliste. Il peut nourrir alors les plus grandes ambitions. Mais cette « colombe » qui prône un retrait rapide des territoires occupés se heurte à l'intransigeance de Golda Meir et des autres dirigeants travaillistes. Deux ans plus tard, préférant rester fidèle à ses idées, il démissionne. Son obstination lui vaudra l'admiration de nouveaux amis. Il garde son siège à la Knesset et en 1977 adhère au parti « super-colombe », le Shelli, dont il est le président et l'un des deux députés. Un an auparavant, à Paris, sous l'égide de Pierre Mendès France, cet Israélien qui ne refuse pas un État palestinien indépendant a été l'un des tout premiers à nouer des contacts avec un représentant de l'O.L.P., M. Issam Sartaoui. Il regrette très vivement que cet interlocuteur vienne d'être écarté du Conseil national palestinien.

En 1979, nouveau départ. M. Eliav surprend encore son entourage. Il quitte le Parlement pour se rendre aux États-Unis enseigner à l'université Harvard. En 1980, quand il revient en Israël, c'est pour un nouvel exil, intérieur celui-là. Il va pendant deux ans être un simple professeur dans un centre de formation pour adultes, à Kyriat-Shmoneh, l'une de ces villes dites de développement, mais en réalité l'une de ces cités « à problèmes » peuplées en grande majorité de juifs « orientaux », là où sont acclamés MM. Begin et Sharon comme les « rois d'Israël », où l'on reçoit le président du parti travailliste, M. Shimon Pérès, à coup de tomates et où l'on qualifie la plupart des membres de l'opposition de *« traîtres »*, d'*« ennemis d'Israël »*, voire de *« lèche-cul des terroristes »*.

Les « faucons idéalistes »

« Le rapport Kahane a provoqué un choc moral et politique, une véritable secousse tellurique... » M. Eliav rappelle à l'occasion qu'il a pour Israël mené autrefois en Iran et au Nicaragua des opérations de secours après des tremblements de terre, et il ajoute : *« Je sais que les experts, devant un immeuble apparemment intact, peuvent en prédire l'écroulement à plus ou moins longue échéance. Ce gouvernement va maintenant replâtrer des fissures irréparables. »* Mais M. Eliav n'ignore pas que le régime de M. Begin peut durer encore longtemps. Il sait que le « fossé » qui divise la société israélienne s'est approfondi et que seulement un tiers de ses concitoyens acceptent comme lui l'idée d'un partage de la « terre d'Israël ». Il note avec inquiétude que le débat qui agite le sionisme actuellement est *« bien plus grave que les précédents »*, parce que tout l'avenir du Proche-Orient est en cause et parce que les deux camps israéliens qui se sont affrontés dans le passé étaient de même origine (européenne) et sensiblement de même culture. *« Or ce n'est plus le cas aujourd'hui,* dit-il. *Une partie des Israéliens se laissent trop facilement influencer par des slogans démagogiques. »* Toutefois, M. Eliav est soucieux de nuancer son propos, et il fait observer que si beaucoup d'« orientaux » sont très favorables au gouvernement de M. Begin, ils ont pour cela *« de bonnes raisons » : « Ils vivent encore le ressentiment et la frustration des « nouveaux arrivants » qu'ils étaient dans un pays fondé et dirigé par des « vétérans » travaillistes venus d'ailleurs. »* M. Eliav précise en outre que les « orientaux » ne sont jamais des *« faucons idéalistes »*, comme seuls, selon lui, peuvent l'être les extrémistes ashkenazes (d'origine européenne). *« Leur engagement à eux,* affirme-t-il, *n'est pas irréversible, et, parmi l'intelligentsia, chez les jeunes, les étudiants surtout, on ne compte guère que des « colombes ». C'est toujours une question d'éducation. »*



(Dessin de VIOLETTE LE QUÉRÉ.)

« La laiterie est à Washington »

M. Eliav prévoit que le gouvernement de M. Begin tiendra tant qu'il pourra offrir, comme à présent, *« du beurre et des canons »*. *« Le beurre,* explique-t-il, *c'est la spéculation en Bourse ou les détaxes sur les voitures et les postes de télévision en couleur. Mais la laiterie et l'armurerie se trouvent à Washington... »* M. Eliav condamne sévèrement et avec amertume la paralysie de l'opposition travailliste, dont il a été l'un des principaux animateurs. *« Elle est numériquement forte mais très faible idéologiquement. Le parti travailliste ne propose aucune réelle alternative, que ce soit dans les domaines social, économique ou de la politique étrangère. Et, de surcroît, il cherche à faire de la surenchère à droite. »*

Dans ces conditions, M. Eliav, avec un *« groupe d'amis »*, s'apprête à se lancer dans une grande et longue campagne d'éducation civique. *« Les principes fondamentaux sur lesquels a été créé Israël sont toujours bons,* lance-t-il avec passion : *un socialisme humaniste auquel s'ajoutent les vraies valeurs du judaïsme, la justice sociale et l'amour de la paix. Il s'agit à partir de cela de trouver un langage et des solutions modernes adaptées aux problèmes des années 80. »* Il précise son projet en indiquant qu'il ira porter la bonne parole *« dans les écoles, les universités, les faubourgs pauvres des grandes villes et les cités de développement »*. Il n'attend pas de résultats à court terme. Avec une certaine dérision, il se compare à Sisyphe pour signifier la difficulté de cet apostolat. Mais il se souvient aussi avoir été, dans l'armée du général Montgomery, dans le désert de Libye, membre de commandos spéciaux chargés d'opérations *« au long cours, pour, après d'interminables détours, aller surprendre l'adversaire »*... *« Et nous avons gagné... »*, conclut-il avec un grand sourire.

FRANCIS CORNU.

Le sénateur pour qui Reagan est de gauche

Réactionnaire inflexible et fier de l'être. Pourfendeur du vice... mais ami du tabac. Il existe, aux États-Unis, un sénateur influent pour qui le président Reagan est de gauche. Celui qu'il contribua puissamment à faire élire le déçoit amèrement. Il envisage de lui succéder.

De notre correspondant

Washington.- M. Jesse Helms, austère sénateur de Caroline du Nord, semblait être l'un des hommes les plus puissants de Washington au début de 1981. *« Son »* candidat, M. Reagan, venait d'entrer à la Maison Blanche. Jamais les États-Unis ne s'étaient donné un président aussi conservateur. Les républicains avaient repris le contrôle du Sénat pour la première fois depuis vingt ans. Un Sénat privé de quelques grandes figures « libérales », grâce à la campagne acharnée d'hommes comme M. Helms. *« L'heure de Jesse est arrivée »*, disait-on de toutes parts.

La classe politique américaine connaissait déjà assez bien cet homme grand et massif de soixante-et-un ans. Avec son air sévère et ses costumes sans fantaisie, M. Helms évoque toujours le directeur de l'association des banques de Caroline du Nord qu'il avait été de 1953 à 1960.

Son père cumulait les fonctions de chef de la police et des pompiers à Monroe (trois mille habitants à l'époque). C'est dans cette petite ville typiquement sudiste – Blancs d'un côté, Noirs de l'autre – que Jesse Helms a fait ses premiers pas, avant de déménager à Raleigh, capitale de la Caroline du Nord, dont il ne devait plus bouger. Sauf pour faire la guerre, de 1942 à 1945, dans la marine.

La « nouvelle droite »

Conservateur, il l'a toujours été. On l'avait entendu dire en 1965 : *« Le Mouvement des droits civils, comme l'appelle Martin Luther King, compte un nombre peu commun de dégénérés mentaux. »* Ce sont des choses qu'un sénateur ne dit pas en public aujourd'hui. Mais qui l'empêche de les penser ?

Depuis 1970, M. Helms est régulièrement désigné comme « l'homme de l'année » : une fois, par les Cubains en exil, une autre par le Conseil contre l'agression communiste ou par le lobby des armes à feu... Il fut de ceux qui ont détesté John Kennedy et Lyndon Johnson, avant d'être terriblement déçus par Richard Nixon et Gérald Ford, considérés comme des traîtres à la cause conservatrice.

Pour devenir le champion de la « nouvelle droite » au Congrès, le sénateur de la Caroline du Nord en a pris les moyens. Il est à la tête d'un puissant réseau politique, surnommé la « Helms machine ». Ce groupe de quatre associations, rassemblées autour d'un « club national », date de 1973. Son but initial n'était que de recueillir de l'argent pour éponger les dettes de la campagne sénatoriale de M. Helms. Mais les dons ont afflué, permettant de constituer un réseau permanent – un des plus riches des États-Unis.

La « Helms machine » travaille sur ordinateur. Elle ne se contente pas de collecter les envois de quelque trois cent mille Américains (envois modestes, généralement inférieurs à 20 dollars) : c'est un véritable groupe de pression, capable de se mobiliser sur un simple appel. En 1981, il avait suffi à M. Helms d'appuyer sur un bouton pour faire envoyer à Washington trois millions de lettres et télégrammes en faveur du programme budgétaire de M. Reagan.

L'année précédente, pour les élections, son « club » avait réuni un trésor de guerre de huit millions de dollars. La moitié de cette somme fut consacrée à la campagne présidentielle. L'autre permit de soutenir des candidats conservateurs au Congrès et de barrer la route à quelques « libéraux » soigneusement sélectionnés.

Un « flibustier »

Sollicité par ses amis, craint par ses adversaires, M. Helms a pu asseoir son pouvoir au Sénat. Il préside la commission de l'agriculture, mais aussi le « Steering Committee », un groupe conservateur qui rassemble un quart des élus. Et il siège en bonne place à l'importante commission des affaires étrangères.

Depuis deux ans, le sénateur de Caroline du Nord ne s'est pas privé de défendre haut et fort ses idées. En faveur de Taïwan, par exemple, ou du rétablissement de la prière volontaire dans les écoles publiques, mais contre la mixité raciale obligatoire (busing), contre la libéralisation de l'avortement, contre la distribution de bons alimentaires gratuits... Ce chrétien baptiste s'oppose par principe aux interventions du pouvoir central, le fait d'avoir adopté un enfant handicapé ne l'avait pas empêché de se battre contre les subventions aux handicapés.

M. Helms et ses amis de la « nouvelle droite », croyaient avoir conquis la Maison Blanche. Ils sont tombés de haut. Le président Reagan les a triplement déçus. D'abord, en ne les choisissant pas parmi ses principaux collaborateurs. Puis en mettant beaucoup d'eau dans son vin (sur la Chine communiste, par exemple). Enfin, en négligeant les dossiers « sociaux » (avortement, etc...) qui leur tiennent tant à cœur.

Le sénateur sudiste s'est vengé, en profitant de sa présence à la commission des affaires étrangères. A plusieurs reprises, il a bloqué la nomination de responsables du département d'Etat, suspects d'un soupçon de libéralisme ou simplement coupables d'occuper un poste qui pouvait revenir à un protégé de M. Helms. La Maison Blanche s'en est offusquée. Pour devenir carrément furieuse, en décembre dernier, lorsque le sénateur a entrepris une « flibuste » contre le projet présidentiel de taxe supplémentaire sur l'essence.

Epaulé par quelques collègues, ce sexagénaire a gardé le micro pendant des jours et des nuits, lisant tout ce qui lui tombait sous la main, pour empêcher le passage de la loi. Cela lui a valu de violentes critiques de la part de sénateurs démocrates mais aussi de républicains qui brûlaient de rentrer chez eux pour les fêtes de Noël. Même M. Barry Goldwater s'en est pris à « Jesse », en prononçant une phrase terrible : *« Ce n'est pas un vrai conservateur. »* A l'issue de cette bataille – finalement perdue par le sénateur de Caroline du Nord, – un haut responsable de la Maison Blanche confiait amèrement à un journaliste : *« S'il fallait situer notre admiration pour Jesse Helms sur une échelle de un à dix, je lui donnerais moins deux. »*

Le conservateur pur et dur a perdu de son prestige. On l'a soupçonné d'une manœuvre bassement électorale. S'il se battait si fort sur l'essence, n'était-ce pas pour faire oublier le tabac ? Car de manière inexplicable, M. Helms avait précédemment voté une taxe sur ce produit qui déclencha un véritable incendie en Caroline du Nord (producteur de 40 % du tabac des États-Unis). Le gouverneur démocrate, qui brigue le siège sénatorial en 1984, avait alors sonné le tocsin...

Depuis son entrée au conseil municipal de Raleigh en 1957, M. Helms n'a jamais perdu une élection. Or les sondages le montrent en mauvaise position pour 1984. Ne sera-t-il pas tenté d'abandonner la course au Sénat pour celle de la Maison Blanche ? Ses chances seraient nulles, mais la « Helms machine » pourrait perturber le jeu républicain. Encore faudrait-il que M. Reagan renonce à briguer un second mandat : les dirigeants de la « nouvelle droite » qui menacent à demi-mot de lui opposer un candidat ne sont pas suivis par leurs troupes. Déçus ou non, la plupart des conservateurs considèrent toujours M. Reagan comme un des leurs et savent que le ciel ne leur donnera jamais un président plus à droite que celui-là.

ROBERT SOLÉ.

Etranger

APRÈS LE VOYAGE DE M. BLANCA AMBASSADEUR ITINÉRANT

La France adopterait une position plus modérée en Amérique centrale

De notre correspondant

Mexico. – M. Antoine Blanca, ambassadeur itinérant de la France pour l'Amérique latine, a été reçu, le mercredi 23 février, par M. de la Madrid, président du Mexique, à l'issue d'un voyage de seize jours en Amérique centrale (1).

« *Le but de ma mission,* a déclaré M. Blanca, *était de réaffirmer l'actualité de la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador et de faire le point, alors que les propositions en faveur de la paix dans la région se multiplient.* »

M. Blanca estime qu'une « *victoire militaire de la guérilla au Salvador n'est pas à exclure* ». « *Qui peut alors assurer,* ajoute-t-il, *qu'elle ne provoquerait pas une intervention massive et directe venue d'ailleurs ?* »

Cependant, la position française a évalué depuis août 1981. « *Nous nous limitons maintenant,* a précisé M. Blanca, *à soutenir les initiatives de pays comme le Mexique, la Colombie, le Venezuela et Panama. D'autre part, nous appuyons les offres de négociation formulées au nom de la guérilla par M. Ungo en octobre 1982 et renouvelées récemment.* » (*le Monde* du 9 février.)

« *J'ai quitté Managua conforté dans mon sentiment qu'une forte présence de la France peut contribuer à un non-alignement réel de ce pays et à la pratique d'un pluralisme garant des droits de l'homme* », a-t-il affirmé d'autre part.

Son voyage visait sans doute à rassurer ceux qui s'inquiétaient du manque de suivi de la politique française dans la région, et qui disaient à propos de la déclaration franco-mexicaine : « *La France a franchi le Rubicon pour ensuite pêcher à la ligne...* ».

Les déclarations de M. Blanca sur le Guatemala où il a trouvé une situation « complexe » ou la confirmation de l'intention française d'envoyer un chargé d'affaires à San-Salvador apparaissent cependant comme des signes d'une évolution plus modérée de la France.

F. P.

(1) Au Honduras, le général Alvarez, chef des forces armées a vivement pris à partie M. Blanca le mercredi 23 février, lui reprochant de porter des accusations « sans preuves ». M. Blanca, à son passage à Tegucigalpa, a fait état des informations sur les camps de somozistes installés au Honduras. Le général affirme qu'il aurait proposé à M. Blanca de le conduire sur place, mais que ce dernier aurait décliné l'invitation.

Tanzanie

M. Sokoine redevient premier ministre

Dar-Es-Salaam (*A.F.P.*). – M. Edward Sokoine, ancien premier ministre de Tanzanie, qui avait quitté ses fonctions, il y a trois ans, pour raisons de santé, a été nommé de nouveau, mercredi 23 février, à la tête du gouvernement par le président Julius Nyerere, qui a procédé à un important remaniement ministériel. Il remplace M. Cleopha Msuya, qui prend le portefeuille des finances.

Le nouveau gouvernement tanzanien comprend notamment MM. Salim Ahmed Salim (affaires étrangères), Abdalla Natepe (intérieur) et John Machunda (agriculture).

D'autre part, vingt-huit Tanzaniens arrêtés début janvier ont été déférés vendredi 25 février devant la Cour de justice sous l'inculpation de trahison. Il leur est reproché d'avoir voulu conspirer en vue de renverser M. Nyerere. Les accusés sont vingt militaires, dont trois lieutenants-colonels, et huit civils, dont un ambassadeur, un universitaire et six hommes d'affaires.

[Agé de cinquante ans, élu député en 1965, M. Edward Moringe Sokoine succède en février 1977 à M. Rashidi Kawawa comme premier ministre, poste qu'il abandonna, sur sa demande, en novembre 1980, à M. Cleopha Msuya. M. Sokoine est d'origine masaï, ethnie guerrière de la région des Hauts-Plateaux.]

Corée du Sud

Les chefs de l'opposition ne bénéficient pas des mesures de libéralisation

Le président sud-coréen, le général Chon Doo-hwan, a levé vendredi 25 février, les interdictions imposées à deux cent-cinquante hommes politiques après son arrivée au pouvoir en 1980. Cette mesure ne touche que trois cent cinq autres personnalités politiques, parmi lesquelles deux anciens chefs de l'opposition, MM. Kim Dae-jung, réfugié aux Etats-Unis après avoir été libéré de prison, et Kim Young-sam, et l'ancien premier ministre du président Park, M. Kim Jong-pil. La plupart des personnes graciées ne désirent plus retourner aux affaires politiques. Dans son message de Nouvel An, le président Chon avait annoncé qu'il lèverait l'interdiction politique pour ceux qui feraient preuve de « *repentir* ». Selon un porte-parole officiel, cette mesure – annoncée peu de temps après la visite à Séoul du secrétaire d'Etat américain, M. Shultz – pourrait être étendue à tous les hommes politiques « *au moment opportun* ».

D'autre part, on a annoncé à Séoul qu'un pilote nord-coréen, le capitaine Lee Ung-pyong, s'était réfugié vendredi 18 février au sud, à bord de son appareil, un Mig-19. Le transfuge a reçu en récompense 434 000 dollars et plus de 4 kilos d'or. En octobre, un pilote chinois avait également trouvé asile en Corée du Sud, avant de se réfugier à Taiwan. – (*A.F.P.-U.P.I.*).

A travers le monde

Angola

PEINE DE MORT POUR LES ESPIONS. – Une loi sur la sécurité d'Etat en Angola, qui prévoit des sanctions allant de trois jours de prison à la peine capitale, a été ratifiée par les députés de l'Assemblée du peuple, a-t-on annoncé de source officielle, vendredi 25 février, à Luanda. Cette loi a pour objectif d' « *empêcher les services d'espionnage de l'ennemi* (sud-africain) *d'obtenir des informations* » sur l'Angola, selon le *Journal de Angola* (officiel). « *Le secret d'Etat concerne toute information de caractère politique, militaire, économique, scientifique et technique (...), qui peut affecter les intérêts du pays ou être utilisé dans la lutte contre le développement du processus révolutionnaire.* » – (*A.F.P.*)

El Salvador

LA VILLE DE TEJUTLA REPRISE PAR L'ARMÉE. – Située à 65 kilomètres au nord de la capitale, Tejutla a été réoccupée, jeudi 24 février, par l'armée, après avoir été occupée pendant une journée par les insurgés du Front Farabundo Marti. L'armée a également repris le contrôle de Suchitoto, à une quarantaine de kilomètres au nord de San-Salvador, et le président Magana s'est rendu dans la localité vendredi 25. – (*A.F.P.*)

U.R.S.S.

MISSION COMMERCIALE JAPONAISE A MOSCOU. – Le premier ministre soviétique, M. Tikhonov, a reçu, vendredi 25 février, le président de la Chambre de commerce et d'industrie nippone, qui venait d'avoir deux jours d'entretiens avec des responsables soviétiques sur le développement de la coopération commerciale entre les deux pays. En raison de la froideur actuelle des relations nippo-soviétiques, cette mission n'était pas soutenue par le gouvernement japonais. – (*UPI, A.F.P.*)

Les Verts arbitres naïfs de la politique allemande

Une question domine les élections allemandes du 6 mars. Les Verts entreront-ils au Bundestag ? Il leur faut, pour y parvenir, 5 % des voix. Si un électeur sur vingt le décide, la République fédérale, modèle de stabilité, sera à la merci de naïfs qui la verraient fort bien sans centrales nucléaires, sans croissance, et, pourquoi pas ? sans armée. Car ils ne doutent de rien...



Un non-conformisme hétéroclite

De notre envoyée spéciale

Bonn. – « *La fête !* » disent les affiches. La « chenille verte », un autobus de 10 mètres de long, bat la campagne, donnant ici et là, grâce à la participation bénévole de groupes de rock allemands et étrangers, des « concerts électoraux ». A Bonn aussi, on se prépare pour la fête du 6 mars. « *Les télévisions ont déjà prévu leur installation, nous attendons plus de cinq cent personnes, je ne vois vraiment pas où nous les mettrons.* » Le siège du parti des Verts, en effet, n'est pas grand : une villa de deux étages dans le centre de la ville, où quelques militants, qui commencent à présenter des signes d'épuisement, donnent l'ultime coup de collier pour la dernière ligne droite avant l'arrivée. Leur score, ils le connaissent : « autour de 5 % ». Un peu moins et ils feront la fête quand même, fût-ce avec moins d'entrain. un peu plus et ils vont, à vingt-cinq, secouer le sérieux professionnalisme de cinq cents autres parlementaires et porter la contestation au cœur même des institutions.

Dans une petite ville de Rhénanie du Nord-Westphalie, Werner Vogel, soixante-seize ans, retraité, travaille à son discours. Il est tête de liste du parti dans le Land. Si les Verts passent, il sera le doyen du nouveau Bundestag et devra, aux termes de la Constitution, prononcer le discours d'ouverture. Ainsi des élections, dont on a de toutes parts souligné la portée « historique », risquent de déboucher sur cette cérémonie qui serait, pour beaucoup, marquée d'un signe de dérision et dont la perspective a de quoi faire frémir le bourgeois conformiste.

Comme un aimant

Tout est allé très vite et les Verts semblent encore pris au dépourvu par la rapidité de leur succès. Huit permanents en tout et pour tout payés par le parti, même avec les nombreuses bonnes volontés bénévoles qui prêtent la main à la campagne, c'est peu. L'argent en revanche n'est pas un problème : on emprunte sur les subventions que verse l'État allemand pour chaque élection : 3,5 marks par voix.

L'irrésistible ascension a commencé il y a quelques années quand les écologistes, en ordre dispersé, ont fait leur entrée dans les conseils municipaux. Ils n'étaient encore qu'une constellation hétéroclite de comités d'action, et de *Bürgerinitiativen*, ces groupes qui ont fleuri dans toute la République fédérale pour « *redonner l'initiative aux citoyens* ».

A la fin des années 70, certains de ces comités coordonnent leur action sur l'ensemble du territoire fédéral. C'est le cas, en particulier, de la puissante fédération pour la protection de l'environnement (BBU) qui canalise un énorme courant de contestation contre les centrales nucléaires : on se souvient de la résistance de la « République libre de Gorleben » contre la police chargée de libérer le site nucléaire de ses occupants « sauvages », ou de l'énorme rassemblement sur la lande gelée de Brokdorf. Des dizaines de trains, de cars, sont affrétés pour ces manifestations aux quatre coins de la R.F.A. et de Berlin-Ouest. Les revendications de clocher sont dépassées. Le réseau écologiste couvre tout le pays et le mouvement prend conscience de lui-même.

Il attire comme un aimant une multitude d'autres groupes dont les objectifs au départ étaient de nature différente : des groupes politiques, d'extrême gauche surtout, des féministes, des antimilitaristes, des « alternatifs » aussi, c'est-à-dire ceux qui participent à une « société parallèle » qui s'est dotée de ses logements communautaires, de ses écoles, de ses commerces, de ses banques même. Il attire, en bref, tout ce que la vie associative a produit en R.F.A. ces dix dernières années, dans la société établie ou sur ses marges.

C'est en janvier 1980 à Karlsruhe que certains acteurs du mouvement décident de lui donner un prolongement politique en fondant un parti. Les écologistes conservateurs font alors sécession et créent leur propre organisation, le parti écologiste démocratique, qui ne rencontre guère de succès.

En octobre 1980, le parti vert se présente pour la première fois aux élections fédérales. Il vient tout juste de naître, manque de moyens et de candidats, il n'a pas su encore définir une ligne acceptable par ses diverses composantes et recueille un piètre score de 1,5 % des voix. Mais la machine est en marche : les Verts sont déjà représentés aux parlements de Brême et du Bade-Wurtemberg ; ils entrent à celui de Berlin-Ouest en mai 1981, faisant perdre à M. Hans-Jochen Vogel la mairie de la ville. Mais surtout, un autre mouvement surgit en République fédérale, dans lequel les Verts immédiatement s'engagent et qui va leur apporter du sang neuf. C'est le Mouvement pour la paix, qui enrôle d'autres secteurs de la société ouest-allemande, en particulier l'Église évangélique. Avec cent mille manifestants, Brokdorf avait été le plus grand rassemblement de l'histoire de la R.F.A. Ils sont trois cent mille à Bonn, en octobre 1981, à manifester « pour la paix ».

Toute l'aile gauche des partis au pouvoir (sociaux-démocrates et libéraux) s'émeut, se laisse séduire, ou bien pense en tout cas qu'elle ne peut plus rester indifférente à un tel courant d'opinion. Le mouvement est devenu une force politique. Le processus qui aboutira à la chute du chancelier Schmidt est engagé.

Le début des ennuis

En juin 1982, à Hambourg, les Verts chassent le parti libéral du parlement régional, laissant entre les mains du seul S.P.D. un gouvernement minoritaire dont la survie est à leur discrétion. Le changement de coalition à Bonn est dès lors programmé en coulisse par M. Genscher. Trois mois plus tard, alors que les ministres libéraux viennent de quitter le gouvernement fédéral, le même scénario se reproduit en Hesse : les libéraux quittent la scène; les sociaux-démocrates se trouvent seuls à la tête d'un gouvernement minoritaire, et M. Börner, qui depuis deux ans chargeait sa police de « contenir » les manifestants protestant contre l'agrandissement de l'aéroport de Francfort, n'a plus d'autre issue, s'il veut continuer de gouverner, que de négocier avec les contestataires. Avec 8 % des voix, les Verts sont les arbitres du jeu.

Ils sont aussi sans doute au faîte de leur succès, car les revers vont commencer : faute d'accord de gouvernement avec le S.P.D., de nouvelles élections sont organisées à Hambourg en décembre 1982. Les Verts restent représentés, mais enregistrent un léger recul tandis que les sociaux-démocrates retrouvent la majorité absolue qui leur permet de gouverner sans eux.

Mais surtout, alors que s'ouvre déjà la campagne électorale pour les élections générales du 6 mars, les Verts ont désormais à se battre sur deux fronts : celui de la peur, voire de la haine, que suscite dans l'opinion conservatrice la perspective de leur entrée au Bundestag ; et celui, plus crucial pour eux, de la concurrence sans merci que décident de leur livrer les sociaux-démocrates sur leur propre terrain.

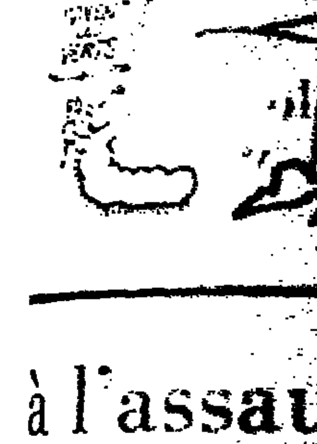
Ils ont en outre à concilier deux impératifs contradictoires : représentants d'un mouvement social, ils doivent se poser en défenseurs radicaux des revendications de ce mouvement, sous peine de déchoir. Parti politique, ils doivent apparaître comme crédibles et disposés à jouer le jeu parlementaire. C'est la quadrature du cercle que le parti, à la veille des élections, n'a pas encore découverte.

Certes, ils disposent dans leur combat électoral (ne visant, on l'oublie trop souvent, que 5 % des voix) de puissants atouts. La population ouest-allemande offre en effet aux thèmes dont ils ont fait leurs chevaux de bataille une sensibilité sans égale en Europe. Près des deux tiers des Allemands, les sondages l'ont montré, sont hostiles au déploiement prochain de nouveaux missiles de l'OTAN. La moitié environ se méfient du nucléaire civil. Tous ont à cœur la protection de l'environnement, notamment de la forêt ravagée par la « *pluie acide* ». Les Verts sont les seuls à opposer un non clair et définitif aux nouvelles armes atomiques, à prôner l'arrêt du programme nucléaire en matière d'énergie, à lutter efficacement – et ils ont déjà certains succès locaux à leur actif – pour que soit respecté le milieu naturel.

Vierges sans passé

Ils sont les seuls aussi à n'avoir pas été éclaboussés ces dernières années par les scandales qui ont fait les gros titres d'une certaine presse politique. Ni les allégations selon lesquelles le mouvement pour la paix était infiltré par le K.G.B. ni les tentatives faites par M. Kadhafi pour attirer certains de leurs militants n'ont eu de portée. Ils sont vierges, et ils ont pour eux le bénéfice de la nouveauté dans une Allemagne où commençait à s'installer un sentiment d'indifférence à l'égard des partis traditionnels, surtout parmi les jeunes, assez enclins à penser que les politiciens sont tous « *à mettre dans le même sac* ». C'est là-dessus qu'ils comptent, notamment dans les régions les plus frappées par la récession, pour faire contrepoids à leur peu de crédibilité sur le plan économique. Ils n'ont peut-être pas tort, si l'on en croit un sondage que viennent de réaliser pour *Stern* des chercheurs de l'université d'Osnabrück, et qui les crédite de 11 % des intentions de vote parmi les chômeurs. Heinz Suhr, un de leurs militants, explique en outre que « *les femmes d'un certain âge sont naturellement plus sensibles aux inquiétudes de leurs enfants, à leur désillusion, et plus prêtes à les suivre sur la voie de propositions totalement nouvelles* ».

Les Verts apparaissent aussi comme le parti de la sincérité, celui de convivialité, en regard de formations au langage stéréotypé qui se sont trop livrées, ces derniers temps, aux jeux exquis du pouvoir et de l'électoralisme. Ils sont fils de paysans chez les agriculteurs menacés par la construction du canal Rhin-Main-Danube ou d'une centrale nucléaire. Ils sont, dans les familles protestantes, des enfants qui pour une fois ne prêchent pas la révolution et qui donnent à penser.







Petra Kelly, antinucléaire de charme

Elle parle vite et bien, déjoue les *questions avant même qu'elles* surgissent, elle fonce, en impose, avec toujours, en réserve, la spontanéité *d'un sourire, la liberté d'un* geste juvénile qui tranche sur la gravité de ses propos. Elle saisit par le bras un délégué soviétique, elle embrasse comme du bon pain des généraux en retraite, d'anciens prix Nobel de médecine, elle est, devant les caméras et les micros tendus, comme un poisson dans l'eau. Petra Kelly, trente-cinq ans, est devenue en quelques mois aux yeux du monde entier l'image du mouvement contestataire ouest-allemand.

Un parti sans chef, on a beau faire, ça ne « *passe* » pas à la télévision. Il fallait aux médias ouest-allemands, et anglo-saxons surtout, une figure. Ils la trouvèrent tout naturellement en cette jeune femme, première présidente des Verts, dont l'accorte personne tranchait avantageusement sur l'apparence austère et taciturne de la plupart des autres dirigeants du parti.

Elle est née en Bavière, mais a vécu aux *États-Unis à partir de* 1959 et jusqu'à la fin de ses études de sciences politiques à *l'université américaine de Washington*. Elle rentre ensuite en Europe, à Bruxelles, où elle travaille pour les Communautés européennes, jusqu'à ce que son engagement dans le mouvement pour la paix ouest-allemand lui prenne tout son temps. Depuis des mois elle va, avec une vitalité qui semble inépuisable, de conférence de presse en entretien télévisé, de manifestation en réunion électorale, suivie le plus souvent de l'ex-*général Bastian*, et, toujours, de sa grand-mère, vieille dame indigne plus verte que les plus verts des *Verts*.

Elle est, avec quelques autres dont le philosophe Rudolph Bahro, originaire de la R.D.A., l'une des représentantes de l'aile dure du mouvement, celle qui s'attache davantage au combat contre les armes nucléaires qu'aux thèmes écologiques, celle qui prône pour la *R.F.A. le désarmement unilatéral*, la sortie de l'OTAN et le neutra-*lisme. Elle expliquait il n'y a pas si* longtemps à qui voulait l'entendre — jusqu'à ce que les circonstances *l'incitent à changer de registre* — que le parti vert était un « *anti-parti* » et qu'il ne devait pas se fourvoyer dans le jeu parlementaire. En face d'elle, la tendance plus politique à laquelle se rattache Rainer Trampert, successeur de Petra Kelly à la présidence du mouvement, plus soucieux des problèmes sociaux, plus désireux *d'élaborer une stratégie parlementaire* et pour lequel la tâche essentielle du parti consiste pour l'instant à empêcher le maintien au pouvoir d'un gouvernement conservateur.

C'est cette dernière tendance qui s'est imposée lors du récent congrès des Verts à Singelfingen et qui a valu aux délégués la bouderie de Petra, ne prenant la parole, en fin de réunion, que pour annoncer son projet d'organiser à Nuremberg un tribunal contre les États dotés d'armes atomiques. On la vit là, dans cette ville où elle se présente comme candidate, donner, du 18 au 20 février, le meilleur d'elle-même, veillant à tout, présente partout, maîtrisant les débats et piquant en coulisse contre ses camarades *des colères de petite fille* pour un faux pas dans l'organisation ou un polycopié distribué trop tôt à la presse. Le « *tribunal* » de Nuremberg, c'était « *sa* » manifestation, un peu trop mise en scène sans doute, car le nombre et la *qualité exceptionnelle* des participants venus des quatre coins du monde se seraient fort bien passé de certaines commémorations théâtrales qui n'arrivaient pas, malgré tout, à la solennité. Petra Kelly, le succès aidant, s'est prise au piège de son rôle de vedette.

Cette carrière n'est pas du goût de tout le monde. On grogne à la base d'un parti dont l'un des principes est « *le pouvoir à personne* ». Mais on prend ce mal en *patience. La règle de rotation des* cadres et des élus tous les deux ans vient de faire perdre à Petra la présidence du parti. On s'attend qu'une fois passé les élections du 6 mars, fidèle au refus de tout vedettariat, l'intrépide jeune femme blonde rentre dans le rang. C. T.

à l'assaut du Bundestag

Ils sont la tolérance et la bienveillance dans une société qu'ils analysent comme produisant des marginaux *et* des laissés-pour-compte. On a vu par exemple, récemment, le parti donner une conférence de presse en commun avec les « *panthères grises* », une association de personnes âgées dynamiques qui se bat pour la défense des droits des vieux et contre leur isolement social. Sans parler de la caution morale que leur ont apportée des personnalités comme Heinrich Böll ou, dans un autre domaine, Wolfgang Biermann, chanteur et transfuge de R.D.A.

Un catalogue de bonnes intentions

Ils ont bien évidemment aussi les défauts de leurs qualités. Le maire social-démocrate de Hambourg, M. Donahnyi, prêchant pour sa paroisse, les résumait en ces termes : « *Ils posent les bonnes questions, mais c'est nous qui donnons les bonnes réponses.* » Un participant au tribunal contre les puissances nucléaires, organisé par Petra Kelly à Nuremberg, avait quant à lui la formule suivante : « *Quand un ouvrier a le choix entre la survie de l'humanité ou la défense de son poste de travail, il vote pour son poste de travail.* »

Les moins méchants de leurs adversaires les présentent comme le *parti de l'émotion*, celui de la peur nucléaire et de l'utopie économique. Les plus durs les traitent d' « *ayatollahs verts pourvoyeurs de chômage* ». Il est vrai que, en dépit des réels efforts déployés lors de leur dernier congrès de Singelfingen, les Verts n'ont guère pour programme économique qu'un catalogue de bonnes intentions : diminution du temps de travail sans diminution de salaire, rétablissement du niveau antérieur des prestations sociales, le tout sans croissance économique ; lutte contre le chômage par des programmes d'investissement *contribuant notamment à la protection* de l'environnement ; développement des énergies traditionnelles et nouvelles.

Encore ce programme est-il le *fruit d'un compromis entre les* deux tendances — la « radicale » et la « réaliste » — qui déjà s'affrontent au *sein* du mouvement, sans que l'on sache très exactement où se situe le parti, c'est-à-dire jusqu'à quel point il est prêt à un accord avec les sociaux-démocrates.

Les conditions que les Verts mettent à la coopération avec tout autre parti, notamment en ce qui concerne les missiles de l'OTAN et l'énergie nucléaire, sont inacceptables telles quelles par le S.P.D. Ils se disent cependant prêt à soutenir M. Vogel si le chancelier Kohl ne trouve pas de majorité absolue dans le nouveau Bundestag. Entre ceux qui mettent en garde contre la politique du tout ou rien, de l'obstruction systématique, et ceux qui redoutent que les compromis ne trahissent la base, la marge de manœu*vre des élus verts serait très* étroite.

Contre l'élite de la guerre froide

La question de leurs rapports avec les sociaux-démocrates a, en outre, été résolue de différentes manières selon les cas : par la rupture à Hambourg, après des mois de laborieuses négociations ; par un accord partiel en Hesse, per*mettant pour l'instant* à M. Börner (qui, il n'y a pas si longtemps, les traitait de « *fascistes* ») de se maintenir au *gouvernement*. Le S.P.D., de son côté, joue sur l'ambiguïté depuis le début de la campagne. Mais ce qui, de sa part, apparaît comme une tactique électorale est perçu du côté des Verts comme le symptôme de l'indécision dans un parti très décentralisé et encore très hétéroclite.

Sans parler de la partie la plus *conservatrice de l'opinion, qui* reste aveugle aux profondes inquiétudes dont ils sont le reflet et qui ne veut toujours voir en eux que des députés en blue-jeans, des chevelus débraillés, casseurs de vitrines et casseurs d'institutions.

Avec une soixantaine de candidats, les Verts s'apprêtent à mener trois combats. En Bavière, où se présentent trois vedettes du mouvement, Petra Kelly, le général Bastian et Dieter Burgmann, *tous trois originaires de la région*, c'est le combat frontal, « *l'élite des Verts contre l'élite de la guerre froide que représente à lui tout seul M. Strauss* ». C'est une région difficile, mais où les Verts avaient frôlé la victoire en octobre 1982, avec 4,6 % des suffrages. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ils affrontent un S.P.D. très solide*ment implanté*, très *orthodoxe* et proche des syndicats. C'est la région-test, qui, avec un tiers de la population allemande et le plus fort taux de chômage, sera la plus difficile à convaincre. Ailleurs, ce sera la course de vitesse avec un S.P.D. qui s'est mis depuis quelques semaines à « parler vert ».

Les participants américains au tribunal de Nuremberg ont rendu hommage aux Verts pour avoir su — contrairement à eux — donner au pacifisme un prolongement politique. Etait-ce aller un peu vite en besogne ? Un échec le 6 mars *aurait probablement raison d'un* parti très fragile et très peu structuré. Mais les mouvements qui le soutiennent, et qui d'ailleurs le dépassent largement, ne sont en tout état de cause pas sur le point de se taire. La « fête », quoi qu'il arrive, continuera.

CLAIRE TREAN.

La mort de la forêt germanique

De notre correspondant

Bonn. — La République fédérale se trouve-t-elle à la veille d'un « *Hiroshima écologique* » ? *C'est ce que* pensent non seulement les Verts mais plusieurs groupes de défenseurs de l'environnement qu'inquiète la dégradation rapide du domaine forestier. Une enquête menée l'été dernier sous les auspices du ministère de l'agriculture, révélait que 7 à 8 % de ce domaine étaient touchés par la « *maladie des arbres* » qui s'en prend principalement aux conifères. Entre-temps la proportion des dégâts a été évaluée à 30 % et l'expression « *mort de la forêt* » (Waldsterben) est entrée dans le vocabulaire politique et sentimental.

A *l'approche des élections du* 6 mars, c'est à qui proposera les mesures les plus appropriées pour *conjurer* ce que tout *le monde* aujourd'hui considère comme un désastre national. Les Verts viennent en tête du peloton avec un « *programme d'urgence* » qui coûterait la bagatelle de 60 milliards de marks. Les sociaux-démocrates arrivent en seconde place avec, eux aussi, un programme d'urgence dont le coût n'est pas fixé mais qui irait plus loin que ce qu'envisage de *faire* le gouvernement actuel, lequel vient d'adopter deux trains de règlements *visant à réduire la pollution de l'air*. Ils sont critiqués cependant comme insuffisants par les écologistes qui, en outre, leur reprochent d'introduire trop d'*exceptions à ce qui devrait devenir* la norme.

Si le dernier mot n'est pas dit sur les causes multiples et complexes de la « *maladie des arbres* », les experts s'accordent à penser que les émissions de dioxyde de soufre contenu dans les fumées d'usine, et principalement dans celles qui pro*viennent des centrales thermiques*, sont à la base de l'espèce de gangrène qui s'attaque à la forêt allemande. Toutes les espèces sont touchées, mais les conifères sont les plus atteints. C'en est fini du « *roi des forêts* » : le sapin dépérit plus vite que les autres espèces. Les symptômes sont aisément détectables : la tête de l'arbre s'éclaircit, il s'arrête de grandir, les aiguilles prennent une teinte jaunâtre et finissent par tomber, les branches se recroquevillent et poussent de façon anarchique, en même temps les radicelles cessent de remplir leur fonction nutri*tive et leur ennemi se reporte sur les* grandes racines qui exposent le tronc au choc des intempéries.

Tout cela a été observé, décrit, classé par des centaines de botanistes et de gens de terrain, même s'ils ne sont pas parvenus à des conclusions définitives sur l'origine du mal. Cette part de mystère contri*bue à populariser le « Waldsterben »* qui prend des allures d'épidémie médiévale.

Le problème est encore compliqué *du fait que la moitié environ* des émissions polluantes sont, d'après les socialistes, apportées par *le « vent de pays étrangers »*. Il faudrait donc un traité international avec des clauses draconiennes pour combattre efficacement ce qui est connu ici sous le terme générique de « *pluie acide* », qu'il s'agisse de pluie véritable ou de retombées naturelles. La pollution du sol n'est pas un vain mot sur un territoire dont 9 % de l'espace jadis cultivé sont devenus , de par *leur acidité, impropres à la culture*.

Le phénomène ne se limite pas à l'Allemagne, ni aux arbres — 2 000 lacs suédois seraient tenus pour « *morts* » d'acidité, — comme le prouvent les études internationales *sur le sujet ou la controverse qui opposa*, dans les années 70, les États-Unis au Canada. Mais il prend, en R.F.A., *une résonance particulière*. Les forêts qui couvrent 29 % de la superficie de l'Allemagne fédérale font partie de l'imaginaire allemand. Penser qu'elles régressent, qu'elles sont menacées de disparition, même partielle, est un tourment insupportable pour le citoyen de la R.F.A. Comme le titrait, dans son éditorial du 4 février, la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, « *la forêt ne peut plus attendre* ». Une raison de plus pour l'Allemand moyen de gémir sur son sort...

ALAIN CLÉMENT.

Histoire

LE MYSTÈRE WALLENBERG

Le sauveteur que nul ne sauva

Il porte un nom célèbre : celui d'une dynastie financière suédoise. Raoul Wallenberg est lui-même entré dans l'histoire et la légende. Pourtant on ne sait pas grand-chose de ce qu'il fit avant le 6 juillet 1944. Et on ne sait absolument rien de ce qu'il est devenu depuis le 17 janvier 1945.

Raoul Wallenberg était le canard de la fameuse couvée de banquiers. Ses oncles et cousins le dédaignaient tant il leur semblait incapable d'entrer dans la peau d'un personnage choyé de la fortune. Ne pouvant aspirer à brasser l'argent comme les siens, il se préparait à faire carrière dans l'architecture. En attendant il travaillait dans une entreprise d'export-import que dirigeait un réfugié juif hongrois. Il remplaçait souvent son patron qui, en raison de ses origines, ne pouvait traiter avec les firmes étrangères soumises au joug nazi.

Wallenberg avait déjà trente-deux ans lorsque le destin bascula. En ce temps-là, la communauté israélite de Hongrie était à son tour menacée d'extermination. L'allié allemand était devenu l'occupant. Les hitlériens étaient résolus à imposer leur *« solution finale »* de ce qu'ils appelaient la *« question juive »*. Ils avaient commencé à déporter les membres de la communauté au rythme de 12 000 par jour.

Quelques mois plus tard, un rapport rédigé par un diplomate de la nonciature apostolique décrivait en ces termes le martyr des déportés :

« Seule la plume de Dostoïevski serait capable de décrire les horreurs qui accompagnent la déportation de Budapest à Hegyeshalom, station de la frontière. En route avec le camion, on dépasse groupe après groupe les déportés qui se traînent affamés, gelés, boitant, au bout de leurs forces... L'effort surhumain de cette marche de 20 à 30 kilomètres par jour imposée à des gens âgés, des enfants sans nourriture, sans possibilité de s'allonger dans un lit, a marqué les visages. Ce sont des physionomies de bêtes traquées à peine humaines. Des soldats, la baguette en main, les exhortent à marcher plus vite, chassent en avant ceux qui restent en arrière... Naturellement un bon nombre succombent en route.

» Il est impossible d'identifier les défunts, puisque généralement on les dévalise, prend tous leurs papiers, même les certificats de protection des légations étrangères. On les compte comme des bestiaux — 10 juifs, 20 juifs, 200 juifs. Au campement de Hegyeshalom, il n'y a pas de W.C., aucune possibilité de se laver. Les dix granges exhalent une odeur fétide qui se fait sentir jusque dans la commune ; elle est suffocante dans la grange des malades, dont le sort est terrible.

» Un jeune homme, qu'on dit médecin, voudrait les soigner, mais il manque de tout. Ils sont couchés, incapables de faire un mouvement, fiévreux, divaguant, se lamentant, des déchets humains... Des cris, des supplications à droite et à gauche : « Aidez-nous, sauvez-nous. Je » suis né chrétien, pourquoi ne » me sauve-t-on pas ! » D'autres » lancent des reproches, hélas ! » justifiés. Où est la Croix-» Rouge ? Que valent les certifi-» cats de protection ? On nous » laisse mourir comme des ani-» maux ! » C'est l'enfer de » Dante. »

Conscient du drame qui se nouait loin de son pays, Wallenberg accepta une mission humanitaire : sauver le plus grand nombre possible de ces juifs condamnés à l'anéantissement. Pour s'acquitter de cette tâche, il prit le titre de deuxième secrétaire de la légation de Suède à Budapest. Le 6 juillet 1944, il partit pour la Hongrie, porteur d'une lettre de son roi, adressée *« au nom de l'humanité »* au régent Horthy. Le souverain priait le maître de la Hongrie de faciliter la mission de ce nouveau diplomate à tous égards exceptionnel. L'amiral Horthy, un homme d'extrême droite allié aux Allemands, réprouvait sans aucun doute la barbarie des nazis.

L'histoire de cet atroce semestre est racontée dans le livre que M. Gilbert Joseph vient de consacrer à l'affaire Wallenberg (1). L'auteur brosse un tableau saisissant de la Hongrie en cette phase finale de la deuxième guerre mondiale. Que pouvait espérer dans cet enfer l'envoyé suédois ? Distribuer des secours matériels à ces juifs privés de tout et d'abord de travail. Négocier avec les autorités locales la délivrance de *« passeports de protection suédois »* aux israélites qui avaient quelques motifs, réels ou feints, d'y prétendre. Quelques autres, isolés, se chargeaient de la même besogne au nom de la Suisse ou de la Croix-Rouge internationale.

SCHUTZ-PASS

SCHWEDEN — SVÉDORSZÁG

Un sauf-conduit suédois (extrait de Joseph Wulf : Il fut leur espérance, *Éd. Casterman)*

A ce moment, les juifs étaient contraints de porter l'étoile de David et de déménager pour constituer un ghetto en attendant leur tour d'être expédiés au camp de la mort ; 23 000 d'entre eux purent se réfugier dans des maisons protégées par la Suisse, 7 000 dans des maisons suédoises, 2 000 dans les immeubles de la Croix-Rouge. Les conditions d'existence étaient rudes, parfois insupportables. Les sauveteurs savaient à quel point leurs efforts restaient dérisoires. On comptait au début de cette tragédie 900 000 juifs en Hongrie. Il n'y eut que 125 000 survivants.

La mission Wallenberg fut rendue presque impossible à partir du 16 octobre 1944. Les Allemands commençaient, non sans raison, à se méfier du régent Horthy, qui, sentant tourner le vent de la guerre, cherchait à se retirer du combat. Le parti des Croix fléchées — les nazis hongrois — entra en scène. Il obligea Horthy à abdiquer et son chef constitua un gouvernement qui, d'entrée de jeu, marqua sa volonté de ne tenir aucun compte de l'immunité diplomatique.

En poursuivant dans un tel contexte son œuvre humanitaire, un diplomate s'exposait lui-même au plus grand risque. Pendant trois mois, Wallenberg continua de rechercher l'impossible. Et voilà que son histoire personnelle devint tragédie au moment même où l'embellie apparaissait.

Au début de janvier 1945, les Allemands et leurs alliés à Budapest étaient aux abois. Les armées soviétiques allaient d'un moment à l'autre prendre la capitale. Pour les victimes du nazisme et singulièrement pour les juifs, c'était l'espérance. Pour les sauveteurs, la fin du cauchemar. Quand le moment fut venu, Wallenberg prit naturellement contact avec les libérateurs ou les nouveaux occupants.

Que se passa-t-il alors ? A partir du 12 janvier 1945, il fut *« placé sous la protection des autorités soviétiques »*, rapporte un collaborateur du Comité international de la Croix-Rouge. Ce dernier le vit une fois encore, le 17 janvier, alors qu'il s'apprêtait à partir avec des Soviétiques. Il avait sur lui une importante somme d'argent. A cet instant, le diplomate suédois s'enfonça pour toujours dans le mystère. Depuis lors, aucun témoin sérieux, digne de foi, ne l'a véritablement vu.

Pourtant les récits n'ont pas manqué de personnages qui affirment avoir rencontré Wallenberg. Ils ont ancré les proches parents du diplomate dans la conviction qu'il était vivant, quelque part en U.R.S.S. Le gouvernement de Stockholm finit, lui aussi, par demander des éclaircissements aux autorités de Moscou. Toutes les démarches se heurtèrent à la même fin de non-recevoir. Le diplomate est mort en juillet 1947. Où ? Dans quelles circonstances ? Aucune réponse n'a été apportée à ces questions élémentaires.

Depuis le mois de janvier 1945, la biographie de Wallenberg n'est qu'un puzzle d'hypothèses. Mort ? Mais pourquoi ? Dévalisé par des subalternes soviétiques tentés par la forte somme d'argent qu'il détenait ? Liquidé par les « organes » parce qu'un Suédois qui s'intéressa tant aux juifs et qui, dans l'intérêt de sa mission, était resté en contact avec les Allemands ne pouvait être à leurs yeux qu'un espion ? Déposé dans un camp et « oublié » jusqu'à son trépas ?

Ou vivant, mais dans un état tel que les autorités soviétiques préfèrent le déclarer mort pour n'avoir pas à le présenter ? Depuis près de quarante ans, la famille, les comités, s'acharnent à proclamer — mais sur quelles preuves ? — qu'il est bien vivant. Ce Wallenberg qui leur est signalé et qu'ils continuent de rechercher est-il autre chose qu'un feu follet dépouillé de tout, même de sa mort ?

BERNARD FÉRON.

(1) Gilbert Joseph, *Missions sans retour, l'affaire Wallenberg*. Editions Albin Michel, 446 pages, 79 F.

Un document sur le massacre

En juillet 1944, la presse suisse eut connaissance d'un rapport clandestin rédigé par deux juifs de Slovaquie. Voici des extraits d'un résumé de ce document publié par *la Sentinelle* :

1) Le 21 mai a commencé la déportation des juifs hongrois résidant à l'est de la ligne formée par la Theiss (Tisza). C'est la première déportation de juifs hongrois, et les nazis ont l'intention de continuer jusqu'à ce que toute la population juive ait quitté le pays ; 320 000 personnes sont incluses dans cette première déportation.

2) La déportation se fait d'après des plans. Suivant une information du 20 juin, 450 000 hommes ont déjà été déportés en 1944. La déportation a lieu dans toutes les parties du pays. L'intention est de commencer la déportation de 200 000 juifs de Budapest vers le 25 juin. Conformément à un accord entre les autorités hongroises et allemandes, la Hongrie sera « sans juifs » le 1er juillet 1944. (D'après des statistiques officielles hongroises et tchèques, au moment de l'entrée de l'armée allemande en Hongrie, il y avait 750 000 juifs.)

3) 12 000 personnes sont déportées chaque jour. Dans chaque wagon, 60 personnes sont empilées ; les portes et les fenêtres sont solidement verrouillées et les gens doivent se tenir debout pendant quatre jours, sans nourriture et sans eau.

4) Quatre convois semblables partent chaque jour. Chaque convoi comprend quarante-cinq wagons, ce qui fait que, dans une période entre vingt-trois jours et vingt-six jours, il a été possible de réaliser le plan de la première déportation.

5) Ces convois partent de Csap, un croisement ferroviaire sur les lignes Budapest-Debrecen-Ungvar, Uszolk-Lemberg, Transylvanie-Kralevo et Tisu (Kiralyhaza) - Kosice (Kassa) - Zilnia. De Csap, les convois continuent par Kosice-Presov-Orlow-Molinz sur Auschwitz (Haute-Silésie polonaise).

6) Après un voyage de deux ou trois jours, sans nourriture et sans eau, pressés les uns contre les autres, les juifs arrivent à Auschwitz. Un grand nombre d'entre eux sont déjà morts pendant le transport.

Ceux qui sont encore en vie à l'arrivée sont alors conduits dans une grande salle et complètement déshabillés.

Ils ont l'impression qu'ils vont au bain et sont alors gazés au moyen de cyanogène (C_2N_2 ou CN), par deux mille à la fois.

7) Selon des rapports datés de février de cette année, quatre chambres à gaz semblables fonctionnent en même temps. Depuis lors, plusieurs autres ont été construites.

8) Les corps sont ensuite incinérés dans des fours spécialement construits dans ce but. Chaque four brûle douze corps par heure. A la fin de février, cette année, trente-six fours fonctionnaient, et d'autres crématoires ont été construits depuis.

DEUX DOSSIERS DE LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

L'Amérique sans clichés

La Documentation française vient de publier deux dossiers photographiques consacrés aux Etats-Unis. Le premier entend montrer la *« crise »* (1973-1982) et les changements qu'elle a provoqués. Le second, plus historique, égrène en images le chemin suivi par l'Amérique depuis l'engagement dans la première guerre mondiale en 1917 jusqu'au scandale du Watergate.

Les deux publications sont conformes aux exigences de sérieux et de sobriété de la Documentation française, tant dans ces photos que dans les fiches qui les accompagnent.

Le dossier sur la crise actuelle souffre un peu de l'abondance des photos excellentes parues sur le même sujet dans *Time* ou *Newsweek*. Il est difficile de concurrencer la presse américaine... On a souvent déjà vu ailleurs des illustrations plus percutantes sur des thèmes tels que l'arrestation d'immigrants mexicains clandestins à la frontière ou la dégradation du tissu urbain dans le South Bronx.

Ce reproche — la rançon de la réserve de bon ton qui caractérise la Documentation française — ne vaut pas pour les photos « historiques » du second dossier. On reste fasciné par ces quelques clichés qui restituent toute une époque : visages sévères d'immigrants d'Europe centrale en attente au « centre de tri » d'Ellis-Island, près de New-York, en 1907 ; manifestation massive et tranquille à la fois de membres du Ku Klux Klan en cagoules blanches dans les rues de Washington, vers 1925. Aux nostalgiques de l'Amérique d'Eisenhower, qui ont déjà ces dernières années pu satisfaire leur passion avec plusieurs films « rétro », une très belle photo qui semble tout droit sortie d'*American Graffiti* offre l'image d'un « Drive In » à Los Angeles dans les années 50.

Chaque dossier est précédé d'une introduction qui ne sacrifie jamais au conformisme. L'histoire américaine du XXe siècle, en particulier, donne lieu à quelques réflexions iconoclastes. Roosevelt n'était nullement keynésien. Le redressement économique opéré lors de son premier mandat (1933-1937) fut gravement compromis par sa décision de rétablir l'équilibre budgétaire. L'économie américaine était aussi mal en point en 1937 qu'elle l'avait été en 1933. Le New Deal a été une suite de tâtonnements, pas toujours heureux...

Ces deux dossiers apportent à propos des Etats-Unis la preuve qu'on peut être didactique sans être ennuyeux, et sérieux sans être académique.

D. D.

★ La Documentation française, 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07. D.P. 6062 : *les Etats-Unis face à la crise* (1973-1982). 27 F. ; D.P. 6063 : *les Américains au XXe siècle*. 32 F.

Lettres

La mort de Tennessee Williams

(Suite de la première page.)

Il va exercer des métiers divers, barman entre autres, qui lui permettent d'écrire, la nuit, des pièces en un acte.

Lorsque l'Amérique entre en guerre, il est réformé (il a un dossier psychiatrique et présente des troubles cardiaques et nerveux). A New-York, il est télétypiste, barman de nouveau, portier, jusqu'au moment où la Metro Goldwyn Mayer le fait venir à Hollywood pour adapter au cinéma un roman best-seller.

Il renâcle à cette tâche, propose un autre scénario de son cru, que la M.G.M. refuse. Nous sommes en 1943, c'est ce scénario qui va devenir, au théâtre, *la Ménagerie de verre*.

En vingt-quatre ans, dix-neuf pièces de Tennessee Williams vont être créées sur une scène de Broadway. Les plus connues sont, après *la Ménagerie* et *Un tramway nommé Désir*, *Eté et Fumées* (1948), *la Rose tatouée* (1950), *Camino Real* (1953), *la Chatte sur un toit brûlant* (1955), *la Descente d'Orphée* (1957), *Soudain l'été dernier* (1958), *Doux oiseau de jeunesse* (1959), *la Nuit de l'iguane* (1961).

La dramaturgie de Tennessee Williams marque une influence de Tchekhov, mais les horizons intérieurs doivent plutôt à D.-H. Lawrence, et Faulkner. Le décor le plus constant est le sud des États-Unis. Le thème du retour à la mère est constant, mais, encore une fois, c'est l'attachement à la sœur qui domine. Très probablement, c'est Rose, très douée pour raconter le soir des contes fantasmatiques lorsqu'ils étaient enfants, qui a suscité la vocation d'écrivain du frère.

A La Nouvelle-Orléans Tennesse Williams partage d'abord la vie des êtres marginaux, déshérités, inadaptés, qui peuplent ses œuvres. Il a déclaré avoir voulu exprimer avant tout, par son théâtre, *« la nécessité de compréhension, de tendresse et de persévérance dans l'infortune chez des individus traqués par les circonstances »*. Il a dit aussi aimer le théâtre parce que c'est *« quelque chose de sauvage, une chose en dehors des normes »*. Le théâtre de Tennessee Williams est peut-être celui où l'analyse de la solitude est le plus profondément conduite.

Sous des apparences de désordre, d'instincts excessifs, chemine chez Tennessee Williams une approche très délicate, généreuse, tendre, et même parfois souriante, de l'âme des désemparés qui savent faire figure malgré tout — approche plus particulièrement visible dans certaines pièces en un acte, telles que *On n'en parle pas*, ou *Je n'imagine pas ma vie demain*, purs chefs-d'œuvre.

Le théâtre de Tennessee Williams a été plutôt bien représenté en France. Jean Cocteau adapta avec Paule de Beaumont *Un tramway nommé Désir* qui fut mis en scène par Raymond Rouleau. Jeanne Moreau interpréta *la Chatte sur un toit brûlant* dans une mise en scène de Peter Brook. Arletty et Jean Babilée jouèrent *la Descente d'Orphée*. Ces soirées de belle tenue donnèrent le ton, et les pièces de Tennessee Williams ont reçu ensuite des publics français un accueil chaleureux.

MICHEL COURNOT.

Le scénariste des mondes obscurs

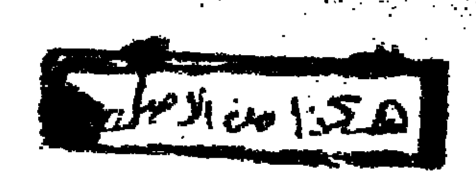
En 1943, alors qu'il est accablé de difficultés matérielles et traîne dans Greenwich Village, Tennessee Williams est, d'une façon tout à fait inattendue, engagé comme scénariste à la M.G.M. Il reste quelques mois à Hollywood, où il travaille, d'assez mauvaise grâce, à deux films commerciaux. Par un savoureux coup du sort, l'argent gagné comme « mercenaire » en Californie lui permet de transformer un scénario refusé en une pièce de théâtre, *la Ménagerie de verre*. Dès lors, Hollywood va s'intéresser à lui et tirer des films de ses œuvres théâtrales. *la Ménagerie de verre* transposée à l'écran en 1949, par Irving Rapper, n'attire guère l'attention, en France, où elle est distribuée en 1954. Entre-temps s'est produit un événement considérable : la création de *Un tramway nommé Désir à New-York et à Paris* et la réalisation du film par Elia Kazan (1951 — sortie en France 1952).

Avec ce *Tramway*, avec Kazan, déjà metteur en scène de la pièce, le théâtre new-yorkais intellectuel et sophistiqué commence à investir la production hollywoodienne. Et Marlon Brando, à l'écran comme à la scène, impose un nouveau style de jeu et la troublante ambiguïté de ces personnages masculins qui, chez Tennessee Williams, sont toujours en rapports de séduction inaboutie, en conflit avec des femmes nymphomanes ou sexuellement frustrées, et sous des déguisements traitent de l'homosexualité. Le duel de Marlon Brando et de Vivien Leigh, dans *Un tramway nommé Désir*, apporte au cinéma américain les mythologies d'un monde sudiste moite et décadent. Cela correspond, d'ailleurs, à une période de misogynie hollywoodienne. Elia Kazan réussit la transposition cinématographique de ce théâtre où les obsessions sexuelles, les détraquements nerveux et les secrets psychanalytiques sont, à l'époque, des audaces très fortes pour les studios californiens.

En 1956, il déclenche un scandale avec *Baby Doll*, *scénario tiré de deux pièces en un acte* de Tennesse Williams. Mais l'élan est donné. Kazan a gagné la partie. L'univers du dramaturge marque désormais le cinéma américain. Et cela va durer longtemps. *la Rose tatouée*, (1955), *filmée par Daniel Mann*, médiocre réalisateur, a établi un curieux jeu de travestissement entre Burt Lancaster et Anna Magnani. Dans les adaptations qui vont suivre *Baby Doll*, celles réalisées par Richard Brooks, *la Chatte sur un toit brûlant* (1958) et *Doux oiseau de jeunesse* (1962), reposeront sur des contre-sens, le cinéaste s'intéressant surtout aux affrontements familiaux et sociaux, au réalisme psychologique. D'autres, suivant la voie ouverte par Elia Kazan, comprendront bien mieux tout ce qui se cache dans les drames morbides et sous les masques tourmentés des femmes de Tennessee Williams qui pourraient être des hommes et des hommes qui pourraient être des femmes. Ainsi et surtout Joseph L. Mankiewicz avec *Soudain, l'été dernier* (1959), film dont l'homosexualité est la clé tragique, Sidney Lumet avec *l'Homme à la peau de serpent* (1960) tiré de *la Descente d'Orphée* et interprété par Marlon Brando et la Magnani, Peter Glenville avec *Été et fumées* (1961) et José Quintero avec *le Visage du plaisir* (1961), adapté de ce court, extraordinaire et cruel roman qu'est *le Printemps romain de Mrs Stone*. Vivien Leigh retrouve, à Rome, les obsessions et la déchéance morale de Blanche Dubois dans La Nouvelle-Orléans du *Tramway nommé Désir*. Le sommet est atteint.

Au cours des années 60, les mœurs changent, les interdits basculent, ce qui se cachait peut s'avouer et, par ailleurs, la production théâtrale de Tennessee Williams se ralentit. *la Nuit de l'iguane* de John Huston (1964), *Propriété interdite*, de Sydney Pollack (1966) et *Boom* de Joseph Losey (1968) ne réservent plus de surprises, quelles que soient leurs qualités cinématographiques. Mais un ancien d'Hollywod, Douglas Sirk, recréera le véritable univers de Tennessee Williams avec ses *élèves de l'école de cinéma et de télévision* de Munich dans deux courts métrages inspirés de pièces en un acte, *Parle-moi comme la pluie et laisse-moi écouter* (1975) et *Bourbon Street Blues* (1979), où, dans un décor de délabrement, la misère morale et sexuelle, rôde un acteur nommé Rainer Werner Fassbinder.

JACQUES SICLIER.



Lettres

La mort de ...



1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

A Bastia, ce démon d'Edmond

LE PROFIL BAS DE LA CAMPAGNE EN CORSE

Les élus de l'assemblée régionale de la Corse, candidats pour la plupart aux prochaines élections municipales, avaient interrompu leur campagne à la fin de la semaine dernière pour répondre, le 18 février, à l'invitation du président de la République, qui souhaitait s'entretenir avec eux à Paris.

Ils sont rentrés de ce court séjour unanimement satisfaits — le fait rarissime mérite d'être souligné — de leurs discussions, et porteurs de l'annonce de la visite prochaine de M. François Mitterrand.

Si elle en manquait, la Corse trouverait là quelques raisons de se dépassionner un peu plus pour la campagne électorale en cours. Car, sauf à Bastia où sévit (voir ci-dessus) une rude polémique sur les fraudes entre l'U.P.C. (Union pour le peuple corse), la liste autonomiste de M. Edmond Siméoni et la liste d'union de la gauche (M.R.G., P.C., P.S.), le scrutin des 6 et 13 mars est abordé avec un rythme plus lent, sans les débordements et la surenchère verbale qui symbolisent habituellement les élections dans l'île. Lassitude d'une population qui s'était déjà rendue aux urnes le 8 août 1982 pour désigner ses représentants à l'assemblée régionale ? Intérêt plus marqué pour les enjeux de cette nouvelle instance ?

Ces deux explications ont leur défenseurs. La création d'un Parlement corse affaiblit l'écho des autres lieux du débat politique dans l'île.

Les Corses reconnaissent aussi que le prochain scrutin offre peu de surprises possibles. La carte des victoires et des défaites paraît même à écouter les appareils politiques, déjà tracée. Ainsi Ajaccio devrait rester à la liste bonapartiste de *M. Charles* Ornano, maire sortant, avec le concours du R.P.R. et de l'U.D.F. Les risques d'une primaire ont été vite dissipés, M. José Rossi, conseiller régional (union régionale pour le progrès.U.R.P.) ayant rejoint la liste sortante ; il occupera, en cas de victoire, le poste de deuxième adjoint.

La situation à Corte paraît moins inégale. M. Michel Pierucci (U.D.F.), qui avait animé une municipalité composite dans laquelle figuraient des personnalités de gauche, a renoncé à briguer un autre mandat, mais son épouse tente de prendre sa place à la mairie. S'affrontent aussi une liste d'alliance M.R.G.-P.C. et une liste d'opposition conduite par le conseiller général R.P.R., M. Jean Colonna. Pour cause de mésentente locale, le P.S., très minoritaire à Corte comme dans le reste de l'île, a été contraint de présenter sa propre liste. A Calvi enfin, M. Xavier Colonna (app. M.R.G.), le maire sortant, conduit une liste d'union de la gauche face à une liste d'opposition.

La campagne électorale doit aussi un ton fort modéré aux incertitudes de l'île sur le chapitre de la violence. Depuis l'arrivée en Corse de M. Marcel Broussard, commissaire de la République, délégué pour la police, et les mesures d'ordre public prises en janvier par le gouvernement, le nombre des attentats est sensiblement retombé. Toutefois l'île s'interroge toujours sur les motivations du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Les derniers communiqués de l'organisation clandestine dissoute récemment laissent prévoir une notable modification de la stratégie des « cagoulards », notamment à travers l'atténuation de la campagne qui vise depuis plusieurs mois les continentaux. S'agit-il d'une évolution durable ? *Ou bien d'une* simple trêve destinée surtout à laisser toutes chances aux C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), qui accroissent leur participation à la vie politique légaliste en présentant leur propre *liste dans les principales* villes de Corse ? Dans le doute, l'île préfère imprimer à ces élections municipales un profil bas.

Ph. Bg.

De notre envoyé spécial

Bastia. — Ça barde pour notre matricule. Le vieux patriarche, *« le chef de la famille »*, comme disent ses fidèles, réagit à l'outrage par un fort coup de sang. *« La presse continentale commence à nous exaspérer, vous savez ! »*

Ses épaules s'affaissent un peu sous le poids de l'injustice qui vient de leur être faite, à l'heure du déjeuner, dans son bureau de l'hôtel de ville maintenant déserté. Il confesse qu'il nous a reçu par fidélité de vieux lecteur, et laisse déjà entendre qu'il regrette cette faiblesse. Il hésite, c'est visible, à renvoyer l'intrus.

Des fraudes électorales, ici, à Bastia, sous sa responsabilité ? Un système de combines *« clanistes »*, dans une municipalité de gauche ? M. Jean Zuccarelli, premier magistrat (M.R.G.) de la ville, depuis bientôt quinze ans, ne peut *« laisser dire cela »*. Sa réplique, il la puise, par réflexe, dans le vieux fonds, toujours accessible, du reproche corse. *« Nous ne sommes pas des handicapés mentaux ! Les journalistes parisiens s'ingénient à nous montrer sous le jour le plus ridicule, et à parler de cette île comme d'un sujet de folklore arriéré. »*

L'insulte tétanise le maire de Bastia. *« Nous ne sommes pas meilleurs que les autres*, poursuit-il, *mais qu'on ne nous fasse pas pire. Les Corses, eux aussi, ont leur dignité. »* Le malotrus, le calme revenu, sera finalement congédié, quelques instants plus tard, avec une dernière réflexion abruptissime sur *« le prix trop élevé que la Corse paie pour rester française »*.

Travers traditionnel des élus insulaires, M. Zuccarelli passe sa grogne sur la presse continentale. Le rituel, au fond, est sympathique à force de systématisme. Mais le maire de Bastia ne doit pas être dupe de sa scène d'indignation.

Sa liste, ses amis, n'ont plus la maîtrise d'un débat que la ville croyait sans importance, préréglé, tous jeux faits pour le compte de la gauche. Car, hier encore, *« Zuzu »*, selon une maraîchère, devait être *« réinstallé à la confortable »*. La municipalité d'alliance (radicaux de gauche-communistes), pour la première fois gonflée du parti socialiste, se retrouvait enfin conforme, comme le dit le maire, *« au schéma national de l'union de la gauche »*. Délice non moins agréable, cette gauche à trois observait aussi les divisions de l'opposition, écartelée entre trois listes rivales, déraisonnables au point que le R.P.R. a finalement refusé d'accorder son investiture à l'une d'entre elles, et que l'U.D.F. éprouve le plus grand mal à reconnaître les siens dans ces bruyantes querelles de légitimité.

Effet dévastateur

Non, sans ce *« démon d'Edmond »*, l'hiver serait resté engourdi comme il sied à Bastia la frileuse. Mais *« Edmond »*, Edmond Siméoni s'entend, chef de file autonomiste de l'Union pour le peuple corse (U.P.C.) et animateur de la liste « Réhabiliter Bastia », vient troubler ces félicités par une campagne active contre la fraude électorale, *« cette tare*, explique-t-il, *du jeu politique corse »*.

Il fait même à la ville l'injure de vouloir tester à travers elle *« la volonté gouvernementale de ramener l'île à la démocratie »*. Pourquoi n'a-t-il pas choisi de porter le fer contre Ajaccio la Bonapartiste, contre le Sud, où règne le clan de droite, la montagne où sévissent encore, chacun l'admet, des *« vendetta »* électorales d'un autre âge ? Bastia aurait discrètement applaudi la croisade et vanté en haut lieu l'aide objective des autonomistes à la gauche. Mais la désigner, elle, la ville du nord, considérée plus malgracieuse que sa rivale méridionale, elle, la laborieuse cité portuaire ?

L'équipe de M. Zuccarelli subit, de plein fouet, sans d'autre réaction que la colère de son maire, l'effet dévastateur de ce qu'à l'hôtel de ville on appelle déjà *« le coup bas »* ou *« la trahison d'Edmond »*. Les amis d'Edmond Simeoni attaquent la liste des nouveaux électeurs inscrits et contestent la légalité de procédés d'information sur le vote par procuration. Ils rendent publiques de croustillantes anecdotes, celles surtout qui visent l'entourage du maire, ses adjoints ou les responsables de son bureau électoral.

L'histoire du chauffeur de M. Zuccarelli vous est ainsi contée : il avait été pris en flagrant délit de vote pour un gendarme qui ne l'avait nullement mandaté. Celle encore de ce président de tribunal qu'une main mystérieuse faisait toujours figurer, en 1982, sur la liste d'émargement, alors que ce magistrat avait regagné le continent depuis 1979. Le chanteur Johnny Halliday, de même, serait surpris d'apprendre qu'il vote en Corse, comme les vacanciers qui avaient fréquenté, durant l'été, le camping de Solaro, sur la commune de Bastia.

L'indignation de l'équipe sortante n'a cependant connu son comble qu'en mesurant l'écho rencontré par la croisade de l'U.P.C. du côté de la préfecture de Haute-Corse et du palais de justice. Le préfet, M. Guy Migeon, et les magistrats bastiais ne se sont pas mis, bien sûr, au service du chef de file autonomiste. La campagne politique des uns coïncide simplement avec la stricte application, par les autres, des vœux émis, en janvier dernier, par le président de la République, pour que soit restauré en Corse un état de droit. Même si leurs effets convergent, les deux démarches sont parallèles et n'ont pas été concertées.

L'état de droit

Apparemment sans consigne, les représentants locaux de l'autorité de l'État continuent à l'occasion des municipales la mission d'épuration de la vie politique insulaire, entreprise avec quelques succès l'été dernier pour les élections régionales. M. Migeon ne cache pas d'ailleurs qu'il cherche à rendre *« un peu de rigueur aux pratiques politiques de l'île »*. *« Je suis convaincu*, nous dit-il, *que la démocratie peut être rétablie en Corse. C'est affaire de patience et de force de conviction. »* Aussi les Bastiais, d'un bord à l'autre, assistent-ils, amusés, satisfaits ou déprimés, à une tentative de redressement qui ne tient pas compte de l'étiquette politique des fraudeurs soupçonnés. Les amis de M. Zuccarelli détiennent, à l'évidence, la maîtrise des fraudes possibles. Ils sont donc seuls à subir les recours répétés déposés par l'administration gouvernementale. La philosophie préfectorale se borne à ce simple constat.

Fallait-il, par exemple, fermer les yeux, une fois de plus, sur les pratiques les plus voyantes, ouvertement tentées, avec une bonne conscience désarmante et en vertu, surtout, d'une solide tradition d'impunité ? Au cinquième bureau électoral de Bastia, la dernière fraude, pour n'en citer qu'une, était patente : le 1er février, après une première annulation, on s'attèle à la révision du tableau rectificatif de la liste. Le représentant de la municipalité, M. Vincent Duriani (P.C.), refuse d'y participer, annonce-t-il, tant que l'actuel préfet restera en poste. Le commissaire de la République, à cette date, est déjà accusé de chercher querelle à la municipalité.

Qu'à cela ne tienne. Les mandatés de l'administration et du tribunal rejettent l'inscription de soixante-quatre noms sur les cent cinquante-sept nouvelles demandes. Mais le lendemain, à l'affichage en mairie, ils ont la surprise de constater que les noms dûment éliminés ont été rétablis *sur la liste. On a, à la place, rayé* soixante-quatre autres noms, d'opposants politiques pour la plupart. Pour cette bonne blague, une plainte contre X... a été déposée, pour falsification de documents administratifs.

La justice, de son côté, multiplie les enquêtes pour enrayer la vague montante des démarchages électoraux dans les hôpitaux, les hospices, et contrecarrer la valse des fausses procurations. Le tribunal d'instance vient d'annuler l'inscription de cinq cents personnes sur la liste rectificative. De septembre au 31 décembre 1982, la municipalité de Bastia avait enregistré 1 900 nouveaux électeurs. C'était sans doute beaucoup trop pour une ville créditée de 44 020 habitants et de 22 701 inscrits.

Sur la place Saint-Nicolas, face au port qui, en février, ressemble à un décor de toile peinte, une affaire du même genre, toutefois, fait encore plus grand bruit. Un juge d'instruction vient d'inculper cinq proches du maire, dont son propre neveu, M. Henri Zuccarelli, conseiller général (M.R.G.), pour des fraudes survenues lors d'une élection cantonale, le 24 février 1980. Et onze autres conseillers municipaux et employés, ainsi que M. Zuccarelli lui-même, sont passibles des mêmes poursuites. Après l'audition de plusieurs centaines de personnes, la preuve a été faite que le bureau électoral de Bastia avait fait voter des absents.

En 1980, le parti socialiste local se maintenait dans une farouche opposition à l'alliance municipale et l'un de ses animateurs, M. Laurent Croce, avait déposé plainte contre l'équipe de la mairie. Son entrée sur la liste de 1983, en qualité de second adjoint, l'a contraint à renoncer à ses poursuites.

Celles-ci ne sont pas éteintes partout. D'autres socialistes, exclus au printemps dernier, ont rejoint la liste municipale de l'U.P.C., avec à leur tête *M. Charles Santoni, animateur du* Mouvement corse pour le socialisme (M.C.S.). Dissidents et militants orthodoxes du P.S. se retrouvent donc divisés sur la conduite à tenir. La fédération socialiste est donc dans l'obligation de défendre sa liste — donc les fraudeurs ? — et de nombreux Bastiais soutiennent que les exclus savourent leur vengeance en apparaissant comme les redresseurs des torts électoraux.

Le camp de gauche, du coup, affirme haut et fort que *« Edmond fait le jeu de la droite »*. On vous explique même, dans les cafés *« zuccarellistes »*, qu'il ne serait pas impossible que l'*« U.P.C. fasse passer l'opposition au second tour »*. Fadaises, répond l'intéressé : *« Si les autorités laissent faire la fraude*, dit-il, *cela voudrait dire qu'elles sont incapables d'imposer leur arbitrage et que le retour à la paix publique promise par M. Mitterand est un vain mot »*. M. Simeoni ajoute : *« Il serait alors impossible de substituer à la désespérance de la violence une démocratie capable de réconcilier la jeunesse corse avec la vie publique. »*

Il est conscient, explique-t-il, de placer le gouvernement devant un choix délicat, entre le respect des principes, voire du droit simple, et la fidélité à ses parrainages électoraux. *« Je ne cesse de prendre mes risques. Que l'Etat prenne les siens ! »* C'est ce que le chef de file des autonomistes est allé dire, la semaine dernière à l'Elysée au président de la République, qui, à en croire la rumeur insulaire, aurait accordé à M. Simeoni une audience plus longue qu'aux autres élus régionaux.

A écouter d'autre Bastiais, pourtant, les *« risques »* pris par les autonomistes pourraient se révéler trop importants, sans commune mesure en tout cas avec l'enjeu municipal, qui reste, avec ou sans l'affaire des fraudes, nettement en faveur de M. Zuccarelli. *« Edmond »* se voit reprocher, même dans son camp, cette critique du système électoral corse. *« Ce ne sont pas des choses à dire. »* Un Corse, pour la première fois, livre bataille dans un domaine laissé par prudence à la loi du silence. *« Il touche à l'âme même »*, relève un observateur. A *« un comportement névrotique »*, qui pousse à recourir à la fraude par obligation culturelle, par ennui insulaire, par angoisse, aussi, de ne pas savoir vivre sans combines et petits truquages.

Edmond Simeoni, par son geste sacrilège, touche aussi à une réalité plus profonde, beaucoup plus inquiétante, aux dires mêmes des Bastiais. Les fraudes, notamment par le jeu des procurations, reposent sur le vieux système de l'assistance, qui fait encore des Corses les obligés des clans. A Bastia, comme ailleurs dans l'île, une voix représente souvent le droit à une pension, une intervention pour le service militaire, parfois même à un emploi. *« Edmond condamne, c'est bien beau*, constate un fidèle du maire, *mais par quel système économique et social peut-il remplacer une tradition qui profite à tout le monde et qui nous a été donnée pour seul héritage ? »*

PHILIPPE BOGGIO.

PROPOS DE CAMPAGNE

M. JACQUES DELORS, à Vienne, vendredi 25 février, où il apportait son soutien à M. Louis Mermaz, maire de la ville, et président de l'Assemblée nationale : *« Je n'ai pas fabriqué d'indice à l'approche des élections ; nous espérons tomber à 8 %* [de hausse des prix] *à la fin de 1983, mais nous n'accepterons pas, comme le font les Allemands, 50 % de chômeurs en plus. »* A propos du commerce extérieur : *« On doit réduire le déficit de moitié cette année, si les Français consentent l'effort nécessaire ; si on ne peut le faire, la France ne pourra plus faire entendre sa voix dans le monde. »* Pour le ministre de l'économie et des finances, *« l'effort demandé aux Français après la guerre était moins dur, toutes proportions gardées, que celui que nous devrons consentir dans les années 80 »*.

M. JEAN-FRANÇOIS DENIAU (U.D.F.), ancien ministre du commerce extérieur de M. Raymond Barre, commentant, dans un communiqué, les chiffres de l'inflation et du commerce extérieur : *« C'est la France en rouge. Il y a une semaine, le premier ministre déclarait qu'il voyait tous les indices se mettre au vert. (...) On peut s'inquiéter de la qualité de la vision de M. Mauroy. (...) Le gouvernement n'aura pas réussi à masquer la réalité avant les municipales. »*

M. JACQUES CHIRAC, à Thionville (Moselle), où il soutenait M. Lacroix, conseiller général (R.P.R.), candidat à la mairie : *« Le mouvement auquel j'appartiens était favorable, depuis longtemps à l'octroi de la cinquième semaine de congés payés ; lorsqu'elle a été instituée, nous nous sommes réjouis. (...) Et, aujourd'hui, tel ou tel ministre, et le premier d'entre eux, ont le culot, parce qu'ils mentent, de dire que si nous revenons au pouvoir, nous annulerons cette cinquième semaine. Je vous le dis : c'est naturellement faux. »*

MME SIMONE VEIL (U.D.F.), ancienne présidente du Parlement européen, vendredi 25 février, à Nîmes, où elle soutenait M. Jean Bousquet (div. opp.) : *« Bientôt, il n'y aura plus que des communistes à la tête des grandes administrations. »* Parlant de *« main mise du P.C. sur les rouages de l'État »*, elle a qualifié les quatre ministres communistes de *« premiers de la classe, les plus dévoués, des travailleurs de l'ombre, qui ne parlent pas mais qui agissent »*.

M. CHARLES FITERMAN, à Marseille, où il participait à une réunion publique avec M. Gaston Defferre, a comparé M. Barre à *« Raminagrobis faisant patte de velours »*, M. Chirac au *« loup déguisé en mère-grand »*, et M. Giscard d'Estaing à celui qui veut jouer l'*« innocent »*. *« Ils sont trop polis pour être honnêtes*, a-t-il dit, *leur programme est simple : marche arrière toute ! »*

M. GASTON DEFFERRE, au cours de la même réunion : *« La droite, lorsqu'elle était au pouvoir, avait poussé à l'immigration sauvage, pour peser sur le marché du travail et lutter contre les syndicats qui défendent les travailleurs de notre pays. »*

M. PAUL QUILÈS, candidat à la mairie de Paris, au cours d'une réunion unitaire de la gauche, vendredi 25 février : *« L'actuel maire de Paris est l'incarnation même de la droite revancharde et réactionnaire. (...) Sans doute par peur de n'être plus que chiraquien, il court endosser les habits d'un Reagan, au moment où celui-ci semble vouloir changer de garde-robe. (...) Mon Paris n'est pas condamné à devenir un immense seizième arrondissement. »*

M. PIERRE MAUROY, dans un message publié par *l'Humanité-Dimanche* : *« Le changement ne peut pas être l'œuvre du seul gouvernement. Il nécessite la tranquille mobilisation d'une large majorité de Françaises et de Français. C'est en prenant personnellement en charge le changement que vous le ferez passer dans la vie de chaque jour. Où mieux que dans les consciences cette prise en charge peut-elle s'opérer ? »*

APRÈS LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

Confusion dans les DOM

Les séances d'installation des conseils régionaux élus le 20 février dans les quatre départements d'outre-mer concernés par l'application de la loi de décentralisation du 2 mars 1982 se sont déroulées, vendredi 25 février, dans la plus grande confusion. Partout des manœuvres procédurières ont empêché les élections des présidents et des bureaux des nouvelles assemblées.

● EN MARTINIQUE, comme à la Réunion *(le Monde* du 26 février), la désignation du président n'a pu intervenir, le quorum n'étant pas atteint. Les vingt élus de l'opposition, minoritaires d'un siège, ont quitté la salle des délibérations afin de protester contre l'attitude de la gauche à leur égard. Le chef de file du R.P.R., M. Michel Renard, maire du Marigot, et ses amis, souhaitaient connaître, avant de procéder à l'élection du président, combien de sièges la majorité envisageait de leur accorder. Les élus de la gauche ont rejeté ce préalable.

Le maire de Fort-de-France, M. Aimé Césaire, député apparenté socialiste, président du parti progressiste martiniquais (P.P.M.), est néanmoins assuré d'accéder à la présidence grâce à la voix de majorité que possèdent les élus des partis gouvernementaux.

M. Renard a toutefois indiqué qu'il a déposé un recours demandant l'annulation des élections en Martinique. Le maire du Marigot a affirmé, en effet, que malgré la présence de magistrats venus de métropole pour surveiller les opérations de vote, le scrutin a été entaché de *« beaucoup d'irrégularités »*.

● EN GUADELOUPE non plus, le quorum n'a pas été atteint à cause de l'absence des conseillers socialistes et communistes qui disposent de vingt sièges contre vingt et un aux conseillers de l'opposition. Commentant la défection de ses adversaires, Mme Lucette Michaux-Chevry (mod.), président du conseil général, élue à la tête de la liste R.P.R.-U.D.F., a déclaré : *« Ils refusent de s'incliner devant le verdict populaire. Ils sont absents pour continuer leurs magouilles. »*

● EN GUYANE, le président du conseil régional sortant, M. Georges Othily, administrateur de biens, qui figurait en deuxième position sur la liste du parti socialiste guyanais (P.S.G.), conduite par le député du département, M. Elie Castor (apparenté socialiste), avait été élu à la présidence de l'assemblée, au troisième tour de scrutin, à la majorité relative, en obtenant, comme aux deux tours précédents, quinze voix contre treize au chef de file de l'opposition, M. Paulin Bruné (R.P.R.) et trois à M. Guy Lamaze, (extr. g.), chef de file des trois élus de l'Union des travailleurs de Guyane, syndicat indépendantiste. Les quatorze élus du P.S.G. avaient reçu, en la circonstance, le renfort de M. Jean-Serge Gérante, seul élu de la liste de l'association Union, démocratie, promotion-Guyane, constituée par des socialistes indépendants empêchés par la direction du P.S. de créer en Guyane une fédération socialiste. M. Othily s'est démis de son mandat après que les treize conseillers de l'opposition eurent conclu un accord de circonstance avec les trois élus indépendantistes pour présenter, avec succès, une liste commune à l'élection du bureau de l'assemblée. M. Othily a souligné qu'un tel bureau, composé des trois indépendantistes et de trois représentants du groupe R.P.R.-U.D.F., n'était pas représentatif du conseil régional.

Dans chacun de ces départements, le conseil régional se réunira à nouveau lundi 28 février.

Petits ou grands, les patrons s'engagent dans la bataille

En ces temps où de nombreux patrons croient menacé le libéralisme qui leur est cher, les appels à l'engagement aux élections municipales des chefs d'entreprise se sont multipliés

La décentralisation, ce n'est pas un secret, inquiète le C.N.P.F. : mise sous tutelle des communes françaises par les conseils généraux et régionaux, déséquilibres accrus entre communes riches et pauvres, émergence de nouvelles féodalités locales, interventions accrues des municipalités dans la vie des entreprises, *inévitables conflits entre* les divers niveaux d'administration, telles sont pêle-mêle les craintes exprimées par M. Maury-Laribière, président de la commission d'action territoriale de l'organisation patronale. Aussi ce dernier exprimait-il récemment, devant l'association des maires de France, *« le vœu pour réaliser la symbiose entre les entreprises industrielles et la vie des collectivités locales »* que *« beaucoup d'élus – et de futurs élus – soient des hommes d'entreprise »*.

Le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, M. René Bernasconi, a été, pour sa part, plus direct. Il y a quelques semaines il lançait un appel : *« PME, aux municipales : allez-y ! »*. Et d'expliquer : *« Budget, gestion, fiscalité, taxe professionnelle, voilà des sujets qui intéressent les chefs d'entreprise. D'abord parce qu'ils savent de quoi il s'agit : ils sont tous, quelle que soit leur taille, des gestionnaires familiarisés avec ces notions. Ensuite parce que la taxe professionnelle, pour ne parler que d'elle, c'est eux qui la paient et personne d'autre. Or elle représente déjà plus de 50 % des impôts locaux.*

M. Bernasconi proposait alors une plate-forme électorale *« des représentants de l'entreprise libre et indépendante »* en matière d'urbanisme et d'équipement commercial, d'équipements collectifs, de fiscalité et de grands principes. Les candidats s'engageant sur ce texte pouvaient obtenir le label de *« représentant de l'entreprise libre et indépendante »*.

Difficile pourtant de savoir si ces appels plus ou moins pressants ont été suivis d'effets. Si l'on connaît approximativement par les statistiques du ministère de l'intérieur les origines socio-professionnelles des magistrats *municipaux (1)*, *nul recensement* des candidats n'existe. Force est donc d'agir par sondage. Or pour une Mme Francine Gomez, P.-D.G. de Waterman, qui se présente au Vigan (Gard), ou un M. Jean Bousquet, P.-D. G. de Cacharel, qui bénéficie du soutien R.P.R. – U.D.F. à Nîmes, interrogés par tous les médias sur les raisons de leur engagement, combien d'inconnus plus discrets.

Il n'est guère de villes pourtant qui ne comptent pour les candidats plusieurs dirigeants d'entreprise, le plus souvent – dans l'opposition. Ainsi, à Nancy, trouve-t-on sur la liste d'opposition un dirigeant du Crédit agricole, le directeur commercial d'une société laitière, l'ancien directeur général des aciéries de Pompey. a Marseille, M. Jean-Claude Gautier, directeur général des vins Margnat est tête de liste, mais on remarque aussi un ancien président de l'Union patronale, le président de l'Union des Bauxites, et sur la liste de M. Defferre figure en bonne place M. Pierre Rastoin directeur de la Banque Martin Morel.

On pourrait allonger la liste ; cela n'aurait guère de signification lorsque l'on sait qu'il y a 36 422 communes, que le plus petit conseil municipal comportera neuf membres et le plus important (dans les villes de plus de 300 000 habitants) soixante neuf et qu'ainsi plus d'un million de Français solliciteront les suffrages le 6 mars.

Le nombre de labels décernés par la C.G.P.M.E., au regard de ces chiffres, prête aussi à sourire puisque la confédération de M. Bernasconi en reconnaît un peu plus de mille. *« Il n'est pas facile d'apparaître avec l'étiquette de chef d'entreprise dans les villages et les petites villes où les électeurs sont souvent nos salariés »*, surtout en ces périodes où les licenciements sont plus fréquents que les embauches... En revanche cela est plus facile dans les grandes villes. *« Nous sommes présents dans presque toutes les villes de 100 000 habitants et dans la majorité de celles de 30 000 habitants »*, clame-t-on ainsi chez M. Bernasconi où l'on parle de *« percée sans précédent »*.

La C.G.P.M.E. se targue donc de trois labels à Lille (dont un sur la liste menée par M. Mauroy), de sept à Lyon (dont six sur la liste de M. Noir), de vingt-deux à Paris sur les listes de M. Chirac. Chaque arrondissement, sauf le douzième, aura ainsi dans la bataille *« un représentant de l'entreprise libre et indépendante »*. *« Je demande aux chefs d'entreprise de consacrer 10 % de leur vie à autre chose qu'à leur société »*, aime à répéter M. Gattaz, le président du C.N.P.F. Alors pourquoi pas à la cité, où, comme le disent ceux d'entre eux qui s'engagent, ils peuvent gérer les affaires en chef d'entreprise.

M. Dominjon, ancien responsable patronal qui a créé dans le Rhône une « association responsabilité solidarité » pour former des cadres d'entreprise et d'autres particuliers aux affaires publiques *« parce qu'ils sont aussi incompétents en ce domaine que les politiques le sont pour la gestion »*, estime que la mobilisation est plus forte que par le passé. Mais il s'inquiète de l'inégalité d'accès aux mandats électifs entre des fonctionnaires qui seront toujours réintégrés et des cadres qui prennent un risque particulièrement vif dans la situation économique actuelle. Or même pour les municipales, la gestion des grandes villes prend du temps. Tant que cette inégalité-là ne sera pas réglée, on peut penser que patrons et cadres *continueront* à être *plutôt* rares à se lancer dans les affaires publiques.

BRUNO DETHOMAS.

(1) Les responsables d'entreprises représentent 12,8 % des maires. Sur ce nombre 7,7 % sont des commerçants et artisans et 3,4 % seulement des dirigeants de sociétés. Quant aux cadres du secteur privé, ils ne sont que 3,7 %.

« A l'usine, je suis possédant, à la mairie possédé »

De notre correspondant

Metz. – *« Mon attachement à ma commune, où je suis né, où j'ai grandi, m'incite à approfondir le rôle que j'y joue. »* Cet approfondissement, M. Bernard Labbé, président des Tréfileries Chiers-Chatillon-Gorcy et maire de Gorcy (petite commune de deux mille quatre cent soixante-treize habitants, située dans le bassin sidérurgique de Longwy en Meurthe-et-Moselle), le cherche dans la vie politique. Son constat est simple : les grandes décisions concernant le développement d'une région passent la plupart du temps par la fonction politique. Il sollicite aujourd'hui le renouvellement de son mandat de maire.

Gorcy est le berceau de la famille Labbé. En 1832, Jean-Joseph Labbé fit construire le premier haut fourneau du bassin de Longwy. Une dynastie de maîtres de forges était née dans le pays haut. Au pouvoir économique de sa famille, Jean-Joseph Labbé adjoignit très tôt le pouvoir politique, élu en 1848 député de la Moselle à l'Assemblée constituante.

Au début de ce siècle, l'emprise des maîtres de forges sur « leur région » était très forte. *« Mon grand-père et la famille de Wendel se présentaient eux-mêmes aux élections,* explique Bernard Labbé. *Puis, peu à peu, ils ont envoyé des hommes à eux. Mais ceux-ci y ont pris goût, n'oubliant pas de s'émanciper. »* Il regrette très fermement que les chefs d'entreprise, les cadres, les responsables économiques en général ne soient pas plus engagés aujourd'hui dans la vie politique afin d'y apporter leur expérience quotidienne : *« Depuis quelques générations, cette catégorie n'a plus continué l'effort difficile d'autrefois et est maintenant sous-représentée, notamment à l'Assemblée nationale. Cela explique le caractère de certains textes législatifs presque inapplicables et freinant le dynamisme industriel et social. »*

Avec une telle conviction, M. Labbé ne pouvait que se lancer, outre ses fonctions patronales, dans une carrière politique. En 1973, à la mort de son père, conseiller municipal à vingt-cinq ans et maire à vingt-huit pour quarante-cinq années, il a conquis la mairie de Gorcy. Réélu en 1977 avec 78 % des suffrages, il brigue aujourd'hui, à cinquante-sept ans, le renouvellement de son mandat. Entre-temps, en 1978, Bernard Labbé, *bouillonnant d'activité – il était* à l'époque P.-D.G. de Saulnes et Gorcy, de la Société de tréfilerie et câblerie de Chiers-Chatillon-Gorcy et administrateurs *de plusieurs sociétés,* – s'est présenté aux législatives. Battu par le communiste Antoine Porcu, il n'a pu réaliser son rêve : réunir dans sa main le pouvoir économique et le pouvoir politique.

N'appartenant pas à une formation politique, Bernard Labbé n'en cache pas pour autant sa sensibilité. *« J'appartiens à l'ancienne majorité »*, affirme-t-il. Patron et homme de droite, il gère et fait vivre Gorcy. Sur les quelque sept cents personnes travaillant dans la commune, *cinq cent cinquante sont employées* dans son usine. Il affiche cependant une ferme volonté de ne pas mélanger ses fonctions, admettant que l'équilibre est difficile à trouver et que des interpénétrations sont possibles. Mais aujourd'hui, le patron ne peut plus se passer du maire. *« A l'usine, je suis possédant, à la mairie possédé,* lance-t-il en expliquant : *ce sont les électeurs qui me possèdent. Je suis leur élu. »*

JEAN-LOUIS THIS.

UN ENTRETIEN AVEC M. BERTRAND RENOUVIN

En aucun cas des candidats royalistes ne figureront sur des listes d'opposition

nous déclare l'animateur de la N.A.R.

La Nouvelle action royaliste (N.A.R.), alliée au Mouvement des démocrates de M. Michel Jobert, aux gaullistes de gauche de M. Léo Hamon, à des écologistes, des radicaux et des syndicalistes, présente aux élections municipales des candidats dans quatorze arrondissements de Paris, sous le sigle Paris pour tous. Les représentants de ce collectif, dont les candidats seront présents dans les 1er, 2e, 3e, 4e, 5e, 6e, 7e, 8e, 9e, 11e, 13e, 14e, 16e et 17e arrondissements de la capitale, ont expliqué, vendredi 25 février, au cours d'une conférence de presse, qu'un P.S. *« replié, à Paris, sur ses sectarismes et ses illusions de puissance »*, n'avait pas permis que *« l'ensemble des forces appartenant à la majorité présidentielle se retrouvent unies dans leur diversité pour proposer aux Parisient une nouvelle politique municipale »*.

Hors de Paris, la N.A.R. présente peu de candidats, elle se retrouve sur des listes apolitiques ou socialistes : c'est le cas à *Epinal* avec Mme Régine Judicis, conseillère municipale élue en 1977, et à Angers avec M. Nicolas Lucas, délégué régional de la N.A.R. *« En aucun cas des candidats royalistes ne figureront sur des listes d'opposition »*, précise M. Bertrand Renouvin. L'animateur de la Nouvelle action royaliste sera, lui, candidat dans le neuvième arrondissement de Paris. Dans l'entretien qu'il a accordé à Christine Fauvet-Mycia, il déplore le peu de place laissée aux petits partis dans la campagne. Selon lui, cette campagne est vécue par les grands partis comme *« une guerre de conquête ou de reconquête »* et n'est en aucun cas l' *« occasion d'un grand débat public »*.

« En 1977, vous dénonciez déjà le mépris entretenu par les grands partis et les médias audiovisuels à l'égard des « marginaux » ainsi que le « système du spectacle politicien ». Vos reproches, en 1983, sont-ils les mêmes ?

– Les reproches sont les mêmes car le système est resté le même. Il s'est même renforcé ou déplacé. Les partis rivaux ont une attitude commune : au lieu de concevoir la campagne pour les municipales comme l'occasion d'un grand débat, ils la vivent comme une guerre de conquête ou de reconquête. L'enjeu s'exprime en termes de volonté de puissance, alors que les municipales devraient rester d'intérêt local. C'est même grave pour la décentralisation que les partis bureaucratiques centralisés s'emparent de toutes les instances locales. La gauche a voulu, en 1977, que les municipales soient une consultation politique générale. Une telle logique s'est installée. Elle est un facteur d'instabilité supplémentaire des institutions. Le débat des municipales se borne à un échange d'invectives. De plus en plus, on a affaire à des jeux politiques cyniques. On travaille l'image de marque, le slogan, et on ne vous parle plus du tout des convictions.

– Quelle part espérez-vous prendre dans ce débat ? Ou dans cette absence de débat ? Vous avez écrit à M. Mitterrand et à Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, pour qu'une place vous soit accordée dans la presse audiovisuelle.

– Il nous est très difficile de faire passer un message. Il faudrait des moyens financiers et nous n'en avons pas. La Haute Autorité semble sensible à ce problème de la place des petits partis sur les chaînes de télévision. Mais c'est tout le système de vedettariat à la télévision qui doit être remis en question. C'est la télévision qui décide si l'un ou l'autre candidat a une chance. Cela a été très perceptible lors de l'élection présidentielle de 1981 et, pourtant, les grands hommes politiques qui occupent les médias ne disent plus rien, ils se contentent de slogans, de critiques, mais ne parlent pas de leurs intentions réelles, de leur pensée profonde. Nous, nous voulons poser de vraies questions.

– Quelles sont-elles ?

– Elles se situent au-delà des municipales. Elles concernent, par exemple, la légitimité. Le comportement des hommes politiques indique qu'ils se posent cette question de la légitimité. Quand M. Michel Rocard annonce, de sa mairie de Conflans-Sainte-Honorine, qu'il est candidat à l'élection présidentielle, quand M. Raymond Barre effectue ses tournées en province, ils se situent tous les deux en dehors des partis. Pourtant, comme les autres, ils appartiennent à des camps et ne peuvent en sortir. Ils ne peuvent être des recours ou des arbitres. M. Mitterrand est conscient de cela, même s'il est, lui aussi, victime de cette dialectique.

– Un autre débat est né à la veille des municipales. Vous y consacrez un éditorial dans le dernier numéro de votre revue Royaliste. *Comment le jugez-vous ?*

– La vraie question concerne l'industrialisme, l'avenir de la société industrielle. Elle affleure dans les débats à l'intérieur de la gauche. Les propos de M. Maire démontrant qu'un gouvernement socialiste n'agit pas autrement, face à l'opinion, qu'un gouvernement de droite, en négligeant d'informer l'électorat qui lui accorde sa confiance, sont intéressants et courageux. M. Maire pose clairement un certain nombre de questions. Les propos de M. Michel Rocard me paraissent plus flous. Je crains que ce dernier ne travaille davantage son image de marque. Il faut se demander quelle société naîtra demain d'une politique industrielle offensive. La *« compétence »* ne doit pas justifier n'importe quoi et l' *« efficacité »*, devient inutile ou dangereuse si elle consiste, en définitive, à imiter l'impérialisme de la nation dominante et à faire le jeu des groupes économiques et financiers. »

La majorité en position difficile

(Suite de la première page.)

Le même jour le gouvernement entend deux *« communications »*, l'une sur la création d'un *« congé création d'entreprise »*, correspondant à une vieille revendication des cadres ; l'autre sur l'amélioration du sort des personnes âgées ; le 16 février, il est surtout question de l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers, notamment pour la Sécurité sociale ; le 27 février enfin, le gouvernement arrête les dispositions de deux textes sur le logement destinés à faciliter les conditions d'accès à la propriété. On voit mal que cette simple énumération puisse s'inscrire au passif de la gauche !

Cette meilleure maîtrise de la part d'un gouvernement qui ne se flatte plus guère de vouloir *« gouverner autrement »* explique sans doute le regain de confiance de la gauche dansunecampagne qui a, jusqu'à présent, offert beaucoup de variations et peu de certitudes.

Il y a eu variation dans le ton, d'abord furieux, notamment à Marseille, puis étonnament serein, puis plus vif à nouveau, comme en témoignent les plus récents propos de campagne.

Ces hésitation correspondent à des variations dans les pronostics et donc dans les stratégies des formations politiques. Au départ, l'opposition était triomphante, et certains de ses orateurs tels M. Griotteray proclamaientd : *« Dissolution, dissolution ! »* A cette époque, la *« politisation »* de la campagne était de règle, l'enjeu devenait *« national »*. Aujourd'hui, chacun minimise plutôt la portée d'élections que M. Giscard d'Estaing lui-même veut éviter de *« nationaliser »*. C'est qu'entre-temps la majorité a réussi à placer l'opposition en position défensive, la contraignant à s'expliquer sur le sort qu'elle réserve aux *« acquis sociaux »* de la gauche ; avant, peut-être, d'être contrainte elle-même de s'expliquer à nouveau sur une politique économique dont le premier ministre avait pourtant annoncé qu'elle commençait à porter ses fruits.

Cette oscillation supplémentaire rend encore plus intertaine l'issue des élections. La multiplication des sondages locaux, pour *contestables que soient certains* d'entre eux, a toutefois mis en évidence qu'il existe une « prime » *au maire sortant.* Ce phénomène, évidemment, joue en faveur de la majorité qui contrôle les deux tiers des villes de plus de trente mille habitants. Sur la base de ces sondages, la majorité devrait perdre une quinzaine de ces villes, alors que son gain en 1977 était de soixante et une.

Mais d'autres indicateurs jouent en sens inverse, au premier rang desquels figurent les élections cantonales partielles : la gauche perd en moyenne 5,9 points (*le Monde* des 6-7 février). L'application pure et simple de ce recul aux élections municipales conduirait à une perte de l'ordre de quarante à cinquante villes.

Quant aux sondages nationaux, *ils font apparaître une montée des* mécontentements et du pessimisme dans les prévisions. Ainsi, dans le baromètre mensuel de la SOFRES, 71 % des personnes interrogées (contre 65 % le mois précédent) jugent inefficace la lutte contre le chômage. Enfin, 54 % (contre 52 %) pensent que les choses *« vont aller plus mal »*.

Il va de soi que si l'opposition triomphe, elle sera tentée de *« repolitiser »* ce scrutin ; tout comme la gauche, si elle parvient à préserver l'essentiel de ses conquêtes de 1977.

L'issue du scrutin influera, quoi qu'il arrive, sur la vie du gouvernement. Mais on ne peut, en la matière, faire plus que des hypothèses. Il y en a deux. Les résultats peuvent être exceptionnels, dans un sens ou dans l'autre, et justifier des mesures exceptionnelles telles qu'un changement de gouvernement à quinze jours de l'ouverture de la session parlementaire. Changement de premier ministre si l'opposition triomphe, changement dans la composition du gouvernement (une équipe plus resserrée ?) si la gauche surprend.

Les résultats peuvent tout aussi bien être sans surprise, c'est-à-dire en demi-teinte, tels que l'un et l'autre camp puissent s'en prévaloir. La logique institutionnelle reprend alors le dessus et reporte au mois de juillet un éventuel changement dans la composition du gouvernement, laquelle dépendra notamment des conditions dans lesquelles se sera déroulée la session parlementaire, consacrée à l'examen du IXe Plan...

J.-M. COLOMBANI.

La baromètre de la Sofres

LES COTES DE « CONFIANCE » DE MM. MITTERRAND ET MAUROY SONT EN BAISSE

Le Figaro-Magazine du 26 février publie un sondage de la Sofres réalisé du 12 au 17 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes. Selon cette enquête, la « cote de confiance » du président de la République et celle du premier ministre enregistre une légère baisse : 48 % des personnes interrogées déclarent faire *« tout à fait »* ou *« plutôt confiance »* à M. François Mitterrand (contre 50 % lors de l'enquête réalisée fin janvier) et 39 % (contre 41 % précédemment) faire *« tout à fait »* ou *« plutôt confiance »* à M. Pierre Mauroy.

A l'indice de popularité des personnalités politiques dans la majorité, M. Michel Rocard, qui perd trois points (53 contre 56 précédemment), reste en tête. M. Jacques Delors, qui recule de six points (41 contre 47), conserve la seconde position. M. Mauroy enregistre une baisse de trois points. Les personnalités politiques de l'opposition sont, elles aussi, en recul à l'exception de M. Jacques Chaban-Delmas qui gagne deux points (24 contre 22). Mme Veil, toujours en tête, perd deux points (43 contre 45) ainsi que M. Chirac (40 contre 42). M. Barre, lui, en perd quatre (31 contre 35) et M. Giscard d'Estaing, un (31 contre 32).

Le débat sur les droits de l'homme au P.S.

M. DE LA FOURNIÈRE PRÉCISE QU'IL A TRAVAILLÉ « EN LIAISON ÉTROITE » AVEC M. JOSPIN

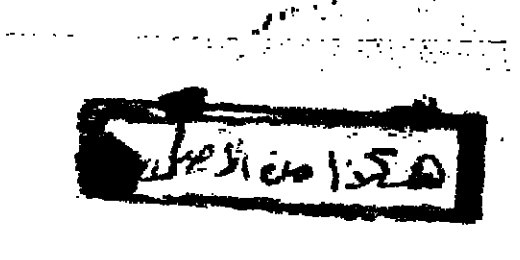
M. Michel de La Fournière, membre du secrétariat national du P.S., a publié, vendredi 25 février, un communiqué dans lequel il exprime son regret du *« bruit »* fait – *« bien malgré moi »*, souligne-t-il – autour de son rapport sur les droits de l'homme (*le Monde* des 25 et 26 février), *« rédigé dans le cadre normal de* [ses] *fonctions à la direction du parti et en liaison étroite avec le premier secrétaire »*.

Ce document *« a été soumis à un comité de lecture, qui l'a approuvé »*, ajoute M. de La Fournière. *« Sa discussion devant le bureau exécutif du parti socialiste,* précise-t-il, *relevait donc du processus normal d'élaboration qui s'applique à nos documents. Dès que sa mise au point sera achevée, ce texte publié par le parti socialiste. »*

● *Mille logements sociaux pour la capitale.* – Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, et le président du conseil régional d'Ile-de-France, présidé par M. Michel Giraud (R.P.R.), viennent de signer un contrat régional qui prévoit le lancement *« dans les plus brefs délais »*, d'un programme de six cent quarante-cinq logements sociaux à Paris. Deux cents autres logements ont bénéficié depuis le 1er janvier dernier de l'aide régionale au titre de la surcharge foncière – dans la limite de 300 F par mètre carré – et *« plusieurs centaines de logements supplémentaires seront subventionnés au cours de l'année 1983 »*.

« Au total, ce sont plus de mille logements sociaux qui seront mis en chantier cette année dans la capitale par les organismes H.L.M. », a précisé M. Giraud.

● RECTIFICATIF. – Les crédits du ministère de la défense mis en réserve jusqu'au 1er novembre 1983 s'élèvent à 15,6 milliards de francs (comme indiqué dans l'article paru dans *le Monde* du 25 février), et non à 5,6 milliards de francs comme une erreur, dans le titre de l'article en première édition, nous l'a fait écrire.



Pierre Juquin face à Alain Peyrefitte...

Tout oppose MM. Pierre Juquin et Alain Peyrefitte. Trouverait-on défenseur plus éloquent de la participation communiste au gouvernement de la gauche que M. Juquin, chargé de la propagande au bureau politique du P.C.F., ancien député de l'Essonne ? Et si la gauche ne manque pas d'adversaires aussi résolus que M. Peyrefitte, il n'en est sans doute pas de plus méthodique que le député (R.P.R.) de Seine-et-Marne, plusieurs fois ministre depuis 1962, et en dernier lieu garde des sceaux de M. Valéry Giscard d'Estaing. Pourtant, MM. Juquin et Peyrefitte sont proches par l'âge : cinquante-trois ans pour le premier, cinquante-sept ans pour le second. Tous deux d'origine modeste, ils sont tous deux normaliens. M. Juquin est agrégé d'allemand. M. Peyrefitte avait choisi l'ENA après l'Ecole normale supérieure, mais il cultive son goût des belles lettres à l'Académie française. Dans ce débat, organisé par André Passeron et Patrick Jarreau, MM. Juquin et Peyrefitte se réfèrent, à plusieurs reprises, aux livres qu'ils viennent, l'un et l'autre, de publier : Produire français, le grand défi, *aux Editions sociales (*le Monde *du 11 février), pour le premier, et* Quand la rose se fanera... Du malentendu à l'espoir, *aux éditions Plon (*le Monde *du 9 février), pour le second.*

... ou les « collectivistes » face à ceux qui « veulent faire dérailler le train »

M. PEYREFITTE. — François Mitterrand et son gouvernement font la politique de leurs militants et non pas celle de leurs électeurs. Ceux-ci sont, d'une part, certes, les électeurs de la gauche, mais, d'autre part, des électeurs de la « droite », comme on dit, qui ne souhaitaient pas changer de société, mais seulement de dirigeants, de têtes. Or ces nouveaux dirigeants veulent changer de société. Comme je ne suis pas un pamphlétaire, je ne parle pas d'*imposture, mais de malentendu*. Je laisse entendre que les torts sont partagés. Les Français n'ont pas cru que les socialistes croyaient au socialisme, ni que François Mitterrand serait fidèle au choix qu'il avait fait, en 1971, de s'unir avec les communistes.

M. JUQUIN. — Les Français ont, d'abord, voté contre la droite. Ils voulaient changer de têtes parce qu'ils voulaient changer de politique : c'étaient des déçus de la politique de M. Giscard d'Estaing et de son équipe.

Je trouve votre argumentation un peu préoccupante. Au fond, elle remet en cause la valeur du suffrage universel. Les élections de mai et de juin 1981 sont sans équivoque. Elles ont légitimé les options clairement présentées par François Mitterrand. D'ailleurs, les Français ont eu à choisir entre deux programmes de gauche, et ils ont préféré celui de *François Mitterrand à celui que* défendait Georges Marchais. C'était donc bien un choix politique, fait en toute connaissance de cause, sur des orientations et sur des objectifs.

M. PEYREFITTE. — Je ne *remets pas en cause la valeur du suffrage universel*. Je le respecte assez, au contraire, pour ne pas souhaiter qu'on lui fasse dire ce qu'il ne dit pas. En démocratie, il n'est pas permis de se livrer à des bouleversements *sans en avoir reçu mandat*. Je ne conteste pas la légitimité du nouveau pouvoir, je conteste la légitimité de la politique qu'il fait sans avoir reçu mandat de la faire.

Dans des circonstances normales — la *preuve du contraire n'a pas été faite*, — un pouvoir est légitime dès lors qu'il est légal. Mais pour qu'une politique soit légitime, il faut qu'elle corresponde à la volonté nationale.

Comment les Français auraient-ils *donné mandat* à François Mitterrand, alors qu'ils ne connaissaient pas le contenu de ses cent dix propositions ? Contrairement à ce que vous dites, ils n'ont pas légitimé les options que leur proposait François Mitterrand, puisqu'ils les ignoraient. Or, dans ces cent dix propositions, on retrouve les dix propositions essentielles, collectivistes, qui viennent toutes du programme commun de la gauche — déclaré forclos, mais non caduc, par François Mitterrand — et qui, comme par hasard, viennent toutes du programme communiste, antérieur au programme commun.

« Changement de pré réjouit les veaux »

M. JUQUIN. — L'élection de 1981 n'a pas eu lieu simplement sur les personnes, mais *sur* des idées et sur la confontation de deux projets politiques ; ou, plus exactement, sur la confrontation d'une politique, qu'on constatait et dont on mesurait les effets, et d'un projet, qui lui était opposé depuis des mois. Bien plus, les idées de la gauche ont progressé à travers des années de débat, d'explications, de combats. Par conséquent, on ne peut pas reconnaître seulement la légitimité des hommes en place, mais on doit admettre, avec *fair play*, la légitimité de la politique qu'ils conduisent. Vous, vous maintiendriez bien, à la rigueur, les hommes qui sont en place, à condition qu'ils fassent votre politique.

M. PEYREFITTE. — A peu près...

M. JUQUIN. — C'est hors de question !

M. PEYREFITTE. — C'est à peu prèés ce qui, selon moi, correspondrait aux vœux des Français. Un vieux proverbe paysan dit : « Changement de pré réjouit les veaux. » Mais les veaux, qui aspirent à de verts pâturages, refuseraient qu'on les oblige à passer du régime végéta*rien à un régime carnivore*. L'envie d'un changement de décor fait partie de la nature humaine comme de la nature animale, mais les Français ne souhaitaient pas changer de régime politique, économique et social.

● M. Juquin, la politique de M. Mitterrand est-elle celle du parti communiste, comme l'affirme M. Peyrefitte ?

M. JUQUIN. — Les cent trente et une propositions défendues par Georges Marchais étaient différentes, sur un certain nombre de points, des cent dix propositions de François Mitterrand. Nous sommes, *évidemment*, deux partis, deux courants d'idées issus du même tronc, mais nous sommes deux branches différentes. Les Français ont choisi un programme qui n'est pas celui du parti communiste. Il contient, toutefois, un certain nombre d'objectifs — certains fort importants — qui nous permettent de participer au gouvernement et à la majorité. Il est bien clair que nous n'avons pas du tout l'intention de déborder du cadre fixé par le suffrage universel pour sept *ans*, et que c'est à l'application du programme de François Mitterrand que nous contribuons.

M. PEYREFITTE. — Je ne prétends pas que les cent dix propositions de François Mitterrand sont *identiques* aux cent trente et une propositions de Georges Marchais. Par exemple, la première d'entre elles... La connaissez-vous ? Non ? Vous voyez !

M. JUQUIN. — Je ne les connais pas dans l'ordre.

M. PEYREFITTE. — Eh bien ! c'est l'*« exigence du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan... »*

Vous aviez tellement accablé François Mitterrand — en disant, par exemple, qu'il était *« plus à droite que Giscard »* — que vous vous étiez chargés vous-mêmes de convaincre les Français qu'il n'y avait plus rien de commun entre Mitterrand et vous. Voilà comment le brouillard s'est répandu et comment les Français en sont venus à dire « oui » à un homme, qui a ensuite feint de croire que cela voulait dire « oui » à cent dix propositions.

« Vous remettez en cause les institutions »

M. JUQUIN. — Vous remettez en cause les institutions elles-mêmes : on n'aurait le droit de choisir qu'un personnage, qui serait une sorte de monarque et qui aurait, ensuite, un blanc-seing, pour faire ce qu'il voudrait pendant sept ans ?

● Les Français avaient-ils approuvé le programme de Blois le 19 mars 1978 et le programme de Provins le 11 mars 1973 ?

M. PEYREFITTE. — Pour des élections législatives, c'est un peu différent.

M. JUQUIN. — Nous vivons sur une élection présidentielle confirmée et amplifiée par des élections législatives.

M. PEYREFITTE. — Aux élections législatives de juin 1981, il n'y a pas eu plus d'électeurs de gauche qu'à celles de mars 1978, que la gauche avait perdues. En revanche, la consultation a été marquée par l'abandon du quart des électeurs que vous appelez « de droite ». Ceux-là, par légitimisme, n'ont pas voulu élire une Assemblée qui aurait empêché de travailler le président de la République nouvellement élu. Le raz-de-marée de la gauche était fictif.

On veut nous faire croire que les Français sont liés par un contrat envers le président de la République...

M. JUQUIN. — C'est le président de la République qui est lié par un contrat envers les Français, conformément au mécanisme des institutions démocratiques, et qui le respectera jusqu'au bout.

M. PEYREFITTE. — Il choisit, parmi les cent dix propositions, celles qui lui conviennent et il laisse les autres de côté. C'est un contrat léonin et unilatéral.

M. JUQUIN. — Le président de la République et la majorité ont commencé à mettre en œuvre les cent dix propositions. Vous savez parfaitement que, pour les appliquer toutes, il faut du temps. Elles portent sur l'ensemble du septennat. C'est, d'ailleurs, l'une des sources de votre impatience et de celle de vos amis. *Vous savez bien qu'une politique* industrielle, la mise en place de droits nouveaux pour les salariés dans les entreprises et de nombreuses autres mesures ne peuvent produire leurs effets qu'au bout d'un certain nombre de mois, voire d'années. La droite veut essayer de faire dérailler le train avant que nous ayons pu le conduire à la destination clairement et légitimement fixée par le suffrage universel.

M. PEYREFITTE. — En effet, la politique suivie depuis le 10 mai ne produira ses effets qu'avec retard. Il y a des catastrophes à mèche courte, d'autres à mèche longue. La nationalisation du crédit, celle des grandes industries-locomotives, ou encore les lois Auroux — qui introduisent la lutte des classes dans les entreprises, — toutes ces applications des commandements communs aux décalogues communiste et socialiste ne produiront leurs effets qu'avec le temps. C'est là-dessus que vous spéculez. Vous espérez transformer suffisamment la France et les Français avant qu'ils se rendent compte de la décadence qui les attend.

« Du pétainisme industriel »

M. JUQUIN. — Pendant sept années, de 1974 à 1981, l'inflation a presque constamment dépassé 10 %. La production industrielle, qui s'était accrue de 6,1 % par an de 1969 à 1974, n'a plus augmenté, en moyenne, que de 1,1 %. L'appareil productif a vieilli : en 1973, notre parc de machines avait un âge moyen de 6,1 années ; en 1981, ce chiffre était de 7,1 années. Les faillites ont triplé dans l'industrie, le chômage a quadruplé, l'industrie proprement dite a perdu 683 000 emplois. J'appelle cela une politique de pétainisme industriel, parce que c'est une politique de capitulation, d'abandon. Voilà l'organisation, la programmation d'un véritable déclin, d'une véritable décadence de la France. L'INSEE a fait des projections montrant que la prolongation de la politique engagée par M. Barre aurait conduit à trois *millions de chômeurs. C'est cela que* les Français ont rejeté.

M. PEYREFITTE. — Il n'est pas question de nier que, pendant le précédent septennat, il y ait eu forte croissance, et de l'inflation, et du *chômage. Mais vous faites semblant* de croire que cette croissance a été due à la mauvaise politique du gouvernement, alors qu'elle était due, de toutes évidence, à la crise internationale, issue de l'augmentation du prix du pétrole, multiplié, en deux fois, par treize. C'est miracle que la déstabilisation de l'économie n'ait pas été plus grave et n'ait pas produit des effets plus pernicieux sur le pouvoir d'achat des Français. La commission Bloch-Lainé a montré que le pouvoir d'achat réel, après impôts et cotisations sociales, avait augmenté de 23,5 % en francs constants, de mai 1974 à avril 1981.

Cette même crise, dont vous aviez sans cesse nié l'existence pendant les sept années précédentes, dont vous disiez qu'elle avait bon dos et servait d'alibi, vous ne cessez d'en revendiquer l'existence pour expliquer votre propre échec.

« Un formidable levain d'agitation sociale »

M. JUQUIN. — En quoi avons-nous échoué ?

M. PEYREFITTE. — Depuis le 10 mai 1981, non seulement le chômage n'a pas régressé — il y a maintenant 2 150 000 chômeurs avoués, plus, au minimum, 500 000 inavoués, que l'on raye des statistiques, qu'on appelle jeunes en formation ou qu'on transforme en pré-retraités ou en assistés de toute sorte — mais les 3 millions, suivant la nomenclature antérieure au 10 mai, nous n'en sommes pas très loin.

M. JUQUIN. — Vous dites *n'importe quoi !*

M. PEYREFITTE. — Ce n'est pas non plus un succès d'arriver à 9,7 % d'inflation, quand on considère que tous nos voisins *ont* une inflation beaucoup moins forte que la nôtre et que nous ne sommes arrivés à passer au-dessous de la barre des 10 % *qu'en cassant le thermomètre*, par le blocage des prix et des salaires. Ces échecs vont entraîner une véritable régression sociale ; en tout cas, un recul du niveau de vie. Mais, vous, vous ne considérez pas que vous avez échoué. Pour un communiste, l'échec économique est un succès. Le chômage est un formidable levain d'agitation sociale et, par conséquent, de progrès de la prise en main du pays par le pouvoir communiste.

M. JUQUIN. — D'abord, nous ne nions pas la crise ; mais il faut regarder la politique réelle dont nous héritons et qui se poursuit de la part du patronat privé : 62 milliards de francs d'investissements privés en 1982 — bâtiment et énergie mis à part — pour environ 70 milliards de francs d'exportations de capitaux. L'investissement productif privé reste en déclin. Le déficit extérieur est beaucoup trop fort, mais 93 milliards de francs, c'est aussi l'héritage de M. Barre. Nous résorbons progressivement les graves handicaps que nous vous devons. Nous sommes parvenus à freiner considérablement la progression du chômage *et nous avons réduit le taux* d'inflation.

C'est vous, c'est la droite, qui non seulement attend l'échec de la gauche, mais le souhaite — je dirai plus : elle essaie d'y contribuer. Le *naufrage, la débâcle, c'est ce que vous* voulez.

« Les Français doivent en baver pour comprendre », dites-vous dans une interview au *Quotidien de Paris* du 28 janvier. Vous vous faites déjà *une fête du fiasco que vous* essayez de provoquer. Ce n'est pas nous qui souhaitons la politique du pire. Nous sommes engagés sur la voie de la réussite. Le parti communiste ne souhaite rien tant que de devenir une partie du rassemblement des contents au moment des élections décisives.

« Il faut que les choses se passent régulièrement »

M. PEYREFITTE. — Je ne souhaite pas l'échec de l'expérience en cours, mais son succès. Pour la France, je voudrais qu'elle aboutisse. Malheureusement, je suis sûr de son échec, parce que la connaissance de ce qui s'est passé dans les autres pays et dans le nôtre, dans le passé, est irréfutable : les méthodes que vous suivez ne peuvent pas réussir.

Il est souhaitable que l'expérience en cours aille jusqu'à son terme et que les Français ressentent par eux-mêmes ce que c'est qu'une expérience socialiste non contrariée. Il ne faut pas que cette expérience soit avortée et que l'on puisse dire que des ligues factieuses ont mis des bâtons dans les roues. Il faut que les choses se passent régulièrement, démocratiquement, conformément à l'esprit des institutions. Il faut donc que l'opposition soit irréprochable, *qu'elle ne se livre à aucune provocation*, qu'elle respecte le jeu constitutionnel et qu'elle se tienne à son droit, rien que son droit, mais tout son droit.

M. JUQUIN. — Je vous félicite de le dire ; seulement, j'ai lu votre « quatrième scénario » : l'apparition, en France, d'une « explosion » à la chilienne. Vous la décrivez avec beaucoup de soin et vous ne l'excluez pas pour la France. Vous n'excluez pas le développement d'une opposition extra-parlementaire, dans la rue. Vous avez, à ce sujet, une petite phrase qui m'a tout l'air d'un lapsus freudien. Vous écrivez : *« Mais il n'est pas nécessaire que l'opposition parlementaire s'agite pour que l'opposition populaire le fasse. »* La tactique transparaît ! Si les conditions étaient réunies pour qu'il y ait une montée de la violence de droite, vous resteriez prudemment en réserve, vous susciteriez le mouvement par dessous et vous laisseriez se développer une opposition extra-parlementaire, violente, qui aboutirait à une situation à la chilienne.

M. PEYREFITTE. — Vous oubliez de dire que, sur mes six scénarios, les trois sur lesquels je table sont des scénarios paisibles et démocratiques. L'explosion, non seulement je ne la souhaite pas, mais je la redoute. Je dis, justement, que ce n'est pas l'opposition parlementaire qui pourrait envisager d'adopter une pareille méthode, mais que, au contraire, si une explosion spontanée de ce type se produisait, elle devrait intervenir pour l'arrêter.

● L'un de vos scénarios « paisibles », M. Peyrefitte, repose sur l'idée que le pouvoir aurait pris, l'été dernier, au moins en apparence, un tournant vers la social-démocratie. Est-ce votre avis, M. Juquin ?

M. JUQUIN. — Absolument pas.

Pierre Mauroy a démontré à la télévision, il y a quelques jours, que le gouvernement est décidé, non pas à infléchir sa politique dans un sens ou dans l'autre, mais à poursuivre, après les élections municipales, la politique qui a été engagée avant, sur la base des options de François Mitterrand. *Il* a réaffirmé que l'austérité ne fait pas partie du bagage de la gauche. Cela ne veut pas dire que nous puissions tout faire, tout promettre, tout espérer, mais on ne fait pas de bonne politique de gauche *avec des idées qui n'ont été bonnes* que pour la droite.

Nous allons nous battre contre la crise, en empruntant le chemin du développement industriel performant, du taux le plus élevé possible d'une *croissance* nouvelle, du développement économique revêtant la dimension d'un véritabe projet culturel par l'essor des sciences et des techniques, l'éducation, la formation, l'élargissement des droits des salariés. Ce n'est pas du tout une politique social-démocrate.

La gauche « dodo »

M. PEYREFITTE. — La politi*que actuelle ressemble à une* politique social-démocrate, en ce sens qu'elle paraît renoncer au collectivisme à tout va qui avait été adopté pendant la première année. Mais ce n'est qu'un leurre, une mise entre parenthèses du collectivisme. Les élections cantonales et la deuxième dévaluation, au printemps dernier, jointes à la proximité des municipales, ont fait que la gauche a mis le frein là où elle avait mis l'accélérateur. Nous sommes dans une politique électorale. Quand Mauroy nous dit : *« Les difficultés sont derrière nous »*, il me fait penser à cette émission de télévision où Nounours disait : *« Bonne nuit, les petits ! »* Mes enfants opposent la gauche « *maso* », *de type Rocard ou Maire*, et la gauche « dodo », de type Mauroy. Il s'agit d'endormir les inquiétudes en disant que tout va bien.

Cependant, Lionel Jospin avait contredit d'avance son premier ministre, en proclamant : *« Les années pénibles sont devant nous. »* D'autant que la politique suivie est mauvaise. Ne vous étonnez pas que les investisseurs privés soient découragés : la politique que vous menez a toujours fait peur aux investisseurs. Elle relève d'une donnée de mentalité française, de notre tentation permanente, qui est de faire du colbertisme. Nous avons toujours cru que l'économie devait être dirigée par l'administration. Cela a toujours *provoqué un retard, une stagnation*, des échecs retentissants. Mais nous ne nous en sommes jamais dépris. Votre ami Chevènement, qui est marxiste-léniniste et qui ne s'en cache pas, fait le Gosplan !

M. JUQUIN. — C'est un phénomène très important de notre époque que cet effort de la droite pour se purifier, se durcir, mieux faire passer la frontière entre la gauche et elle. Comme MM. Chirac et Barre, vous prenez des risques. Vous n'êtes pas très électoralistes quand vous proposez de supprimer toute une série d'avantages, de droits. Cela *montre la profondeur de votre choix* et la hauteur de l'enjeu. Il faut bien discerner la ressemblance entre ces oiseaux de malheur, dont vous êtes, et MM. Reagan aux Etats-Unis, Kohl en Allemagne fédérale, Mme Thatcher en Grande-Bretagne. Le « biotope » de ces idées de droite pures et dures, c'est la crise capitaliste internationale. Les grand intérêts privés, en difficulté, voudraient refaire à l'envers le chemin parcouru, pas seulement depuis mai 1981, en France, mais depuis vingt, trente, quarante ans.

Je crois qu'il y a là quelque chose de très important dans l'enjeu des élections municipales et, bien au-delà, de la confrontation politique *qui se déroule actuellement* en France. Comme le Club de l'Horloge, vous préconisez la guérilla contre le pouvoir de gauche, avec, pour but, un retour en arrière et une sorte de nettoyage de la France, qui serait débarrassée de tout ce que vous considérez comme des concessions excessives faites par M. Giscard d'Estaing ou par ses prédécesseus. C'est un type d'aventure qui peut nous coûter très cher. Si un avertissement doit être donné à l'occasion de ces élections municipales, il doit l'être à cet *« esprit qui toujours nie »*.

M. PEYREFITTE. — Je ne pense pas qu'aucun gouvernement, demain, quelle que soit son inspiration, revienne sur des droits acquis des travailleurs, sur des progrès sociaux accomplis : ni sur la cinquième semaine de congé, ni sur la quarantième heure, ni sur les 30 % d'augmentation du SMIC, ni sur la retraite à soixante ans « à la carte », même si les mesures ont été prises dans des conditions déplorables, sans être gagées par des progrès de productivité.

M. JUQUIN. — Vous pratiquez la droite « dodo », depuis quelques jours.

La « vente des biens nationaux »

M. PEYREFITTE. — Je ne confonds pas les droits des travailleurs avec les lois Auroux, qui n'augmentent pas les droits des travailleurs, mais ceux des syndicats politisés, dont celui qui vous est cher. Sur cela, il faudra revenir.

M. JUQUIN. — Et la « vente des biens nationaux » ?

M. PEYREFITTE. — J'appelle ainsi — par analogie avec ce qui s'est passé pendant la Révolution française pour les biens confisqués au clergé et à la noblesse — le fait de permettre aux Français de devenir propriétaires de la France. Dénationaliser, cela veut dire désétatiser, permettre que la société civile prenne possession de ce que l'Etat a indûment accaparé.

M. JUQUIN. — La S.N.C.F., Thomson, Renault, les P.T.T. ?

M. PEYREFITTE. — Une partie importante des industries — pas la sidérurgie, par exemple — et la totalité du crédit nationalisé.

M. JUQUIN. — Vous n'êtes pas comme M. Chirac, qui propose de remonter bien en deçà de 1961 pour établir la liste des « biens nationaux » mis en vente ?

M. PEYREFITTE. — Il est difficile de faire remonter les tuiles sur le toit... Mais il faudra revenir tout de suite sur ces interventions récentes, avant qu'elles se soient invétérées. Je propose de nous désintoxiquer d'une tendance en longue période de la société française, qui consiste à considérer que c'est à l'Etat de se charger de tout. L'Etat ne doit se charger que du minimum. S'il se charge de tout, il le fait mal et il ne fait pas ce pour quoi il est fait. Il est fait pour des tâches de souveraineté : la politique étrangère, la sécurité — la défense vis-à-vis de l'extérieur et la défense contre ses ennemis de l'intérieur, ces fauteurs de guerre civile privée que sont les terroristes et les bandits de toute *sorte. Voilà quelles sont les tâches* prioritaires de l'Etat. Il a un rôle de régulation macro-économique, mais qu'il ne se mêle pas du détail !

Votre rêve, c'est que l'Etat s'empare de la société et que votre parti *s'empare* de l'Etat. C'est, d'ailleurs, ce qui est en train de se produire à petits pas et qui a déjà marqué de grands progrès. C'est aussi ce qui explique votre satisfaction malgré les échecs que vous avez accumulés. Les échecs sont évidents pour quiconque ne partage pas votre idéologie, mais les succès sont grands pour ceux qui la partagent.

France / société

Les escrocs de l'informatique

Les ordinateurs sont aussi la proie de fraudeurs inventifs et talentueux. Une escroquerie peut rapporter des millions. Un congrès mondial de la protection et de la sécurité informatique et des communications – Securicom'83 – s'est réuni à Cannes, du 23 au 25 février.

De notre correspondant régional

Cannes. – Leslie L. Goldberg, un digne consultant en informatique londonien – costume strict et cravate frappée de l'écusson de la British Computing Society – n'est pas mécontent du tour qu'il a joué aux grandes banques de la City. Il y a deux ans, celles-ci étaient persuadées que leur centre d'études avait mis au point un système informatique normalisé des transferts d'argent absolument fiable. Codes multiples, clés de vérification, blocage sur erreur de transmission ou modification intempestive des messages, etc. : tous les risques d'accident ou de fraude étaient en principe éliminés.

Tel n'était pas l'avis de M. Goldberg. En analysant le nouveau système, il avait remarqué qu'il était possible d'intervertir les chiffres des sommes à transférer sans provoquer d'altération des codes d'identification correspondants. Cette manipulation, relativement facile, pouvait permettre, dans certains cas, de détourner des fonds importants. Il eut l'occasion de démontrer la justesse de sa thèse lors d'un concours de la meilleure « entourloupe » informatique organisée par un magazine spécialisé. M. Goldberg décrocha haut la main le premier prix (100 livres), à la confusion des banques britanniques.

A la tribune de Sécuricom'83, M. Goldberg a aussi rappelé « l'exploit » de trois écoliers new-yorkais qui, en 1980, étaient parvenus à accéder au réseau informatique *Tymnet* à partir de l'ordinateur de leur collège. Un jour, une vingtaine de sociétés, installées au Canada, furent intriguées par des appels incongrus dont elles ignoraient l'origine. S'étant procuré – sans grande peine – les numéros téléphoniques des ordinateurs de ces sociétés, et à l'aide de mots de passe éventés, les trois apprentis informaticiens s'amusaient à leur façon en triturant les fichiers qu'ils avaient ainsi pu violer à 1000 kilomètres de distance. Parmi leurs victimes, des firmes comme Pepsi-Cola, les Ciments Lafarge, etc. L'affaire fut mise entre les mains de la police montée canadienne et du F.B.I. ! Mais il fallut trois semaines pour identifier les coupables.

Ces deux incidents cocasses illustrent la vulnérabilité de l'outil informatique que les vrais fraudeurs, eux, exploitent sans vergogne. On l'a dit à Cannes : la société informatique a engendré une nouvelle forme de délinquance en col blanc de caractère insidieux, d'autant plus redoutable qu'elle peut prendre des proportions tout à fait inusitées. Les spécialistes ont presque renoncé à établir une typologie des délits informatiques tant les modes opératoires sont nombreux et évolutifs. Des cartes de crédit « violées » au détournement de fonds, de la subtilisation de fichiers au piratage des programmes, la gamme des fraudes s'enrichit constamment en fonction des opportunités qui se présentent aux délinquants et des moyens d'action dont ils disposent.

Le florilège des petites et grandes arnaques informatiques témoigne de l'esprit inventif de leurs auteurs. Dans une étude très documentée, publiée à l'occasion du congrès de Cannes, l'hebdomadaire *le Monde de l'informatique* cite plusieurs exemples d'escroqueries. Un ingénieur norvégien a ainsi réussi à se faire verser 500 000 couronnes en trois ans et demi grâce à la fabrication de trente-cinq fausses fiches de paie. Ce dernier type de fraude est courant et repose souvent sur l'utilisation de noms d'employés décédés. Les subterfuges consistent aussi à modifier ou annuler des données, comme on l'a vu à Dallas, où quatre employés municipaux « gagne-petit » avaient, contre rétribution, fait disparaître deux cent soixante et onze contraventions du fichier de la ville, représentant quelque 16 000 dollars.

Des « incidents » coûteux

La France n'est pas épargnée par ce phénomène. Le 9 février 1982, par exemple, un employé des ASSEDIC de Paris a été condamné à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis, pour avoir détourné, avec cinq complices, une somme de près de 1 600 000 francs. Le procédé frauduleux était simple. L'employé en cause se servait de dossiers périmés d'allocataires, dont il conservait les numéros d'identification, en substituant son nom ou celui de ses complices, au nom d'origine. Après avoir réalisé les virements des prestations indues sur son compte bancaire ou ceux de ses amis, il effaçait en informatique les mentions d'identification qui l'auraient fait découvrir avec les autres bénéficiaires de la manipulation.

Plus originale et ambitieuse est la tentative d'escroquerie qui a conduit, en 1982, trois hommes et une femme sur les bancs de la 12e chambre correctionnelle du tribunal de Paris. En avril 1981, l'agence Kléber de la Société générale avait reçu une bande informatique provenant de la société Isover-Saint-Gobain. Cette bande contenait cent trente-neuf ordres de virement représentant plus de 21 de francs au bénéfice principal de deux comptes domiciliés dans des banques parisiennes. Apparemment tout semblait régulier. Les fraudeurs avaient commis cependant plusieurs erreurs techniques – concernant notamment la longueur de l'enregistrement – qui furent en définitive détectées. Le plus piquant de l'affaire est que les quatre escrocs malheureux ont prétendu devant leurs juges retirer les fonds – qui devaient être convertis en pièces mexicaines de 50 pesos – pour financer la campagne de l'un des candidats à la présidence de la République...

Les « incidents » informatiques coûtent chaque année des sommes considérables à l'industrie française. Le silence, de règle en la matière, est parfois rompu...

GUY PORTE.

La « bande à Thérèse »

Thérèse, Stéphane, Fredo et les autres ont été jugés cette semaine, du 22 au 25 février, par la cour d'assises des mineurs de Paris. Procès à huis clos. Thérèse a été condamnée à cinq ans de prison dont une partie avec sursis et Stéphane à treize ans ferme.

Elle se croyait perdue et avait décidé de faire payer son malheur au monde entier. Elle avait eu les honneurs de la presse pour avoir été soupçonnée un temps, avec ses compagnons de bordée folle, du meurtre de l'ancien ministre Joseph Fontanet, le 31 janvier 1980. On l'avait décrite comme une *pasionaria, adepte à la lettre du credo punk : « no future »*. Son histoire *est un cocktail fort de malchance*, de dégoût et de violence.

Thérèse Gulkers. Thérèse et sa bande, puisque sans elle, la jeune *fille, âgée de vingt-trois ans, n'au*rait pas fait à ce point sensation dans l'actualité et la délinquance. Thérèse, surtout, avec Stéphane d'Anico, son homme, un ex-gosse dur, un méchant jeune homme âgé de vingt-six ans, qui mêle son *« instinct de mort »* à l'instinct de vie fragile de la jeune femme.

Thérèse, cancéreuse dès l'enfance, amputée d'un rein à l'âge de trois ans, persuadée depuis qu'elle va mourir, au terme d'une adolescence interrompue. Interdite d'espérance malgré sa guérison, elle rate tout, puisque plus rien n'a d'intérêt, ses études, ses premiers flirts, un C.A.P., ses tentatives dans la décoration florale. La vie glisse ; la jeune fille s'applique à compromettre son présent. Son ami d'alors, un toxicomane, survivait dans le trafic de fausse monnaie. Prison pour lui, désespoir pour elle. Elle avale des barbituriques une nuit de 1977, mais c'est finalement lui qui meurt d'une surdose, dans la cave de leur maison.

Dès lors, si elle doit vivre encore, ce sera par la rage, dans une *application à casser* le bonheur ou le confort des autres. Stéphane *sera son catalyseur*, l'audace inconsciente de ses rêves noirs. Le garçon y trouve son compte, puisqu'il a déjà lui aussi sa part de *« mouise »*.

Abandonné par son père, récupéré par ses grands-parents dans *une* communauté de gitans, il bascule avant l'âge de quinze ans dans la délinquance active, entraînant avec lui, Philippe, son frère aîné, pourtant mieux parti, déjà engagé dans des études musicales. Il traîne son ennui dans le monde agité du quartier de la Goutte-d'Or à Paris. C'est là qu'il aimera Thérèse, qu'il l'entraînera dans des défoulements spectaculaires et désespérés.

En finir vite

Alcool, drogue... la bande, que rejoignent Fredo, un gosse encore mineur de la « zone », et Djeddou, *l'émigré de la seconde génération*, se stimule pour mieux éprouver ses *représailles tous azimuts contre* la société, ses improvisations morbides. Elle a *des armes, des fusils* à canon scié, des couteaux à cran *d'arrêt*, et vole les voitures de ses virées nocturnes. Le plus vif de ses *plaisirs ? Tirer au hasard de la* circulation, poursuivre un *« bourgeois »* en goguette, dans *les* rues de la capitale, surtout s'il conduit une voiture chère, aux côtés d'une jolie petite amie. Le 4 février 1980, la bande attaque une pharmacie, l'arme au poing. Le lendemain un supermarché, dans de grands éclats de rire. Elle se montre à visage découvert, insulte ses victimes et reprend son rodéo automobile dans *les* beaux quartiers.

Le 13 février 1980, pourtant, la police met fin à la rage d'en finir vite de Thérèse et de Stéphane. Souriants, satisfaits de ces mois de vertige, les jeunes gens se rendent comme après une bonne blague. Les policiers croiront, durant plusieurs semaines, avoir trouvé sur eux l'arme qui a tué Joseph Fontanet. Les experts en balistique sauveront Thérèse et ses compagnons de ce soupçon-là.

De ce soupçon-là seulement. La cour d'assises des mineurs de Paris *a longuement étudié cette semaine* la liste des méfaits de la bande, de ses hold-up et de ses agressions. C'est en prison que Thérèse, toujours *étonnée* d'être en vie, sera soignée.

PHILIPPE BOGGIO

Sports

Duel au Brésil pour le « Mundial » 1986

Le Brésil décidera, entre le 1er et le 10 mars, s'il est candidat à l'organisation de la Coupe du monde de football en 1986. Les deux plus grands dirigeants du « Futebol » brésilien s'affrontent...

Une Coupe du monde dans une ambiance de carnaval. Une finale rythmée par les orchestres de samba, jouée devant les cent quatre-vingt mille spectateurs du plus grand stade du monde, le Maracana de Rio-de-Janeiro, paré de l'or des maillots de la sélection brésilienne et de leurs supporters. Le rêve de millions d'amateurs de football peut devenir réalité si le gouvernement brésilien se prononce favorablement, entre le 1er et le 10 mars, pour accueillir la Coupe du monde 1986.

C'est le 18 ou le 19 mai, à Stockholm, que les vingt-trois membres du comité exécutif de la Fédération internationale de football association (FIFA) devront désigner le suppléant de la Colombie qui a renoncé pour des raisons économiques. Quatre pays, tous américains, sont encore concernés : le Brésil, le Mexique, les États-Unis et le Canada. Ils ont jusqu'au 21 mars pour confirmer officiellement leur candidature et répondre au cahier des charges imposé par la FIFA.

Si le Brésil maintient sa candidature, avec la caution du gouvernement, il ralliera une large majorité des suffrages. Mais le chef de l'État, le général Joao Battista Figueiredo, a publiquement fixé les conditions de son accord. Confronté à une date extérieure chiffrée à 88 milliards de dollars et à tout un programme de grands travaux dont celui de la gigantesque centrale hydro-électrique d'Itaipu, le Brésil n'acceptera d'organiser la Coupe du monde que si cela ne doit pas coûter un cruzeiro au pays.

Instigateur de cette candidature, M. Giulite Coutinho, président de la Confédération brésilienne de football (C.B.F.), ne s'attendait pas à avoir pour plus farouche adversaire un compatriote, M. Joao Havelange, président de la FIFA. Depuis quelques semaines, leur affrontement prend tour à tour des allures de bras de fer ou de partie de poker menteur.

« Le Brésil pourrait encaisser 150 millions de dollars en organisant la Coupe du monde avec un investissement inférieur à 20 millions de dollars », affirme M. Coutinho. *« En 1982, l'Espagne a investi 220 millions de dollars. Il en faudra 300 millions en 1986 »*, répond M. Havelange. Ce rapport de 1 à 15 dans l'estimation des investissements nécessaires ne trouble pas le président de la C.B.F., que nous avons rencontré à l'occasion d'un de ses récents séjours à Paris.

« M. Havelange fait référence à l'Espagne, explique M. Coutinho. *Il oublie de préciser que, sur les 220 millions de dollars investis, 105 ont été consacrés à l'édification de la tour de la télévision, 73 à la construction d'un nouveau stade à Valladolid et à l'agrandissement ou à la rénovation des seize autres, et 18 aux assurances et aux dépenses de sécurité liées en grande partie au problème basque. Mon estimation repose sur le travail de quatre mois effectué au Brésil par une commission composée des représentants du tourisme, des transports, des télécommunications et du football. C'est le rapport de cette commission que j'ai remis au ministre de l'économie pour permettre au gouvernement de se prononcer. »*

Cette commission estime que les structures déjà existantes pour l'accueil et le transport des visiteurs étrangers sont suffisantes pour 1986. La Coupe du monde serait organisée en juin et juillet, c'est-à-dire à la période la plus creuse pour le tourisme. Dans le domaine des télécommunications, le Brésil disposera à partir de 1985 d'un nouveau satellite et pourra se servir des relais déjà utilisés par l'Argentine en 1978. L'essentiel des investissements concernerait donc les équipements sportifs.

Avec huit stades d'une capacité supérieure à cent mille places et six autres de plus de soixante-quinze mille, le Brésil est le pays le mieux pourvu dans ce domaine. Des travaux importants seraient nécessaires pour aménager des tribunes et des salles pour la presse et les officiels, mais leurs coûts ne devraient pas atteindre 20 millions de dollars. Un investissement largement couvert par les recettes du tourisme. *« Pour la Coupe du monde 1982*, poursuit M. Coutinho, *l'Espagne a reçu trois cent cinquante mille visiteurs. Compte tenu de l'éloignement de l'Europe, nous pourrions en espérer cinquante-cinq mille. A 3 000 dollars de moyenne par séjour, cela fait 165 millions de dollars. »*

Le « nationaliste » et l'homme des multinationales

Contre les arguments économiques, M. Havelange ne dédaigne pas toujours les attaques personnelles. C'est ainsi qu'il qualifie son *« cordial ennemi »* de *« perdedor »* (perdant), depuis l'échec de l'équipe brésilienne en Espagne. Avant la réélection, le 15 janvier, de M. Coutinho à la tête de la C.B.F., le président de la FIFA avait menacé en vain : *« Ce sera Coutinho ou la Coupe du monde. »* Cette opposition surprend d'autant plus qu'il avait soutenu le président de la C.B.F. lors de sa première élection en 1979.

L'amitié entre les deux hommes semblait pourtant aussi solide que leur réussite sociale. M. Joao Havelange était vite devenu directeur d'une très importante entreprise de transports publics, dans laquelle il était entré comme avocat-conseil. Issu d'une famille modeste de dix-sept enfants dans l'État de Minas-Gerais, M. Giulite Coutinho avait débuté comme visiteur médical à Rio-de-Janeiro où il possède aujourd'hui une grande fabrique de meubles et une société d'import-export. Il préside l'association des exportateurs brésiliens. Les deux hommes se flattent de l'amitié du chef de l'État, que M. Coutinho avait connu aspirant officier. A son élection en 1979, le général Figueiredo avait fait appel à lui pour présider le Conseil national des sports.

Le gros point de friction entre les deux hommes est apparu en 1981, à l'occasion de la recherche de commanditaires pour la sélection nationale. M. Coutinho avait passé contrat avec Topper, le plus gros fabricant d'équipements sportifs au Brésil, ainsi qu'avec l'Institut brésilien du café. M. Havelange l'avait poursuivi en justice pour faire disparaître les deux « logos » imprimés sur les maillots des sportifs. En fait, le président de la FIFA, qui mène des opérations de promotion financées par Coca-Cola et Adidas, aurait promis au fabricant franco-allemand que les joueurs brésiliens porteraient ses maillots pour la Coupe du monde 1982...

Dès lors, le bras de fer pour l'attribution de la Coupe du monde 1986 devient une lutte symbolique au Brésil entre M. Coutinho, le « nationaliste », et M. Havelange, l'homme des multinationales.

GÉRARD ALBOUY.

ATHLÉTISME : vingt et un Français aux championnats d'Europe

Vingt et un athlètes français ont été sélectionnés pour les championnats d'Europe en salle, les 5 et 6 mars à Budapest. Pour les épreuves masculines : Antoine Richard (60 mètres), Aldo Canti (200 mètres), Jean-Jacques Fevrier (400 mètres), Thierry Tonnelier, Didier Le Guillou, Andres Garcia (800 mètres), Didier Begouin (1 500 mètres), Franck Verzy, William Motti (saut en hauteur), Thierry Vigneron, Patrick Abada, Serge Ferreira (saut à la perche), Denis Pinabel et Norbert Brige (saut en longueur). Pour les épreuves féminines : Laurence Bily, Marie-Christine Cazier (60 mètres), Marie-Noëlle Savigny, Michèle Chardonnet (60 mètres haies), Maryse Ewanje-Epée, Sylvie Prenveille (saut en hauteur) et Simone Créantor (lancer du poids).

FOOTBALL : les 10 millions du P.-S.-G.

A cinq jours de leur rencontre avec les Belges de Waterschei en quart de finale de la coupe des clubs vainqueurs de coupe, c'est aussi dans une perspective européenne que le Paris-Saint-Germain accueillait Bordeaux, le 25 février au Parc des princes, en match avancé de la vingt-sixième journée du championnat de France. Les Parisiens, qui visent une place dans les quatre premiers pour assurer leur participation à la coupe de l'U.E.F.A. la saison prochaine, jouaient une carte importante contre Bordeaux, l'actuel dauphin de Nantes. Grâce à deux buts, de Lemoult (55e minute) et de Fernandez (75e minute), le Paris-Saint-Germain a préservé toutes ses chances et se rapproche même à 1 point de Bordeaux.

Avec la présence de plus de quarante mille spectateurs pour ce premier match, le Paris-Saint-Germain, qui est assuré de disputer sa rencontre européenne à guichets fermés, devrait encaisser près de 10 millions de francs, en cinq jours, compte tenu des deux recettes, de l'indemnité pour la retransmission télévisée de mercredi prochain et des droits de publicité.

HANDBALL : mauvais début des Français

Pour son premier match dans le championnat du monde B, l'équipe de France de handball a été battue, 22 à 18, le 25 février à Boxmeer (Pays-Bas), par les Allemands de l'Ouest. Les autres adversaires des Français au premier tour sont les Tchécoslovaques et les Néerlandais.

TENNIS : Noah demi-finaliste à la Quinta

Yannick Noah s'est qualifié le 25 février, pour les demi-finales du tournoi de la Quinta (Californie), en battant l'Américain Robert Van t'Hof, 6-2, 3-6, 7-5. Il sera opposé à un autre Américain, Eliot Teltscher, vainqueur de son compatriote Victor Amaya, 6-1, 6-1. L'autre demi-finale mettra aux prises l'Espagnol José Higueras, qui a battu l'Américain Sandy Mayer, 6-0, 6-4 à l'Américain Mike Bauer, le « tombeur » de Jimmy Connors, qui a éliminé un autre Américain, Brad Gilbert, 7-6, 6-3.

Histoire en samba

Depuis que, au début du siècle, elle est descendue des favelas et a conquis la rue, la musique populaire du Brésil, c'est la samba, et celle-ci reste liée au carnaval, à qui elle impose son rythme, et l'esprit de la liberté, même si le tourisme a imposé à Rio-de-Janeiro un spectacle hollywoodien d'une durée ininterrompue de vingt heures, entre des barrières métalliques qui canalisent les passions et l'exubérance.

Partout, au Brésil, les auteurs-compositeurs et chanteurs de samba ont participé étroitement au dernier carnaval. A Rio-de-Janeiro, Clementina de Jesus, quatre-vingt-trois ans, et Dona Ivone Lara, soixante-cinq ans, ont *été reines de leur école* et ont trôné majestueusement au haut d'un char ; Marthino da Vila a joué son rôle d'animateur de sa propre école, et Paulinho da Viola a composé une samba. A Salvador, Dorival Caymmi a été pressenti pour être juge des écoles de samba, et Caetano Veloso – dont le dernier succès a pour thème justement le carnaval – a participé étroitement à une manifestation plus pure, plus sauvage qu'à Rio. A Recife, Alseu Valença – le nouveau « grand » de la chanson brésilienne – a dansé, chanté des *nuits entières au milieu d'une* foule dense, saoule de rythmes heureux.

« Abre Alas »

Les musiciens brésiliens restent ainsi proches de leurs racines. Et c'est pourquoi les transformations successives de la samba depuis un demi-siècle n'ont entamé ni l'authenticité ni la charge émotionnelle d'une musique venue de la terre – simplement, le rythme a changé, notamment sous l'effet *du disco, il s'est accéléré, et la* samba elle-même apparaît aujourd'hui plus répétitive.

Le premier carnaval à Rio-de-Janeiro remonte à 1641, en *pleine période coloniale, et la* première musique spécialement écrite pour ce qui va devenir une fête nationale porte un titre symbole : *Abre Alas* (Ouvrir les ailes). La chanson a été imaginée par Chiquinha Gonzaga, en 1899, c'est-à-dire à une époque où la samba, formée à Bahia, a déjà accompagné vers Rio les Noirs poussés par la crise du café. La samba va donner tout son caractère et sa force au carnaval.

Le mot samba lui-même vient d'un vocable bantou angolais *(semba)* se référant au geste caractéristique de la danse de l'Afrique bantoue au Brésil. La samba surgit à la fin du dix-neuvième siècle quand les anciens esclaves – l'esclavage n'est officiellement aboli au Brésil qu'en 1888 – peuvent enfin manifester librement *leurs religions et leurs cultures.* Les sociétés de Noirs se multiplient. Les fêtes religieuses et profanes s'organisent. Par exemple, au nord de Salvador, des femmes fondent la Société de la bonne mort – *« s'il n'y pas eu une bonne vie,* disent-elles, *nécessairement, il y aura une bonne mort »,* – montent un orchestre, portent les jupes blanches très larges, les chemises blanches et brodées, les chaînes et les bracelets mis d'ordi*naire à l'occasion de la cérémonie* proche du vaudou qu'est le candomblé, et, toutes, elles défilent dans la rue, dessinant une longue et obsédante procession.

Au début du siècle, à Rio, le ly*risme de la samba évoque les* petites histoires de la vie quotidienne, parfois sous une forme voisine des proverbes. Au moment du carnaval, les musiciens se réunissent dans la rue, sans s'organiser vraiment, et développent des rythmes place Onze et dans le quartier d'Estacio. Mais bientôt des compositeurs populaires comme Donga, Sinho et Cartola donnent à la samba son caractère urbain, associent la narration et l'appel amoureux à la structure du rythme. De son côté, une femme, Tia Asseata, discipline la *samba pour les besoins des défilés,* qui désormais se font par blocs de familles : elle lance ainsi l'école de samba comme une organisation de la communauté. Les écoles de samba ne sont pas créées pour apprendre à danser la samba : elles vont être la manifestation de *groupes qui racontent* une histoire en défilant, en chantant, en dansant. Chaque école aura son déguisement, son drapeau et sa samba, son *pruxador* ou chanteur dont la voix doit ressortir du reste du défilé quand il *chante la samba choisie* pour l'ensemble du carnaval par une commission spéciale.

Les écoles de samba – qui regroupent chacune deux mille à trois mille personnes – vont progressivement se multiplier, préparer et répéter pendant plusieurs mois ce qui sera une folie collective, une volonté de se griser, de changer de peau durant cinq jours et cinq nuits, une tornade de sons et de corps brûlés au soleil, une tempête de danse et un défoulement national.

Il y a quelques années, le carnaval de Rio-de-Janeiro rendait hommage au sambiste Cartola. Les gens lui demandèrent ce qu'il éprouvait. Cartola répondit qu'il ressentait quelque chose d'étrange : dans sa jeunesse, la police réprimait les sambistes et les empêchait de rester en groupe. Aujourd'hui, lui, Cartola, il paradait en voiture découverte.

Les groupes de maracatu

Dans les années 30, les défilés des écoles de samba sont déjà bien organisés, et le meilleur thème musical est choisi pour entraîner le carnaval. En 1937, le gouvernement brésilien, qui s'est *rendu compte de l'importance des* écoles de samba, les officialise et leur impose de prendre chaque année un thème lié à l'histoire nationale. En chantant et en dansant à chaque fois un élément de cette histoire, avec les vibrations profondément enracinées de la musique africaine, les écoles de samba suscitent dans le pays une véritable industrie de confection d'habits de fantaisie et de matériels divers. Celui qui a le moins de *chance, dans tout cela, c'est le* sambiste lui-même, qui dépense beaucoup d'argent pour son propre costume et n'a aucun autre avantage que celui de défiler.

Il est vrai que le carnaval offre un tel enivrement, une si parfaite harmonie des sons, des corps et des mouvements, une telle beauté et une telle gaieté des gens que le reste est oublié. L'obsédante samba de l'année est inlassablement jouée par les orchestres et lancée à pleins poumons par des dizaines de milliers de sambistes. Sur les larges avenues de Rio défilent des chars en forme de plaque-miroir tournante ou de manège blanc et or. Les allégories de l'époque coloniale succèdent aux costumes d'apparat, aux reines de samba empanachées et aux travestis tout en sourire lumineux dans des robes du dix-huitième siècle. Dans un éclatement de *couleurs et d'imagination,* de beautés sublimes, de plumes et de paillettes, les écoles de samba se suivent dans le cortège officiel, passent devant un jury qui les note le plus sérieusement du monde et s'en vont animer chacune leur quartier pendant plusieurs nuits. Un unijambiste qui a trouvé un nouveau centre de gravité danse la samba en virtuose.

Dans le nord du pays, à Recife, les barrières n'ont pas cours, et, dans les vieilles ruelles d'une ville de plus d'un million cinq cent mille habitants, tout s'imbrique, tout se mélange, le spectacle et la vie, les danseurs, les musiciens et les badauds. Tout s'enchaîne de midi au petit matin dans une ivresse des sens qui ouvre le chemin au règne absolu d'une forme chaleureuse de liberté et de fraternité. *Les groupes de maracatu* – réminiscence des anciens royaumes du Congo – viennent après des écoles de samba un peu baroques, un peu sauvages, tandis que s'épuise un générateur poussé sur des chariots de supermaché, qu'un peu plus loin le char d'une reine a perdu brusquement ses roues et que des adolescents habillés de blanc dansent la capocira, une lutte mimée, stylisée, des anciens esclaves.

Tout un Brésil est là, fortement présent. Un Brésil complexe, avec des gens différents, une culture riche et précaire et un empirisme fou.

CLAUDE FLEOUTER

PETER, PAUL ET MARY AU CASINO DE PARIS

Tendre anachronisme

Peter, Paul et Mary font leur rentrée après plus de dix ans de séparation

Certains retours s'annoncent par toute une série de signes. Ainsi les retrouvailles de septembre 1981 entre Simon et Garfunkel étaient-elles prévisibles, depuis que, en diverses circonstances, en studio ou en tournée, l'un et l'autre avaient à l'occasion réuni à nouveau leurs voix le temps d'une chanson. Rien ne laissait prévoir par contre la réapparition sur scène de Peter, Paul et Mary.

Annoncés au Casino de Paris le lundi 28 février dans le cadre de leur première tournée européenne depuis 1967, Peter, Paul et Mary, tous les trois âgés de quarante-six ans, s'étaient séparés au début des années 70 pour des aventures individuelles dans le disque et le show-business comme producteur ou animateur. On avait oublié leurs personnages discrets, et leurs images conformistes d'étu*diants des années 50 avaient été* rangées dans le musée de la musique.

Car Peter Yarrow (guitare et chant), Paul Stookey (guitare et chant) et Mary Travers avaient joué un rôle de premier plan dans la musique populaire américaine entre 1961 et 1965, c'est-à-dire en pleine période de renaissance folklorique à New-York, à l'époque des grandes marches sur Washington et de l'escalade de la guerre au Vietnam, entraînant en réaction le développement des mouvements pacifistes. S'accompagnant simplement à la guitare *acoustique, le trio chantait un ré*pertoire plutôt traditionnel, modernisé par une interprétation non dénuée parfois d'humour, et s'était taillé un joli succès avec *If I Had a Hammer* de Pete Seeger. Habitués des campus et des scènes folles, Peter, Paul et Mary mettent soudain à leur répertoire un titre d'un jeune auteur-compositeur encore inconnu, *Blowin'in the Wind,* de Bob Dylan, le *font monter au sommet* du hit-parade américain où il se maintient cent quatre-vingt-cinq semaines, devenant en même temps l'hymne des pacifistes et celui des intégrationnistes. Peter, Paul et Mary chanteront encore *The Times they are a Changin'* et *le Déserteur* de Boris Vian qui raconte l'histoire d'un individu proclamant ses droits face aux gouvernements et à l'histoire.

Par leur immense popularité au début des années 60, Peter, Paul et Mary permirent au mouvement folk, qui brûlait d'énergie dans les bars et les caves mal éclairées de Greenwich Village, d'être rapidement accepté du grand public.

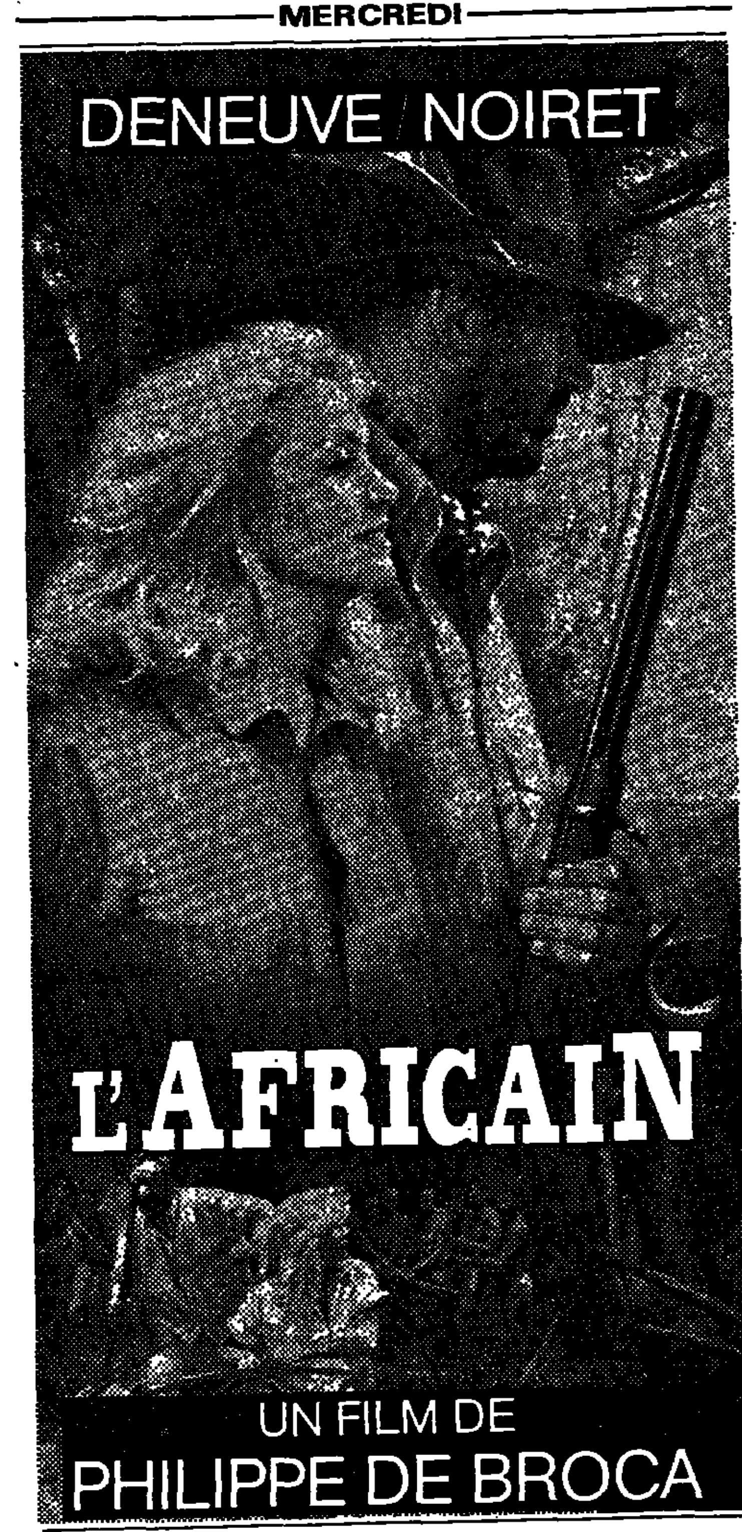
L'histoire de Peter, Paul et Mary se confond ensuite avec celle d'autres chanteurs folk, d'autres chroniqueurs qui avaient imperceptiblement perdu le contact avec les temps qui changeaient, qui n'étaient pas parvenus à dépasser leurs propres contradictions, à s'adapter à d'autres sensibilités.

Le voyage commun de Peter, Paul et Mary s'est arrêté, ou s'est perdu, un jour de 1970. Les musiques et les musiciens se sont succédé avec d'autres bruits et fureurs.

Curieux et tendre anachronisme que cette rentrée du trio. Apparemment sans autre objet que la sortie d'un album.

Cl. F.





UGC BIARRITZ • REX • UGC BOULEVARD • UGC OPERA • UGC ODEON
UGC MONTPARNASSE • UGC GOBELINS • MISTRAL • MAGIC CONVENTION
PARAMOUNT MONTMARTRE • CLICHY PATHE • CINE BEAUBOURG LES HALLES
UGC GARE DE LYON • 3 SECRETAN • 3 MURAT
CARREFOUR Pantin • ARTEL Rosny • ARTEL Créteil • ARTEL Nogent • CYRANO Versailles
C2L Saint-Germain • GAMMA Argenteuil • ULIS 2 Orsay • 9 DEFENSE-4 TEMPS



théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

CASTING – Centre Pompidou (277-12-35), sam., dim., 20 h 30.
CONTES D'ANDERSEN – Espace Cardin (266-17-30), sam., 20 h 30.
ORLAMONDE – LES CHANTS DE MALDOROR – Epicerie (272-23-41), sam., 18 h 30 et 20 h.
LA MANEKINE – Essaïon (278-46-42), sam., 20 h 30.
LA VIE DE GALILÉE (en allemand) Théâtre de Paris (280-09-30), sam., dim., 15 h.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), sam., 19 h 30 : la Chauve-souris, dim., 18 h 30 : concert : Musique de Chambre.
SALLE FAVART (296-06-11), sam., 19 h 30 : l'Amour des trois oranges.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam., 20 h 30 : la Seconde Surprise de l'amour ; la Colonie, dim., 20 h 30 : l'Avare.
CHAILLOT (727-81-15), Grand foyer, sam., 17 h : Palerme ou Jérusalem ; Grand Théâtre, sam., 18 h 30, dim., 16 h (*version intégrale*) : Hamlet
ODÉON (325-70-32), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Triptyque.
PETIT ODÉON (325-70-32), sam., 18 h 30 : Jocaste.
TEP (797-96-06), sam., 20 h 30, dim., 15 h : le Pip Simmons : Snuff, le silencieux ; dim., 20 h 30 : le Sous-Marin jaune ; Tom Jones.
BEAUBOURG (277-12-35), Débat : sam., dim., 15 h : Radiographie d'une académie (Nancy). – Cinéma-Vidéo : G. de Chirico, l'énigme de l'ombre ; sam., dim., 18 h : Germaine Dulac. – Concerts : 15 h : Animation musicale Balafons, 20 h 30 : Rythmes et danse, J. Claës, dim., 16 h : la Marmite infernale.
THÉATRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), – Voir Concerts.
THÉATRE DE LA VILLE (274-22-77), sam., 20 h 30 : les Bas-Fonds, sam., 18 h 30 : E. Chojnacka.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam., 20 h 30, 16 h : Chaud et froid, dim., 20 h 30 : Concert : « Cante flamenco » (C. Sanchez et P. Bacan).

Les autres salles

AMERICAN CENTER (321-42-20), sam., 21 h : Contretemps (dern.).
ANTOINE (208-77-71), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), sam., 21 h, sam. et dim., 15 h : Moi.
ASTELLE - THÉATRE (238-35-53), sam., 20 h 30 : le Malentendu ; dim., 16 h : les Bonnes.
ATELIER (606-49-24), sam., 21 h, dim., 15 h et 18 h 30 : L'amour tue.
ATHÉNÉE (742-67-27), I : sam., 20 h 30 : les Corps étrangers. – II : sam., 21 h : Ida.
BASTILLE (357-42-14), sam., 19 h 30 : Elen (dern.) : 21 h, dim., 17 h : Krehler.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), sam., 19 h et 22 h, dim., 15 h 30 : En sourdine, les sardines.
CARTOUCHERIE, Théâtre du Soleil (374-24-08), sam., 18 h 30, dim., 15 h 30 : la Nuit des rois.
CASINO DE PARIS (874-26-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h 30 : Superdupont ze show.
CENTRE CULTUREL DE BELGIQUE (271-26-16), sam., 20 h : Equi-libre.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30 : l'Opéra blanc.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), sam., 21 h : la Mort d'Elsa.
C.I.S.P. TH. PARIS 12 (343-19-01), sam., 20 h 45, dim., 15 h : Haute fidélité.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Grand Théâtre, sam., 20 h 30 : les *Dix* Petits Nègres ; Resserre, sam., 20 h 30 : le Bon Dieu ; le Marchand d'anchois ; Galerie, sam., 20 h 30 : l'Etranger dans la maison.
COMEDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam., 20 h 45, dim., 15 h et 18 h 30 : Comédie passion.
CONSTANCE (258-97-62), sam., 20 h 45, dim., 17 h : Distorsion.
DAUNOU (261-69-14), sam., 21 h, dim., 15 h 30 : Argent mon bel amour.
DEUX PORTES (361-49-92), sam., 20 h 30 : Les Fourmidiables.
ELDORADO (208-45-42), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Azaïs.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), sam., 20 h 30 : Valardy 83 ; dim., 20 h 30 : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), sam., 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONDATION DEUTSCHE DE LA MEURTHE (258-67-55), sam., 20 h 30 : Tambours de la nuit.
FONTAINE (874-74-40), sam., 16 h et 18 h 30 : Jeux de mots ; sam., 18 h et 20 h 15 ; dim., 17 h, 20 h 15 : Vive les femmes ; II. sam., 22 h et dim., 15 h : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam., 20 h 30, dim., 15 h : la Chienne dactylographe.
GALERIE 55 (326-63-51), sam., 21 h : A Separate Peace – After Magritte.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), sam., 20 h 30, dim., 18 h : Gilles X ; Maréchal de Rais.
GYMNASE (246-79-79), sam., 21 h, dim., 16 h 30 : G. Bedos.
HUCHETTE (326-38-99), sam., 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque ; dim., 17 h : M. Genson, Clotilde.
LA BRUYÈRE (874-76-99), sam., 21 h, dim., 15 h : Mort accidentelle d'un anarchiste.
LIERRE-THEATRE (586-55-83), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Opéra nomade.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam., I. sam., 18 h 30 : les Enfants du silence ; 21 h : Six heures au plus tard ; II. sam., 20 h 30 : la Noce ; 22 h 15 : Troubadours de Pendule.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Samedi 26 dimanche 27 février

MADELEINE (265-07-09), sam., 18 h et 21 h 15, dim., 15 h : la *Dixième de Beethoven*.
MATHURINS (265-90-00), sam., 21 h, dim., 15 h, et 18 h 30 : L'avantage d'être constant.
MARIGNY, Salle Gabriel, (225-20-74), sam., 21 h : l'Education de Rita.
MICHEL (265-35-02), sam., 18 h 15 et 21 h 15, dim., 15 h 30 : On dînera au lit.
MICHODIÈRE (742-95-22), sam., 20 h 30, dim., 15 h et 18 h 30 : le Vison voyageur.
MOGADOR (285-28-80), sam., 15 h 30 et 20 h 30, dim., 14 h 45 : Un grand avocat.
MONTPARNASSE (320-89-90), sam., 21 h, dim., 15 h : R. Devos ; Petit Montparnasse, sam., 21 h, dim., 16 h : Trois fois rien.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Hold-up pour rire.
ŒUVRE (874-42-52), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Sarah ou le Cri de la langouste.
PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam., 18 h 45 et 22 h, dim., 15 h 30 : la Fille sur la banquette arrière.
PENICHE-THEATRE (245-18-20), sam., 21 h, dim., 15 h : Rêves d'écluse.
POCHE (548-92-97), sam., 21 h : le Butin.
POTINIÈRE (261-44-16), sam., 20 h 45 : Sol : je m'égalomane à moi-même.
SAINT-GEORGES (878-63-47), sam., 20 h 45, dim., 15 h : le Charimari.
TAI THÉATRE D'ESSAI (278-10-79) I. sam., 20 h 30 : Freud ; sam., 22 h, dim., 15 h : l'Ecume des jours ; II. sam., 20 h 30, dim., 15 h : *Huis clos* ; sam. et dim., 18 h 30 : Feu et Viols.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (236-00-02), sam., 20 h 30 : Yes, peut-être ; 22 h : Hamlet.
TH. DE DIX HEURES (606-07-48), sam., 22 h 30 : la Croisade ou du sang pour l'éternité.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), sam., 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Pas de fantaisie dans l'orangeade.
TH. DU LYS (327-88-61), sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Antichambre.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), sam., 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE PRÉSENT (203-02-55), sam., 20 h 30, dim., 16 h : Fragments (dern.).
TH. DE LA PLAINE (250-15-65), sam., 20 h 30, dim., 17 h : Mille et une nuits (dern.).
THÉATRE 13 (588-16-30), sam., 20 h 30, dim., 15 h : Scaramouche.
THÉATRE 347 (874-44-30), sam., 20 h 30 : la Surprise de l'Amant.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, sam., 20 h 30, dim., 15 h : les Strass. Petite salle, sam., 20 h 30, dim., 15 h : l'Ambassade.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), sam., 18 h 30 : la Crosse en l'air ; 20 h 30 : Le Mal court ; 22 h 30 : Donnez-moi signe de vie (dern.).
VARIÉTÉS (233-09-92), sam., 18 h 45 et 22 h, dim., 15 h 30 : l'Etiquette.

Les opérettes

RENAISSANCE (208-21-75), sam., 20 h 30 ; dim., 14 h 30 et 18 h 30 : le Vagabond tzigane.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), sam., 20 h 45, dim., à 16 h : B. Haller (dernière).
CENTRE MANDAPA (589-01-60), sam., 20 h 30 : *Faustino*.
LUCERNAIRE (544-57-34), sam., 22 h 30 : J. Humenry, J. Ada.
MARIGNY (256-04-41), sam., 21 h ; dim., 15 h : Thierry Le Luron.
OLYMPIA (742-25-49), sam., 21 h ; dim., 17 h : M. Jonasz (dernière).
PALAIS DES CONGRÈS (758-13-03), sam., 17 h, 21 h ; dim., 16 h 30 : M. Sardou (dernière).
PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam., 20 h 30 ; dim., 15 h : Dimitri.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam., 14 h 15, 17 h 30 et 21 h ; dim., 14 h 15 et 17 h 30 : Holiday on Ice.
PORTE DE PANTIN, sous chapiteau (245-88-11), sam., 20 h 30 ; dim., 16 h : J. Clerc ; le 28, à 21 h : Grand Orchestre du Splendid, Coluche.
QUAI D'AUSTERLITZ, sam., 16 h : M. Rafa.
STUDIO BERTRAND (783-64-66), sam., 15 h et 20 h 30 : Hard Klowns Rock Forain.
THÉATRE DE PARIS (874-10-75), sam., 18 h 30 : Talila (dernière).
THÉATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53), dim., 15 h : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), sam., 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, Josefina ; dim., 21 h 30 : O. Guidi, J.-C. Carrasco.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), sam., 18 h 30 ; dim., 17 h 30 : Petit et Gros ; sam., 20 h 30 : J. Gaudin : les Autruches.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), dim., 15 h : Danse de Shiva.
ESPACE CARDIN (266-17-30), sam., 20 h 30 : Contes d'Andersen.
TEMPLIERS (272-94-56), sam., 20 h 30 ; dim., 14 h 30 : Ballet Iberia.

Les concerts

SAMEDI

LUCERNAIRE, 19 h 45 : P. Vallet (Bach, Beethoven, Brahms).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h. : M. Giardelli, J.-L. Charbonnier (Bach).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : B.B.C. Symphony Orchestra, dir. G. Sinopoli ; sol. : M. Pollini (Manzoni, Mahler).
SALLE GAVEAU, 17 h : Quatuor Laselle (Haydn, Schubert, Apostel) ; 20 h 30 : E. Richepin, Orchestre de chambre H. Brunn (Mozart, Chopin).
RANELAGH, 16 h 30 : Trio Ponti (Mendelssohn, Tchaïkovski).
THÉATRE DES CHAMPS-ELYSÉES, 17 h : Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine (Ravel, Lalo, Franck).
EGLISE SAINT-MERRI, 21 h : Ensemble instrumental Pro Mamona (Weil, Satie).
THÉATRE DE PARIS, 18 h : O. Dartevelle, C. Gamberoni.
EGLISE SUÉDOISE, 18 h : Quatuor du Nord (Haydn, Debussy).
SALLE DU CONSERVATOIRE, 20 h 45 : Quintette Arc-et-Senans (Onslow, Schumann, Schubert).
EGLISE AMÉRICAINE, 20 h 30 : J.-M. Bauman, E. Arnal (Bach, Hindemith, Debussy). – II. : 20 h 30, Ch. Cakerzstein, E. Neumark (Beethoven, Brahms, Prokofiev).

DIMANCHE

NOTRE-DAME, 17 h 45 : Ph. Lefebvre (Grigny, Alain).
THEATRE DU ROND-POINT, 11 h : Amati Quartet (Haydn, Brahms).
LUCERNAIRE, 21 h : Trio Mozart (Brahms, Mozart).
SALLE PLEYEL, 17 h 45 : Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. J.-Cl. Bernède (Paganini, Berlioz).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 17 h 45 : Orchestre des concerts Pasdeloup, dir : I. Karabtchevsky (Beethoven) ; 20 h 30 : Quatuor Amadeus (Brahms).
SALLE GAVEAU, 20 h 30 : R. Milosi + X[e] anniversaire conservatoire municipal du Luxembourg (hommage à Daniel Lesur). Fr. Petit, G. Pierrot.
CONCIERGERIE, 17 h 30 : les Saqueboutiers de Toulouse (Brade, Schutz, Monteverdi).
ÉGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN, 17 h 30 : A. Bedois (Titelouze, Bach).
EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES, 17 h : R. Falcinelli (Dupré, Guillou, Vierne...).
ÉGLISE DES BILLETTES, 17 h : Ensemble 12, *Ph. Bride* (Bach, Vivaldi, Telemann).
ORATOIRE DU LOUVRE, 17 h 30 : N. Maalouf, M.-L. Girod (Haendel, Vivaldi, Torelli).
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : A. Kéruzoré, M. Tellier, R. Troman, J.-C. Frisch, G. Scharapan (Quantz, Telemann, Boismortier...).
SALLE CORTOT, 17 h : A. Piechowska-Pascal (Coréa, Katchaturian, Loche...).
EGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 15 h : musique médiévale, dir. S.-M. Hasler (livre vermeil de Monserrat) ; 18 h : J. Hennion (Cabanillès, Muffat, Buxtehude...).
THÉATRE MUSICAL DE PARIS, 18 h : Concert, hommage à la danse (D. Khalfouni ; D. Ganio) (Saint-Saëns, Duruflé, Landowski, Ravel).
THEATRE DE L'ETOILE, 16 h : pages vocales et instrumentales (A. Cellier), C. Maurane, F. Rogé, M. Lécinse.

Jazz, pop, rock, folk

ARC (723-61-27), sam., 20 h 30 : Workshop de Lyon.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), sam., dim. 21 h 30 : D. Doriz.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), sam., 22 h 30 : Agbeviz.
CLOITRE DES LOMBARDS (233-54-09), sam. 23 h : Los Salseros.
DEPOT-VENTE (637-31-87), sam. : Dedie Ho.
DUNOIS (584-72-00), sam., 20 h 30 : Carlos Zingaro, trio.
L'ECUME (542-71-16), sam., 20 h 30 : Progressif Duo ; 22 h : R. Bonneville.
ÉGLISE ST-MERRI, dim., 16 h : Moder flûte consort.
FORUM (297-53-39), 21 h : Cie Lubat.
NEW MORNING (523-51-41), sam., 20 h 30 : Zaka Percussion.
PETIT JOURNAL (326-28-59), sam., 21 h 30 : Soul Quartet.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), sam., dim., 23 h : Cl. Guilhot, M. Roques, G. Arvanitas, P. Michelot (dernière).
RADIO-FRANCE Auditorium 106 (524-15-16) sam., 18 h 30 : Alien Quartet.
SLOW CLUB (233-84-30), sam., J. Caroff.
SUNSET (261-46-60) sam., 23 h : Ch. Vander, *F. Lockwood*, S. Marc.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI

15 h, la Fille sur une balançoire, de R. Fleischer ; 17 h, the Fiend who walked the west, de C. Douglas ; 19 h et 21 h, Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes.

DIMANCHE

15 h, Ma sœur est du tonnerre, de R. Quine ; 17 h, l'Héritage de la chair, de E. Kazan ; 19 h et 21 h, Hommage à J. Ivens : Comment Yukong déplaça les montagnes.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI

15 h, Hommage à J. Ivens : Symphonie industrielle ; L'électrification et la terre ; Komsomol ou le Chant des héros ; 17 h 30, L'Italie n'est pas un pays pauvre ; Inuit, de J. Malaurie - Les Groenlandais et le Danemark ; *Hommage à L. Comencini* ; 21 h, Il museo dei sogni ; l'ospedale del Delitto ; Quelle strane occasioni.

DIMANCHE

15 h, Trente années d'expérience (Anthologie de films expérimentaux) : Viking eggeling : Symphonie diagonale ; *H. Richter* : Rythmus 21 : *Filmstudie* 1926 ; Inflation ; Rennsymphonie ; Two pence magic ; Everything turns ; Everything revolves ; Vormittagsspuk ; W. Ruttmann : Opus IV ; 17 h, Hommage à J. Ivens : Le chant des fleuves ; 19 h, Inuit, de J. Malaurie - Les Esquimaux et le Canada - Les Esquimaux d'Asie et d'Union soviétique ; 21 h, Hommage à L. Comencini : Mesdames et Messieurs, bonsoir.

Les exclusivités

A LA RECHERCHE DE LA PANTHÈRE ROSE (A., v.o.) : Marignan, 8[e] (359-92-82) ; v.f. : Français, 9[e] (770-33-88) ; Maxéville, 9[e] (770-72-86) ; Bienvenüe Montparnasse, 15[e] (544-25-02).
AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2[e] (742-82-54) ; U.G.C.-Danton, 6[e] (329-42-62).
ANTONIETA (Fr.-Mex., v.o.) : Forum, 1[er] (297-53-74) ; Quintette, 5[e] (633-79-38) ; v.f. : Bergère, 9[e] (770-77-58).
L'AS DES AS (Fr.) : Gaumont-Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14[e] (322-19-23).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.o.) : Templiers, 3[e] (272-94-56) ; Palace Croix-Nivert, 15[e] (374-95-04).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8[e] (562-41-46). – (V.f.) : Trois Haussmann, 9[e] (770-47-55).
LA BALANCE (Fr.) : Gaumont Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Marignan, 8[e] (359-92-82) ; Français, 9[e] (770-33-88) ; Gare de Lyon, 12[e] (343-01-59) ; Clichy Pathé, 18[e] (522-46-01).
LE BATTANT (Fr.) : Berlitz, 2[e] (742-60-33) ; Richelieu, 2[e] (233-56-70) ; Bretagne, 6[e] (222-57-97) ; Paramount-Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8[e] (720-76-23) ; Ambassade, 8[e] (359-19-08) ; Nation, 12[e] (343-04-67) ; Fauvette, 13[e] (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14[e] (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15[e] (828-42-27) ; Passy, 16[e] (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17[e] (758-24-24) ; Wepler, 18[e] (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20[e] (636-10-96).
LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Ciné-Beaubourg, 13[e] (271-52-36) ; Cluny-Écoles, 5[e] (354-20-12) ; Biarritz, 8[e] (723-69-23) ; U.G.C.-Boulevard, 9[e] (246-66-44) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15[e] (575-79-79).
BLADE RUNNER (A.) (*) (v.f.) : Opéra Night, 2[e] (296-62-56).
LA BOUM 2 (Fr.) : Ambassade, 8[e] (359-19-08).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A.) (v.f.) (Saint-Ambroise, 11[e] (700-89-16).
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8[e] (359-36-14).
LE CAMION DE LA MORT (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6[e] (325-59-83) ; Paramount City, 8[e] (562-45-76) ; v.f. : Rex, 2[e] (236-83-93) ; Paramount Opéra, 9[e] (742-

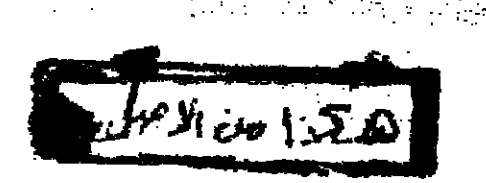


• Ambiance musicale ■ Orchestre - P.M.R. : prix moyen du repas - J... H. : ouvert jusqu'à... heures

DINERS

LAPEROUSE 326-90-14 et 68-04 51, quai Grands-Augustins, 6[e] - F. dim.	J. 23 h. Grande Carte. Menu dégustation : 240 F s.n.c. Carte à prix fixe : 190 F, vin et service compris. Salons de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.





56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

CINQ JOURS CE PRINTEMPS-LA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C.-Boulevard, 9e (246-66-44).

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (623-25-97).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DANTON (Franco-polonais) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Pagode, 7e (705-12-15).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost. - A.) (V. Ang.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – (V.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-02-37) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair Pathé, 16e (525-07-06) ; Images, 18e (522-47-94).

DIVA (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

L'ENFANT SECRET (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

L'ÉTÉ DE NOS QUINZE ANS (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Le Paris, 8e (359-53-99).

LA FUITE EN AVANT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LE JOUR DES IDIOTS (All., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MISÉRABLES (Fr.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

MEURTRE, EN TROIS DIMENSIONS (*) (A., v.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75).

LA MORT AUX ENCHÈRES (A., v.o.) (**) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.o.) : Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES PETITES GUERRES (Lib., V.o.) : U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62).

PARTNERS (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

PHOBIA (A., v.o.) : Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.,) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE PREMIER AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

LE PRIX DU DANGER (Fr.) (*) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE RETOUR DES BIDASSES EN FOLIE (Fr.) : Arcades, 2e (233-39-36) ; U.G.C.-Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LA RIVIÈRE DE BOUE (Jap., v.o.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

SUPERVIXENS (A., v.f.) (**) : Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A., v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

THE VERDICT (A, v.o) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 6e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. St-Jacques, 14e (589-68-42) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Maxéville, 9e (770-63-68) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

TIR GROUPÉ (Fr.) (*) : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

TRAVAIL AU NOIR (Ang., v.o.) : 14-Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet-Bastille, 11e (357-90-81).

TRIPTYQUE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TRON (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUILLES (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; St-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.F. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LES FILMS NOUVEAUX

CAP CANAILLE, film français de Juliet Berto et Jean-Henri Roger : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'EMPRISE (*), film américain de Sidney J. Furie, v.o. : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-Mercury, 8e (562-75-90) ; v.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LES FEUX DU THÉATRE, film inédit de Sidney Lumet, v.o. : Action Lafayette, 9e (878-80-50).

L'IMPOSTEUR, film italien de Luigi Comencini, v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11), v.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Images, 18e (522-47-94).

ITINÉRAIRE BIS, film français de Christian Drilland : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA RÉVOLTE DES JEUNES LOUPS, film grec de Yiannis Dalianidis, v.f. : Concordia, 10e (208-32-05) ; Cigale, 18e (606-11-75).

T'ES HEUREUSE ? MOI TOUJOURS ! film français de Jean Marbœuf : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

TOUT L'OR DU CIEL, film américain de Herbert Ross, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA TRAVIATA, film italien de Franco Zeffirelli, v.o. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

France / Paris-région

UN ANCIEN DE « 68 » CONSTRUIT A SAINT-DENIS

Le style Gauloises rouges

Plantée au bord de l'autoroute du Nord, la nouvelle Bourse du travail de Saint-Denis est l'œuvre de jeunes architectes « gauchos ». Les murs ont la parole...

Ce bâtiment attire. « *Il répond bien à ce que nous souhaitions, et même un peu trop. Nous recevons des demandes d'interventions plus nombreuses. Trop de gens viennent à la Bourse. Nous devons nous cacher...* » Comment dire mieux la surprise enthousiaste de Pierre Garelli, secrétaire de l'union locale C.G.T. de Seine-Saint-Denis qui vient d'emménager avec les autres associations sociales dans la nouvelle Bourse du travail de Saint-Denis. « *L'endroit est dynamique* », dit une femme. « *Si on ne fait pas la révolution avec ça, on ne la fera jamais.* »

Allons bon ! l'architecture serait révolutionnaire... Quinze ans après, un ancien de mai 68 construirait pour la C.G.T. et les syndicats officiels d'un département populaire où sont nombreux les membres d'un parti qui l'avait exclu autrefois... Et le cadeau de l'espace, de la forme ouverte et plurielle, sonnerait une musique de liberté dans les allées bien tracées de l'ordre de gauche.

Non, pas vraiment. Car la Seine-Saint-Denis, terre de mission de l'architecture exigeante, n'en est pas à sa première échappée dans le risque : des jeunes architectes, de moins jeunes tout aussi marginaux, bâtissent ici des images pour demain.

Le jour de l'inauguration « en présence des travailleurs », on distribuait des paquets de gauloises rouges imprimés dans un atelier voisin occupé. Clin d'œil « soixante-huitard », par hasard. On rencontre encore des costumes gris anthracite dans le hall du nouveau bâtiment, devant les murs colorés ; et on entend encore lire avec componction des communiqués à la syntaxe parfaite.

Mais, après les *discours*, les langues se délient, la gaieté passe dans les couloirs courbés sur la façade intérieure (on s'aperçoit d'un étage à l'autre), dans le vaste hall traversé par un grand escalier bleu, des soutes à l'*upper deck*.

« *Je les ai prévenus.* » Invité à concourir (l'autre était le regretté Jean Renaudie, une vieille connaissance des « camarades », l'auteur des appartements en étoiles d'Ivry et de Givors), Roland Castro, quarante-deux ans, raconta à la ville de Saint-Denis, maître d'ouvrage, son passé politique. Exclu du parti en 1964, fondant sa « *propre boutique* », c'est-à-dire *Vive la révolution* (« trente militants » et un journal qui voulait « tout »), figure de mai 68 aux Beaux-Arts avec son copain Antoine Grumbach (aujourd'hui l'un des manitous de l'Exposition universelle), Roland Castro est une grande gueule. Après sept ans passés sur le divan de Lacan, qu'il affiche souvent, il écrit volontiers au président de la République et se dit prêt à assumer la charge de directeur de l'architecture pour ouvrir mille et un chantiers et répondre enfin aux espoirs de mai (81). En riant.

Avec son complice Antoine Stinco, dit Nucio, plus discret, plus raffiné, plus esthète, il dit avoir mis dans le projet de Saint-Denis, élaboré en 1977, « *tout ce que nous voulions faire depuis dix ans* ». C'est un bâtiment complexe, qui répond à des questions opposées : l'autoroute et la banlieue, le calme du travail et les occasions de dialogue et de rencontre. « *Il n'y a rien de pire que les bâtiments ultra-lisibles, impeccables, où on va tout de suite où on veut.* » Ce n'est pas le cas...

Plantée au bord du premier virage de l'autoroute du Nord, d'un blanc éclatant, une tour de verre trapue pour accrocher la lumière, un bandeau rouge comme la banderole d'une manif permanente, signal « *lisible à 100 à l'heure* » ou clin d'œil à la société marchande qui prend à deux pas de là la forme d'un supermarché Casino, la Bourse intrigue.

Le blanc est net, strict, il claque dans le ciel (on avait prévu au départ un autre alliage : argile expansée et verre bleuté). Et pourtant, le bâtiment s'accroche à la banlieue effilochée. En face, rue du Christ, un hangar de bois tout rustiné de plaques de métal rouillé figure une banlieue de ciné. A côté, un immeuble de rapport avec pilastres des années 30 donne une autre échelle.

La nouvelle Bourse dialogue avec tout un chacun. Rue Bobby-Sands, au nord, *une géométrie de* couleurs primaires (un linteau ici, un pilier là) rappelle Mondrian et on croit voir les « Constructeurs » de Fernand Léger danser sur un échafaudage. L'entrée est marquée par un mur courbe et une fenêtre à droite donnera du jour à la grande salle de conférences. Une suite de piliers « tient » le territoire, marque la limite de la rue.

Au sud, c'est la place, plus vaste, plus ouverte, destinée au « *rassemblement des travailleurs* ». Une façade en treillage attend la verdure... ou les calicots de la colère. Côté autoroute, le mur de glace est orné, en guise de paravent, ou de voilette, d'un autre treillage, fragile protection d'une impossible intimité face à la ville démantelée, ouverte à tous les vents du désert urbain.

A l'intérieur, au bout de la cour ronde, un ferrailleur a fait son nid, il y a longtemps : il peut rester, il ne gêne pas, malgré la blancheur toute neuve.

Ouverte et généreuse, elle attrape tout, ne s'offusque pas d'un voisinage pouilleux, et lui donne une nouvelle joie. On peut y entrer de plusieurs côtés (si on ne verrouille pas, par la suite, les portes) et, à l'*intérieur*, les espaces de rencontre se succèdent : coursives, hall, couloirs.

Architecture éclectique, truffée de références, accumulation de désirs de jeunesse (les constructivistes russes, l'escalier dans l'espace d'Alvar Aalto, etc.), d'envies et de souvenirs, comme un premier film, la Bourse de Castro et de Stinco prend appui aux limites d'un terrain biscornu et embrasse des espaces disparates. Aussi gaie qu'un bâtiment d'exposition et, par là, un peu fragile, temporaire.

« *L'architecture est entrée dans le signe de la mode. Le rapport à l'éternité n'existe plus. Le fait d'y voir les traces d'un moment n'est pas gênant*, estime Castro. *L'architecture est protéiforme et cela va s'aggraver... contrairement à ce que pensent les bons docteurs qui veulent « achever » le mouvement moderne.* »

« *L'architecture n'est plus un enjeu de pouvoir*, dit-il encore, *comme elle l'était quand Dieu et le despote existaient encore. Pour l'Empire romain, elle servait à gouverner ; aujourd'hui, il y a la télé. Mais les architectes adorent cela, dialoguer avec le prince. Ils espèrent toujours que cela va revenir et qu'ils pourront encore construire une porte – au sens d'une barrière – à Paris.*

» *Non, ce qui existe aujourd'hui, c'est une production purement artistique qui cherche son public, et les applaudissements. Ce qui est moderne, c'est de faire des bâtiments artistement. L'architecture n'est plus à la droite de quelque chose. Elle est au centre de rien. Elle est, comme dit Jean-Paul Dollé, une réponse paradoxale à une question pas posée.* »

Et tandis que l'Atelier d'urbanisme et d'architecture de Bagnolet propose, pour le ministère des finances à Bercy, une monumentale « barrière » pour finir Paris, la Bourse de Saint-Denis est une sentinelle avancée et allègre de la banlieue (rouge). Une autre porte de Paris. Très ouverte.

MICHÈLE CHAMPENOIS.

EN FACE DES BARREAUX

Au café du parloir

Elle avait dû commencer sa lettre comme ça : « *Mon amour* ». Son *amour, il était en face, serré* dans de la bure, fragile et fiérot. En taule. Il y a toujours des bistrots devant les maisons d'arrêt, des refuges où ceux de la famille viennent se remettre des joies éprouvantes de la visite, où les copains s'installent en sentinelle, où celui qui sort entre pour déposer les béquilles de ses chaînes, en ex-veto.

Noire, la meulière rongée jusqu'à l'os, la prison de la Santé. Vue d'en haut, du métro aérien, comme une manufacture avec des cheminées, des clochetons, des superstructures. Crassier ombrageux, serti dans ses murailles. Humour à la hache, une enseigne : « A la bonne Santé ».

Ne pénètrent ici que des hommes et des femmes – prison d'hommes : beaucoup de femmes – dont le tourment est en résidence de l'autre côté de la rue. On est là pour ça, sans honte, blottis ensemble dans des attentes et des amertumes simples. Endroit hors du temps, loin des contraintes ordinaires du tiroir-caisse, tout entier laissé à la rêverie de l'absence. Le patron avec sa tête de clerc de notaire et les deux loustics à la redresse qui l'aident à faire mollement tourner l'établissement sont les servants désinvoltes de ce drôle de sablier. « *Tu veux pas acheter mon bar, Gina ?* » Son bar. Le *contraire d'un bar avec le linoléum*, les gravures des dragons du roi et le papier peint d'auberge de campagne. Un non-lieu.

Elles étaient abîmées dans des travaux d'écriture, tour à tour souriantes et tragiques, amusées et sombres. « *Mon amour* », avec sa nouvelle identité au petit dévoyé, le nouveau numéro de son passeport, « écrou 312014 Bloc B/315 ». La lettre qui serait violée par l'œil d'un garde-chiourme commis à la correspondance. Elles n'y pensaient pas. L'une disait à l'autre : « *A Fresnes, tu te souviens, on passait tout de suite.* » Des professionnelles de l'attente ; deux jeunes bergères, leur loup, la patte prise dans de l'acier.

On entend des voix rouillées sous les bouts filtres, la plaisanterie au bord des larmes ; on voit des carrières de chef comptable dont il ne reste que le sac en croco posé près d'un cendrier ; de la petite vertu sous le coup du sort. Toutes unies par le souffle du mal, prêtes à mordre si le destin faisait mine d'en rajouter. Dangereuses, admirablement présentes.

Des aigles, la maison en voit passer, dans de *trop belles* voitures, qui viennent donner un coup de fil, vite fait, qui posent des pièces dans l'appareil à musique, pour l'ambiance, qui se ricardisent *en se lissant le plumage* dans la glace. Balafre, regard en coin, gueule d'ange. Rien à faire pour s'imposer vraiment. Sous leur cornette, toutes ces prisonnières martèlent une mélancolie intouchable. Volaille, les aigles...

Fenêtre large, haute, pour savoir ce qui bouge, tout ce qui bouge. Le regard sur la porte qui s'ouvre et se ferme, se ferme et s'ouvre. Des avocats, les commis d'office, le pardessus clairet dans les courants d'air, les pénalistes à gros clients, du cuir lourd à la main, des télégraphistes, des amis, des traîtres, des affranchis, des professeurs de faculté, des garagistes. Visite au malade.

La salle d'attente tutoie la salle de pénitence. Petite chronique carcérale : « *Il était con aujourd'hui, tous les mercredis c'est comme ça, je te jure y me fout le trac ; j'avais le numéro 70, elle le 50, elle est passée avant moi ; le maton, celui avec les moustaches, m'a reconnu...* » Toute un marmaille d'innocents rentrent, coudés de sommeil sur l'épaule de leur mère. Biberon et habits neufs. On allait voir *papa*.

Une jolie fille restait silencieuse et pensive, en déroute, l'œil chaloupé encore accroché aux étreintes muettes du parloir.

Saloperies de grilles.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

PARIS EN VISITE

LUNDI 28 FÉVRIER

« Passages de l'Église Notre-Dame des victoires au métro Quatre-Septembre », 15 h., église, Mme Allaz.

« l'Arsenal », 15 h., entrée, Mme Legrégeois.

« Claude Lorrain », 15 h 30, Grand Palais, Mlle Leclerc. (Caisse nationale des Monuments historiques).

« Emar : royaume de l'Europhrate au temps des Hittites » 15 h., Palais de Tokyo, (Approche de l'Art).

« Néo-Classicisme », 14 h 30, Louvre porte Denon, (Arcus).

« La Conciergerie », 145 h 45, 1, quai de l'Horloge, (Arts et curiosités de Paris).

« Le Lorrain », 18 heures, Grand Palais, D. Bouchard.

« Mobilier royal au Louvre », 14 h. 45, métro Louvre, Mme Hauller.

« Le siècle de Charles V », 15 heures, Musée des monuments français, (histoire et Archéologie).

« Chez un doreur-argenteur », 14 h 30, métro Arts et Métiers, M. Jaslet.

« Hôtel-Dieu et églises disparus de la Cité », 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, (Paris autrefois).

« Souterrains de Saint-Sulpice », 15 heures, entrée rue Palatine, (Paris et son histoire).

« *Manet* », *15 h., entrée du* Jeu de Paume, (visages de paris).

MARDI 1er MARS

« L'Opéra », 13 h 15, statue de la Danse, Mlle Leclerq.

« Manufacture des Gobelins », 14 h 30. 42, avenue des Gobelins, Mme Vermeersch.

« Hôtel Lauzaun », 15 h, 17, quai d'Anjou, Mlle Brossais.

« Bibliothèque nationale », 15 h, Cour d'honneur, Mlle Oswald, (Caisse nationale des Monuments historiques).

« *Hôtel* des Monnaies », 14 h 30, 11, quai Conti, Mme Ferrand.

« Hôtel d'Aumont », 15 h, métro Pont-Marie, (Les Flaneries).

« La Sorbonne », 15 h, 46, rue Saint-Jacques, M. Jaslet.

« Sèvres, de 1 850 à nos jours », 15 h, devant « *Le* Louvre des Antiquaires », (Paris et son histoire).

« Vieilles maisons », 14 h 30, 2, rue des Archives, (Paris autrefois).

« Le Marais », 14 h30, Métro Saint-Paul, (Résurrection du Passé).

« Histoire des Juifs en France », 16 h, métro Cité, Mme Rouch-Gain.

CONFÉRENCES

LUNDI 28 FÉVRIER

14 h 30, Musée des Arts décoratifs, A. Fochier-Henrion : « La porcelaine à Chantilly, 17 h. et 20 h 30, R. Percheron : « *Chine : Hang-Tcheou* et l'apogée des Song du sud ».

14 h 45, 23, quai Conti, R.-Polin : « Le libéralisme aujourd'hui », (Académie des sciences morales et politiques).

15 heures, 21 bis, rue N.-D. des Victoires, C. *Thibault* : « Rembrandt, le génie solitaire », (Peinture et civilisation), (projections).

18 h 15, Musée des monuments français, A. Prache : « La sculpture rémoise dans la deuxième moitié du XIIIe siècle ».

18 h 30, Centre Georges Pompidou, « Antonio Negri et Spinoza sur le livre « L'anomalie sauvage-Puissance et pouvoir chez Spinoza ».

18 h 30, 35-37, rue des Francs-Bourgeois, A. Garibaldi : « Garibaldi et l'Europe », (Maison de l'Europe), (projections).

19 h, 62, rue Madame, « Paris au XVIIIe siècle », (Arcus).

MARDI 1er MARS

14 h30, C.N.A.M., M. Ache : « Signification et pouvoir de l'image », (gratuite).

14 h 30, 62, rue Madame, « L'Art du premier millénaire en Égypte », (Arcus).

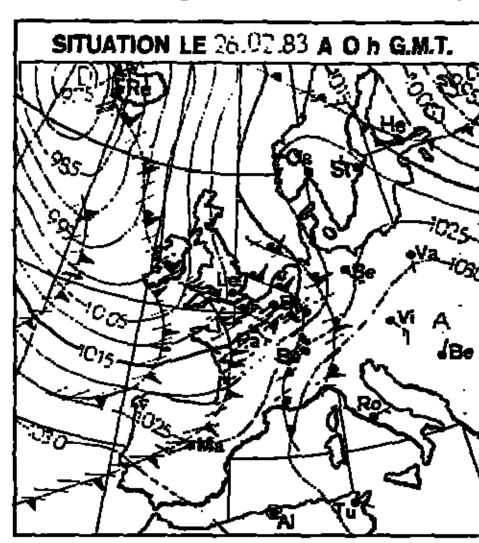
14 h 30, 109, rue de Rivoli, Mme Desroches-Noblecourt : « Karnak ou la vie des sanctuaires pharaoniques », (Le Monde et son Histoire).

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, J.C. de Tymowski : « Une médecine qui considère l'homme global », (*Université populaire de Paris*).

20 h 5, avenue de l'Opéra, F. Luchaire : « La protection constitutionnelle des libertées », (Cercle républicain).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 26.02.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 27.2.83 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ~ Verglas dans la région

Évolution probable du temps en France entre le samedi 26 février à 0 heure et le dimanche 27 février à minuit.

Au sud d'une vaste zone dépressionnaire recouvrant l'est-Atlantique et les îles Britanniques, la France est sur la trajectoire des perturbations océaniques qui se succèdent à intervalle de vingt-quatre à trente-six heures.

Dimanche 27. – Le matin, des éclaircies seront observées en toutes régions sauf l'ouest. Ce sera la période d'accalmie entre la perturbation qui va affecter tout l'est du pays samedi, et la nouvelle qui va aborder, dès la fin de nuit de samedi à dimanche, la Bretagne et la Normandie.

Cette dernière perturbation sera très active, avec nuages nombreux, pluies abondantes et vents d'ouest modérés, puis assez forts. Aux alentours de midi, le mauvais temps touchera toutes les régions comprises entre l'Aquitaine et la Belgique, et gagnera le soir les Alpes, le Jura et les Vosges, en donnant des neiges à moyenne altitude.

Les températures resteront élevées pour la saison (à noter qu'au cours de la nuit de vendredi à samedi il a été relevé un minimum de 11 degrés, ce qui fait de cette nuit la plus douce jamais observée à Paris-Montsouris pour un mois de février). Elles s'échelonneront le matin entre 5 à 6 degrés dans le Nord et le Nord-Est, 7 à 8 degrés dans l'Ouest et le Sud-Ouest, 8 à 9 degrés dans le Midi, et l'après-midi 8 à 10 degrés dans le Nord, 10 à 12 degrés dans le Centre, 13 à 14 degrés dans le Sud.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 26 février à 7 heures, de 1 010,9 millibars, soit 758,2 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 février ; le second le minimum de la nuit du 25 au 26 février) :

Ajaccio, 12 et 8 degrés ; Biarritz, 19 et 10 ; Bordeaux, 16 et 11 ; Bourges, 14 et 10 ; Brest, 11 et 9 ; Caen, 9 et 8 ; Cherbourg, 9 et 6 ; Clermont-Ferrand, 14 et 7 ; Dijon, 10 et 7 ; Grenoble, 9 et 6 ; Lille, 6 et 2 ; Lyon, 9 et 8 ; Marseille-Marignane, 8 et 6 ; Nancy, 8 et 7 ; Nantes, 13 et 10 ; Nice-Côte d'Azur, 9 et 6 ; Paris-Le Bourget, 12 et 9 ; Pau, 21 et 8 ; Perpignan, 14 et 10 ; Rennes, 14 et 10 ; Strasbourg, 3 et 3 ; Tours, 13 et 11 ; Toulouse, 14 et 10 ; Pointe-à-Pitre, 30 et 15.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 12 degrés ; Amsterdam, 9 et 3 ; Athènes, 5 et −2 ; Berlin, 6 et −3 ; Bonn, 7 et 4 ; Bruxelles, 6 et 4 ; Le Caire, 13 et 5 ; îles Canaries, 22 et 18 ; Copenhague, 4 et −4 ; Dakar, 30 et 18 ; Djerba, 17 et 8 ; Genève, 7 et 5 ; Jérusalem, 4 et 0 ; Lisbonne, 16 et 11 ; Londres, 8 et 5 ; Luxembourg, 5 et 4 ; Madrid, 15 et 10 ; Moscou, 1 et −1 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 6 et 1 ; Palma-de-Majorque, 17 et 12 ; Rome, 12 et 4 ; Stockholm, 2 et −8 ; Tozeur, 16 et 9 ; Tunis, 16 et 10.

PRÉVISIONS POUR LE 27 FÉVRIER A 0 HEURE (G.M.T.)

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Réceptions

– M. Gerardo Shamis, ambassadeur d'Argentine en France, a offert un déjeuner, le vendredi 25 février, à l'occasion du départ de deux ambassadeurs, M. Flores de la Pena, du Mexique, et M. Gregorio Ortega, de Cuba.

Décès

– M. et Mme Hubert Clauser,
M. et Mme Michel Bazennerye et leurs enfants,
M. et Mme Eric Clauser et leurs enfants,
M. Sébastien Clauser,
Mlle Constance Clauser,
M. et Mme Pierre Jampolsky et leur fils,
M. et Mme Henri Chable de la Héronnière et leurs enfants,
M. et Mme Bernard Bazin et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Xavier CLAUSER,
ancien élève de l'ENA,

leur fils, frère, beau-frère et neveu, pieusement décédé le 18 février 1983, à l'âge de vingt-huit ans à Paris.

Priez pour lui.

Le service religieux en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy aura lieu le mardi 1er mars 1983, à 8 h 30, suivi de l'inhumation au cimetière de Meuvaines (Calvados).

Cet avis tient lieu de faire-part.
5, rue François-Ponsard,
75016 Paris.

– Mme Louis-Edmond Lemaigre,
M. et Mme Bernard Lemaigre,
Le docteur et Mme Georges Sauvé,
Leurs enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis-Edmond LEMAIGRE,
ancien ingénieur
des Manufactures de l'Etat,
président d'honneur
du Carbone-Lorraine,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu le 24 février 1983, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 1er mars 1983, à 8 h 30, en l'église Sainte-Cécile, 44, rue de l'Est, Boulogne-Billancourt.

L'inhumation aura lieu à Brienon-sur-Armançon, dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Roger Ricault,
M. et Mme Michel Bourrieres et leurs enfants,
M. et Mme Mark Goetzke-Ricault et leurs enfants,
M. et Mme Robert Ricault, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Yvette Milville, ses enfants et petits-enfants,
M. Marcel Deblaye,
Mme Jean Deblaye,
M. et Mme André Deblaye, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Thierry Deblay,
Les familles Ricault, Deblaye et Ferrette,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger RICAULT,
professeur,

survenu subitement en son domicile, le 24 février 1983, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 1er mars, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, rue Saint-Dominique, à Paris-7e.

11-13, rue du Champ-de-Mars,
75007 Paris.
4, Les Rochettes,
38510 Morestel.
11, rue de Verneuil,
75007 Paris.

– Mme Jacques Schlanger,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de leur époux, père et grand-père,

Jacques SCHLANGER,

survenu à son domicile, le 25 février 1983.

Les obsèques ont lieu au cimetière de Bagneux, lundi 28 février, à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

64, boulevard Soult, Paris-12e.

– M. Jean Louis Wormser,
Gérard Wormser,
Isabelle Wormser,
M. et Mme Simon Lazard, ses parents,
M. et Mme Paul Combeau et leurs enfants,
M. André Wormser,
Vicomte et Vicomtesse Jean de Kerangat,
M. et Mme Marcel Wormser et leurs enfants,
Sa sœur, ses beaux-frères et belles-sœurs, ses neveux et nièces,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Mme Jean Louis WORMSER,
née Monique Lazard,

survenu le 21 février 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le jeudi 24 février.

4 bis, avenue Adrien-Hébrard,
75016 Paris.

Remerciements

– Le 1er février 1983,

Roger ARRIGNON
directeur de la photographie,

nous quittait.

Il aurait eu soixante-quinze ans le 25 février.

Que soient ici remerciés celles et ceux qui, en toutes circonstances, ont manifesté leur constante amitié, donné leur sang en 1970 et témoigné de leur chagrin lors de sa disparition : les amis de la S.F.P., ceux du cinéma, mais aussi les médecins qui ont lutté avec efficacité et dévouement pour l'aider à vivre bien.

Plus particulièrement MM. les professeurs Jean-Yves Neveu et Pierre Rondot, MM. les docteurs Jean-Pierre Marcantoni, Claude Meisel, Pierre Sevestre, Jean Jarton et les équipes médicales des hôpitaux Laennec, Vaugirard (1970), Salpêtrière, Sainte-Anne et Esquirol (1979).

– Mme Marcel Brugerolle, très sensible aux marques de sympathie que vous lui avez témoignées lors du décès de

M. Pierre MORLAES,

vous adresse ses sincères remerciements.

– La famille de

Bruno du ROSELLE

vous remercie d'avoir partagé son émotion par vos messages, vos fleurs ou votre présence, lors de ses obsèques.

Anniversaires

– Une pieuse pensée est demandée à ceux qui ont connu et aimé

Michel LÉVY (X 70),

décédé il y a déjà onze ans.

– La famille de

Jean-Jacques TOUBOUL,
ingénieur électronicien,

rappelle son souvenir à l'occasion du deuxième anniversaire de sa disparition subite.

Messes anniversaires

– Un office sera célébré en la crypte de l'église Saint-Gabriel, 5, rue des Pyrénées, Paris-20e, le jeudi 10 mars 1983, à 19 heures, à la mémoire de

Jean Robert TURON,
directeur des services fiscaux
de la Somme,

décédé le 9 mars 1982.

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 26 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Série : Dallas.

21 h 35 Droit de réponse.
Emission de Michel Polac.
« De deux choses l'urne » autour du livre d'E. Todd, sur les raisons qui nous poussent à choisir un candidat.

22 h 50 Etoiles et toiles : le cinéma africain.
Magazine du cinéma de Frédéric Mitterrand.

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 La nuit des Césars.
Réal. : A. Tarta.
Remise des Césars du cinéma français, en direct du Rex.

22 h 50 Film : Tous les garçons s'appellent Patrick.
Film français de J.-L. Godard (1957), avec J.-C. Brialy, A. Colette, N. Berger (N.).
Un garçon drague successivement deux filles, sans savoir qu'elles sont amies et habitent ensemble.
Ce court métrage, intitulé aussi Charlotte et Véronique, *est un exercice de style très godardien, sur une petite histoire écrite par... Eric Rohmer.*

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Tous ensemble : Hugues le Loup.
Sauf la région Midi-Pyrénées.
Mélodrame, d'après Erckmann-Chatrian, réal. P. Planchon, avec A. Pomarat, M. Lefevre, M. Sarfati, etc.

21 h 10 Série : Jackie et Sarah.

22 h 10 Journal.

22 h 20 Une minute pour une image. D'Agnès Varda.

22 h 30 Musi-Club.
Festival de Prades : Quintette de Mozart, avec clarinette.

FRANCE-CULTURE

20 h, « Le voyage en Italie », de D. Delôme. Avec R. Varte.
21 h 35, Disques.
21 h 55, Ad Lib.
22 h 5, La fugue du samedi.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (en direct du Théâtre des Champs-Elysées) : « Alborada del gracioso », de Ravel ; « Symphonie espagnole », de Lalo ; « Symphonie en ré mineur », de Franck, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. E. Krivine ; sol. P. Amoyal.
22 h 30, Nuit hyper-blanche pour fanatiques d'Opéra.

Dimanche 27 février

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

13 h 25 Série : Star Trek.

14 h 30 Sports Dimanche (et à 16 h 10).

19 h Le magazine de la semaine : sept sur sept.
De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay. Football et politique ; Pitanguy : le Chirurgien du bonheur ; grand témoin : J. Dutourd.

20 h Journal.

20 h 35 Film : Papillon.
Film américain de F.-J. Schaffner (1973), avec S. McQueen, D. Hoffman, D. Gordon, A. Zerbe, V. Jory.
Les diverses tentatives d'évasion d'un Français surnommé « Papillon », envoyé, pour meurtre, au bagne de Cayenne, où il fait la connaissance d'un faussaire qui devient son ami.
Un film, parfaitement hollywoodien, né de l'extraordinaire succès de librairie des souvenirs d'Henri Charrière, ancien bagnard. Un producteur français en a été le maître d'œuvre. Steve McQueen et Dustin Hoffman sont convaincants.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Variétés : Chantez-le moi.
De J.-F. Kahn. La chanson française 1943-1944.

21 h 40 Série documentaire : Route... routier.
De F. Gall, réal. R. Shira. N° 7 : le Gabon.
Dernier épisode de ce beau voyage que nous regrettons de voir se terminer.

22 h 30 Concert magazine
(en liaison avec France-musique).
« Concerto champêtre pour clavecin et orchestre », de Poulenc, par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal, sol. E. Chojnacka, clavecin.

23 h Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Boîte aux lettres.
Magazine littéraire de J. Garcin.
Le témoin de la semaine sera Pierre-Jean Remy.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Aspects du court métrage français.
Jusques au feu exclusivement, de M. Ginesy.

22 h 30 Film : The Beast of the City.
Film américain de Ch. Brabin (1932), avec W. Huston, J. Harlow, W. Ford, J. Hersholt, D. Petterson (V.O. sous-titrée. N.).
Un officier de police mène une guerre inlassable contre la pègre, la corruption et les avocats usant de procédés douteux pour défendre leurs clients criminels.
D'après un roman de W.R. Burnett, une reconstitution de l'Amérique des gangsters, à la fin de la prohibition. La police est à l'honneur dans ce film, inédit en France et dont le grand acteur Walter Huston (père du réalisateur) est la vedette.

0 h Une minute pour une image.

0 h 5 Prélude à la nuit.
Ravel, Pierné, avec G. Dangain, clarinette, Koerner, piano.

FRANCE-CULTURE

17 h 30, Rencontre avec... les années 50, d'A. Bory.
18 h 30, Ma non troppo.
19 h 10, Le cinéma des cinéastes.
20 h, Albatros : nouvelle poésie belge.
20 h 40, Atelier de création radiophonique : « Parcours lobés », R. Maguire, I. Abrahams.
23 h, Musiques actuelles.

FRANCE-MUSIQUE

19 h, Jazz vivant : l'ensemble franco-allemand de jazz.
20 h, Les chants de la terre.
20 h 30, Concert (donné à la salle Pleyel à Paris, le 26 janvier 1983) : « Sehnsucht » de Wagner ; « Concerto pour violon et orchestre n° 3 » de Saint-Saëns ; « Symphonie n° 2 », de J. Brahms, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboïm ; soliste : I. Perlman, violon.
22 h 30, La nuit sur France-Musique : Concert (en simultané avec Antenne 2) : « Concerto champêtre pour clavecin et orchestre » de Poulenc, par l'Orchestre national de France, dir. Z. Macal ; soliste : E. Chojnacka, clavecin. 23 h 15, Entre-guillemets ; 0 h 5, Un concert des compagnons de David : œuvres de Schumann.

(Pour le détail des programmes se rapporter au Monde Dimanche *daté 20/21 février 1983.)*

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3394

HORIZONTALEMENT

I. La galerie des ancêtres. Travaillent en jouant. – II. Bâtiment statique de la flotte. S'abîme parfois dans une cataracte. – III. C'est en dehors des périodes de repos qu'il prend le temps de souffler. Limite allégorique d'une descente d'estomac. – IV. Le prince des oedipes. Femme qui peut vous soûler sans vous donner l'ivresse. Voisine du délire. – V. Note. Maurice « chevalet ». Partie d'une pièce séparée par un rideau. – VI. Pointe accommodée à la sauce piquante. Stade de maturité pour une demoiselle légère. – VII. Rehausse la saveur d'un épigramme d'agneau ou littéraire. Disposition avec laquelle chacun est censé trouver la bonne place. Préposition. – VIII. Correcteur ou corrupteur. Personnel. Ville d'Italie. – IX. Essences dont on tire de l'huile. Se recueille souvent dans un endroit où l'on va se recueillir. – X. Bronzeur égyptien. Goupilla à la manière d'un goupil. Vieille flambée ayant jeté plus d'un froid. – XI. Fièvre délirante provoquée par une certaine coqueluche. N'allait jamais au feu sans sa flamme. – XII. Traitement réservé aux porcs et aux cochons de payants. Personnel. – XIII. Attention !. Bon règne. – XIV. Signe de notation musicale. Ne vont au front qu'après la victoire. – XV. La gauche et la droite d'une autorité présidentielle. Positif.

VERTICALEMENT

1. Evocatrices de chai et rasades. Une que visent les minets et que les tapettes tentent de séduire. Cri de guerre des volontaires de l'An II. – 2. Douceur au singulier, aigreurs au pluriel. Pensées florissant dans les jardins d'Académos. – 3. La célébrité de ses « vaux » n'a d'égale que celle de ses porcs. Pied marin. Première partie du nom d'un réformateur suédois. – 4. Celui qu'elle a trompé lui réserve une correction. Article étranger. Inonde toute la surface du globe. – 5. Trait circonscrit dans un trait. Symbole d'une autorité exclusive. Dont l'avenir est plutôt limité. – 6. Adam considérait sans doute Eve comme telle. – 7. Entourées de membres affectueux ou oppressifs. Ouvre le secret ou le secrétaire. – 8. Premier et deuxième dans l'ordre de classement. Tombe sur scène au dernier acte. – 9. Ses traîtres sont ceux qui n'ont pas changé d'opinion à temps. Casseur ou difficile à casser. – 10. La correction exige qu'ils se présentent en tête. Frère de lait légendaire. On risque évidemment pas de mourir de rire quand ils sont rasants. – 11. Sommité de l'accadémie commandant tous les membres. Vers latin. Point de chute d'une affaire mal conclue. Milieu pour milieu. – 12. Fracture de côte. Toujours prêt à vous incendier quand on brûle un feu. Faire le lézard sur la plage ou s'éreinter le long des cours. – 13. Indicateur de vitesse. Un verre lui suffit quand il est altéré. Longue unité chronologique. – 14. Façon de peser les choses. Allie l'adresse à la rapidité. De son capital il en fait un péché. Personnel. – 15. En France. Charment ou épouvantent.

Solution du problème n° 3393

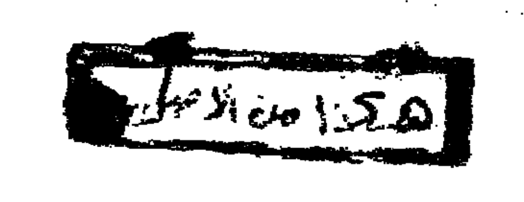
Horizontalement

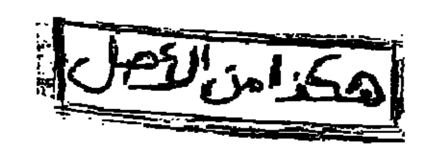
I. Pantalon. – II. Amorce. – III. Ri. Ictère. – IV. Accolade. – V. Sal. Alèse. – VI. Illuminer. – VII. Tel. AT. Ro. – VIII. Emeute. VS. – IX. Servi. Lei. – X. Atténuer.

Verticalement

1. Parasites. – 2. Amicalement. – 3. No. Ciller. – 4. Trio. Uvée. – 5. Acclamation. – 6. Létalite. Lu. – 7. Eden. Lee. – 8. Réserve. – 9. Sue. Erosifs.

GUY BROUTY





Economie

Forte hausse des prix de détail en janvier : + 0,9 %

La hausse des prix de détail a de nouveau été forte en France en janvier, l'indice calculé par l'INSEE ayant atteint 333,2 contre 330,1 en décembre, sur la base 100 en 1970, soit une augmentation de 0,9 %. En un an (janvier 1983 comparé à janvier 1982), la hausse des prix est de 9,6 %. Mais, en rythme annuel calculé sur les trois derniers mois connu (novembre et décembre 1982, janvier 1983), la hausse a de nouveau dépassé – nettement – la barre des 10 %, avec 11,7 %.

● *Produits alimentaires.* – Les prix des produits alimentaires ont progressé de 0,7 % en un mois (janvier 1983 *par rapport à décembre* 1982), les produits de la pêche (+ 1,4 %) et ceux des boissons non alcoolisées (+ 2,2 %) augmentant le plus, avec ceux des volailles et ceux de la viande de boucherie (+ 0,9 %).

● *Produits manufacturés.* – La hausse la moins forte en un mois est enregistrée dans les produits manufacturés (+ 0,4 %), l'ensemble du poste habillement et textiles ne progressant, en janvier par rapport à décembre, que de 0,5 %.

● *Services.* – Les prix des services se sont accrus de 2 % en janvier par rapport à décembre. Les augmentations les plus fortes sont enregistrées dans les logements (2,7 %), les services de santé (+ 2 %), les transports publics (+ 2,1 %) et les hôtels, cafés, restaurants (+ 2 %).

Commentant ces résultats de janvier, le ministère de l'économie et des finances indique que la progression enregistrée par les services privés s'explique « *par une répercussion rapide des augmentations autorisées, puisque, à la différence des autres secteurs, il n'y a pas de délai de commercialisation* ».

« *En février et mars, certains chefs de hausse groupés en janvier ne devraient plus exercer leurs effets* », note le communiqué du ministère ; à cela doit s'ajouter la baisse des produits pétroliers dont les effets n'ont pas été pleinement répercutés dans l'indice de janvier. Tout en soulignant que l'effet collectif doit être poursuivi, le ministère de l'économie et des finances considère que les « *résultats obtenus en matière de lutte contre le chômage et de réduction de l'inflation constituent une étape encourageante* ».

Le vrai poids des chiffres

(Suite de la première page.)

On pourrait continuer le raisonnement avec les résultats du commerce *extérieur, même si ceux-ci* sont plus vrais dans leurs apparences que les indices des prix.

Le déséquilibre de notre balance commerciale traduit une compétitivité insuffisante de notre industrie par rapport aux industries étrangères, soit que nous produisions trop cher, soit que nous produisions *trop* peu, soit que nous soyons carrément absents sur certains marchés. Il est inquiétant que, après avoir remis par deux fois le compteur à zéro, à l'occasion des deux dévaluations du franc par rapport au deutschmark, *notre commerce* avec la R.F.A. continue d'être largement déficitaire.

A l'évidence, nos coûts augmentent trop rapidement. Le gouvernement l'a reconnu en *bloquant les salaires*, puis en les encadrant, en s'engageant aussi à arrêter la progression des charges fiscales et sociales. Si cette politique est maintenue, elle ne produira ses effets que dans un ou deux ans. Les revers actuels ne signifient donc pas du tout que l'action engagée dans ces domaines *nous mène* à l'impasse. Bien au contraire. Sur la matière, il s'agit d'une bonne politique. Sans doute le bât blesse-t-il ailleurs.

ALAIN VERNHOLES.

Le consommateur français interpellé dans ses choix

(Suite de la première page.)

La baisse potentielle du prix du pétrole apporte un répit qui doit désormais se conjuguer avec une orientation naturelle des disponibilités des ménages vers les réalisations industrielles. Même si, dans de multiples secteurs commerciaux, l'année 1983 doit continuer de *refléter des insuffisances* héritées du passé, ou des tensions, celle-ci devrait enregistrer un changement profond des comportements et des moyens.

Nos grands partenaires économiques – européens, américains et japonais – doivent comprendre qu'un accord global est nécessaire, couvrant la monnaie comme la stratégie et la modération commerciale.

L'organisation de nos rapports internationaux, la réanimation industrielle, la pugnacité commerciale, la solidarité des consommateurs, sont donc à l'ordre du jour. Le déficit du mois de janvier serait préoccupant si la conviction s'établissait que rien n'est entrepris sur ces plans. Le rassemblement de l'action collective, nationale, est d'autant plus aisé qu'il est aujourd'hui nécessaire, possible et déjà entrepris.

MICHEL JOBERT.

L'indice du coût de la vie à l'étranger

● Etats-Unis : + 0,2 %

L'indice du coût de la vie a augmenté de 0,2 %, en janvier, aux Etats-Unis. Encore cet indice inclut-il désormais un nouveau mode de calcul pour le coût du logement sans lequel la hausse des prix n'aurait été que de 0,1 %. En un an, les prix n'ont augmenté que de 3,8 % aux Etats-Unis (3,6 % au regard de l'ancien indice). La hausse sensible des coûts du logement et une légère progression des prix des produits alimentaires en janvier n'ont été que partiellement compensées par la baisse des prix des produits pétroliers.

● Japon : + 0,2 %

Les prix à la consommation au Japon ont augmenté de 0,2 % en janvier, ce qui représente une hausse de 2 % en un an, selon l'indice provisoire publié le 25 février à Tokyo. La hausse mensuelle reflète l'augmentation des produits frais pendant les mois d'hiver.

● C.E.E. : + 0,7 %

L'indice des prix à la consommation dans la C.E.E. a augmenté de 0,7 % en janvier, par rapport à décembre 1982, selon les statistiques communautaires publiées le 25 février. Les taux d'accroissement les plus forts ont été enregistrés en Italie (+ 1,4 %), Belgique et Luxembourg (+ 1,2 %), et France (+ 0,9 %). En revanche, la hausse des prix s'est nettement ralentie en Grèce (+ 0,8 %), demeure limitée en R.F.A. (+ 0,2 %) et en Grande-Bretagne (+ 0,1 %), et a été nulle aux Pays-Bas. Sur douze mois, la hausse dans la C.E.E. s'établit à 9,1 %.

● *L'indice trimestriel de la production industrielle en France* (plus fiable que l'indice mensuel mais publié avec beaucoup de retard) s'est inscrit – *après correction des variations saisonnières* – à 129 au troisième trimestre sur la base 100 en 1970 ce qui traduit une baisse de 2,3 %. En un an (troisième trimestre 1982 comparé au troisième trimestre 1981, la baisse est de 3 %. Elle est le fait aussi bien de l'énergie (-6,3 % en un an), que des biens intermédiaires (-4,1 %) et des biens d'équipement (-6,5 %). Seule la production des biens de consommation a augmenté (+ 2,2 %).

Le déficit du commerce extérieur a atteint en janvier 11,5 milliards de francs en données brutes et 9,58 milliards de francs en données corrigées

Le déficit du commerce extérieur français s'est de nouveau beaucoup aggravé en janvier, après trois mois de relative accalmie. Au cours du premier mois de cette année, les importations se sont élevées à 62,48 milliards de francs (– 5,4 % en un mois) et les exportations à 50,9 milliards de francs (– 13,9 % en un mois). Le déficit a atteint 11,5 milliards de francs, chiffre le plus élevé depuis septembre 1982, et le taux de couverture des achats par les ventes 81,5 %. Sur un an (janvier 1983 comparé à janvier 1982) les importations augmentent de 15,2 % en valeur et les exportations de 12,3 %.

Si l'on considère les chiffres corrigés des variations saisonnières, on voit que les importations ont atteint 65,37 milliards de francs (+ 6,1 % en un mois) et les exportations 55,8 milliards de francs (+ 0,6 % en un mois). Le déficit est donc moins élevé qu'en données brutes (– 9,58 milliards de francs) mais n'en demeure pas moins le plus lourd depuis quatre mois. En un an, les achats à l'étranger augmentent de 12,5 % en valeur et les ventes de 8,7 %.

Les causes de cette détérioration sont à trouver du côté des importations *de produits énergétiques* (charbon, gaz, pétrole brut), dont la facture s'alourdit de 1,9 milliard de francs, le déficit atteignant 15,7 milliards de francs (mais cette même *facture avait diminué de 3 milliards* de francs en décembre). Elle s'explique aussi par d'importants achats de métaux, et par une croissance sensible des achats de produits chimiques. Le niveau des importations de biens de consommation et de maté*riel électro-ménager reste très élevé.*

Par zone, notre déficit sur les Etats-Unis (2,6 milliards de francs) et le Japon (1,2 milliard de francs) est en augmentation de 1 milliard dans le premier cas et de 200 millions dans le second.

Côté positif, la balance des échanges agro-alimentaires (+ 1,87 milliard de francs) s'améliore très fortement par rapport à décembre (+ 500 millions de francs) ; le solde automobile est positif de 1,9 milliard de francs soit 360 millions de plus qu'en décembre. Dans le domaine des *biens d'équipement* professionnel, on enregistre la vente de deux Airbus et de quatre Falcon-50 ainsi que des ventes importantes de matériel de forage et d'exploitation pétrolière.

EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE ALLEMANDE EN JANVIER : 2,7 MILLIARDS DE DEUTSCHEMARKS

La balance commerciale de la R.F.A. a enregistré un excédent de 2,7 milliards de deutschemarks en janvier. En décembre, l'excédent avait atteint 6,4 milliards de deutschemarks, et 1,1 milliard de deutschemarks en 1982.

En janvier, les exportations de la R.F.A. ont atteint 32,3 milliards de deutschemarks (– 15 % par rapport *à décembre*), *et les importations* 29,6 milliards de francs (– 6,3 %).

La balance des paiements courants a été équilibrée après avoir dégagé un excédent de 5,3 milliards de deutschemarks en décembre (– 2,9 milliards de deutschemarks *en janvier 1981*).

Le Canada et le rêve Pacifique

Partagé entre son attirance vers le Japon et la pesanteur industrielle des Etats-Unis, le Canada cherche une stratégie et un destin économiques. Pour sa part, le premier Ministre de l'Ontario M. Davis, effectue la semaine prochaine une visite officielle en Europe (France, Belgique, Grande-Bretagne).

Le Canada compte dix provinces et cinq cent mille lacs. Sur une carte, après l'émiettement des quatre provinces maritimes, l'étalement du Québec et de l'Ontario, les quatre Etats de l'Ouest se dressent verticaux comme autant de tours coiffées par les territoires du Nord et du Yukon. Immense pays, le deuxième du monde, près de vingt fois plus grand que la France, où au désordre de la conquête a succédé une géométrie de l'espace qu'accentuent le damier des routes et le trait du rail.

Pays partout troué de bleu par l'eau, que bordent trois océans et qui repose sur les cinq mille kilomètres de frontière avec les Etats-Unis. Epine dorsale du développement, la frontière n'a qu'une signification politique : dans ce pays éclaté, qui regarde de plus en plus vers le Pacifique, le dialogue Nord-Sud l'emporte souvent sur les liens Est-Ouest. Ainsi le Canada pourrait tourner davantage le dos à l'Europe, lié comme un siamois à son voisin méridional et attiré par son vis-à-vis d'outre-océan, le Japon.

Niagara

Cette emprise du sud et cette dérive vers l'ouest marquent clairement la géographie économique du pays. Toutes les grandes villes canadiennes, sauf Edmonton, dans l'Alberta, sont à moins d'une demi-heure d'hélicoptère de la frontière, et elles copient dans leur silhouette les cités américaines. Comme des bouquets plus ou moins serrés, plus ou moins fournis, les gratte-ciel banalisent le paysage urbain.

Sur les bords du lac Ontario, le centre de Toronto apparaît comme une *réplique provinciale* de Manhattan. Dans la nuit, les *immeubles se transforment en ru*ches de lumière. On ne fait guère d'économies d'électricité en ce pays pétrolier. Le Canada est fier de ses richesses naturelles comme de ses prouesses techniques. Aux chutes du Niagara, qu'il partage entre autres biens avec les Etats-Unis – la robe rouge de Marilyn, – répond comme un reflet la tour la plus haute du monde. Une muraille d'eau de 55 mètres, une lance de béton de 553 mètres.

Forts de ses trois millions d'habitants, le Grand Toronto se veut – il l'est – la capitale économique du pays. Ville debout, elle est aussi souterraine, abritant dans des galeries – froid oblige – de multiples commerces. Centre financier, Toronto possède une Bourse des valeurs très active, la *deuxième du continent américain,* qui vient une nouvelle fois de changer de peau.

Le changement est aussi à l'ordre du jour dans l'Ontario, alors même qu'une commission royale vient d'être nommée pour réfléchir à l'avenir économique du pays. Frappée par la crise dans ses branches traditionnelles, comme l'automobile, la province, où vit *plus d'un Canadien sur trois et* qui représente la moitié de l'industrie nationale, est à la recherche de nouvelles directions sectorielles et géographiques.

L'eau vive

Six centres de technologie ont été créés et les dirigeants provinciaux pensent en termes de *recherche-développement*, tout en songeant au Proche-Orient et au Pacifique. On envie la Silicon Valley et on espère les capitaux de Hongkong. A l'image du Canada, l'Ontario est soumis à l'épreuve de la récession, que rendent plus aigue la faiblesse de la productivité et une perte d'agressivité commerciale.

A trois heures de vol, l'optimisme du Saskatchewan – l'eau vive, en traduction de l'indien – fait contraste avec l'inquétude ontarienne. Beauce infinie, à perte de vue, à perte de vie, cette province veut, *depuis la victoire élec*torale des conservateurs et sous la conduite de son fringant premier ministre, retrouver l'esprit de conquête. « *Nous refusons de participer à la récession* », affirme avec force M. Grant Devine.

Le Saskatchewan souffre en *tout cas moins de la crise* que le reste du Canada, grâce à ses champs de blé. Dans leurs exploitations de mille hectares, les fermiers évoquent peut-être l'Ukraine, dont beaucoup sont issus ; mais, plutôt que de se consacrer à l'art de la veillée, nombreux sont ceux qui vont en Californie pour échapper à un hiver quelque peu rigoureux – parfois – 30°. Cependant, le blé, c'est encore la Russie qui en achète de *grandes quantités*.

La province ne veut pas être seulement le grenier du Canada. Prônant l'initiative privée, affichant un capitalisme sans complexe, ses dirigeants se proclament ouverts aux affaires. Il leur paraît loin le temps où dans leur capitale, Regina, on creusait un *lac artificiel* pour employer les chômeurs de la grande dépression. Seuls les Indiens semblent oubliés, malgré un regroupement des tribus pour faciliter leur développement économique. Songent-ils, eux qui poursuivent les proies du dehors, aux ressources cachées sous la terre : potasse, charbon, *uranium*, pétrole ?

Le pétrole a donné le vertige à la *province voisine*, l'Alberta, comme autrefois l'or du Klondike. La principale ville, Calgary, en a subi l'électrochoc, bourgeonnant en gratte-ciel. Dans les rues linéaires, les pétroliers croisent les éleveurs, souvent taillés sur le même *massif* modèle et portant l'identique large chapeau de feutre. Actuellement les bars sont plus calmes. En raison du ralentissement mondial et du fléchissement du prix du brut, la fièvre est tombée. Des plates-formes ont été déménagées vers les Etats-Unis, des projets arrêtés. La province *est un peu en veilleuse.*

Extrêmes

« *Calgary is still busy* », affirment toutefois les hommes d'affaires à l'allure texane. Le triom*phalisme n'est pourtant plus de* saison, même si un certain « machisme » continue à bien se porter. Contraste avec les boutiques de chemises à carreaux et de bottes : le musée de la ville présentait une exposition de Judy Chicago, « *The Dinner Party* », consacrée à la gloire des femmes.

L'Ouest reste toujours l'Ouest malgré tout, avec son côté pionnier. On cultive, non loin, le type bûcheron ou mineur. Ainsi dans les Rocheuses, à grand renfort de camions, pelleteuses, décapeuses ou autres engins gratteurs est *creusée une très grande mine* de charbon à ciel ouvert. Les Charbonnages de France ont planté leur drapeau, mais le principal partenaire dans ce gigantesque chantier est le Japon. Car les extrêmes se rejoignent : au bout du rail à la pointe occidentale du Canada on rencontre l'Orient.

Cent mille Chinois vivent, dit-on, à Vancouver dans la Colombie-Britannique, descendant de ceux qui, à la fin du XIX[e] siècle, posèrent les traverses du chemin de fer transcanadien. *Et cette communauté peut s'enri*chir en nombre et en argent, compte tenu de l'avenir incertain de Hongkong. De toute façon les liens avec l'Asie, déjà fondés sur le bois et sur le charbon – qui font de Vancouver le deuxième port en tonnage d'Amérique – vont se renforcer.

Le long de la baie, que dominent les Rocheuses crêtées de blanc, *les financiers* guettent la reprise de l'activité mondiale dont *dépend le rythme du port*. En attendant, les autorités de la province se préoccupent de favoriser les technologies de pointe au sein de fondations et préparent l'Exposition internationale de 1986.

Trois ans avant Paris, Vancouver fêtera ainsi son centième anniversaire ; mais l'exposition – une trentaine de pays dont la France, ont déjà annoncé leur participa*tion – sera consacrée aux trans*ports et aux communications. « *L'homme en mouvement* », un beau thème pour le Canada, où la mobilité tient lieu paradoxalement de ciment.

Dans ce pays qui a grandi trop vite, mais qui est deux fois moins peuplé que la France, la cohésion est loin d'être assurée que peut encore affaiblir la crise. D'un côté l'Ontario semble *se rapprocher du* Québec en proie à des difficultés comparables ; de l'autre les quatre provinces de l'Ouest remettent plus ou moins en cause la tutelle d'Ottawa.

Avec une industrie contrôlée par les États-Unis, le Canada n'a pas jusqu'à présent une réelle *identité. Certains souhaitent d'ail*leurs qu'à titre symbolique sa monnaie perde le nom de dollar canadien. Pays ruban – 500 kilomètres au nord de la frontière l'économie prend fin. – le Canada manque de stratégie et peut-être d'âme. *Le rêve Pacifique peut-il souder un quasi-continent à peine sorti de l'adolescence et lui donner un destin économique ?*

MICHEL BOYER.

★ *Lire également les articles publiés dans Le Monde daté 9 et 10 janvier 1983.*

LE DÉBAT SUR LA RIGUEUR

On ne peut pas aller au-delà de ce qui a été fait
déclare M. André Bergeron (F.O.)

« *Si j'avais été premier ministre, je n'aurais pas dit les choses comme M. Mauroy* », a déclaré, le 25 février, M. André Bergeron, en commentant les récentes déclarations télévisées du chef du gouvernement. « *Je rêve d'une démocratie*, a-t-il ajouté, *avec des gouvernements expliquant aux citoyennes et aux citoyens la réalité des choses, les aidant à former leur jugement. Il faut toujours dire la vérité.* » S'exprimant devant la presse, le secrétaire général de F.O. a souligné son accord avec le Conseil des impôts sur le risque qu'entraînerait une majoration de la T.V.A., invitant les membres du gouvernement « *favorables à l'utilisation de l'augmentation de la T.V.A. pour financer la protection sociale collective* », à y « *réfléchir à deux fois* ».

M. Bergeron, qui sera reçu le 10 mars par M. Mauroy, a réaffirmé, à propos de l'éventualité d'un deuxième plan de rigueur : « *On ne peut pas aller au-delà sur le plan des rémunérations.* » Corrigeant le chiffre qu'il avait avancé quant au déficit de la sécurité sociale – il s'agit bien de 20 milliards en déficit cumulé à la fin 1983, – indiquant qu'au 30 décembre 1982 le déficit de l'UNEDIC était de 6,4 milliards, il s'est interrogé : « *Jusqu'où veut-on être garanti contre tout par rapport au pouvoir d'achat direct ?* »

Citant une note des groupes socialistes d'entreprises sur l'« entrisme » du R.P.R. au sein de F.O., M. Bergeron a répliqué : « *Je n'accepte pas ce genre de commentaires. Nous ne demandons pas aux gens leurs opinions politiques. (...) Je ne catalogue pas les gens en bons ou en mauvais, suivant qu'ils sont au R.P.R. ou au P.S. Personne ne me reproche à F.O. d'être socialiste. Mais je respecte ceux qui sont R.P.R.* »

A propos des conflits de l'automobile, sans vouloir « *jouer le matadore* », le secrétaire général de F.O. a souligné : « *Nous sommes attachés au droit de grève, mais nous sommes aussi pour le respect de la liberté du travail. Si on ne respecte pas un minimum de règles, alors on donnera aux minorités un pouvoir exorbitant qu'on ne pourra pas accepter.* »

Après dix mois d'occupation, les grévistes de Penarroya obtiennent la création d'une SCOOP

De notre correspondant

Aubenas. – *Après quatre jours de* discussions à Paris entre les mineurs C.G.T. et la direction de la Penarroya, un accord vient mettre fin à un conflit social qui durait depuis dix mois et à l'occupation, par les mineurs C.G.T., des mines de plomb argentifères de Largentière.

Aux termes de cet accord, dans lequel Matignon a pesé d'un poids particulier, les trente-cinq derniers mineurs en lutte quitteront, le 2 mars, les installations minières qu'ils occupent depuis le 1[er] janvier 1982 et les remettront à la Penarroya. Cette dernière remettra à son tour, dans un délai de quelques semaines, les locaux nécessaires à la constitution et à la bonne marché d'une société coopérative ouvrière de production qui rassemblera tous les mineurs grévistes et le personnel technique dont ils pourront s'entourer.

Cette société, grâce à une forte participation financière de la Penarroya, s'occupera de tous les travaux de fermeture de la mine, de la sécurité matérielle sur le site, de la conservation des moyens permettant la reprise des extractions « *lorsque les conditions économiques et politiques le permettront* ». De plus, la SCOOP créera une branche de génie civil et favorisera l'implantation d'industries nouvelles et d'activités diverses. « *C'est la première coopérative ouvrière minière qui vient d'être créée* », ont précisé les responsables C.G.T.

ANDRÉ GRIFFON.

(Lire page IV du Monde Dimanche un reportage sur la lutte des mineurs de Largentière.)

Crédits - Changes - Grands marchés

L'euromarché

Une formule originale du Crédit national

Londres. – Le montant de l'eurocrédit bancaire du royaume de Suède *a pu être augmenté de 500* millions de dollars, pour être porté à 1,5 milliard de dollars. Ce beau résultat, obtenu en l'espace d'une semaine, n'est toutefois pas en lui-même le plus surprenant. En effet, on ne s'attendait pas que les établissements bancaires européens souscrivent aussi *massivement et rapidement* à l'emprunt suédois.

Du coup, le taux d'intérêt des deux tiers du *crédit* sera basé *sur* le taux interbancaire offert à Londres sur les dépôts à court terme en eurodollars, le fameux Libor. Seul le tiers restant sera soumis au taux de base *bancaire en vigueur aux États-*Unis, qui pour l'instant est plus onéreux que le Libor.

Le royaume suédois avait, au cours des deux années précédentes, délaissé l'euromarché, ayant préféré emprunter directement en dollars aux États-Unis mêmes. Les eurobanques *ont donc été* ravies du retour suédois, parce que les bons débiteurs sont, de nos jours, de plus en plus rares. La chaleur de l'euro-accueil réservé à la Suède est un encouragement pour les autres pays européens industrialisés à la recherche de capitaux internationaux. Contrairement *à ce qu'on avait pu craindre durant* le dernier trimestre de l'an dernier, ils n'ont pas entièrement disparu et sont toujours présents pour financer les nations dont la crédibilité financière et économique reste bonne.

Pour l'instant, la plupart des emprunteurs français du secteur public préfèrent *lever des fonds* par le truchement d'émission euro-obligataires à taux d'intérêt fixes, plutôt qu'au travers d'eurocrédits bancaires à taux d'intérêt variables. Le Crédit national, qui recherche 200 millions d'ECU a, pour sa part choisi une formule originale qui combine les deux *techniques*. Son opération, qui devrait voir le jour durant la deuxième partie du mois de mars, s'appuiera initialement sur un eurocrédit qui, par la suite, sera progressivement transformé en euro-obligations.

Le prêt bancaire, d'une durée de cinq ans, sera doté d'un intérêt variable, qui sera l'addition, au taux interbancaire offert sur les dépôts à *trois mois* en ÉCUs, *d'une marge* de 0,375 % durant les trois premières années, et de 0,50 % pendant les deux dernières. Ultérieurement, les banques impliquées dans la direction de la transaction se verront offrir la possibilité de convertir leurs participations dans le crédit en plusieurs *émissions euro-obligataires*, ce qui devrait permettre au Crédit national d'obtenir en bout de course, des capitaux à dix ans.

La durée et les taux d'intérêt fixe de chacune des euro-émissions de conversion seront arrêtés en fonction *des conditions du marché qui* prévaudront au moment de leur lancement, mais les coupons annuels ne *devront jamais excéder 12,25 %.*

L'ensemble, qui sera garanti par la République française, comporte deux avantages importants pour l'emprunteur : d'une part, il lui permettra d'obtenir des fonds à longue échéance, et, d'autre part, il lui donnera tout le loisir de choisir le meilleur *moment pour procéder à* ces emprunts euro-obligataires. C'est le Crédit lyonnais qui a mis au point la formule et qui dirigera le syndicat bancaire appuyant l'opération.

Il serait trop long, dans cette rubrique, de décrire avec minutie la procédure de conversion qu'utilisera *le Crédit national* pour *transformer* son crédit en obligations. Celle-ci aura lieu au terme des votes successifs parmi les eurobanques impliquées dans le prêt bancaire et les émissions à venir. Les banques participantes dans l'eurocrédit ne seront pas obligées de prendre part à la *conversion*. Elles *pourront céder* leurs droits aux autres établissements, et verront alors leurs engagements initiaux dans le prêt bancaire réduits d'autant.

La première émission euro-obligataire aura lieu dès la signature du contrat de prêt bancaire avec le *Crédit national. D'un montant* de 50 millions d'ÉCU, cette émission aura une durée de dix ans et sera la seule à *ne pas* être la conséquence d'une transformation d'eurocrédits en obligations internationales. Son coupon sera déterminé au moment de la mise en souscription publique du papier, *qui sera ensuite coté à la* Bourse de Luxembourg. Le montant original de l'eurocrédit sera de 150 millions d'ÉCU.

La reprise se poursuit

La reprise amorcée huit jours plus tôt sur le marché international des capitaux s'est poursuivie depuis lundi. Les déclarations, la semaine précédente, de *M. Paul Volcker* devant la commission bancaire du Sénat à Washington, ont conforté l'espoir des *investisseurs et des* emprunteurs d'une baisse supplémentaire des taux d'intérêt à court terme cette année (voir ci-contre en rubrique Marché monétaire et obligataire). *Les débiteurs américains* en sont même maintenant tellement persuadés que beaucoup d'entre eux hésitent à lancer de nouveaux em*prunts dans l'immédiat parce qu'ils* estiment que les taux étant appelés à se détendre encore davantage, ils ont meilleur compte d'attendre. Aussi, le volume d'euro-émissions nouvelles *libellées* dans la devise américaine, et accompagnées de taux d'intérêt fixes ayant vu le jour depuis le début de *la semaine*, est resté relativement modeste, de l'ordre du milliard de dollars.

La transaction qui a de suite suscité la plus grande convoitise de la *part des investisseurs* est celle de 100 millions de dollars offerte par le Crédit suisse. D'une durée de sept ans, elle a été proposée au pair, avec un coupon annuel de 10,50 %. Deux *heures après son lancement*, elle se traitait déjà avec une prime de 0,50 %. La compagnie d'assurances américaine Prudential a eu autant de bonheur avec une euro-émission à *dix ans de 100 millions de dollars.* Les euro-obligations qui seront émises au pair, et qui donneront un intérêt annuel de 10,625 % *sont* offertes sur le « marché gris » avec une prime de 0,125 %.

Parmi les autres opérations proposées dans le même secteur, il faut noter *le* bon comportement de l'euro-emprunt de 100 millions de dollars de la Banque européenne d'investissements qui, sur huit ans, donnera un rapport annuel légèrement supérieur à 11 % à partir d'un coupon de 11 % et d'un prix de 99,75. La ville de Stockholm a, de *son côté*, fait une *entrée chaleureusement* remarquée sur le marché international des capitaux avec 50 millions de dollars d'euro-obligations d'une durée de quinze *ans, qui pourront*, à *la demande* des porteurs, être remboursées par anticipation après dix ans. Pendant toute cette première période, l'émission de la capitale suédoise, émise à 99,50, sera dotée d'un coupon de 11,50 % par an.

Cette semaine a vu, après une longue *et* laborieuse *négociation*, la conclusion de l'eurocrédit bancaire de 5 milliards de dollars destinés à remettre sur pied la situation financière du Mexique, empêtré dans une dette extérieure de 80 milliards de dollars. L'accord de prêt avec cinq cent trente banques internationales sera *signé la semaine prochaine* à New-York. Il sera suivi bientôt par la signature d'un deuxième accord qui permettra de rééchelonner les paiements de prêts de 20 milliards de *dollars d'emprunts divers venant* à échéance cette année, et que le Mexique est présentement bien en peine d'honorer.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les matières premières

Hausse persistante des métaux et du caoutchouc

Les signes de reprise de l'activité économique se confirment, notamment aux Etats-Unis, avec la perspective d'une baisse des taux d'intérêt.

La hausse des cours des métaux et du caoutchouc se poursuit, les utilisateurs accélérant leurs achats de couverture. Depuis le 1er janvier, elle a été importante sur le cuivre, l'étain, l'aluminium et le caoutchouc.

MÉTAUX. – *Malgré le gonflement continu des stocks britanniques de métal, en augmentation de 3 375 tonnes à 276 100 tonnes, les cours du cuivre poursuivent leur progression au Metal Exchange de Londres, retrouvant leur niveau le plus élevé depuis trois ans. Des rumeurs d'achats pour compte a donc décidé de fermer une de ses chinois, l'agitation dans les mines péruviennes, la perspective d'une reprise plus rapide que prévue de l'activité industrielle, expliquent ce regain de faveur du métal rouge. Des négociants tablent sur des niveaux plus élevés au cours des prochains mois, supérieurs à 1 400 livres la tonne.*

La fermeté ne se dément pas sur le marché de l'étain, dont les cours accentuent leur avance. Le directeur du stock régulateur intervient toujours sur le marché.

Nouvelle hausse des cours de l'aluminium à Londres sous l'effet de demandes plus importantes de la part d'utilisateurs reconstituant leurs stocks en prévision de prochaines majorations de prix.

Les cours du plomb varient peu à Londres. La demande ne donne aucun signe manifeste d'amélioration. Une importante société américaine unités de production dans le Missouri.

CAOUTCHOUC. – *Les cours du naturel poursuivent sans discontinuer leur progression sur les différents marchés, atteignant leurs plus hauts niveaux depuis trois ans. Les achats pour le compte de l'U.R.S.S. et de pays d'Europe orientale, ainsi que de la Chine, s'étoffent. Autre élément favorable, la décision prise par les producteurs du Sud-Est asiatique de conserver les 250 000 tonnes de naturel, donc de poursuivre une politique de rétention qui a porté ses fruits en provoquant finalement la hausse des cours.*

CÉRÉALES. – *Repli des cours du blé sur le marché aux grains de Chicago. La récolte mondiale est évaluée par le Conseil international du blé à 475 millions de tonnes, soit 1 million de tonnes seulement de moins que lors de l'estimation de janvier dernier. Elle est toutefois supérieure de 23 millions de tonnes à la précédente récolte. Le commerce mondial est évalué à 99 millions de tonnes, en légère diminution en raison d'achats moins importants de la part de certains pays de l'Est europeen.*

DENRÉES. – *Les cours du cacao ont fléchi sur les différents marchés. Des offres plus pressantes de la part de pays producteurs africains sont à l'origine de cette baisse des prix.*

Fléchissement des cours du sucre. La France demande la constitution d'un stock régulateur pour atténuer les fluctuations de prix, condition indispensable de l'adhésion de la C.E.E. à l'accord international. Les pays exportateurs devraient stocker de 5 à 6 millions de tonnes, dont 2 millions de tonnes pour la C.E.E. Une réunion se tiendra le 14 mars prochain à Londres pour proposer un projet de nouvel accord international.

LES COURS DU 25 FEVRIER 1983

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – **Londres** (en sterling par tonne) : cuivre (High grade), comptant, 1 127 (1 092,50) ; à trois mois, 1159,50 (1 124) ; *étain* comptant, 8 735 (8 535) ; à trois mois, 8 730 (8 530) ; plomb, 301 (302) ; zinc, 447,50 (444,50) ; aluminium, 880,50 (835) ; nickel, 2 940 (2 906) ; argent (en pence par once troy), 868 (937,50). – **New-York** (en cents par livre) : *cuivre (premier terme)*, 78,90 (77,70) ; argent (en dollars par once), 13,32 (14,05) ; platine (en dollars par once), 442,30 (472) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne), 69,83 (67,50) ; *mercure* (par bouteille de 76 lbs), 325-350 (335-360). – **Penang** : étain (en ringgit par kilo), 29,51 (29,39).

TEXTILES. – **New-York** (en cents par livre) : coton, mars, 69,35 (66,17) ; mai, 70 (67,80). – **Londres** (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mars, 365 (360) ; jute (en livres par tonne), Pakistan, White grade C, inchangé (398). – **Roubaix** (en francs par kilo), laine, 43,60 (42,85).

CAOUTCHOUC. – **Londres** (en livres par tonne) : R.S.S. (comptant),712-716 (655-680). – **Penang** (en cents des Détroits par kilo) : 232,50-233,50 (219,50-220).

DENRÉES. – **New-York** (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, mars, 1 767 (1 815) ; mai, 1 815 (1 877) ; sucre, mars, 6,51 (6,90) ; mai, 6,66 (7,10) ; café, mars, 126,21 (126,17) ; mai, 121,87 (120,15). – **Londres** (en livres par tonne) : sucre, mars, 110 (117) ; mai, 114,15 (119,90) ; café, mars, 1 666 (1 688) ; mai, 1 634 (1 635) ; cacao, mars, 1.264 (1 304) ; mai, 1 290 (1 322). – **Paris** (en francs par quintal) : cacao, mai, 1 388 (1 441) ; juillet, 1 385 (1 435) ; café, mai, 1 718 (1 745) ; juillet, 1 650 (1 700) ; sucre (en francs par tonne), mai, 1 515 (1 552) ; juillet, 1 580 (1 610) ; tourteaux de soja. – **Chicago** (en dollars par tonne), mars, 172,30 (179) ; mai, 177,50 (183). – **Londres** (en livres par tonne), avril, 144,20 (148) ; juin, 145,50 (146,50).

CÉRÉALES. – **Chicago** (en cents par boisseau) : blé, mars, 325 1/4 (344 1/4) ; mai, 339 (357 1/4) ; maïs, mars, 279 1/4 (276 3/4) ; mai, 289 1/4 (286 3/4).

INDICES. – Moody's, 1 067,10 (1 083,20) ; Reuter, 1 706,8 (1 690,70).

Les devises et l'or

Surprenante fermeté du dollar

La plus grande partie de la semaine a été placée sous le signe du pétrole, dont la baisse de prix a provoqué bien des remous et bien des variations sur les marchés des changes, en fonction des réactions des opérateurs : hausse du dollar, *baisse de la livre sterling*, et le recul accentué des cours de l'or.

Ainsi, le dollar a monté, et de façon *assez surprenante, car, sur* les marchés des changes, tout le monde à l'heure actuelle voit la baisse du « billet vert », certains opérateurs ayant même pris position en ce sens *dès le mois de novembre dernier*. Non seulement le recul des prix du brut doit, dans leur esprit, favoriser une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, où l'inflation sera mieux contenue, *mais encore la* reprise de l'économie qui s'affirme tous les jours outre-Atlantique aura vraisemblablement pour effet d'augmenter fortement le déficit commercial, qui pourrait doubler et atteindre 80 milliards de dollars cette année. C'est pourquoi beaucoup d'opérateurs *s'attendent dans les mois qui viennent* à un fléchissement accentué de la monnaie américaine, bien que, dans l'immédiat, le recul des prix des hydrocarbures favorise le redé*marrage des activités aux Etats-*Unis et accroisse la confiance en ce pays. Ajoutons que, comme en août dernier, la réparation de craintes sur la solvabilité de producteurs de pétrole comme le Mexique et le Venezuela incite à considérer le dollar comme une valeur refuge.

En europe, c'est la veillée d'armes avant les élections ouest-allemandes, sur toutes les places. On estime qu'une victoire de M. Kohl soumettrait immédiatement le système monétaire européen à de très fortes tensions. Les monnaies faibles, comme la lire italienne, le franc français et le franc belge, ce dernier toujours au plancher, ne pourraient suivre le deutschemark dans sa hausse, et un *réajustement s'imposerait alors* à très bref délai. Tout dépendrait, en définitive, de l'attitude du gouvernement ouest-allemand, qui accepterait ou refuserait une nouvelle réévaluation de sa monnaie. Etant donnée l'ampleur de l'excédent de la balance commerciale de la R.F.A. vis-à-vis de ses partenaires européens, qui pourrait les inciter à prendre des *mesures de sauvegarde, il* n'est pas impossible qu'à Bonn on se soit d'ores et déjà résigné à l'inévitable. En cas d'échec de M. Kohl, le *réajustement* en question sera retardé de plusieurs mois, et encore cela n'est pas totalement sûr. Dans l'immédiat, la Banque fédérale d'Alle*magne a dû encore soutenir* les autres monnaies du S.M.E., ce qui l'a conduite à créer des liquidités et l'a incitée à ne pas renouveler la mise à disposition de l'économie des 6 mil*liards de deutschemarks injectés il* y a trois semaines pour une courte période.

Quant à la France, elle est en position d'attente, position qui risque de devenir un peu plus inconfortable la *semaine prochaine*, l'annonce d'un déficit commercial de près de 10 milliards de francs en janvier n'ayant été effectuée que vendredi en fin d'après-midi. Comme nous le disions dans *le Monde de l'économie* du 15 février dernier, la vive remontée des cours des matières premières *industrielles, notamment les métaux* non ferreux, n'est pas une bonne affaire pour le pays et, au cours du mois de janvier, elle a provoqué des achats d'anticipation.

La Banque de France continue à *défendre la parité centrale* de 2,8350 F pour 1 DM, la pointe la plus forte se situant désormais le jeudi ; ainsi, pour le 25 février, la Banque a, officiellement et publiquement, vendu *100 millions* de dollars, et, par d'autres circuits, environ 200 millions de deutschemarks, soit *un peu plus de 150 millions* de dollars. Selon certaines sources, les ventes réelles auraient atteint près *de 500 millions de dollars ce jour*, retombant à 100 millions de dollars la veille du week-end, et atteignant 600 à 800 millions de dollars pour la semaine, pour cette semaine comme pour la semaine précédente.

A ce sujet, notons que la France a remboursé, la première quinzaine de février, environ 7 milliards de francs, prêtés, antérieurement, en devises, par le Fonds européen de coopération monétaire. Les sommes nécessaires ont été prélevées sur les avoirs *du Fonds de stabilisation* des changes, lui-même alimenté par les emprunts à l'étranger. Cette opération n'a donc pas affecté le bilan de la Banque de France, ce qui prouve que ledit bilan, nous l'avons assez dit, est toujours exact, mais presque jamais complet : ce qui n'est jamais entré n'a *pas* à sortir.

Le repli de l'or

La baisse du prix du pétrole a passablement secoué les marchés de l'or, où le cours de l'once a brutalement chuté de 12 % environ, revenant de 503 dollars à 443 dollars à New-York. Le fléchissemnt des cours du brut va faciliter le recul de *l'inflation mondiale, et ainsi réduire* la demande de métal, dont le caractère de refuge contre l'érosion monétaire risque de se trouver affaibli. Par ailleurs, on redoute que les pays arabes producteurs de pétrole ne revendent une partie de l'or acquis il y a six ou huit ans. Ajoutons que les marchés à *terme, essentiellement* à New-York et à Chicago, semblaient mûrs pour un solide réajustement. Cela n'empêche pas la firme de courtage de matières premières Rudolph Wolff and Co de prédire, pour l'once d'or, des cours de 600 à 850 dollars cette année, et même 800 à 950 dollars au dernier trimestre, suivant l'évolution de la politique économique des Etats-Unis.

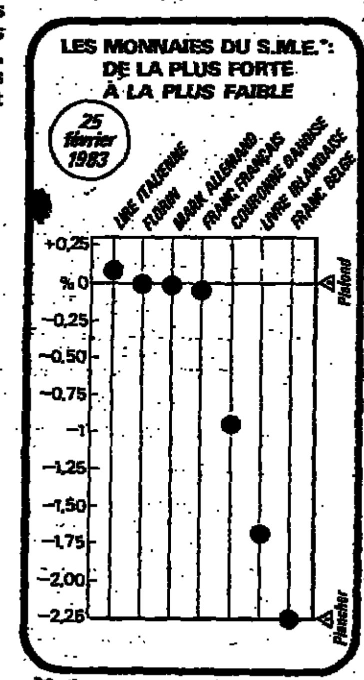
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 18 AU 25 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
New-York	1,5290	–	14,6198	49,2610	41,4679	2,1052	37,5516	0,0716
	1,5450	–	14,6896	50,1253	41,6666	2,1119	37,216	0,0723
Paris	10,4583	6,8400	–	336,94	283,64	14,4090	256,85	4,9032
	10,5175	6,8875	–	341,22	283,22	14,3764	256,78	4,9258
Zurich	3,1638	2,0300	29,6788	–	84,1779	4,1736	76,2298	1,4551
	3,0822	1,9250	29,3066	–	83,125	4,2133	75,2546	1,4437
Francfort	3,6871	2,4115	35,2559	118,79	–	5,0768	90,5537	1,7286
	3,708	2,4000	35,2559	120,30	–	5,0696	90,5318	1,7366
Bruxelles	72,6275	47,5000	6,9444	23,3990	19,6972	–	17,8370	3,4050
	73,1557	47,350	6,9556	23,7343	19,6291	–	17,8611	3,4261
Amsterdam	4,0717	2,6630	38,9332	131,18	110,42	5,6063	–	1,9089
	4,0958	2,6510	38,9438	132,88	110,45	5,5987	–	1,9182
Milan	2132,95	1395	203,94	687,19	578,47	29,3604	523	–
	2135,19	1382	203,01	692,73	575,83	29,1864	521,31	–
Tokyo	359,46	235,10	34,3713	115,81	97,4911	4,9494	88,2838	0,1683
	361,06	233,70	34,3380	117,14	97,374	4,9355	88,1554	0,1691

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 25 février, 2,9094 F contre 2,9129 F le vendredi 18 février.



*Système monétaire européen

Marché monétaire et obligataire

La baisse des taux reprend aux Etats-Unis

C'est fait ! La baisse des taux outre-Atlantique , attendue impatiemment et même un peu anxieusement depuis plusieurs semaines, a repris. Plusieurs grandes banques américaines, la Citibank, la Chemical Bank et la First National Bank de Chicago, ont ramené leur taux de base *(prime rate)* de 11 % à 10,50 %, le plus bas niveau observé depuis quatre ans, en fait depuis novembre 1978. Il est pratiquement acquis *que cette initiative va se* généraliser, ce qui lèvera, en grande partie, l'hypothèque pesant actuellement sur les milieux économiques et financiers, où certains redoutaient encore récemment non seulement un arrêt de la baisse des taux, mais, le cas échéant, l'éventualité d'une légère remontée.

Il faut dire que bien des facteurs militaient en faveur d'un tel abaissement. Certes, le président Reagan avait pu affirmer, en milieu de semaine, que c'était aux banques américaines et non à la Réserve fédérale (FED) de poursuivre la baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis. Le FED, *selon lui, a épuisé ses moyens* d'action et, en abaissant à nouveau son taux d'escompte, risquerait d'effrayer les marchés financiers qui, par-dessus tout, redoutent un retour à l'inflation, favorisé par un éventuel laxisme des autorités monétaires.

De son côté, le secrétaire au Trésor, M. Donald Regan, déposant devant le Congrès, accusait les banques de maintenir le taux de leurs crédits à des niveaux artificiellement élevés, pour compenser les pertes résultant d'une politique de prêts inconsidérée, notamment à l'étranger, accusation qui n'était pas dépourvue de tout fondement.

Enfin, M. Paul Volcker, *président* du FED, reconnaissait, jeudi, que les taux avaient été effectivement maintenus à des niveaux trop élevés par les banques : *« Il y a de la place pour un abaissement des taux de prêts à la consommation accordés par les établissements et ce, beaucoup plus rapidement qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent. Il en est de même pour leur taux de base, pour lequel le niveau de 10 % serait mieux approprié que celui de 11 % actuellement. »* Apparemment, M. Volcker a commencé à être entendu.

Ailleurs, le *statu quo a été* observé en Europe et, notamment, en France, où la Banque centrale a maintenu ses concours à 12,5 %, le loyer de l'argent au jour le jour *continuant à évoluer* un peu au-dessous de 13 %.

Léger essouflement du marché obligataire

Est-ce une impression, mais il semble qu'un léger essoufflement soit perceptible actuellement sur le marché obligataire. L'*emprunt* d'Etat a fini, certes, par se caser, mais au prix de quelques « colles » par-ci par-là, et le placement de celui du Crédit foncier de France (4 milliards de francs à 15 % en douze ans) s'effectue très lentement.

D'un côté, les investisseurs institutionnels *ont moins de disponibi*lités en ce moment, d'autant que la rumeur d'un emprunt spécial UNEDIC à eux réservé, comme l'année dernière, court à nouveau avec insistance : on parle de 10 milliards de francs et même plus, contre 6 milliards au début de 1982.

De l'autre, les 15 % offerts par le Crédit foncier, contre *15,10 %* la semaine dernière par les Charbonnages de France et le Crédit agricole, semblent un peu insuffisants aux souscripteurs. A 15,30 %, en revanche, les 250 millions de francs levés par la Marseillaise de crédit partent très bien.

Ajoutons *qu'un* problème va se poser très prochainement : les taux nominaux des émissions nouvelles se rapprochent de plus en plus des rendements obtenus sur le marché secondaire des émissions anciennes, qui s'établissaient, en fin de semaine, à 14,92 %, contre 14,96 % il y a huit jours. Cela pour les emprunts du secteur public, genre Crédit foncier. De 14,92 % à 15 %, l'écart est devenu très faible, et il est probable qu'un petit « coup de pouce » sera nécessaire pour orienter à la baisse les rendements du marché secondaire et recreuser ainsi l'écart *nécessaire. Pour l'instant*, c'est une quasi-stabilité : 14,28 %, contre 14,22 % (et 14,23 % il y a quinze jours) en ce qui concerne les emprunts d'État à plus de sept ans, 14,36 %, contre 14,37 % pour ceux à moins de sept ans, et 15,53 %, contre 15,60 % pour ceux du secteur privé, selon les indices Paribas. Le « coup de pouce » viendra-t-il de l'étranger, à savoir les États-Unis via l'Allemagne ? C'est possible, et même souhaitable.

FRANÇOIS RENARD.

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

Semaine du 21 au 25 février 1983

L'étranger débarque

DÉJA sensible la semaine précédente, la progression des valeurs françaises s'est très nettement accentuée au cours de ces cinq séances qui coïncidaient avec le démarrage du nouvbeau terme et, sur sa lancée, le marché parisien a finalement gagné 3,75 %, après avoir progressé de 5,95 % et 3,76 % respectivement au cours des mois de janvier et février, au vu de l'indicateur instantané).

***« Voilà qui est de bon augure... et le mois boursier vient de commencer ! »*, faisait-on remarquer sous les colonnes, l'œil rivé sur Wall Street où l'indice Dow Jones des industrielles a enfin franchi la barre des 1 100 points jeudi pour établir un nouveau record historique : 1 121,81 points.**

Aux mêmes causes, les mêmes effets ; une fois n'est pas coutume et Paris paraît bien décidé à sortir un peu du sentiment de torpeur que lui attribuaient quelques esprits chagrins. *Il est vrai qu'on l'a aidé à se réveiller et il semble* bien que les sujets de sa Très Gracieuse Majesté aient *été* parmi les premiers à retraverser la Manche pour prendre position sur les marchés du palais Brongniart.

Non pas par « fair-play », bien sûr, et les boursiers à l'esprit volontiers cocardier n'ont jamais nourri la moindre illusion à cet égard. Si *« les Anglais débarquent »*, comme le signalait le sémaphore planté rue Vivienne, c'est tout simplement parce que la livre sterling faiblit, sous le poids du pétrole qui reflue de la mer du Nord. Avec une monnaie qui a bien du mal à décoller de son plus bas niveau depuis près de quatre ans, les Britanniques, dont la mobilité n'est pas la moindre des qualités en termes de placement financier, ont vite compris qu'il y avait plus à gagner en pariant sur une hausse potentielle des cours à Paris qu'à perdre sur des risques de change qui deviennent négligeables actuellement entre les devises des deux pays. Mardi et vendredi, les Allemands, à leur tour, ont fait leur apparition à Paris.

Tous font, d'abord, un raisonnement mathémathique : en cas de réajustement du système monétaitre européen au lendemain des élections prévues pour le 6 mars — à la fois en Allemagne fédérale (élections législatives) et en France (premier tour des élections municipales), — qui se traduirait par une réévaluation du mark et, peut-être, une dévaluation du franc, ils régleraient leurs achats actuels fin mars ou même fin avril avec un solide bénéfice de change... Ce regain d'intérêt pour les actions françaises s'est immédiatement traduit par un gonflement des transactions qui ont avoisiné les 200 millions de francs en fin de semaine sur les titres français négociés sur le marché *« à terme »*, le double ou presque des chiffres habituellement relevés par les *commis*.

Dans le même temps, un net rééquilibrage a été enregistré au détriment des valeurs étrangères et le retour en grâce *d'Air Liquide*, de *Michelin*, de Peugeot, d'A.D.G., de Maisons Phénix, pour ne citer que quelques titres, prouve bien que la Bourse de Paris n'est plus seulement aux mains de l'agro-alimentaire et *des sociétés avec pignon sur la* Cinquième Avenue.

Est-ce là le début d'une poussée décisive du marché ? Il est encore trop tôt pour l'affirmer (1), *mais les boursiers* fondent de sérieux espoirs sur cette catégorie bien particulière d'investisseurs qui n'ont nul besoin de permis de séjour pour se voir ouvrir toutes grandes les portes du Palais. Certains nourrissent quelques réticences : *« Quand les Anglais arrivent sur un marché, ce sont les meilleurs pour acheter, quand les Allemands leur emboîtent le pas, c'est que le mouvement est mûr... Mais dès que les Suisses passent la tête, c'est le signal qu'il faut vendre »*, rappelle ce familier de la corbeille, sans résister au plaisir de décocher une flèche contre les *« gnomes de Zurich »*.

La présence d'acheteurs étrangers n'est pas seule en cause. Toutefois, pour expliquer cette vive avance des cours, *« la guerre du pétrole »*, à laquelle se livrent depuis plusieurs jours les pays exportateurs et ses conséquences probables ont également joué un rôle important cette semaine. Le fait est que toutes les sociétés dépendant, peu ou prou, de *« l'or noir »* ont su tirer leur épingle du jeu à la lueur des torchères.

Ce fut notamment Peugeot qui a réussi à s'adjuger près de 15 % en deux séances seulement, entraînant Valéo et Michelin dans son sillage, la plupart des analystes estimant que la baisse désordonnée des prix du brut actuellement constatée — selon le Crédit suisse, ce recul peut aller jusqu'à *10 dollars* par *baril sans* conséquences *néfastes* pour le réseau bancaire international — doit aider à consolider la reprise économique qui se profile à l'horizon américain. *Dans ce cas-là, le secteur automobile sera* l'un des premiers à appuyer sur le champignon, estime-t-on. L'annonce, par Chrysler, de l'abandon du projet de construire une voiture de petite cylindrée avec Peugeot a aussi conforté le titre de la firme de Sochaux, les analystes notant au passage que le constructeur américain va rembourser prochainement à Peugeot, qui en a bien besoin, le prêt de 100 millions de dollars que ce dernier lui avait consenti.

Profitant de l'intérêt qu'elles suscitent dans l'esprit des investisseurs (et d'une réglementation qui permet d'échapper au « blocage » des dividendes sous réserve d'augmenter son capital), les sociétés poursuivent à un bon rythme les opérations de cette nature. Dans notre dernière édition, nous avancions *le chiffre de 1,4 milliard de francs* pour les seuls mois de janvier et février. En fait, le chiffre est un peu supérieur : 1,5 milliard de francs pour les augmenta*tions de capital recensées* au *Bulletin des annonces légales obligatoires* (BALO) pour les deux premiers mois de l'année sur la base des statistiques arrêtées au 21 février dernier (Le BALO du 28 courant ne comporte pas d'augmentation de capital très importante).

Le succès est indéniable, même si les quatre importantes opérations recensées au mois de janvier (B.S.N. Gervais-Danone, Moët-Hennessy, Générale des eaux et Immeubles de la Plaine-Monceau) totalisent déjà 1,38 milliard de francs. A titre de comparaison, le montant des augmentations de capital comptabilisé pendant cette même période de deux mois en 1982 représentait à peine 285 millions de francs.

SERGE MARTI.

(1) A la clôture de la séance de vendredi, les spécialistes n'avaient pas encore connaissance des « *mauvais* » résultats de l'inflation (0,9 % de hausse en janvier) et du commerce extérieur (9,6 milliards de francs de déficit pour le même mois).

Banques, assurances sociétés d'investissement

Locabail Immobilier annonce pour 1982 un résultat financier de 122,6 millions de francs accru de 13,7 %.

Pour la période sous revue, les engagements nouveaux de la société ont augmenté de 50 % à 357 millions de francs. Le dividende global est majoré de 34,05 F contre 30,40 F.

L'*U.C.B.* a dégagé un bénéfice net consolidé de 212 millions de francs en 1982, en augmentation de 25 % sur celui de 1981, mais un peu inférieur à ceux de 1978 et 1979, cela grâce à un accroissement de ses prêts atteignant 27 %. Le dividende global est maintenu à 15 F, les actionnaires ne devant recevoir qu'en 1983 l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour trois anciennes.

U.F.B et *Locabail* font état d'un bénéfice net consolidé de 98 millions de francs (+ 8 %). Le dividende global est maintenu à 15 F.

Cetelem a enregistré un résultat net consolidé en progression de 21 % en 1982, soit 66 F par action (167 millions de francs). Le montant des financements a augmenté de 27 %. Le montant du dividende global sera ramené de 15 F à 10,26 F sur un capital augmenté d'un tiers par attribution gratuite d'une action nouvelle pour trois anciennes en février 1981, selon les dispositions de la loi du 30 juillet 1982.

La Hénin va racheter 53 % du capital des *Domaines Cordier*, numéro un du négoce des vins à Bordeaux, avec 300 millions de francs de chiffre d'affaires en 1982 (dont 60 % à l'exportation) et 450 hectares de vignobles (châteaux Talbot et Gruaud-Larose, crus classés du Médoc, Lafaurie-Peyraguey, cru classé de sauternes, et le clos des Jacobins, en Bourgogne).

	25 fév.	Diff.
Bail Équipement	199	+ 11 (1)
B.C.T.	151,50	inch.
Cetelem	270	+ 39
Chargeurs Réunis	199,90	+ 9,40
Bancaire (Cie)	309	− 2
C.F.F.	426	− 4
C.F.I.	219	+ 6
Eurafrance	389	+ 11
Hénin (La)	340	+ 5
Imm. Pl.-Monceau	199	+ 1
Locafrance	240	+ 3
Locindus	*510*	+ 12
Midi	708	+ 30
O.F.P (Omn. Fin. Paris)	689	+ 36 (2)
Parisienne de résc.	392	+ 18
Prétabail	640	+ 6
Révillon	525	+ 18
Schneider	96	+ 1,9
U.C.B.	164	+ 17

(1) Compte tenu d'un droit de 17 F.
(2) Compte tenu d'un droit de 130 F.

Bâtiment, travaux publics

Les revenus de la maison mère Lafarge-Coppée se sont élevés à 365 millions de francs en 1982 contre 346 millions de francs en 1981, compte non tenu des provisions et des pertes de certaines filiales, annoncées précédemment.

	25-2-83	Diff.
Auxil. d'entreprises	880	− 23
Bouygues	739	+ 2
Ciment Français	171	+ 21
Dumez	665	− 49 (1)
J. Lefebvre	154	+ 0,50
Générale d'Entrepr.	130,20	− 23,30
G.T.M.	377	+ 6,90
Lafarge	258	+ 2,70
Maisons Phénix	370	+ 11
Poliet et Chausson	296	+ 16
S.C.R.E.G.	111	+ 0,20

(1) Compte tenu d'un droit de 334 F.

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	25/2/83	Diff.
4 1/2 % 1973	2 042	− 28
7 % 1973	8 650	− 640
10,30 % 1975	88,75	+ 0,25
P.M.E. 10,6 % 1976	87,50	+ 0,10
8,80 % 1977	105,50	− 0,60
10 % 1978	85,95	+ 0,15
9,80 % 1978	85,10	inchangé
8,80 % 1978	86	+ 0,20
9 % 1979	80,40	− 0,40
10,80 % 1979	87,60	+ 0,40
12 % 1980	95,65	+ 0,25
13,80 % 1980	98,60	+ 0,20
16,75 % 1981	106,50	+ 0,15
16,20 % 1982	106,30	+ 0,50
16 % 1982	*104,70*	+ 0,62
15,75 % 1982	103,85	+ 0,55
C.N.E. 3 %	2 995	− 41
C.N.B. bq. 5 000 F.	99,10	− 0,20
C.N.B. Paribas 5 000 F	99,10	− 0,20
C.N.B. Suez 5 000 F	99,30	inchangé
C.N.I. 5 000 F	*99,10*	− *0,10*

Mines, caoutchouc, outre-mer

Les comptes provisoires de *la* société PENARROYA se traduisent, en 1982, par une perte de 380 millions de francs, après *205* millions de francs d'amortissements et de provision, contre un profit de *26 millions de francs en 1981*.

Au niveau du groupe, en raison, notamment, du niveau très déprimé *des cours des principaux métaux*, notamment le zinc, la perte totale passe de 58 millions de francs en 1981 à 470 millions de francs en 1982.

« Après analyse de la situation, le conseil d'administration, qui n'escompte pas un redressement rapide des métaux, a estimé nécessaire de rechercher tous les concours utiles à la restructuration des fonds propres de la société ». Après décodage, cela veut dire « coup d'accordéon », c'est-à-dire réduction, puis une augmentation du capital.

	25-2-83	Diff.
Géophysique	900	+ 41
Imétal	52,90	− 1,10
Michelin	*830*	+ *102*
M.M. Penarroya	50,50	+ 1
Charter	32,10	− 1,40
INCO	119,40	+− 6,20
R.T.Z.	71,90	+ 0,20
Z.C.I.	3,45	− 0,04

Produits chimiques

	25-2-83	Diff.
Institut Mérieux	678	+ 18
Laboratoire Bellon	323,80	+ 38,80
Nobel-Bozel	12,20	+ 0,15
Roussel-Uclaf	278	+ 22,90
B.A.S.F.	479	+ 19,20
Bayer	470	+ 22
Hoechst	486	+ 22
I.C.I.	51,40	+ 0,55
Norsk-Hydro	346,50	− 34,50

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 18 fév.	*Cours 24 fév.*
Or fin (kilo en barre)	110 300	102 600
— (kilo en lingot)	110 000	102 250
Pièce française (20 fr.)	736	695
Pièce française (10 fr.)	415	415
Pièce suisse (20 fr.)	743	681
Pièce latine (20 fr.)	694	650
● Pièce tunisienne (20 fr.)	645	655
Souverain	839	800
Souverain Elizabeth II	844	840
● *Demi-souverain*	421	425
Pièce de 20 dollars	4 500	3 905
— 10 dollars	1 870	1 865
● — 5 dollars	1 002	1 002
— 50 pesos	4 390	4 130
● — 20 marks	812	
— 10 florins	703	688
● — 5 roubles	450	

Métallurgie construction mécanique

Le chiffre d'affaires consolidé de *Valéo* pour 1982 progresse de 13,6 % à 7,8 milliards de francs.

POCLAIN va augmenter son capital de 252 millions de francs par émission de 2,52 millions d'actions de 100 F, émises à 100 F, dont 10 % serait réservées à la firme ARABIAN AUTO AGENCY, agent de la société en Arabie Saoudite. La part de l'américain TENNECO restera inchangée à 40 %, celle des banques augmentant, avec une augmentation de *leur* concours à moyen et court terme.

	25 fév.	Diff.
Alspi	67	+ 1
Amrep	750	− 50
Avions Dassault-B.	427	− 3
Chiers-Châtillon	13,85	− 0,05
Creusot-Loire	55,60	− 0,55
De Dietrich	285	+ 26
FACOM	588	+ 3,30
Fives-Lille	152,90	− 0,90
Fonderie (Générale)	20,40	− 1
Marine-Wendel	56	− 0,70
Métal. Normandie	9,30	+ 13
Penhoët	320	− 27,60
Peugeot S.A.	165,80	+ 4
Poclain.	100	+ 1
Pompey	97	inchangé
Sacilor	12,95	+ 1
Sagem	1 150	+ 60
Saulnes	15	− 1
Saunier-Duval	30	− 0,50
Usinor	1,80	inch.
Valéo	247,90	24,1
Vallourec	95,50	+ 2,8

Pétroles

L'année écoulée n'a pas été un bon cru pour le groupe norvégien *Norsk Hydro*. Son résultat après impôts (mais avant ajustements) chute de 21,7 % pour revenir à 770 millions de couronnes pour un chiffre d'affaires accru de 17 % à plus de 20 milliards de couronnes, les activités pétrochimiques ont été fortement déficitaires. Le dividende sera de 14 couronnes contre 11,90 couronnes.

	25/2/83	Diff.
Elf-Aquitaine	*117,50*	+ 2,50
Esso	200	+ 10,50
Francarep	275,10	− 17,40
Pétroles française	142,50	+ 5
Pétroles B.P.	45,70	+ 2,50
Primagaz	245	+ 21
Raffinage	114,50	+ 10,50
Sogerap	292	+ 2,50
Exxon	258	− 2,50
Petrofina	817	− 5
Royal Dutch	309	− 19,50

Mines d'or, diamants

Selon le groupe *De Beers*, les ventes mondiales en volume de bijoux montés avec des diamants ont atteint en 1982 le chiffre record de 33 millions de pièces contre 32 millions l'année précédente. Le numéro un mondial du diamant précise toutefois qu'en valeur le chiffre d'affaires a légèrement baissé en raison des remises accordées par les *détaillants* pour attirer la clientèle.

	25-2-83	Diff.
Amgold	1030	− 75
Anglo-American	161	− 10,50
Buffelsfontein	512	− 54
De Beers	65	− 2,30
Driefontein	293	− 25
Free State	426	− 59
Goldfields	69,50	− 3,55
Gencor	230,20	− 34,80
Harmony	194,50	− 30
Président Brand	430	− 43
Randfontein	1340	− 56
Saint-Helena	395	− 36,50
Western Deep	520	− 43
Western Holding	480,10	− 39,90

Valeurs diverses

La *Sanofi*, filiale d'*Elf-Aquitaine*, a réalisé en 1982 un chiffre d'affaires consolidé de 7,78 milliards de francs, en augmentation de 17,3 % sur le précédent, dont 3,54 milliards (plus 23,2 %) à mettre au compte de l'exportation et des filiales étrangères. Les secteurs les plus perfomants ont été la parfumerie-cosmétologie (plus 25,2 %, à 2,08 milliards de francs) et la santé animale (plus 23,4 %, à *521 millions de francs*), *la pharma*cie progressant de son côté de 16,7 % (3,8 milliards de francs) *tandis que le secteur pharmacie* et médico-hospitalier croissait de 14,5 % (764 millions de francs), l'*activité chimie-arômes baissant de* 3,4 % pour sa part, à 547 millions de francs.

	25-2-83	Diff.
Agence Havas	525	+ 20
A.D.G.	235	+ 46
L'Air Liquide	443,50	+ 27
Arjomari	166,10	+ 10,10
Bic	435	+ 21
Bis	199,50	+ 8,50
Club Méditerranée	523	+ 16
Essilor	735	+ 40
Europe 1	664	− 6
Gle Ind. Part.	*250*	− *8*
Hachette	813	+ 13
J. Borel Int.	130	+ 1
Oréal (L')	1 169	+ 60
Navigation Mixte	134	+ 0,30
Nord-Est	58,50	+ 6,40
Presses de la Cité	900	+ 20
Skis Rossignol	738	+ 2
Sanofi	312,90	+ 25,90
U.T.A.	210	+ 25

Matériel électrique services publics

	25 fév.	Diff.
Alsthom-Atlantique	144,40	+ 5,5
C.E.M.	27,10	+ 0,10
CIT-Alcatel	837	+ 7
Crouzet	161	+ 6
Générale des Eaux	261	+ 10
Intertechnique	960	+ 100
Legrand	1 740	+ 60
Lyonnaise des Eaux	464,80	+ 9,80
Machines Bull	43,50	+ 0,60
Matra	1190	+ 58
Merlin-Gérin	636	− 28
Moteur Leroy-Somer	....	530
+ 13		
Moulinex	76,60	+ 1
P.M. Labinal	217,50	− 17,50
Radiotechnique	355	+ 29
S.E.B.	251	− 10
Signaux	605	+ 10
Téléméc. Electrique	956	+ 26
Thomson-C.S.F.	183,50	+ 1,70
I.B.M.	904	+ 26
I.T.T.	293	+ 8,5
Schlumberger	373,50	− 5,5
Siemens	1040	+ 55

Filatures, textiles, magasins

	25-2-83	Diff.
André Roudière	48,50	− 2,50
F.F. Agache-Willot	79	+ 11,30
B.H.V.	108,50	− 0,50
C.F.A.O.	447,50	+ 0,50
Damart-Serviposte	752	+ 42
Darty	738	+ 10
D.M.C.	34,20	+ 4,90
Galeries Lafayette	144,20	− 3,30
La Redoute	910	+ 53
Nouvelles Galeries	73,40	+ 1,40
Printemps	119	+ 6
S.C.O.A.	25,95	+ 1,25

La firme Sodexho sera introduite le 2 mars au second marché, à 1 400 F

L'un des principaux groupes français de restauration collective, la société Sodexho, va faire son entrée le 2 mars prochain à la Bourse de Paris où elle va accéder, dans un premier temps, au second marché *avant* de prendre la route de la cote officielle, sans doute à la fin de *l'année ou au début de 1984*.

A cet effet, 356 400 actions de 100 F nominal seront introduites ce jour-là, un chiffre qui devait passer à 365 247 actions Sodexho dès le 7 mars après l'émission et la remise aux ayants droit des actions Sodexho destinées à rémunérer *les apports d'actions* Jacques Borel International, soit 7,94 % des 365 247 actions qui compo*seront* alors le capital de la firme de M. Pierre Bellon.

Les actionnaires, qui sont prêts à mettre 10 % du capital dans le public, ont indiqué aux introducteurs qu'ils n'entendaient pas céder ces titres à un prix inférieur à 1 400 F, la *Chambre syndicale des agents* de change ayant fixé de son côté à 7 % environ la variation de cours susceptible d'être pratiquée le 2 mars.

Bien connue du grand public depuis qu'elle s'est lancée dans une longue bataille boursière, pour fusionner avec la société Jacques Borel International (laquelle s'est, depuis, adossée au groupe Novotel), la Sodexho a réalisé en 1981-1982 un bénéfice net (part du groupe) de 44,1 millions de francs sur un volume d'affaires consolidé de 2,67 milliards de francs.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	21 févr.	22 févr.	23 févr.	24 févr.	25 févr.
Terme	167 998 075	217 685 848	286 613 085	328 005 702	304 476 910
Comptant R. et obl.	943 742 369	865 065 760	746 588 080	876 025 269	1 306 050 282
Actions	135 984 097	137 476 758	173 131 474	152 305 495	183 555 881
Total	1 247 724 541	1 220 228 366	1 206 332 639	1 356 336 466	1 793 083 073
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1981)					
Franç.	106,7	108	108,2	109,4	—
Étrang.	112,4	112,8	109,1	109,8	—
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1981)					
Tendance	110,3	111,8	111,8	112,9	113,5
(base 100, 31 décembre *1981*)					
Indice gén.	105,5	106,3	106,6	107,4	—

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Au plus haut

Après *plusieurs tentatives avortées*, Wall Street a, enfin, réussi à battre ses records historiques, l'indice Dow Jones parvenant à déborder la barre de 1 100, terminant la semaine à 1 120,44, en gain de plus de 28 points.

La semaine avait pourtant mal commencé pour la Bourse de New-York : mardi, au lendemain du chômage pour la fête de Washington, la baisse des prix du pétrole avait entraîné un repli sensible des cours, sur la crainte d'une guerre des tarifs entre producteurs de brut, avec des conséquences catastrophiques pour le système bancaire international. Puis cette crainte s'est atténuée, et le marché a repris le dessus, estimant que le fléchissement du prix du brut serait, en définitive, bénéfique pour les économies.

Par ailleurs, les milieux financiers ont accueilli *avac faveur* l'annonce d'une augmentation de 4,5 % des commandes de biens durables en janvier, un bond de 15,5 % des ventes de maisons particulières pendant le même mois, une hausse des prix de détail de 0,2 % seulement au début de l'année et un abaissement de *0,50 % du taux de base des banques*.

Parmi les titres les plus favorisés, relevons General Electrix et I.B.M.

	Cours 18 févr.	Cours 25 févr.
Alcoa	32 1/4	34 1/2
A.T.T.	67 3/4	68 3/8
Boeing	35 1/2	36 5/8
Chase Man. Bank	49	48 1/4
Du Pont de Nem	39 3/4	*40 1/8*
Eastman Kodak	86 7/8	88 3/4
Exxon	29 3/8	29 3/4
Ford	40 5/8	39 3/8
General Electric	101 3/4	108 1/2
General Foods	39 1/8	39
General Motors	61 3/4	61 1/2
Goodyear	30	31 3/8
I.B.M.	98 3/8	100 1/4
I.T.T.	31 3/4	32 3/8
Mobil Oil	27 3/8	27 1/8
Pfizer	70 1/2	70 1/2
Schlumberger	43 3/4	42 1/4
Texaco	32	32
U.A.L. Inc.	34 1/8	34 1/8
Union Carbide	*59*	60 5/8
U.S. Steel	22 3/8	22 3/8
Westinghouse	44 5/8	47 7/8
Xerox Corp	38	39

LONDRES

Déprimé

La baisse du prix du pétrole et celle de la livre sterling, au plus bas depuis cinq ans par rapport au dollar, ont déprimé la Bourse de Londres cette semaine. Très logiquement, les valeurs pétrolières *ont été les plus affectées*. Quant aux mines d'or, elles ont fortement fléchi en fin de semaine, en laison avec la chute des cours du métal.

L'indice des valeurs industrielles du Financial Times est revenu de 645,9 à 639,2 et celui des mines d'or de 706,5 à 626,7.

	Cours *18 févr.*	Cours *25 févr.*
Beecham	358	368
Bowater	183	195
Brit. Petroleum	322	302
Charter	241	230
Courtaulds	87	87
De Beers (*)	7,85	7,40
Dunlop	46	45
Free State Geduld*	56	48 1/2
Glaxo	720	730
Gt. Univ. Stores	545	545
Imp. Chemical	384	378
Shell	444	416
Unilever	780	785
Vickers	121	118
War Loan	34 1/8	33 5/8

(*) En dollars

FRANCFORT

Nouvelle avance

La perspective d'une reprise de l'économie plus précoce que prévue, et les bonnes nouvelles en provenance des États-Unis ont provoqué une nouvelle avance des cours, à leur niveau le plus élevé depuis trois ans.

	Cours 18 févr.	Cours 25 févr.
A.E.G.	29	38,50
B.A.S.F.	128,30	128,90
Bayer	124,80	126,50
Commerzbank	131,50	139
Deutschebank	*270*	*277,50*
Hoechst	130,30	130,90
Karstadt	203,80	223,50
Mannesman	147,70	156,50
Siemens	274	278,80
Volkswagen	175,50	176

TOKYO

Irrégulier

Le marché s'est montré irrégulier, comme la semaine précédente, avec une baisse sensible en début de semaine après l'annonce d'une réduction du prix du pétrole, puis *un vif redressement*, en liaison avec celui de Wall Street, et, enfin, des ventes bénéficiaires à la veille du week-end.

L'indice Dow Jones a perdu 1,73 yen à 8 046,58 yen, mais l'indice général a gagné 1,55 point à 589,15.

	Cours 18 fév.	Cours 25 fév.
Akaï	435	428
Bridgestone	467	464
Canon	1 100	1 140
Fuji Bank	500	500
Honda Motors (*)	894	794
Matsushita Electric	1 140	1 180
Mitsubishi Heavy	219	216
Sony Corp	3 160	3 150
Toyota Motors	980	984

(*) Ex-droit.

Le Monde

UN OBJECTIF POUR M. RALITE

Mieux maîtriser les dépenses de santé dans les hôpitaux

« *L'hôpital français est en train de naître à l'économie* ». Par cette formule, M. Jack Ralite a résumé le sens des « *journées d'économie hospitalière* » qui ont eu lieu au ministère de la santé les jeudi 24 et vendredi 25 février, réunissant plusieurs centaines d'administrateurs d'hôpitaux, de médecins, de travailleurs sociaux et d'industriels.

Le ministre a souligné que « *la mise en place progressive des départements à partir du 1er janvier 84* » donnerait « *une dimension nouvelle à la vie hospitalière* ». Ce système permettra notamment d'affiner la répartition des malades, dès leur admission, vers les équipes adaptées à leur cas, et d'harmoniser, par « *le département d'information médicale qui gérera un dossier médical unique* » pour chaque malade (quel que soit l'état de son traitement), « *le développement de l'informatique médicale et celui de l'informatique de gestion* ».

D'autre part, a rappelé le ministre de la santé, une réforme de la planification hospitalière sera prochainement soumise au Parlement, réforme qui « *rendra nécessaire l'élaboration d'un plan et de schémas directeurs pluriannuels dans les régions* ». Les directeurs d'hôpitaux devront fournir, pour chaque achat d'équipement, des dossiers comportant le détail des frais de fonctionnement qui leur seront liés.

Cette optique nouvelle repose sur l'idée selon laquelle « *nous n'avons pas une vision étroitement et exclusivement financière de la gestion du système de santé* ». « *Mais nous n'en savons pas moins,* a souligné M. Ralite, *que la maîtrise des dépenses de santé répond d'abord à un acte de solidarité* », orientation dont témoignera, dès le 1er janvier 1984 le passage à la « *dotation globale* ». Avant l'été, a encorqe noté M. Ralite, une conférence devra avoir lieu, dans chaque hôpital, à propos du budget global. Les établissements devront, en outre, tenir annuellement des réunions consacrées aux principaux aspects de la gestion hospitalière et de la reconquête du marché intérieur.

Enfin, a souligné le ministre, une meilleure maîtrise des coûts suppose un développement des formules d'alternative à l'hôpital : « *En psychiatrie, nous sommes en train d'étudier avec le ministre des affaires sociales, des critères incitatifs aux traitements ambulatoires.* » Des alternatives à l'hôpital seront aussi encouragées en pédiatrie, en cancérologie, en gérontologie et en rhumatologie, a indiqué M. Ralite.

CLAIRE BRISSET.

POUR LA PREMIÈRE FOIS

Une compagnie charter est autorisée à desservir la Réunion

Une compagnie privée française de transport aérien à la demande, Point Air, basée à Mulhouse, vient d'obtenir l'autorisation d'assurer des vols à destination de l'île de la Réunion, au départ de Bâle-Mulhouse. Point Air est la première compagnie à entamer le monopole d'Air France entre la métropole (en dépit de certaines frictions administratives, l'aéroport de Bâle-Mulhouse est, quand même, à moitié français) et les départements d'outre-mer, privilège qui avait été refusé à la fin de l'an passé à une autre compagnie de charters, Minerve.

Cette dernière était accusée de vouloir « écrémer » le trafic franco-réunionnais du transporteur national, qui représente à peu près 140 000 passagers par an. L'attitude traditionnelle d'Air France était claire : elle ne respecterait ses obligations de service public (fréquences nombreuses en toutes saisons aboutissant souvent à des surcapacités en sièges offerts, absorption des pointes saisonnières...) que pour autant qu'elle puisse conserver les bons « segments » du trafic ; dès lors qu'on lui enlevait ces derniers, elle ne se considérait plus liée par une quelconque servitude.

Cette attitude inflexible a toujours été bien comprise par les ministres des transports successifs. Le refus de donner des droits de trafic à Minerve était la dernière de ces péripéties. Point Air a donc présenté à l'administration un dossier différent en promettant de ne pas transporter uniquement des passagers métropolitains ou réunionnais, mais en allant chercher dans les pays limitrophes (R.F.A., Suisse) des clientèles qui, jusque-là, s'adressaient à des compagnies étrangères. Le transporteur mulhousien ne détournera donc pas du trafic au détriment d'Air France mais apportera, au contraire, un supplément de trafic sur cette liaison. L'administration a été sensible aux avantages de cet afflux de clientèle pour la balance des paiements et pour le développement touristique de l'île.

Toute méfiance n'étant pas pour autant dissipée, Point Air, dont les vols commenceront le 12 juillet, se voit imposer des conditions d'exploitation assez draconiennes. L'autorisation n'est, d'abord, valable qu'à titre expérimental et pour un vol par quinzaine. Ensuite, les D.C.-8 de Point Air devront transporter, dès le début, au moins 50 % d'étrangers, et 70 % au bout de six mois. Enfin, la compagnie se voit interdire de commercialiser des billets qui ne seraient pas assortis de séjours sur place. Le non-respect de l'une de ces clauses entraînerait, pour Point Air, le retrait immédiat de son habilitation. Libéralisation, certes, mais sous surveillance... — J. S.

DÉMENTANT LES AFFIRMATIONS AMÉRICAINES

Le GATT juge régulières les ventes de farine de la Communauté

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les exportations de farine de la Communauté au cours des dernières années ont été effectuées conformément aux règles du GATT. Les reproches formulés par les Etats-Unis à l'égard de la Communauté ne sont pas fondés. Tel est l'avis que vient de donner l'instance d'arbitrage constituée au sein du GATT à la demande des Etats-Unis. C'est là, pour ceux-ci, un échec d'autant plus cuisant que l'exemple qu'ils mettent le plus souvent en avant, pour critiquer la politique de subventions agricoles à l'exportation pratiquée par la C.E.E. et justifier leur propre offensive commerciale sur les marchés agricoles internationaux, est précisément celui de la farine.

Le GATT considère que la Communauté ne s'est pas attribué, grâce à ses subventions, une « *part inéquitable* » du marché mondial de la farine. Le cas des dix-sept marchés cités en exemple par les États-Unis a été examiné : nulle part, les experts genevois n'ont constaté de déplacement des échanges au profit de la C.E.E. et au détriment des Etats-Unis. En outre, rien ne démontre, selon l'instance en question, que les subventions pratiquées par la C.E.E. aient provoqué une chute anormale des cours mondiaux.

Ce sera bientôt au tour des Etats-Unis de faire l'objet des investigations du GATT, puisque la Communauté a porté devant cette institution le cas récent de l'exportation à bas prix par les Américains de 1 million de tonnes de farine vers l'Egypte. La première phase de la procédure, qui prévoit des consultations, c'est-à-dire la confrontation des thèses des deux parties dans l'idée de parvenir éventuellement à une conciliation, aura lieu le 2 mars. En cas d'échec, probable, de ces consultations, la Communauté devrait logiquement demander à son tour la constitution d'une instance d'arbitrage. — Ph. L.

Le Brésil obtient un rééchelonnement de sa dette extérieure et un prêt de 4,4 milliards de dollars

Le Brésil a obtenu le 25 février de la part de diverses banques commerciales internationales un prêt de 4,4 milliards de dollars ainsi qu'un rééchelonnement pour quatre milliards de dollars de sa dette extérieure, sur les huit prochaines années. Le F.M.I., pour sa part, pourrait donner son accord officiel le 28 février à l'octroi d'un prêt de 5,5 milliards de dollars (*le Monde* du 25 février). Enfin le Brésil a obtenu de banques centrales un crédit de relais de 1,2 milliard de dollars et un financement d'urgence du gouvernement américain pouvant aller jusqu'à 1,5 milliard de dollars.

Enfin M. Carlos Langoni, gouverneur de la Banque centrale brésilienne, a annoncé vendredi 25 février que les U.S.A. pourraient verser un crédit supplémentaire à court terme de 400 millions de dollars, qui permettrait au Brésil de « tenir » pendant deux semaines en attendant le versement du prêt bancaire promis ce même vendredi. Le département du Trésor américain a démenti cette dernière information.

Le Brésil a une dette extérieure très importante, évaluée officiellement à 84 milliards de dollars. Le montage des crédits annoncé, après des négociations difficiles et suivant la dévaluation de 30 % du cruzeiro le 18 février, devrait permettre au Brésil d'assainir la situation.

L'animateur du « Feuilleton du Coral » a été écroué

Quarante-huit heures après la mise en liberté de M. Claude Sigala, animateur du Coral, M. Jean Lapeyrie, animateur du Comité d'action prison-justice (C.A.P.J.), directeur de la publication *le Feuilleton du Coral*, a été placé sous mandat de dépôt, le 25 février. La Fédération anarchiste a protesté contre cette décision qui, selon elle, prouve que « *la justice entend bien déstabiliser toutes les organisations et personnes qui œuvrent à éclairer l'opinion publique sur le véritable rôle pédagogique des lieux de vie et l'innocence des inculpés du Coral* ».

Agé de cinquante et un ans, M. Lapeyrie est secrétaire du cabinet de Me Elisabeth Auerbacher, avocate de M. Sigala dans l'affaire du Coral. Il a été placé sous mandat de dépôt par M. Jean Gourlet, premier juge d'instruction à Paris, et incarcéré à la prison de la Santé. M. Lapeyrie avait été inculpé, le 10 février, de violation du secret de l'instruction en tant que directeur de la publication *le Feuilleton du Coral ou la mort du secret* et en raison d'une lettre adressée à M. Michel Salzmann, juge d'instruction, où il écrivait notamment : « *Le juge Michel et le juge Renaud ont été assassinés. Pour vous, ce sera pire : vous vivrez votre propre assassinat.* » (*le Monde* du 12 février). Selon Me Auerbacher, elle-même inculpée pour avoir divulgué des pièces du dossier, M. Lapeyrie, qui avait été placé sous contrôle judiciaire, avait pour obligation de cesser toute activité professionnelle et salariale, conformément à la loi de 1975 sur les modalités du contrôle judiciaire.

En outre, un réquisitoire supplétif du parquet contraignait M. Lapeyrie à arrêter la publication du *Feuilleton du Coral*. Dans ses cinq premiers numéros, ce *Feuilleton*, diffusé à plusieurs centaines d'exemplaires, a notamment mis en en cause M. Jean-Pierre Rosenczveig, chargé de mission au secrétariat d'État chargé de la famille et ancien juge pour enfants au tribunal de Versailles. Dans le numéro 4, M. Sigala écrivait : « *Le 12 septembre 1982* (à la veille de l'arrestation du responsable du Coral), *j'ai eu Jean-Pierre au téléphone, qui m'a dit savoir que depuis une semaine se trame quelque chose autour du Coral, mais qu'il n'a pas pu m'appeler ! Que, de toute façon, il me soutiendrait et qu'il est lui-même impliqué.* » : Dans le numéro 6, on peut lire, sous le titre « Rosenczveig et le Coral », « *Assez de faux-fuyants, Jean-Pierre Rosenczveig est l'exemple-type de l'empoisonnement dramatique du dossier du Coral. Il se tait ? Tant pis, nous parlerons pour lui ! Dans l'*« Élite rose », *Jean-Pierre Rosencveig est présenté comme un combattant anti-secret de la justice ? Aujourd'hui, par son silence, il se place comme notre adversaire.* »

Le parquet, sans excessive sévérité à l'encontre de M. Sigala — il a constamment requis sa mise en liberté, — n'a pas toléré une publication qui, selon lui, violait trop ouvertement le secret de l'instruction. Les défenseurs du Coral, malgré l'incarcération de M. Lapeyrie, auraient l'intention de publier cependant un sixième numéro du *Feuilleton*. — C. C.

LES CONFLITS DE L'AUTOMOBILE

Des appels à la négociation

La fin de semaine a été agitée aux usines Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) et Renault à Flins (Yvelines). Mais les diverses manifestations du 25 février ont été accompagnées d'un appel à la négociation.

Chez Citroën, le 25 février, sept des huit ouvriers licenciés par la direction (dont quatre délégués) sont pour la deuxième fois revenus à leur poste de travail escortés par les cégétistes. Des huissiers appelés par la direction ont constaté les faits. De leur côté, quelques centaines d'agents de maîtrise et d'ouvriers professionnels (neuf cents selon la direction) ont signé une pétition pour protester contre la présence des licenciés, menaçant de « *mettre en œuvre des actions appropriées* » s'ils ne sont pas « *écoutés* ».

Chez Renault, après la transmission à l'inspection du travail le 24 février des demandes de licenciement à l'égard de trois délégués cédétistes, la C.F.D.T. a appelé à un débrayage le 25, — la C.G.T. pour sa part le limitant à deux heures. — Le mouvement, partiellement suivi, a entraîné un ralentissement de la production et ne devrait pas être reconduit avant la décision de l'inspection du travail. Chez Renault à Sandouville (Seine-Maritime), une pétition a recueilli plus de deux mille signatures selon la C.F.D.T. pour demander la réintégration des licenciés de Flins.

Au niveau national, ces conflits de l'automobile, continuent de provoquer des déclarations. Pour M. André Sainjon, secrétaire général de la C.G.T., « *le raisonnable, c'est la négociation* ». M. Paul Marchelli, délégué général de la confédération française de l'encadrement C.G.C. estime que l'annulation des licenciements signifierait que « *le bon droit dans les entreprises appartient maintenant à ceux qui manient la faucille et le gourdin* ».

UNE BAISSE DES PRIX DU PÉTROLE EST UNE BONNE CHOSE POUR LA FRANCE affirme M. Hervé

Une baisse des prix du pétrole présente pour la France « *de grands avantages à condition qu'elle ne soit pas trop forte ni brutale, car elle risquerait de déstabiliser les échanges économiques internationaux* » a déclaré M. Hervé, ministre délégué chargé de l'énergie le 25 février à Lille. Pour le ministre, le prix du pétrole « *ne peut, à terme, qu'augmenter : ceci est conforme à la situation géologique et à la rationalité économique* ». « *La maîtrise de l'énergie est donc, à terme, le seul facteur de baisse durable des prix du pétrole* ».

M. Hervé a fait cette déclaration alors que les ministres des pays producteurs de pétrole — membres ou non de l'OPEP — multiplient les prises de contact pour éviter une guerre des prix. Après avoir participé à des discussions à Paris avec les ministres d'Algérie, du Koweït et du Mexique, M. Calderon Berti, ministre vénézuélien qui a fait un détour de quelques heures par la Norvège, s'est rendu à Ryad où il doit rencontrer le cheikh Yamani le 26 février. Le Mexique a confirmé d'autre part l'ajournement de toute décision sur la réduction des prix de son pétrole.

● RECTIFICATIF. — La séquence, intitulée « Coup de colère », qui devait être réservée à M. Daniel Mayer, dans le magazine « Résistances » du 24 février, sur A 2, n'a pas été retirée de la diffusion, contrairement à ce que nous avons écrit (*le Monde* du 26 février), pour la bonne raison que M. Daniel Mayer, informé de son imminente nomination à la présidence du Conseil constitutionnel, avait renoncé, au dernier moment, à l'enregistrer.

EN ESPAGNE

Accord salarial dans le secteur public

De notre correspondant

Madrid. — Après le pacte social signé au début du mois entre patronat et syndicats, et qui définit les grandes lignes de la politique salariale pour 1983 dans le secteur privé, le gouvernement a obtenu, malgré la crise, un nouveau répit sur le plan social, dans la fonction publique cette fois. A l'issue d'un mois de négociations difficiles, il est parvenu le vendredi 25 février à un accord avec les trois syndicats majoritaires dans le secteur public.

C'était la première fois que l'Etat négociait globalement avec les représentants des travailleurs les hausses de salaire à accorder à un million et demi de fonctionnaires. L'accord s'est réalisé sur la base d'une augmentation globale de la masse salariale de 12 %, le taux prévu pour l'inflation en 1983. Mais la hausse ne sera pas directement proportionnelle aux rétributions et bénéficiera davantage aux travailleurs du bas de l'échelle, afin de réduire quelque peu l'éventail des rémunérations. Le salaire minimum dans la fonction publique sera sensiblement relevé, tandis que l'augmentation prévue pour le sommet de la hiérarchie est de 9,5 %. Les socialistes recourent ainsi à la même stratégie de redistribution interne déjà appliquée pour les retraites.

D'autre part, le gouvernement a décidé de bloquer les salaires des hauts fonctionnaires des organismes autonomes de l'État qui, à qualification égale, percevaient davantage que leurs homologues de l'administration centrale. C'est une mesure destinée à corriger certains abus enregistrés au sein des banques de l'État ou de l'INI (Institut national d'industrie), qui regroupe les entreprises du secteur public.

Les syndicats n'ont pas réussi à obtenir la possibilité d'un réajustement salarial en cours d'année si la hausse réelle des prix venait à dépasser le taux prévu (la négociation collective en Espagne est basée sur l'inflation future prévue et non pas passée). Le gouvernement s'y est refusé, mais a laissé entendre qu'il pourrait l'accepter en 1984. Les travailleurs du secteur public se verront ainsi une année de plus défavorisés par rapport à leurs collègues du privé, qui bénéficient d'une telle clause. L'an dernier déjà, après avoir reçu une augmentation de salaire de 9 % en moyenne, les fonctionnaires avaient dû faire face à une inflation de 14,5 %, qui s'était traduite par une baisse sensible de leur pouvoir d'achat.

THIERRY MALINIAK.

LA POLÉMIQUE REBONDIT ENTRE PÉKIN ET WASHINGTON A PROPOS DE TAIWAN ET DU PAKISTAN

La polémique sino-américaine à propos de Taiwan vient de connaître un nouveau rebondissement avec la violente attaque publiée vendredi 25 février par Chine nouvelle contre M. Reagan. Ce dernier est accusé d'avoir effectué « *un sérieux pas en arrière* » par rapport au communiqué commun d'août sur les ventes d'armes américaines à Taiwan. Pékin reproche, en effet, au président américain d'avoir, dans une récente interview, déclaré que son engagement de réduire progressivement les fournitures d'armes à Taiwan était « *lié* » à la volonté exprimée par la Chine de tenter une réunification pacifique avec l'île, gouvernée par un régime nationaliste. M. Reagan, accuse Chine nouvelle, a « *mis de côté* » ses engagements en liant les deux questions, ce qui « *constitue clairement une ingérence dans les affaires intérieures chinoises* ».

Pour leur part, les Etats-Unis ont relancé vendredi la polémique avec la Chine en confirmant officiellement l'existence d'une coopération nucléaire entre Pékin et Islamabad. « *Il existe des liens en matière nucléaire entre la Chine et le Pakistan* », a déclaré le sous-secrétaire d'Etat pour les affaires asiatiques, M. Schaffer, devant une sous-commission de la Chambre des représentants. Un spécialiste américain s'est, d'autre part, déclaré « *très préoccupé* » par la fourniture par la Chine d'informations détaillées sur la fabrication d'une bombe atomique : « *Les Chinois ont en fait permis au Pakistan de réaliser des progrès considérables dans leur programme nucléaire en vérifiant la validité de leurs plans.* » Cette affaire risque de remettre en cause toute collaboration sino-américaine dans le domaine nucléaire. — (*A.F.P., U.P.I.*)

Quatre « Grand-Jurys R.T.L.- *le Monde* »

Quatre « Grand-Jurys R.T.L.- *le Monde* » exceptionnels seront diffusés de 18 h 15 à 19 h 30 pendant la semaine précédant le premier tour des élections municipales. Ils auront pour invités les dirigeants nationaux des quatre principales formations politiques.

Dirigés par Jacques Chapus de R.T.L. et André Passeron du « *Monde* », ces « Grands jurys » se dérouleront avec la participation des journalistes de quinze grands quotidiens régionaux. Ils auront lieu dans l'ordre suivant :

Mardi 1er mars : M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste.

Mercredi 2 mars : M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F..

Jeudi 3 mars : M. Jacques Chirac, président du R.P.R..

Vendredi 4 mars : M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste.

Le numéro du « Monde » daté 26 février 1983 a été tiré à 494 146 exemplaires

A B C D F G H

Après la projection de « Soleil voilé »

LE GABON ENGAGE UNE ACTION EN JUSTICE CONTRE ANTENNE 2

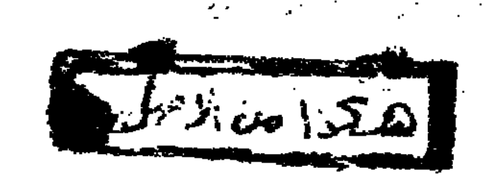
Le gouvernement gabonais a engagé, à Paris, une action en justice contre Antenne 2, à la suite de la diffusion, le 24 janvier, de *Soleil voilé*, film jugé « *malveillant* » par les autorités de Libreville.

Au terme d'une convention signée *par la chaîne et le gouvernement gabonais,* cette coproduction devait constituer un « *instrument de promotion* » de l'État africain. Le Gabon reproche à Antenne 2 de ne pas avoir respecté les clauses, selon lesquelles la deuxième chaîne devait procéder au montage du film en présence d'un représentant gabonais et autoriser sa diffusion après accord des autorités de Libreville. Or, ces dernières, souligne-t-on à Libreville, se sont toujours opposées, après en avoir pris connaissance, à la projection de *Soleil voilé*, qui comprend *notamment une interview réalisée* à Paris d'un opposant au régime du président Bongo.

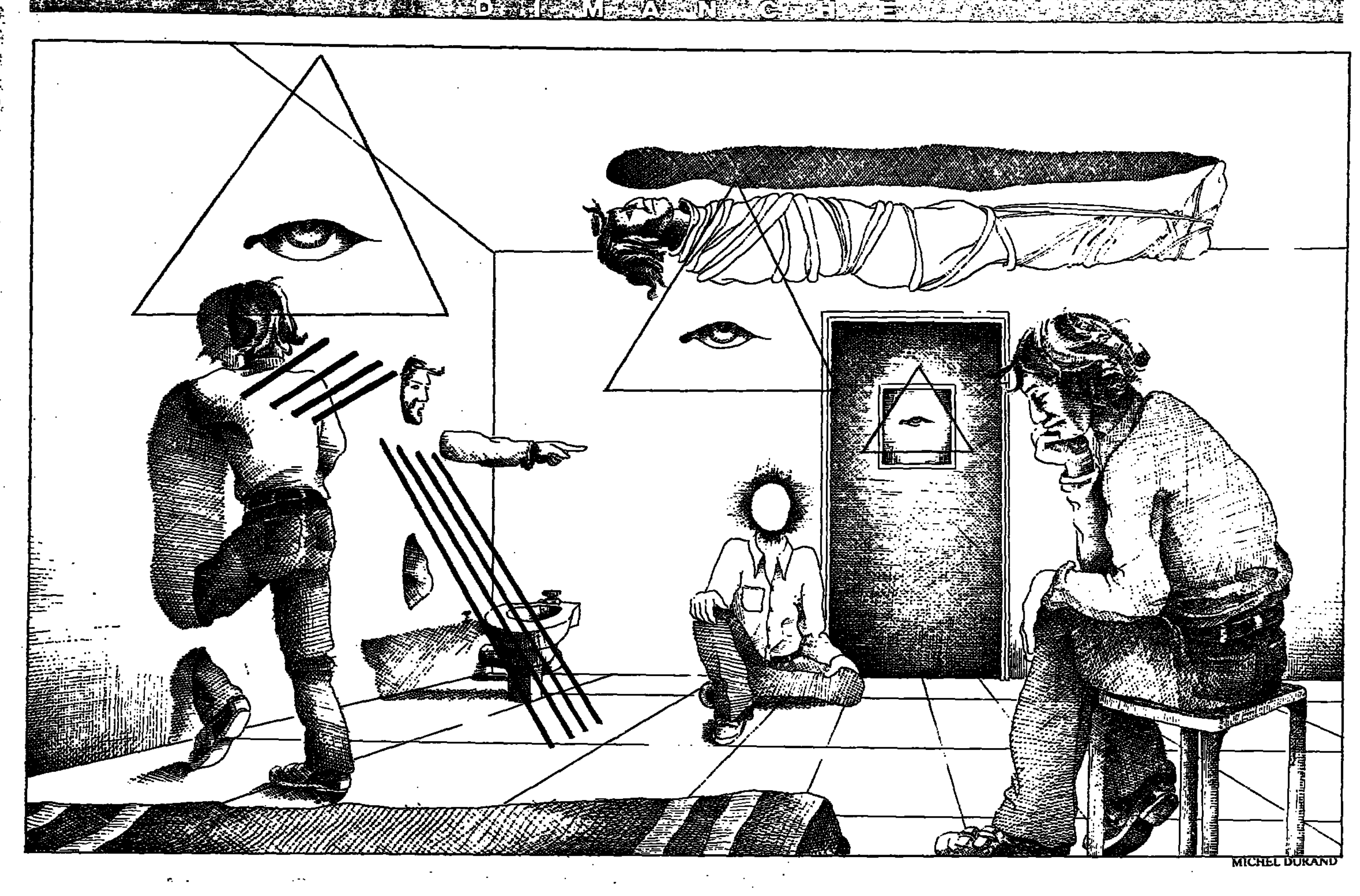
Pour sa part, la *direction* d'Antenne 2 précise que ce film a fait l'objet de deux versions : une version destinée a la France, diffusée le 24 janvier, après que la Haute Autorité de la communication audiovisuelle eut constaté que l'émission ne portait pas atteinte à l'image du Gabon en France, et une version destinée au Gabon, qui est actuellement soumise à l'agrément de Libreville.

● *M. Jean-Marie Cavada* a annoncé, vendredi 25 février, qu'il quittait TF1, où il était chargé de mission, pour prendre la direction de Parafrance, société d'exploitation et de distribution cinématographique. L'ancien directeur de l'information de TF1 supervisera, en particulier, le secteur audiovisuel de cette société.









MICHEL DURAND

Ceux que la prison a « révélés »

Pour la majorité des détenus, les années de prison sont synonymes de routine, d'abrutissement, voire de retrait définitif de la vie sociale. Pour quelques-uns, les plus motivés, les plus intellectuels, elles ont été un moyen d'accès à la connaissance, presque une ascèse. Sans garantie à la sortie...

IL en est de la prison comme de bien des choses : le pire et le meilleur s'y côtoient, dans les effets qu'elle produit sur les êtres qu'elle a mission de tenir enfermés. Le pire, on le connaît : abrutissement de l'individu, mais aussi désocialisation dans un milieu criminogène, et, à la sortie, difficulté, voire impossibilité de réinsertion : la prison qui entraîne la récidive n'est pas moins néfaste pour la société que pour le détenu...

Evoquer le meilleur est plus inusité, car oser affirmer que la prison peut être bénéfique pour certains ne revient-il pas à légitimer, voire à encourager, les solutions carcérales ?

Et pourtant...

Après dix ans de maison de correction et quinze de prison, Claude Charmes, condamné à mort en 1969, gracié, et finalement libéré en juillet 1974, affirme : *« Oui, la prison a été un bien pour moi ! »* Entré avec le certificat d'études il en est ressorti, quinze ans plus tard, nanti d'une maîtrise de sociologie, d'une licence de droit et d'une autre de psychologie et de deux certificats de criminologie. *« Je ne l'aurais jamais fait à l'extérieur. »*

Serge Livrozet avait quitté l'école à quatorze ans. Durant ses neuf années d'incarcération, il passera un diplôme de dessinateur et de comptable, mais, surtout, il apprendra le métier d'écrivain. Il publie aujourd'hui son neuvième ouvrage (1). *« La prison,* dit-il, *m'a permis de dépasser l'individu que j'aurais pu être à l'extérieur. Elle m'a été salutaire ! »*

La prison salutaire ! Serge Livrozet, qui a lutté contre la détention, qui a fondé le CAP (Comité d'action des prisonniers) en 1973, assume le paradoxe : *« Je sais que je vais faire hurler en disant cela, mais je pense qu'on peut considérer la prison comme un privilège : on est logé, nourri, dégagé de tout souci matériel et, quand on a surmonté le traumatisme psychologique de l'incarcération, on peut se consacrer à ce qu'on n'a jamais pu faire à l'extérieur. »*

Un succès considérable

Et que dire de ce jeune détenu qui, assis dans une salle de classe de la prison de Fleury-Mérogis, prépare studieusement son certificat d'études et affirme : *« Jamais à l'extérieur je n'aurais été capable de faire des études »*, et qui ajoute — cruel aveu : *« En sortant, je sais bien que je ne serai pas capable de continuer. »* L'enseignement en prison connaît un succès considérable puisque sur 32 000 détenus en 1981 ils étaient 17 644 à avoir suivi un enseignement ou une formation professionnelle en prison et que 4 352 se sont présentés à un examen (2).

Roger Dumaine, président-fondateur de l'association Auxilia, qui, depuis des décennies, apporte aux détenus poursuivant des études une aide efficace et chaleureuse, confirme le paradoxe : *« Indiscutablement, la prison représente une chance pour certains ; mais,* tient-il à préciser, *il s'agit d'une infime minorité. »*

Une infime minorité, et qui présente des caractéristiques bien précises. *« Pour la grande masse,* souligne le docteur Yves Roumajon, qui, en sa qualité de psychiatre expert auprès des tribunaux, a côtoyé des générations de criminels, *la prison est généralement synonyme d'abrutissement. Seuls réussissent ceux chez qui une certaine vie intellectuelle existait déjà avant l'incarcération, ou des potentialités. »* Des « braises » en quelque sorte, sur lesquelles pourra souffler le désir de connaissance. *« La prison m'a permis de mettre en œuvre quelque chose de latent en moi »*, explique Serge Livrozet.

Mais cela exige, comme le souligne le docteur Roumajon, *« une volonté de fer, une grande intelligence et une forte personnalité »*. Car les encouragements sont rarissimes et les embûches légion. *« Avant le jugement, personne n'a envie de se mettre à faire des études,* raconte Claude Charmes. *Et, après, les condamnés attendront la commutation de la peine, car il est difficile de faire des efforts avant de connaître le bout du tunnel. »* A cette attente, au poids du temps, s'ajoutent l'encroûtement intellectuel qu'entraîne la routine carcérale prenant totalement en charge l'individu et génératrice de paresse, l'absence de communication avec l'extérieur, la promiscuité dans les maisons d'arrêt, la solitude dans les centrales (3), le peu de stimulation *dans un milieu pauvre* intellectuellement — du côté des gardiens comme des détenus, — voire la jalousie.

Il faut donc de puissantes motivations pour surmonter ces obstacles. Claude Charmes, forte stature, un visage volontaire barré de lunettes à grosse monture, brûlait de revanche : *« Je voulais prendre une revanche sur la vie, une espèce de vengeance contre ma mère, qui ne m'avait pas permis cela. Je me prenais pour un super-mec : je tenais à être différent des autres et moins bête que mes gardiens. C'était la même motivation qui m'avait fait délinquant, et qui cette fois-ci, par force, m'orientait différemment. »*

Pour Henda, un Congolais de trente-deux ans, sanglé dans un impeccable costume-cravate de bonne coupe, qui vient de terminer une peine de deux ans et demi pour trafic de drogue, il s'agissait de *« devenir quelqu'un »*. Steward pendant sept ans, il avait déjà depuis longtemps pris la décision de se reconvertir, de monter dans l'échelle sociale, *« mais la motivation n'était pas assez forte »*. Sa condamnation, ses charges familiales — une femme et deux enfants — et l'impossibilité désormais de travailler en France pour cause de casier judiciaire l'ont amené à passer en prison un diplôme d'expert-comptable, profession qu'il va exercer dans son pays, où il n'a pas de passé judiciaire. Il se souvient : *« Je travaillais jusqu'à 3 heures du matin et, quand j'étais découragé, je regardais les photos de ma femme et de mes enfants : il fallait que je réussisse ! »*

PATRICK BENQUET.

(Lire la suite page III.)

(1) *La Rue aux ours*, Livrozet éditions, 41 bis, quai de la Loire, 75019 Paris.

(2) Sur ce nombre, 3 004 ont réussi un examen. Sur l'enseignement et la formation professionnelle dans les prisons françaises, voir l'enquête de Patrick Benquet à paraître prochainement dans *le Monde de l'éducation*.

(3) Tandis qu'on trouve en *maison d'arrêt* des prévenus et des condamnés, une *centrale* ne détient que des détenus définitivement condamnés, et à de longues peines. Les prisonniers, seuls dans leur cellule, bénéficient d'un régime de vie quotidienne beaucoup plus souple. *Il y a actuellement 2 141 détenus en maisons centrales.*

LIRE

DES VISCÈRES POUR LES LAITUES

Aux abattoirs de Castres, les panses des moutons, le sang des bœufs et la bouse des vaches sont transformés en terreau pour les maraîchers *(lire page V)*.

L'INCENDIE DU REICHSTAG

Le 27 février 1933, le Parlement du IIe Reich brûle. Le 28 février, Hitler promulgue un décret-loi qui lui donne tous les pouvoirs. Qui sont les incendiaires du Reichstag ? *(lire page XIII)*.

LES PROGRAMMES DE LA RADIO ET DE LA TÉLÉVISION *(pages VII à X)*.

COURRIER



JEAN-DENYS PHILLIPE

PARTI PRIS

Théâtre

Les jeunes se désintéressent de la politique. Il y a à cela beaucoup de raisons, souvent analysées : déclin des idéologies, lassitude devant le naufrage des générations précédentes. On n'insiste pas assez, peut-être, sur les effets de la politique-spectacle.

Le discours politique, chacun, naguère, en prenait connaissance par ses journaux ou, plus exactement, par « son » journal, qui n'en présentait la plupart du temps que « sa » version. Tout était simple : les bons, les méchants. Les méchants, on ne les voyait pas, même si on rapportait quelquefois leurs propos.

Aujourd'hui, la politique, on l'entend à la radio, on la voit à la télévision. Les « bons » et les « méchants », la droite et la gauche (et inversement). Le combat est à égalité. Tout le monde peut connaître les arguments des camps en présence. Il est même obligé de le faire, à moins de tourner le bouton. C'est un avantage : le citoyen est mieux informé. C'est un inconvénient : ils s'aperçoit que rien n'est simple, que le blanc n'est jamais totalement blanc, et le noir totalement noir. Que chacun a ses exemples, ses statistiques, qu'il oppose triomphalement à son adversaire.

De là conclure que tout le monde ment, que la politique n'est qu'un jeu pour les gens d'âge, coupé de la réalité quotidienne, il n'y a qu'un pas. D'autant que si jeu il y a, il est faussé : le plus malin, le plus brillant, le meilleur débateur, celui qui a une tête sympathique, en un mot celui qui « passe » bien à l'écran a plus de chances de gagner. On l'a dit et redit.

Ce qu'on oublie c'est la méfiance que fait naître cette constatation même. C'est souvent, chez les jeunes, l'absence de professionnalisme politique et télévisuel qui inspire confiance. Les beaux parleurs ne font pas sérieux : ce sont les acteurs bien rodés d'un « Au théâtre ce soir », les challengers soigneusement entraînés d'un match tellement permanent qu'on finit par se désintéresser du score.

Surtout lorsqu'on arrive à l'âge électoral après avoir, depuis l'enfance, ingurgité de gré ou de force le même spectacle devant le poste familial.

JEAN PLANCHAIS.

Suisse

L'article d'Alexandre Soljenitsyne (*le Monde Dimanche*, 16 janvier 1983) sur l'antique usage de la démocratie en Suisse me semble être l'exemple parfait des impressions produites par la Suisse sur ces voyageurs de première classe dont parle Denis de Rougemont dans son livre : *la Suisse, histoire d'un peuple heureux*, et qui, bien installés dans l'express Amsterdam-Bucuresti, traversent et passent. Et plutôt que de m'en rapporter à mes observations de Française et proche voisine, je préfère emprunter à Denis de Rougemont qui, étant suisse, doit bien savoir de quoi il parle.

La Confédération helvétique n'a pas été constituée en 1291. « *Le pacte de 1291 n'instituait aucun pouvoir, ni aucune politique commune, hors l'assistance mutuelle entre les trois vallées de Waldstätten. Or il n'y a pas de fédération réelle sans quelque institution centrale, totalisant des forces réunies, mais en y ajoutant la force de l'union.* » (...) Il faut attendre 1393 pour que les droits des membres soient égalisés et les années 1481-1513 pour que Fribourg, Soleure, Bâle, Schaffouse, Appenzel, se lient aux ligues suisses (1513 pour Appenzell où Soljenitsyne reçut l'illumination !). Aucune admission pendant les trois siècles suivants, mais « *quatre guerres civiles et une régression territoriale* ». Les cinq cantons du Centre et Fribourg s'allient même avec le duc de Savoie contre Genève qui avait demandé d'adhérer aux ligues (1602) ! Plus fort encore, et toujours en suivant Denis de Rougemont : quand les trois Waldstätten renouvellent le légendaire serment du Grutli, c'est *contre* les protestants ainsi rejetés, au nom du pacte primitif, hors de la Confédération. Et il faut attendre la Constitution de 1848 pour que disparaissent bailliages, pays sujets... et pour que les Etats adhèrent librement.

Erreur historique donc.

L'autre erreur me semble plus grave, parce qu'elle touche à plus qu'à l'histoire. La Suisse, « la plus vieille démocratie de la Terre » ?

Démocratie quand, de l'aveu même de Soljenitsyne, les femmes ne votaient pas, quand, en 1964 encore, trois cantons seulement avaient accordé le droit de vote aux femmes, et encore c'étaient trois cantons récemment rattachés : Genève et Neuchâtel en 1815, et Vaud canton libre depuis 1798.

A peu près à l'époque du pacte, le sol français abrite bien des villes où l'assemblée générale des habitants joue, elle aussi, un rôle actif, mais de plus elle « *comporte en général des bourgeoises aussi bien que des bourgeois* » (voir Régine Pernoud. *Histoire de la bourgeoisie*) et les femmes de France sont appelées vers la même époque à participer à l'élection des députés aux Etats généraux !

Démocratie directe ? Mais elle ne concerne plus que 2,5 % des Suisses en 1963 (Denis de Rougemont) !

Démocratie quand, aujourd'hui encore, certains cantons n'ont pas accordé le droit de vote aux femmes et quand l'abondance des « votations » entraîne un déclin croissant de l'intérêt du corps électoral pour la chose publique (...).

M. RENAULT
(Ferney-Voltaire).

Le rôle des conseils d'administration

A propos de l'article de Marie-Claude Betbeder « Messieurs les syndicalistes administrateurs », concernant la présence de représentants de salariés dans les conseils d'administration des entreprises, des syndicalistes C.F.D.T. du Crédit lyonnais estiment que la « déception » de ces administrateurs « *témoigne surtout d'une méconnaissance de la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales, d'une confusion des rôles... et de pas mal d'illusions sur les attributions d'un conseil d'administration* ».

Ce dernier est d'abord une instance de décision qui a le pouvoir d'engager juridiquement une entreprise. Et non un bureau d'études ou de recherches ou, encore, une réunion de travail. Et il semble logique qu'il en soit ainsi.

Dans les sociétés d'envergure, comme le sont les affaires nationalisées, la plupart des décisions ou orientations mettent en jeu des capitaux très importants, parfois énormes, et engagent l'avenir, voire la survie, de l'affaire et l'emploi de milliers de travailleurs. Dans ces conditions, il paraît normal que l'étude de faisabilité d'une orientation quelconque, sa préparation pratique, durent aussi longtemps que nécessaire (quelquefois des années...), soient ponctuées de nombreuses *réunions de travail, mettant en lice* des effectifs importants, provenant de disciplines diverses.

Ce n'est qu'après sa mise au point définitive qu'un projet ou une orientation est soumise pour décision au conseil d'administration. Dans le même ordre d'idée, tout P.-D.G. conscient de son rôle évitera de soumettre au conseil tout projet insuffisamment affiné ou qui pourrait soulever l'hostilité d'une majorité d'administrateurs dont les opinions ou positions sont connues.

Nous ne donnerions d'ailleurs pas cher de l'avenir d'une société si son conseil d'administration – qui n'en a *ni* le temps *ni* les moyens – devait assurer en tant que tel les travaux préparatoires aux décisions qu'il doit prendre. Pour nous, les fonctions d'un administrateur salarié ne sauraient se limiter aux seules séances du conseil. Nous savons, par expérience, que les incidences de ces fonctions peuvent être considérables lorqu'on sait en user.

Aucune organisation syndicale – sauf notre commission nationale d'entreprise C.F.D.T. – n'a pris la peine, à ce jour, d'étudier le fonctionnement *pratique* d'un conseil d'administration (et des organismes qui peuvent lui être rattachés comme le comité consultatif). Les désillusions passées – et probablement futures – qui découlent de cette méconnaissance alimentent le mythe de mystérieux organismes parallèles qui doubleraient les conseils où siègent les administrateurs salariés et ne leur laisseraient plus qu'une représentativité de façade.

« Il eût été important de faire ressortir que l'insatisfaction passée de ces *administrateurs* résultait, d'abord, d'une méconnaissance du caractère et des possibilités de leurs fonctions. Et qu'il risque d'en être de même dans l'avenir, quelles que soient les volontés politiques, tant qu'une formation intensive et appropriée ne leur aura pas été dispensée.

JEAN-PIERRE LESCOP,
délégué syndical national du Crédit lyonnais (C.F.D.T.).

ACTUELLES

La confiance

« *Je l'avoue avec douleur, bientôt la France ne saura plus sur qui reposer sa confiance. Quant aux attentats dont* nous avons tous gémi, *l'on aurait dû vous dire clairement que nulle puissance n'aurait pu les arrêter. Ils étaient la suite de cette rage révolutionnaire qui animait tous les esprits. Les hommes qui connaissaient le mieux ces événements terribles, furent convaincus que ces actes étaient la suite nécessaire de la fureur d'un peuple qui n'avait jamais obtenu justice. [...]*

« *R..., dont je n'accuse pas les intentions*, répute pour scélérats *tous ceux qui ne partagent pas ses opinions. Je demande pour le bien de la République qu'il ne soit plus ministre ; je désire le salut public, vous ne pouvez suspecter mes intentions. R..., ayant craint d'être frappé d'un mandat dans des temps trop fameux, voit partout des complots ; il s'imagine que Paris veut s'attribuer une espèce d'autorité sur les autres communes. C'est là sa grande erreur. Il a concouru à animer les départements contre Paris qui est la ville de tous. [...]*

Un autre ministère est entre les mains d'un bon citoyen, mais il passe ses forces ; je ne demande pas qu'on le ravisse à ses fonctions, mais qu'elles soient partagées.

« *Quant à moi, je ne suis pas fait pour venger des passions personnelles...* »

Passages d'une intervention à la Convention nationale, le 21 janvier 1793, à propos de l'assassinat de Lepelletier. R..., c'est Roland, ministre de l'Intérieur. Et celui qui parle, c'est Danton. Le vrai.

JEAN GUICHARD-MEILI.

Baisers

A propos de « Davant » (lettre de N.D., Paris, *Le Monde Dimanche* 13 février 1983), quelques remarques complémentaires me paraissent utiles.

1). La pièce de Shakespeare est « *Henry V* » *et non* « *Henri IV* », et l'action est censée se passer un siècle et demi avant que Rabelais n'ait écrit Gargantua ; c'est Henri V Plantagenet qui épousa Catherine de Valois, fille de Charles VI.

2) Le texte de Shakespeare, dans l'édition de Cambridge, porte « devant » et non « davant » ; les mots français *avant* et *devant*, issus tous deux du latin *abante*, ont mis des siècles à se spécialiser dans leurs sens temporel et spatial respectifs (l'anglais *before* a toujours gardé les deux sens).

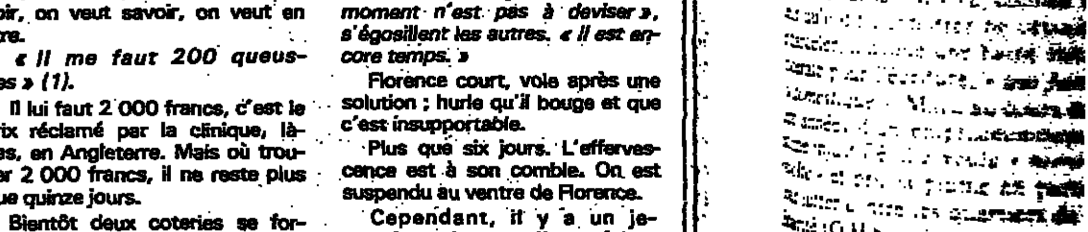
3) Quant à être « baisées devant leurs noces », votre correspondant dit peut-être un peu hâtivement qu'« il ne s'agissait évidemment... que d'un chaste baiser et à peine sur les lèvres ». Mais Catherine n'est probablement pas si naïve que, malgré les précautions du roi, elle ne donne à sa phrase le double sens du verbe baiser, lequel double sens semble remonter très loin dans l'histoire de la langue.

La désopilante leçon d'anglais qu'elle prend à l'acte III avec sa gouvernante Alice, qui n'en sait pas tellement plus qu'elle, laisse penser que la demoiselle est assez délurée pour cela. Quand Alice lui apprend, à la *suite de quelques* autres mots, que « le pied et la robe » se disent « le foot et le count (?) », Catherine lui répond : « Le foot et le count ? O ! Seigneur Dieu, ils sont mots de son mauvais, corruptible, gros et impudique... ».

G. KREWERAS
(Paris).

VOUS ET MOI

La cité du bouleau



Notre histoire se passe dans une cité des années 60, quand on *a commencé à apprivoiser le béton*. C'est gris, étroit, haut. C'est patiné par la pauvreté et la résignation. C'est immense aussi, presque un alphabet de cages d'escaliers, ça s'arrête à la lettre U.

Le soleil sourd timidement, deux pigeons roucoulent, le bouleau de la cour bourgeonne. C'est le printemps.

Affres de la tristesse et de la monotonie. On pourrait croire que dans cette cité règne l'ennui. Eh bien, non, on ne s'y ennuie point. *La famille Mandraquez est là. Elle* assure le spectacle, en matinée et en soirée, hiver comme été. Et quel spectacle, quels acteurs !

Le premier rôle est tenu par le père Auguste : depuis dix ans il est à l'agonie. Il meurt tous les jours ; un coup c'est le foie, un coup la rate, un coup un mètre d'intestin. Dix-sept ans qu'il est pensionné, c'est son bâton de maréchal.

Et puis il y a les seconds rôles :

– Y'a l'aîné, Gérard, pas beau, voyou, voleur, escroc, cannibale. *Des algarades avec le père, à n'en* plus finir.

– Y'a le militaire qu'est jamais à l'armée, la doublure du grand frère.

– Y'a le sous sous-aîné Fabien qui joint l'agréable à l'agréable, il shoote toute la journée.

– Y'a aussi une tripotée de gamins, dont le benjamin a huit ans. Charmants bambins qui passent le plus clair de leur temps à pisser dans les réservoirs de voiture.

– Reste enfin la Mama, qui, telle une prima dona, chante à qui veut l'entendre son calvaire.

Vingt ans, vingt ans qu'ils tiennent le devant de la scène. Parce que le jeune couple Mandraquez a eu ses heures de gloire, on en parle encore.

Vingt ans sans jamais faillir, sans jamais décevoir. Les spectateurs se passionnent, participent même aux sketches.

Vingt ans qu'ils nous transportent de valses de policiers, de carnaval judiciaire en défilé de travailleurs sociaux, dans des tragi-comédies des plus désopilantes.

Tenez, la semaine deernière, ils nous ont donné l'expulsion an*nuelle : les meubles, la batterie de* cuisine, tout, absolument tout jonchait l'asphalte de la cour. Et comme chaque année, il a plu. Ça leur a coûté leur *télé* couleur. Maintenant, ils vont chez la voisine pour la voir.

L'automne, l'arbre de la cour a maitenant revêtu ses chamarrures pourpres. Et la cité se meurt, succombe à l'ennui. Depuis un mois la scène est vide : la famille Mandraquez a donné sa dernière représentation.

– L'auguste père s'est éteint, suprême délivrance.

– L'aîné, Gérard, est interdit de séjour.

– Le militaire en rupture d'armée l'a rejointe.

– Fabien est allé se faire déshooter à Marmottan ou ailleurs.

– Les morveux ont été placés en foyer.

– La Mama est en convalescence de misère à la campagne.

Le rideau va-t-il se baisser définitivement ? Peut-être pas. A l'époque où l'arbre bourgeonnait, *un événement était passé presque* inaperçu : le ventre de Florence, bien que plat, était plein !

Certes, on avait caqueté :

« *Se faire encealnter par un Arabe... Elle qui se drogue, qu'a pas le sou... et sa pauvre mère...* »

Oui, on en avait parlé, mais le ventre ne faisait pas le poids à côté de la famille Mandraquez.

D'ailleurs, quoi qu'on ait pu dire, Florence avait décidé d'être mère, d'être heureuse. Elle avait acheté de la layette bleue et s'était fait cercler.

Mais aujourd'hui, alors que la bosse est belle, ronde comme un œuf, c'est différent, la chose est à reconsidérer : Florence n'en veut plus.

« *Je n'en veux plus. Je n'en veux plus. Je ne vais pas gâcher ma vie avec ça* ».

Alors, dans le microcosme de la cité, la *vox populi* s'élève :

« Ha ! elle n'en veux plus, si c'est pas malheureux ! »

« *Mais comment va-t-elle* faire, à cinq mois et demi ? ».

De bouche à oreille, le ventre enfle, enfle, enfle aux dimensions *de la cité. Il devient le nombril du* monde. On regarde, on scrute, on épie, on veille, on suit. On veut voir, on veut savoir, on veut en être.

« *Il me faut 200 queusses* » (1).

Il lui faut 2 000 francs, c'est le prix réclamé par la clinique, là-bas, en Angleterre. Mais où trouver 2 000 francs, il ne reste plus que quinze jours.

Bientôt deux coteries se forment : l'une est pour l'avortement, l'autre contre. Ça y est, la cité n'est plus morte, *la cité revit*.

Et ça cause, discute, palabre. Tout y passe : les usages, la moralité, les droits de l'homme, l'évangile. On condamne, on pardonne. Florence passe tour à tour de victime à bourreau, de madone à pécheresse.

Et ça s'engueule aussi :

« *Comment, vous, avec vos huit enfants et vos trois fausses couches, vous êtes contre ?...* »

« *Moi, madame Lemoine, je suis PROPRE, les enfants que je n'ai pas eus, je ne les ai pas eu illégalement !* »

Chacun se projette dans l'événement, comme pour y interpréter sa propre existence.

Le ventre de Florence est devenu le ventre de tout le monde.

Mais le temps s'égrène, plus *que dix jours, et les 2 000 francs* ne sont toujours pas trouvés.

Il y aurait bien une solution : vendre la moto de Pilou, le presque père...

« *Pas question en dessous de 4 000 francs.* »

« *Mais elle est rouillée, ta pétoire.* »

« *Il faut que tu la vendes.* »

Alors, l'espace d'un instant, la moto vient supplanter le ventre. On ne parle plus que d'elle. La moto devient l'enjeu.

Il ne pourra pas la vendre ; *il* se fera hospitaliser d'urgence pour une forte crise d'asthme.

Plus que huit jours, et toujours rien ; la course-poursuite redouble. Dans une semaine, il sera trop tard. Les cages d'escaliers, les corridors, les balcons, résonnent. La cité est en haleine.

Pour un peu, on se croirait revenu à l'époque de la famille Mandraquez.

« *On l'avait dit, prophétisé, c'était sûr*, affirment les uns. « *Le moment n'est pas à deviser* », *s'égosillent les autres.* « *Il est encore temps.* »

Florence court, vole après une solution ; hurle qu'il bouge et que c'est insupportable.

Plus que six jours. L'effervescence est à son comble. On est suspendu au ventre de Florence.

Cependant, il y a un je-ne-sais-quoi, un arrière-goût, un doute. Un peu comme dans une corrida, quand la foule exulte, on ne sait plus si c'est pour le triomphe ou la mort du torero.

Plus que cinq jours, Florence *est maintenant immobile*, le visage en Pierrot lunaire qui n'a rien compris.

« *J'en veux de moins en moins.* »

« *C'est injuste, on n'a pas le droit.* »

« *Si je m'écoutais, je l'arracherais comme une mauvaise dent.* »

Quatre jours, rien.

Trois jours, rien.

Ça y est. Oui, ça y est, elle a trouvé. Ouf ! la cité est sauvée ! Florence a trouvé l'argent. C'est Roico, le *dealer* (2) du coin, celui qui approvisionne la cité, qui lui avancera la somme. Elle part ce soir.

Florence ira en Angleterre, en reviendra, oubliera un mois plus tard sa pilule, réavortera dans l'indifférence générale.

Quand on a connu pendant vingt ans la famille Mandraquez, on devient des spectateurs avertis. On n'accepte pas deux *fois le même programme.*

Dans la solitude polaire de son béton, la cité du bouleau va sans doute sombrer dans l'ennui. Ce qu'il lui faudrait pour revivre, c'est Arlequin, Polichinelle, Pierrot, Colombine, tous les acteurs de la *Commedia dell'arte.*

SERGE POIGNANT,
(Service du docteur Racine, 13e intersecteur, Paris.)

(1) Queusse : unité monétaire très particulière dans un milieu où l'ancien franc n'est pas mort : 1 queusse = 1 000 anciens francs.

(2) *Dealer* : revendeur de drogue.

Ceux que la prison a « révélés »

(Suite de la première page.)

Joël Jamet, lui, voulait « *comprendre ce qui lui est arrivé* ». A trente ans, il semble, tel un papillon de nuit aveuglé par la lumière, se heurter aux meubles de l'appartement qu'il vient de retrouver après dix années d'absence. La voix faible, les gestes malhabiles, il avoue avoir du mal à réapprendre à vivre, à occuper son nouvel espace, si vaste... Il a voulu, dit-il, comprendre la dérive qui l'a entraîné. Avec quelques amis, au lendemain de mai 68 – il n'avait pas vingt ans, – il voulait monter une communauté agricole : « *On a décidé, pour se procurer l'argent, d'attaquer une banque.* » Condamné pour attaque à main armée et tentative d'assassinat, il passe ses six premières années de prison « *assommé* » par son acte et son incarcération. Le désir de comprendre va le sauver. Il s'inscrit par correspondance à une licence de psychologie à l'université de Paris-VII. Rétrospectivement, il juge « *dingues* » ses camarades et lui-même : « *Il est normal que la société se défende* », commente-t-il.

Excès d'introspection

Dans son désir d'activité intellectuelle, de connaissance, il a choisi, comme beaucoup, une voie difficile, parfois dangereuse : les études de psychologie, très prisées par les détenus, tournent parfois au drame, parce qu'elles peuvent engendrer un excès d'introspection. Simone Fagret, qui dirige l'enseignement supérieur à la prison de Fleury-Mérogis, les déconseille fortement : elle leur préfère l'histoire, qui, dit-elle, « *permet aux prisonniers de sortir d'eux-mêmes* ».

Serge Livrozet va mettre à profit ses neuf années d'enfermement pour réaliser un rêve d'adolescent : devenir écrivain. Armé d'un dictionnaire des difficultés de la langue française et d'une grammaire, il va apprendre à écrire correctement. C'est de la prison que l'éditeur recevra son premier manuscrit : *De la prison à la révolte* (4).

La révolte, elle est le moteur exclusif de la prise de conscience, puis de parole, de Roger Knobelspiess, trente-cinq ans. Aujourd'hui presque célèbre, d'une notoriété qui le rend plus anxieux qu'apaisé, sans cesse sur le qui-vive, comme si tous ceux qu'il dit l'abhorrer ne cessaient de le harceler, il avoue une haine initiale et viscérale pour l'écriture, « *qui fait rêver ou domestique* ». Mais, au cours des dix-sept années d'un emprisonnement qu'il estime injustifié, il a voulu « *nommer sa révolte* » et prit la plume en particulier pour lutter contre les quartiers de haute sécurité (Q.H.S.), de triste mémoire.

Révolte contre les conditions d'incarcération ou contre la machine judiciaire où l'on a été pris : la contestation, particulièrement depuis les grands mouvements au sein des prisons des années 70, a toujours joué un rôle important dans l'activité intellectuelle des détenus. Comme si s'opposer à quelque chose, à quelqu'un, constituait dans ce milieu la seule chance de survie de l'esprit.

Preuve en est, par exemple, l'action des « *détenus-moniteurs* » de la centrale de Saint-Maur (Indre), tous condamnés à de longues peines, qui, après avoir bataillé contre les Q.H.S. aujourd'hui fermés, sont devenus le fer de lance de la lutte pour l'accès à la culture et à l'enseignement pour le plus grand nombre de détenus.

Cours d'alphabétisation, préparation au B.E.P.C., bibliothèque scolaire, club de télévision, ciné-club, cycles de conférences données par le sociologue Edgar Morin, les historiens François Furet et André Burguière et d'autres... le bilan de leur activité est impressionnant. Mais le ton reste à la contestation. Dans le *Grouillot*, journal interne à la prison qu'ils éditent eux-mêmes, l'administration pénitentiaire reste l'ennemi. Avec elle, les relations ne s'analysent qu'en victoires ou en défaites.

Avec cette montée de la revendication socio-culturelle apparaît d'ailleurs un phénomène nouveau que décrit, tout en s'en félicitant, un des sous-directeurs de la centrale : « *Le caïdat des truands, comme le gang des Marseillais ou celui des Lyonnais, a tendance à céder la place au caïdat des intellectuels.* » Le prestige du savoir l'emporterait-il sur le mythe du grand criminel ?

L'aboutissement de ces activités, c'est souvent l'écriture. La galaxie Gutenberg recrute en masse derrière les hauts murs. Détrônée à l'extérieur par la banalisation du téléphone, la correspondance épistolaire prend en prison des proportions « feuilletonnesques » chez les détenus, qui, pour la plupart, n'éprouvaient au départ que répugnance pour ce mode de communication qu'ils ne maniaient qu'avec peine.

« Vous n'avez pas le choix »

Cette écriture a trouvé son expression dans de longues confessions qui déculpabilisent ou des cris de révolte. Cela ne suffit généralement pas pour donner naissance à de véritables œuvres littéraires. A de très rares exceptions près, comme Jean Genêt, Albertine Sarrazin ou Alphonse Boudard (5). Ce dernier, qui vient de publier son dixième roman, peut dire : « *Une prison, un hôpital, sont de merveilleux révélateurs pour un écrivain. En taule, vous n'avez pas le choix. Ou bien ce sont les amitiés particulières, et ça mène rarement à la vie de Jean Genêt. Ou bien, on se raconte des histoires. Moi, j'ai essayé de les écrire. Avant, j'étais pas foutu d'écrire une lettre. En onze piges, j'ai acquis une culture.* » Mais pour les autres, l'écriture reste fondamentalement une thérapeutique qui ne décollera pas d'un certain volontarisme, cause d'une rigidité perceptible de la pensée, rançon d'années de tension.

Pour la minorité motivée, en effet, la prison peut représenter bien plus que la possibilité de faire des études ou de manier l'expression écrite. En des termes qui font penser à Pascal et à sa critique du « *divertissement* », Serge Livrozet explique qu'après « *la prison sociale qui t'empêche de réfléchir* » il a découvert « *la prison ou tu n'es jamais aussi libre de créer, car ton esprit n'est pas sollicité par tout ce que t'offre la société* ».

Robert, quarante ans, lui, n'a séjourné que quelques semaines en maison d'arrêt. Mais il y a découvert la liberté : « *J'étais libre de penser ce que je voulais et de le penser longuement sans être distrait par le quotidien. Très vite, j'ai eu envie d'être seul dans ma cellule. J'ai acheté du papier à lettres et je me suis mis à écrire des choses auxquelles je réfléchissais, comme s'il fallait absolument les noter.* » Expérience nouvelle, car Robert traînait « *comme un boulet* » une « *inaptitude complète à écrire* ». Expérience extraordinaire pour quelqu'un qui, « *coincé entre la femme, les enfants, le travail, les amis* », se dit « *broyé par la vie quotidienne* », incapable de prendre le temps de réfléchir. Il ne lui en reste que des regrets, car les choix qu'il aurait fallu faire pour, de l'extérieur, « *continuer à noter tous les jours ses pensées pour retrouver cette extraordinaire impression de lucidité* », il ne les a pas faits.

Ceux qui en « profitent » le plus ce sont – minorité dans la minorité (6) – les intellectuels emprisonnés.

Jean-Paul Géné, journaliste à *Libération*, est l'un d'eux. Il a fait six mois de prison en 1981-1982 parce que la police avait trouvé du haschich dans son appartement. « *Etre un intellectuel en prison*, dit-il, *ça donne dix longueurs d'avance sur les autres détenus pour supporter la solitude. On dispose brusquement de beaucoup de temps et on l'organise librement, en fonction, principalement, précisément, de son activité intellectuelle.* » Dans sa cellule, qu'il préfère ne pas quitter plutôt que d'aller à la promenade du matin, il constitue des dossiers de presse, se prend de passion pour des émissions de radio (telles que le Club de la presse d'Europe 1 ou R.T.L.-*le Monde*) qu'auparavant il trouvait parfaitement ennuyeuses : il en arrive à prévoir des phrases entières dans les réponses des hommes politiques. « *On écoute autrement, on juge tout seul.* »

« On est complètement disponible »

Surtout, il va lire comme jamais il ne l'a fait auparavant, car, dit-il, « *on est complètement disponible pour des ouvrages qu'on n'aurait pas eu le temps d'aborder* ». C'est ainsi qu'il dévore les 850 pages de *Belle du Seigneur*, d'Albert Cohen, et les 750 pages des *Mémoires intimes* de Georges Simenon : « *J'emmagasinais, je rattrapais le retard accumulé.* »

La correspondance occupe aussi une bonne partie de son temps : « *Je n'ai pas écrit de toute ma vie le centième de mes lettres de prison. Ça développe un autre mode de communication avec les amis, plus profond, plus direct. On discute par écrit de sujets qu'on n'aurait jamais abordés autrement.* » Résultat de cette activité épistolaire et de cette réflexion : il arrive qu'on lui demande conseil, comme si son statut de prisonnier lui conférait une nouvelle sagesse. En six mois, il aura gagné une plus grande lucidité sur certaines questions et peut-être une nostalgie. « *En prison*, conclut-il, *la seule ressource disponible, c'est son intelligence. Et, à l'extérieur, une telle activité intellectuelle serait impossible, car on ne peut s'imposer une aussi forte discipline de travail.* »

Ce retour à la solitude de la réflexion, qui offre comme un condensé de la vie, est évoqué par certains écrivains. Dans *le Pavillon des cancéreux*, Soljenitsyne écrit : « *Tu devrais savoir où tu es, comprendre sur le plan spirituel le rôle du bien et du mal dans la vie humaine : il n'y a pas de meilleur endroit pour le faire qu'en prison.* » Et dans sa vision chrétienne, l'auteur d'*Une journée d'Ivan Denissovitch* (7) semble plaider pour la durée de l'incarcération : « *Seules les années interminables, sans interruption, peuvent faire mûrir la véritable expérience de la prison.* »

C'est à son retour de Sibérie que Dostoïevsky reçoit la révélation – fortement marquée aussi par l'idée chrétienne de rédemption par l'épreuve – de son génie littéraire : « *Ces années-là étaient arrivées à avoir une véritable signification en soi. Où pourrait-on mieux apprendre plus sur les gens qu'ici et y avait-il un meilleur endroit pour réfléchir sur soi-même ?* »

Dans la littérature, la prison devient parfois un lieu mythique où se révèlent les questions fondamentales de l'existence, comme pour *l'Étranger* de Camus, ou le personnage de la nouvelle de Sartre, *le Mur*. La condition de prisonnier devient prétexte à la peinture de la condition humaine.

Mais cette « chance » d'accès à la vie intellectuelle qu'ont pu saisir une minorité de détenus est-elle, pour autant, synonyme de réinsertion ? Leur a-t-elle permis de reprendre une vie « normale » à la sortie de prison ? Rien ne le prouve. Il ne suffit pas, tout d'abord, d'acquérir des diplômes, une culture, pour trouver automatiquement un emploi, des revenus suffisants.

Et le développement des capacités intellectuelles n'est pas toujours une protection contre le retour à la délinquance. Aux États-Unis, Jack Henry Abbot, trente-sept ans, condamné pour meurtre, devint écrivain grâce à l'amitié du romancier Norman Mailer : le récit de sa vie de prisonnier fut même un best-seller. A la fin de 1981, Norman Mailer obtint sa libération conditionnelle : « *Pour sauver le talent de cet homme* », il était « *partisan de prendre un pari hasardeux sur une partie de la société* ». Le pari fut perdu : Jack Henry Abbot commit un nouveau meurtre quelques semaines après sa libération. ■

PATRICK BENQUET.

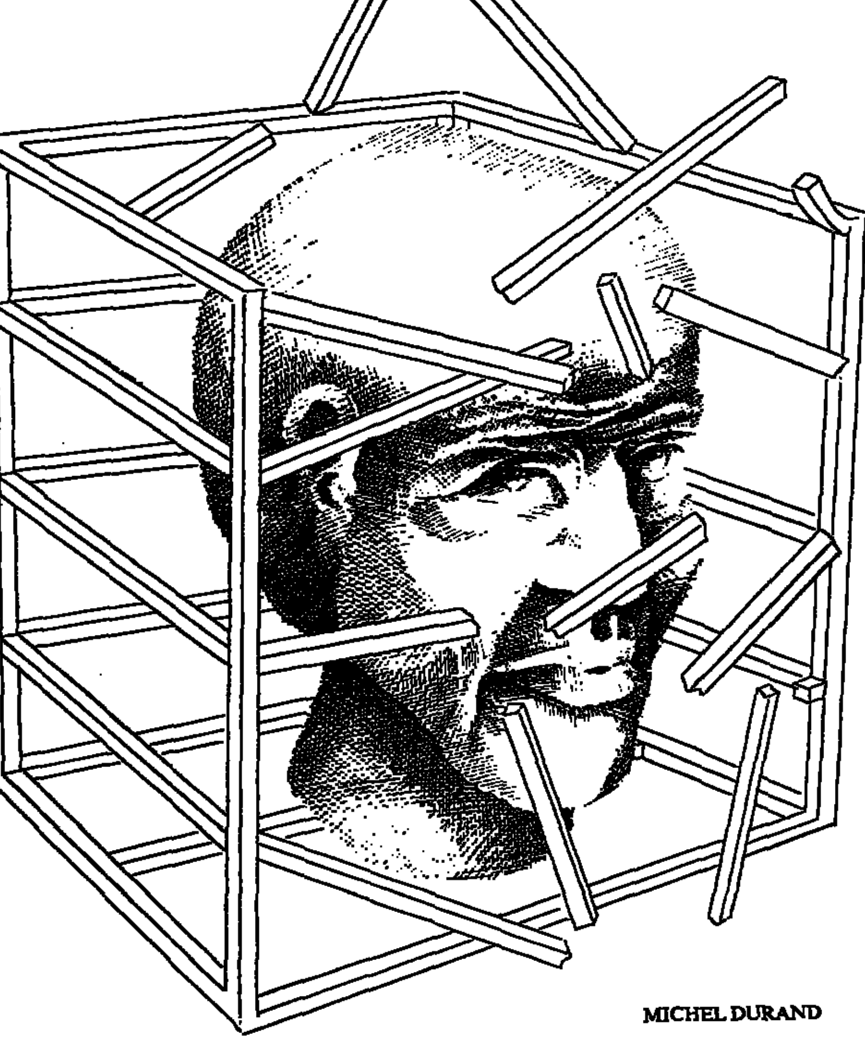


(4) *Mercure de France*, 1973.

(5) Alphonse Boudard a passé cinq ans en prison pour cambriolages, suivis de six ans de sanatorium ; Albertine Sarrazin, huit années en prison pour vol (après un séjour en maison de correction) ; Jean Genêt, condamné à diverses reprises pour vol et homosexualité, n'a été gracié et libéré qu'en 1948, à la suite d'une campagne d'écrivains en sa faveur.

(6) En 1981, 10,4 % des détenus étaient considérés comme illettrés, 77,4 % de niveau d'instruction primaire et 12,2 % de niveau secondaire ou supérieur.

(7) *Julliard.*



MICHEL DURAND

CROQUIS

Sans histoire

Cela fait du bruit. Oui, cela fait du bruit contre les vitres. Jusqu'aux assiettes qui tressautent dans le buffet de maman. Les aquarelles d'Ernest qu'il faut raccrocher quatre ou cinq fois par jour. Le canari hystérique. Les voisins tous aussi sourds les uns que les autres. On ne s'y habitue pas. Toutes les deux minutes, c'est un tremblement de terre.

J'ai vingt-huit ans. Je suis commis chez l'épicier du coin de la rue. Je n'ai jamais quitté Paris et je ne sais pas nager. Maman est morte l'année dernière. Les fleurs partout, ça m'a un peu consolé de la tristesse de l'harmonium.

Mes fenêtres donnent juste à la hauteur des rails du métro. Les jours de grève, lorsque les rames s'immobilisent, les voyageurs ont le nez collé sur mes vitres. Je les regarde. Comme ils ont très chaud, ils ressemblent à des poissons rouges. Et je leur fais des grimaces pour être méchant. Une fois, j'ai sorti ma canne à pêche pour leur montrer, mais ils n'ont pas compris. Les gens sont bêtes. Oui, très bêtes.

Tous les soirs, pour me distraire, je lis le gros Atlas de maman. Je suis imbattable pour le nom des fleuves et celui des pyramides égyptiennes. J'adore feuilleter ce livre au fond de mon lit, en fumant des petits cigares tout noirs. J'ai pas la télé.

Hier, je me suis fait cuire une grosse casserole de patates au beurre. Avec du lard, c'était très bon. Comme il restait une bouteille de vin, je l'ai bue en mangeant. J'étais un peu saoul. Même beaucoup je crois. En descendant la poubelle, j'ai entendu la concierge dire : « *Ah ! c'est encore l'idiot du troisième...* »

JEAN-LUC COATALEM.

Fumée

Edmond fait partie de la dynamique Amicale des anciens et amis de la traction vapeur (A.A.A.T.V.), qui regroupe tous les nostalgiques des « vrais trains », entendez ceux qui fument. C'était quelque chose, *mécanicien en ce temps-là, à mi-chemin* entre l'enfer et la félicité. Celle de sentir vibrer sous ses pieds l'animal au souffle *puissant, docile, réclamant sans cesse sa* pitance d'ébène.

Il en a connu des trajets, courts ou *longs, des gares, grandes ou petites*, toujours sympathiques, où le train s'arrêtait pour souffler un peu. Puis les serpentins cotonneux reprenaient leur course paresseuse au-dessus des voies. Encore une pelletée... La machine qui broie du noir, du noir... Pas lui. Pas le temps. Les horaires, toujours les horaires.

Chez lui, dans sa cave, au milieu des lanternes qu'il collectionne (et caresse du regard), et des centaines de revues brochées de *la Vie du rail*, il a installé un réseau très compliqué où le train à vapeur côtoie le T.G.V. Pas de racisme chez les cheminots, même ceux qui mettent en avant les cheminées !

C'est dimanche. Edmond se rend au jardin botanique. Se dirige vers un hangar d'où s'échappe un rail au faible écartement. Enfile un bleu avant d'enfourcher un modèle réduit à vapeur (l'auriez-vous deviné ?), qui, sifflet en tête, prend la direction de la petite gare en bois où l'attendent *des dizaines d'enfants émerveillés*. Attention au départ ! A califourchon sur les deux wagons, sous le regard attendri de papa et *de maman*, et celui, étonné, des cygnes et autres paons cessant de faire la roue au passage. Après un tour complet du parc, un nouveau départ a lieu bientôt. En voiture, s'il vous plaît ! Et c'est comme ça tous les dimanches, à la belle saison.

Lorsqu'on demande à Edmond s'il a l'impression d'avoir vécu à 100 à l'heure, il répond, les yeux pleins de malice : « *Croyez-moi, la vapeur, c'est pas du vent !* »

CLAUDE GISSELBRECHT.

L'anniversaire

« *Happy birthday, my dear...* »

Le stewart a prononcé ces mots en servant son dixième thé au lait à ma voisine de gauche. C'est une vieille dame anglaise – blazer bleu à écusson, cheveux gris sagement tirés en arrière, le teint pâle de ceux pour qui le soleil reste un agrément rare de l'existence.

Elle est assise bien droite sur son siège, *les mains jointes sur les genoux*.

De temps à autre, elle saisit sa tasse et déguste le breuvage sacré à petites gorgées, comme les chats lapent leur lait quotidien.

Puis elle ouvre son sac, en sort un imposant paquet de lettres et, une à une, en extrait la carte de vœux et la pose devant elle après l'avoir lue – et commentée – pour toute la rangée.

Elle a attendu minuit pour fêter son anniversaire qu'elle arrose maintenant par une tournée de gin tonic pour ses voisins.

Mais peu après, sa voix s'épuise, sa main n'a plus prise, ses lèvres tremblotent, et la *granny* s'endort doucement, couvrant d'un regard ses cartes de bonheur et de longue vie.

Presque aussitôt, un trou d'air fait vaciller, puis s'effondrer le fragile alignement de papier cartonné. La vieille dame ne s'est pas réveillée.

BERNARD POIRETTE.

Le rêve des mineurs de Largentière

Au fond de l'Ardèche, neuf mois de grève avec occupation contre la fermeture d'une mine d'argent épuisée. Un conflit oublié dans un bourg qui meurt...

IL a le triomphe lugubre, ce soir, Jacky Brun, leader C.G.T. des mineurs en grève de Largentière (Ardèche). « *Nos propositions pour la réouverture de la mine font leur chemin, camarades.* » Et d'ajouter, presque sinistre : « *La victoire est proche.* » Tous les soirs, sur les ondes de Radio-Mineurs en lutte, se déverse, mécanique et bétonnée, cette foi insoutenable dans la victoire finale. Depuis huit mois, chaque soir un peu plus irréversible. Tragique.

Huit mois à se répéter : « *Du minerai, il y en a* », en souhaitant si fort y croire que la roche aurait bien pu s'émouvoir un peu. A se fermer les yeux à ces *maudits* chiffres de rentabilité derrière lesquels se calfeutre la Penarroya, concessionnaire de la mine, filiale à 59 % du groupe Imetal. A se boucher les oreilles à la sentence du ministre de l'industrie, Jean-Pierre Chevènement, concluant à « *l'épuisement des réserves économiquement exploitables du gisement* ». A faire semblant de croire que cette « table ronde » tant exigée annonce la réouverture, alors que patron et gouvernement ne cherchent qu'à délivrer le permis d'inhumer.

Hé quoi ? Quitter cette cité souterraine, les 940 kilomètres de galeries de cette mine de plomb argentifère qu'ils font parcourir, tremblant de nostalgie, aux rares visiteurs ? Abandonner ces parois, vingt ans durant réceptacles de tant de peine, de haine et d'amour ?

Ce lamento pour une mine qui meurt, grand classique de la geste ouvrière des pays noirs, ils l'ont tant chanté que leur voix, aujourd'hui, s'est brisée.

Mille fois répétés, hymnes, slogans, et fières sommations des banderoles se sont perdus, aussitôt qu'entonnés, dans les ruelles moyenâgeuses de Largentière, dans le tragique désert ardéchois. Certes, la ville doit sa vie et son nom à la mine, la seule en France d'où soit extrait de l'argent à cette teneur. Mais c'est si loin. Improbablement exploitée par les Romains, hypothétiquement par les Sarrazins, la mine, au Moyen Age, fut l'objet de rivalités entre le comte de Toulouse et l'évêque de Viviers. Fermée durant plusieurs siècles, elle ne rouvre que quelques années aux alentours de 1870. La société Penarroya, en 1952, y entreprend ses premiers forages pour rouvrir en 1964.

Boueuse, mal aérée, la mine voit défiler 2 000 soupirants, avant de sélectionner les 280 stoïques qui supporteront ses implacables conditions. Une population mêlée : quelques enfants du pays, mais surtout ces cohortes corvéables, que la société balade de puits en galeries, au petit bonheur des fermetures. Certains ont déjà vécu la fermeture des mines de fer ou des houillères de Lorraine. Dès le début, ils savent que la durée d'exploitation, sans nouvelles découvertes, n'excédera pas une quinzaine d'années.

Dix-huit ans, en fait. Dix-huit ans de rapports sociaux tendus. Deux conflits, en 1970 et 1975, se soldent par des victoires de la C.G.T. Et puis, vers 1979, alors que plus personne n'y pensait, Penarroya, expliquant que le filon s'épuise, commence à parler de fermeture. A en parler sans en parler. Car la société est peu loquace. En vingt ans, par exemple, pas une fois elle n'a informé le conseil municipal de Largentière du déroulement des travaux. Et, en mai 1981, Penarroya annonce son intention irrévocable de fermer la mine à la fin 1982 : à la baisse de teneur des minerais, s'ajoute une chute des cours des métaux.

Pas un débrayage de soutien

Émotion. Où vont aller les mineurs licenciés ? Ils ont acheté en Ardèche des pavillons à crédit. Cinq, dix ans, les séparent encore de la retraite. Reprendre la route, encore une fois ? Mais toutes les mines ferment ! Une expertise de l'École des mines de Paris, exigée par la C.G.T., si elle admet qu'il reste 3,7 millions de tonnes de minerai, en conclut néanmoins à la non-rentabilité de l'exploitation. Une seconde expertise effectuée par une agence proche de la C.G.T., intégrant notamment le coût social de la fermeture, conclut en sens inverse.

N'empêche. Penarroya tient bon, épaulée par le ministre. Et une grève de la dernière chance, avec occupation, éclate le 1er juin 1982. Désespérée : difficultés économiques aidant, pas un débrayage de soutien n'est organisé par la C.G.T. dans les autres mines de la Penarroya. Pas un comité central d'entreprise n'est consacré à Largentière. Et la fédération C.G.T. du sous-sol semble plutôt à la remorque du mouvement.

L'effectif, surtout, a fondu : d'une centaine (sur quatre cents employés) au début, ne restent aujourd'hui qu'une trentaine de grévistes, dont quinze véritablement actifs.

Sans sous-estimer l'habileté de la Penarroya, qui a attribué aux démissionnaires des « primes de départ » dégressives avec le temps, il est impossible de ne pas voir que des « bavures » des grévistes ont contribué à leur isolement. Ainsi, au cours de l'automne, ils se procurent, et lisent à la radio, des documents confidentiels rédigés par la direction et portant appréciation sur les cadres de la mine, nommément cités. Tel contremaître apprend ainsi que sa direction le considère comme un imbécile. Tels autres que leurs rapports avec les mineurs sont, en haut lieu, jugés trop bons, ou trop mauvais...

Sans ressources autres que les fonds de solidarité versés notamment par le biais de la C.G.T., les grévistes perçoivent, depuis juin, un « salaire » d'environ 2 500 francs par mois. A quoi s'ajoute, pour les plus actifs, une « prime » de quelques centaines de francs auto-octroyée, qui n'a certainement pas contribué à détendre l'atmosphère dans le groupe.

« *En dépit de ses effectifs importants, ce syndicat était trop léger pour une grève si dure* », analyse un sympathisant.

En huit mois, les mineurs se sont refermés sur leur grève. Jacky le leader, Raoul l'ex-« délégué mineur », élu par ses camarades pour assurer la sécurité, et qui arpente encore chaque jour les galeries désertes, choyant sa mine, la tenant prête à redémarrer du jour au lendemain, André, l'enfant du pays, ont vécu ensemble du matin au soir. Entre la « cantine de lutte » et la radio, installée dans des locaux imprenables à 40 mètres d'altitude, au sommet de la tour d'extraction, qui diffuse vingt fois par jour l'hymne composé pour eux par un sympathisant ; entre l'occupation des péages et l'organisation de galas de soutien avec Francesca Solleville, ils se sont, presque confortablement, installés dans la grève.

De situation de crise, le conflit est devenu un état normal, à la limite agréable, se légitimant un peu plus chaque jour, et dont les objectifs, l'environnement, s'estompent à mesure que sa durée même interdit tout retour en arrière. Dans un état quasi hyptnotique, le groupe n'a plus d'autre choix que la fuite en avant. « *La situation me rappelle la fin mai 68*, se souvient un sympathisant, *quand tout le monde « planait » encore et que pourtant le coup de massue des élections était proche.* »

Une sorte de léthargie

Aggravant cette impression d'irréalité, le bluff à l'occupation du fond. « *Nous saluons avec émotion nos camarades du fond* » : au micro de Radio-Mineurs, les grévistes ne manquent pas une occasion de rendre hommage à ceux d'entre eux qui se relaient, par –180 mètres, depuis octobre, pour occuper le fond de la mine. « *Un enthousiasme fantastique*, explique Alain. *Parfois, les copains en veulent tellement qu'ils ne souhaitent plus remonter !* »

Seulement voilà : le téléphone est en panne, malencontreux hasard, et le journaliste de passage ne pourra pas communiquer avec le fond. Descendre ? D'accord, mais pas dans le quartier occupé. Trop dangereux. Demain peut-être. Le lendemain, hélas ! : « *Nous n'avons pas le temps de te faire descendre.* » L'équipe est relayée chaque matin à l'aube, impossible d'assister à la relève. Qui occupe en ce moment ? Heu... Les questions trop précises désarçonnent. Même si l'on n'en comprend que trop les raisons, ce bluff ne contribue pas à clarifier les choses.

La ville de Largentière, elle, attend la fermeture dans une sorte de léthargie. Les mineurs, qui habitent en majorité des cités ou des lotissements périphériques, ne se sont jamais vraiment intégrés à la vie de ce gros bourg somnolent. Un seul d'entre eux siège au conseil municipal alors que la mine, seule industrie de la région, avant la décision de fermeture, *faisait vivre* directement près de 1 500 personnes, sur les 2 650 que compte Largentière.

Au milieu de ces pierres centenaires, les trois lettres rouges de la C.G.T. effraient. Une « *entente corporative* » des commerçants, constituée afin de soutenir le combat, après un départ en flèche, s'est peu à peu désagrégée. Point de tradition de lutte ici ni de culture minière, hormis quelques lampes du siècle passé qui s'empoussièrent dans les greniers. Point de retraités de la mine pour accourir comme au tocsin à la sirène qu'actionnent les grévistes dès qu'il « se passe quelque chose » sur le carreau.

A une heure de route en lacets de la vallée du Rhône, sans gare de voyageurs bien sûr, peu *prisé* des touristes auxquels, en dehors de son magnifique *centre-ville*, il n'a pas grand-chose à offrir, le bourg était déjà moribond quand la mine s'y est installée, lui apportant un ballon d'oxygène, « *masquant*, dit le maire André Monteil, *les défaillances des autres activités* ». L'exode rural, la fermeture de la moulinade, la décadence du marché du mardi matin – « *dans le temps, il remontait jusqu'à l'église, aujourd'hui il n'y a plus que trois peigne-culs qui se battent en duel* », dit le cafetier, – vont apparaître dans toute leur cruauté.

Les miracles ne sont pas éternels, et M. le maire n'aime pas signer les pétitions. Désormais résignée, Largentière attend tranquillement la mort. ■

DANIEL SCHNEIDER.

Comment « vieillir autrement » ?

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la réalisation d'un film a mobilisé des milliers de personnes, mineurs, paysans, syndicalistes, retraités ou lycéens pour une réflexion sur le viellissement... et sur la vie elle-même.

ET si la vieillesse n'existait pas ? Et si au contraire on considérait que l'enfant qui naît aujourd'hui a au moins deux mille âns d'âge et que ce n'est pas à soixante ou soixante-cinq ans que l'on devient vieux ? Et si le conflit des générations n'était qu'une escroquerie issue d'univers productivistes ? De toutes ces interrogations, une association lilloise baptisée Vieillir autrement (1) a décidé de tirer un film « *pour donner d'une autre manière la parole aux générations et tenter de créer avec elles, par la fiction, un autre espace* ». Le titre du film, *XUEIV* (anagramme de vieux), est déjà tout un programme...

Vieillir autrement n'est elle-même qu'un collectif regroupant une trentaine d'associations, de syndicats et d'organismes régionaux ou nationaux (2). A l'origine de l'initiative, on trouve l'action opiniâtre des Petits Frères des pauvres, une association d'aide aux personnes âgées fortement implantée dans le Nord ; Yves Louage, un de ses responsables régionaux, est devenu le président de Vieillir autrement.

« *Parce que la région est ouvrière, nous sommes confrontés à des gens qui, à la fin de leur vie, sont très abîmés*, explique-t-il. *Plutôt que de limiter notre action à un replâtrage, nous avons voulu saisir le problème du vieillissement à la base et dénoncer ce que nous appelons une situation d'âge confisqué. Mieux qu'un slogan, un film permet de faire passer une sensibilité, mais les associations ne sont pas familières de ce moyen d'expression qu'est le cinéma ; aussi notre pari de faire un long métrage était une gageure. Nous l'avons tenu puisque* XUEIV *sort fin février-début mars.* »

Séduits par la façon dont Patrick Brunie avait approché le milieu urbain dans *la Ville à prendre*, sorti en 1979, les Petits Frères décident de prendre contact avec le réalisateur. De cette rencontre, fin 1980, naît un projet qui va mobiliser sur la région plusieurs centaines de personnes. Car les Petits Frères s'aperçoivent qu'ils ne sont pas les seuls à s'être posé la question : « *Comment vieillir autrement ?* », mais qu'une seule réponse s'impose : « *Il faut vivre autrement.* » Leur projet devient l'affaire de beaucoup de monde. Le collectif prend forme et deux postes de permanents sont créés, l'un sur place et l'autre à Paris, pour élargir le cercle des adhésions.

« *Pendant plus d'un an, il s'est agi d'intéresser les gens et de leur demander de nous aider à financer le projet sans contrepartie ni droit de regard* », explique Martine Hugot, qui a rendu visite à la plupart des associations, des maisons de retraite et des entreprises du Nord.

Et l'idée du film fait son chemin. Des enseignants travaillent avec leurs élèves sur le thème du vieillissement : « *On a fait des dessins sur les vieux et on en a parlé plusieurs fois en classe* », se souvient Stéphanie (onze ans), qui a joué ensuite dans *XUEIV* ; des animateurs abordent le sujet avec des adolescents, y compris des loubards ; des syndicalistes touchent les militants ouvriers ; des bénévoles enquêtent du côté des hôpitaux psychiatriques et des maisons de retraite, ou discutent avec des mères de famille...

Patrick Brunie, de son côté, rend visite à des mineurs, des paysans, des retraités, des écoliers, couples ou personnes seules, auxquels il propose de tenir dans le film le rôle qu'ils assument dans la vie quotidienne : « *On se reverra dans un an* », lançait-il, pensant déjà au tournage.

Deux millions de producteurs

Car l'objectif de Vieillir autrement, au-delà de ce « rassemblement des consciences », est de produire un film, un vrai, avec des comédiens de la région et deux vedettes (Rufus et Brigitte Fossey). Cela coûte cher, même si le budget final de *XUEIV* (2 millions de francs, lancement compris) ne représente que la moitié du prix d'un téléfilm.

Les apports des membres du collectif ou les avances sur recettes ne couvrent qu'un peu plus de 10%. L'essentiel vient de subventions, notamment du ministère de la culture (3) et de l'établissement public régional (400 000 francs chacun). Toutefois l'association, par contrat, reste seule productrice et détentrice des droits de suite de *XUEIV*. « *Indirectement, ce sont donc plus de deux millions de personnes qui ont produit le film* », dit Patrick Brunie.

« XUEIV *montre l'inégalité face au vieillir*, poursuit-il. *Mon film est enraciné dans le Nord parce qu'il n'est pas indifférent de savoir qu'on y vit en moyenne cinq ans de moins qu'en Provence. Mais il n'est pas un film régionaliste ni d'ailleurs un reportage, une fiction ou un film didactique. Il ressemble plutôt à une mosaïque.* »

Brunie, qui a écrit le scénario en collaboration avec un ami, Alain Aurenche, s'est mis lui-même en scène : dans le film, un acteur joue le rôle d'un réalisateur allant à la rencontre de son sujet. Ce procédé du « film dans le film » a permis de collationner les morceaux de la mosaïque en mélangeant les générations. On voit dans *XUEIV* des « vieux », comme Simone (soixante-neuf ans), qui raconte sa vie d'ouvrière du textile – « *Patrick m'a fait tout faire. Il m'a fait rire et pleurer en remuant ces souvenirs* », – laisser la parole aux enfants qui rencontrent les vieillards d'un hospice : « *Les enfants étaient sublimes et odieux*, se souvient Patrick Brunie. *A l'hospice, ils montaient sur les lits et couraient dans les couloirs. Leur présence dans ce lieu était un facteur de subversion permanente.* »

Les souvenirs de Roger (soixante-dix ans) font pendant à la reconstitution de son mariage pendant les grèves de 1936, en décor et costumes d'époque, avec Rufus dans le rôle du marié. La danse, le mime, la poésie enfin, sont mêlés à ce spectacle complet qui équilibre le discours « militant » apporté par les récits d'ouvriers, et l'imaginaire.

XUEIV a été tourné dans une ancienne usine de tissage, Flipo, rachetée par la municipalité de Tourcoing pour en faire un éco-musée, et prêtée pour les besoins du film. Le décorateur Michel Vandestien en a fait une sorte de ville surréaliste et chamarrée. « *Le décor a créé un plaisir alors que le lieu et les objets qui le composent sont ceux de l'aliénation* », commente Patrick Brunie. Des objets et des statues y symbolisaient des activités de la région : le chalutier (pour les pêcheurs) posé sur un gigantesque damier sur fond de ciel bleu a ravi une classe d'enfants psychotiques amenés sur le plateau par leurs éducatrices.

Mais plus encore que du décor le plaisir venait de la conquête d'un local si vaste par une foule improvisée : pendant les deux mois du tournage (du 16 mai au 10 juillet 1982), les portes de l'usine sont restées ouvertes. On apprenait par le bouche-à-oreille qu'il se tournait un film à Flipo, on venait en curieux et on se retrouvait figurant ou accessoiriste !

Une vie rêvée

Beaucoup de gens ont rejoint à ce moment-là l'équipe de Vieillir autrement. « *N'importe qui pouvait prendre le train en marche, parce que personne ne tenait à exploiter sa seule expérience ou à s'approprier le travail* », explique Martine Hugot. La plupart découvraient les contraintes d'un tournage ; Brunie ne les ménageait pas, mais le rythme épuisant qu'il imprimait à tout son monde était compensé par un esprit communautaire, et un sens de la fête. « *Une vie sans tabous, une vie rêvée* », se souvient André (dix-sept ans), qui avait quitté le lycée pour Flipo.

André assistait, avec des dizaines d'autres, le 23 octobre dernier, à la première assemblée générale du collectif depuis le tournage. Le montage du film n'était pas encore achevé et Brunie était le seul à savoir ce qu'il resterait des dizaines d'heures de pellicules tournées. *XUEIV* est un « film d'auteur » réalisé de bout en bout avec une éthique collective. Comme l'expliquait Yves Louage, « *l'initiative n'a de sens que si elle va à la rencontre du plus grand nombre. Autrement dit, il faut que notre film dépasse le circuit des salles de cinéma et soit projeté dans les écoles, les entreprises, les maisons de retraite...* » L'assemblée générale était précisément destinée à organiser une « diffusion accompagnée » de *XUEIV* par des commissions (publicité, animation-débats, presse...) regroupant tous ceux qui ont fait le film.

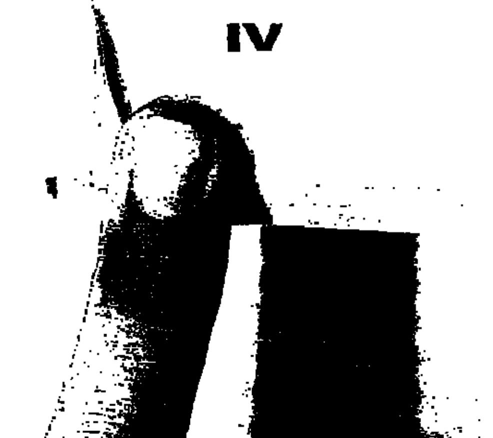
Presque deux ans après le lancement du projet, alors que le plus gros avait été fait, l'enthousiasme n'était pas retombé. Pour tous, l'aventure de *XUEIV* est devenue la leur. Comme l'explique André (soixante-dix ans, ouvrier imprimeur à la retraite), « *la plupart des retraités sont incapables de prendre leur vie en main. Mais les raisons se trouvent bien avant le stade de la vieillesse. Ceux qui ont vécu le film ont montré qu'ils pouvaient sortir de l'ornière. Vieillir autrement, ça devrait être vieillir ensemble* ». Et Martine Hugot d'ajouter : « *Le dénominateur commun des gens qui ont participé à* XUEIV, *c'était leur volonté d'avancer d'un pas par rapport à leur quotidien.* » ■

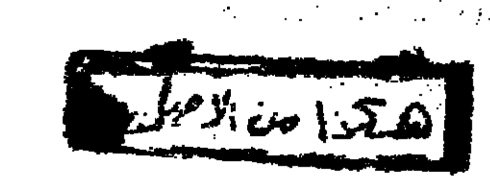
DANIEL GARCIA.

(1) Vieillir autrement, 24, rue Jean-Moulin, 59000 Lille, tél. (20) 55-18-68.

(2) Notamment : Appel aux vivants, Confédération syndicale du cadre de vie, C.F.D.T., Conseil départemental des parents d'élèves F.C.P.E., Planning familial, Union régionale des institutions et organismes privés sanitaires et sociaux (U.R.I.O.P.S.S.), les Amis de la terre ; Syndicat de la médecine générale ; la Clef des champs, Markcube (associations régionales)...

(3) Six autres ministères ont apporté leur concours au projet, notamment le ministère du travail et celui de la solidarité nationale.





هكذا من الأصل

DEMAIN

ORGANIQUE

Des viscères pour les laitues

En « compostant » tous leurs déchets (du sang aux bouses), les abattoirs de Castres vont produire du terreau pour les maraîchers. Un moyen de réduire la pollution, et, sans doute, de faire des bénéfices...

« ICI, *du terreau importé de Hollande ; là, du compost fabriqué à Castres, à partir des déchets des abattoirs.* » Dans un bureau de la mairie de Castres (Tarn), Jean-Yves Plat montre du doigt de petite mottes noires soigneusement disposées dans un bac en matière plastique, près de dossiers et d'une balance de précision. Drôle de décor pour un bureau de la mairie. « *Notre compost a conservé sa souplesse alors que le produit importé a déjà durci : on va arriver à faire mieux que les Hollandais !* » Jean-Yves Plat travaille pour l'ADAP-Tarn, « association 1901 » présidée par la ville de Castres. Ces petites mottes noires qu'il tâte, pèse, analyse, sentent si bon le champignon des bois qu'on a du mal à croire qu'elle proviennent de la transformation naturelle de panses de mouton, de sang de bœuf et de bouse de vache. Et pourtant...

Le Tarn n'a pas échappé aux grands mouvements de l'économie agricole qui ont entraîné la disparition des petits abattoirs de campagne et de l'abattage à la ferme au profit de grands abattoirs modernes gérés par des groupes qui contrôlent le commerce de la viande dans un département ou une région et pratiquent l'import-export. En 1977, Castres s'est doté d'une installation ultra-moderne capable de produire 15 000 tonnes de viande par an – contre 4 000 tonnes pour les anciens abattoirs. Abattage, manutention, découpage, tri, stockage, ont été « rationalisés » pour améliorer la productivité, l'hygiène et les conditions de travail.

On n'a oublié que l'élimination des déchets. La société exploitante se débrouillait tant bien que mal. Les effluents passaient par une station de prétraitement, certains déchets étaient récupérés puis acheminés par camions vers un fabricant d'engrais de Mazamet, à 16 kilomètres de là. Le reste, notamment le sang inutilisé, était tout simplement déversé dans la rivière voisine, l'Agout. Les conditions de transport étaient telles qu'un des camions fut un beau jour intercepté par les forces de l'ordre et reconduit à l'abattoir.

Bref, en augmentant la production de viande, on avait aussi multiplié la quantité de déchets, et les solutions conventionnelles ne suffisaient plus. Les nuisances (odeurs, contamination de la rivière et de la nappe phréatique) devenaient intolérables. Or l'Agout est déjà une des rivières les plus polluées de France, et un de ses affluents, le Thoré, détiendrait le record d'Europe en la matière.

On tente alors de réutiliser les déchets. Certains résidus trouvent facilement preneurs : les cornes et les sabots de bovins servent à fabriquer des peignes et divers souvenirs ; les os, de la gélatine et des colles ; les soies de porc et les queue de bovins, des pinceaux. Le sang entre dans la composition de nombreux produits : des cosmétiques à l'agro-alimentaire, en passant par le « collage » des vins ou les adjuvants pour le béton (1). Mais la ville ne veut pas se contenter de ne revaloriser qu'une partie des déchets et ne souhaite pas traiter avec plusieurs acheteurs intéressés chacun par un produit différent. Elle cherche une solution globale.

Les odeurs des « technologies douces »

En 1979, elle confie à un bureau d'études toulousain qui essaie de promouvoir les « technologies douces », Hydro M, une étude sur le compostage. Un premier test a lieu sur le site des abattoirs. Tous les résidus, mélangés à des rafles de maïs, sont mis en meules à l'air libre : au bout de trois mois, on obtient un compost rustique de bonne qualité. L'installation permet également de produire du méthane pour chauffer une partie de l'eau consommée par les abattoirs.

Mais le Comité d'expansion économique du Tarn, qui suit l'affaire, pense qu'il faut aller plus loin : « *Nous avons pensé que si le système était reproductible on pouvait l'industrialiser localement et créer quelques emplois* », indique François Benoit-Cattin, son secrétaire général. En effet, dans le procédé de départ, le compost doit rester quatre ou cinq mois en plein air sur le site avant d'être transportable. Il faut donc disposer d'espace pour les meules et être, comme aux abattoirs de Castres, suffisamment éloigné d'une agglomération en raison des odeurs.

D'autre part, le produit obtenu doit être utilisable en priorité par les maraîchers et les horticulteurs, plutôt que par les agriculteurs, afin de ne pas concurrencer une entreprise locale d'engrais. Pour cela, il faut concasser et affiner le compost, ce qui augmente son prix de revient.

Les promoteurs du projet créent alors l'ADAP-Tarn (Association pour le développement et l'aménagement des produits et techniques de la biomasse) (2) pour mettre au point un système de compostage en cuves closes (digesteurs). Cette association regroupe des collectivités locales (les villes de Castres et d'Albi, la commune rurale de Durfort et le département du Tarn), le Comité d'expansion économique, les professionnels de l'industrie, de l'agriculture, et un organisme de recherche, l'Institut national polytechnique de Toulouse. Le réalisateur sera un jeune ingénieur agronome, Jean-Yves Plat. Originaire de Castres, il a récemment obtenu sa thèse de doctorat sur... le compostage et travaille en Algérie. Le projet lui permet de revenir au pays : sa candidature est tout de suite retenue.

Il faut ensuite trouver un industriel. L'association contacte une entreprise locale spécialisée dans la fabrication de machines pour l'industrie de la pierre et les briqueteries, Bernat-Saulières. Cette P.M.I. familiale affronte depuis quelques années une situation difficile et envisage de licencier une partie de sa centaine de salariés. La proposition arrive à point nommé. Bernat-Saulières fabriquera les digesteurs sous licence de l'association, qui demeure maître d'œuvre du projet. Un « pilote » expérimental de 200 litres donne des résultats positifs. Une véritable usine à compost sera installée sur le site des abattoirs ces jours-ci.

Le processus consiste à rassembler dans une grande trémie tous les déchets récupérés dans les abattoirs (sang, matières stercoraires, fumiers, produits de la station de prétraitement), avec des rafles de maïs et de la sciure. Ce mélange est envoyé par un tapis roulant au sommet d'un ensemble de trois cuves horizontales superposées, d'une capacité de 6 à 7 mètres cubes chacune. Parvenu au bas du système, il est renvoyé par une vis sans fin dans une deuxième série de cuves puis une troisième. Le mélange, malaxé par intermittence, est enrichi en oxygène afin d'accélérer la fermentation.

Stocké par l'utilisateur

Au bout de trois jours, le cycle est terminé. D'après les responsables de l'ADAP-Tarn le produit qui sort de la dernière cuve est biologiquement stable, inodore et homogène. Il peut être manipulé et stocké chez l'utilisateur, sans nuisances particulières. Au bout de deux ou trois mois, on obtient un substrat de rempotage ou un terreau à mottes d'excellente qualité.

Le système est modulable : chaque commanditaire peut fixer le nombre de cuves en fonction de ses besoins. L'installation de Castres – sept cuves – fournira 1 500 tonnes de compost par an, au coût de 350 francs la tonne. Le projet, évalué à 3,5 millions de francs, est financé par la ville de Castres, l'Anvar (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) (3), l'Agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets, l'établissement public régional de Midi-Pyrénées, l'agence de bassin Adour-Garonne et le conseil général du Tarn.

La quantité de compost produit ne sera pas très importante à l'échelle nationale. Mais si de telles opérations se multipliaient, l'impact économique ne serait pas négligeable. En 1982, la France a dû importer de Hollande et de R.F.A. plus de 150 000 tonnes de tourbe et de terreau destinées au maraîchage et à l'horticulture. Coût : 90 millions de francs. Des chiffres qui risquent fort d'augmenter : si aujourd'hui les utilisateurs fabriquent eux-mêmes 90 % du terreau nécessaire, l'augmentation des coûts de main-d'œuvre les pousse à se tourner vers les produits industriels importés.

A Castres, maraîchers et horticulteurs, consultés dès le début afin que le produit soit conforme à leurs besoins, se montrent satisfaits. « *Nous sommes en train de tester ce compost*, déclare l'un d'entre eux. *Nous pensons obtenir l'équivalent de ce que nous sommes obligés d'importer. Cela nous permettra d'acheter français, et même tarnais !* » Pour l'entreprise qui fabrique les digesteurs, ce contrat est une aubaine. « *Ce n'est pas un prototype de plus, comme nous en faisons de temps en temps à la demande, mais un système opérationnel, que nous pouvons fabriquer en petites séries*, explique Gérald Bernat, son directeur. *C'est un pari, mais ce n'est pas tous les jours qu'une P.M.I. a une chance de se diversifier.* » Présenté à Genève en janvier, lors de l'exposition City Planning Equipment, le procédé intéresse déjà de nombreuses collectivités locales, en France et à l'étranger. D'autre part, des contacts ont été pris avec la ville d'Albi pour étudier un système de traitement simultané de déchets d'abattoirs et de boues d'épuration.

Les élus locaux, de leur côté, ne sont pas moins fiers. « *Ce système nous permet de régler le problème des déchets des abattoirs tout en créant une dizaine d'emplois*, explique Raymond Vergnaud, adjoint au maire de Castres. *Pour nous, c'est une collaboration exemplaire entre une collectivité locale et l'industrie privée.* » Reste à commercialiser le système : « *Notre rôle est de promouvoir des initiatives, de résoudre les problèmes d'environnement et d'emploi, mais pas de nous transformer en commis voyageur d'un industriel.* »

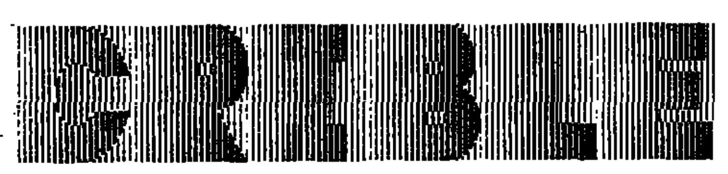
La ville envisage de créer une société ou un groupement d'intérêt public avec l'entreprise locale et d'autres partenaires. A Castres comme ailleurs, la vague écologiste qui a vu des individus astucieux mais dépourvus de moyens porter seuls des projets « alternatifs » a permis de faire avancer des idées. Certaines collectivités locales les ont reprises au vol pour régler économiquement des problèmes d'environnement. Récupération ? Compromis nécessaire ? En tout cas, un signe des temps. ■

RICHARD CLAVAUD.

(1) Voir « Du sang dans le béton », *le Monde Dimanche* du 26 octobre 1980.

(2) ADAP-Tarn ; Hôtel de ville, 81108 Castres Cedex ; tél. (63) 59-62-63.

(3) Voir « Que finance l'Anvar ? », *le Monde Dimanche* du 2 janvier 1983.



ANNIE BATLLE

A SUIVRE

Le nouveau Far-West des services

Aux États-Unis, la véritable révolution économique, c'est celle des « services » : *des télégrammes d'anniversaires* chantés aux consultants en tout genre, en plomberie, en économie d'énergie, en électricité, en passant par les strip-teaseuses à domicile, *les organisateurs de conférences par* télévision, les gestionnaires financiers à la disposition des petites entreprises, des formateurs à toutes les gymnastiques du *jogging au body building. C'est une explo*sion de créativité que décrit longuement François de Witt dans *l'Expansion* n° 209.

★ *L'Expansion*, 67, avenue de Wagram, 75842 Paris. Tél. : (1) 763-12-11.

Ferme à poissons flottante

Afin de prouver aux Suédois l'intérêt de l'aquaculture *industrielle, la firme Ewos*, filiale du groupe Alfa-Laval, vient de mettre au point une ferme à poissons flottante capable de produire 150 tonnes de poisson par an et *exigeant seulement* deux travailleurs.

Il s'agit d'une cage octogonale en acier et disposant de plusieurs systèmes d'ancrage. Elle peut changer d'emplacement très facilement, permettant une utilisation optimale des conditions aquatiques. La cage, d'un diamètre de 50 mètres, comporte un pont extérieur, d'où partent, vers l'intérieur, huit petits pontons (comme les rayons d'une roue). Les poissons sont élevés dans des cages en filet attachées aux pontons.

★ *Bio - la Lettre des biotechnologies*, 8, Plants-Bruns, 95000 Cergy.

Laser éclair

Les laboratoires Bell ont mis au point un laser dont l'éclair ne dure que trente femto-secondes, c'est-à-dire trente millionièmes d'un milliardième de seconde.

Charles V. Shank, un de leurs physiciens, explique que ce nouveau type d'impulsion lumineuse serait particulièrement utile pour mesurer le déplacement des électrons au sein des solides et des liquides. « *En trente femto-secondes, une impulsion lumineuse parcourt tout juste le tiers de l'épaisseur d'une cheveu.* »

★ *Sélection du Reader's Digest*, 212, bd Saint-Germain, 75007 Paris.

BOITE A OUTILS

La robotique et l'emploi

Demain, dans l'usine, la robotique, tel est le titre d'un rapport publié par la confédération Force ouvrière (F.O.). Il constitue le premier volet d'un ensemble de documents sur les nouvelles techniques. Qu'est-ce que la robotique ? Produits, typologie et usage des robots industriels, utilisations des robots dans le monde, acteurs de la robotique, conséquences sociales, sont les questions successivement abordées. Pour faciliter la compréhension des problèmes, le dossier est présenté sous forme d'une suite de débats au sein d'une entreprise sous-traitante de l'industrie automobile où la direction vient de proposer l'introductionde la robotique.

*F.O. demande que l'installation des ro*bots dans les usines soit précédée d'un accord-cadre interprofessionnel. Selon la centrale syndicale, la défense et le déve*loppement de l'emploi passent par une* forte croissance économique (reposant sur un vaste programme d'aide aux pays non industrialisés) et par une politique de formation *répondant aux nouveaux* besoins. On trouve une analyse du rapport dans *Temps réel*, n° 49.

★ F.O. 198, avenue du Maine, tél. : (1) 539.22.03.

★ *Temps réel*, 40, rue du Colisée, 75381 Paris, tél. : (1) 562.12.85.

Robots en Suède

Après avoir fait le tour des applications industrielles de la robotique au Japon et en Grande-Bretagne, *Sciences et Techniques* examine la situation en Suède. E. Bellanger et M. Durand, du service scientifique de l'ambassade de France à Stockolm, traitent notamment de la recherche et du développement pour l'automatisation des procédés de production discontinue, des problèmes que posent les utilisateurs industriels de robots et de système de conception assistés par ordinateur, et de ceux liés à la production des robots par les constructeurs suédois.

★ *Sciences et Techniques*, 19, rue Blanche, 75009 Paris, tél. : (1) 874.83.56.

Le Japon en chiffres

Le *Japan statistical Yearbook 1982* présente toutes les informations statistiques de base sur ce pays. Territoires, population, économie, aspect sociaux et culturels du Japon (800 pages). Légendes en japonais et en anglais.

★ World data, B.P. 68, 75060 Paris Cedex 02.

Animation : une formation contestée

A peine mis en place, le nouveau diplôme d'État pour les animateurs (DEFA) est vivement critiqué, surtout par les associations. Sera-t-il transformé ?

L'ANIMATION socioculturelle vise à faire participer les jeunes et les moins jeunes à des activités qui permettent l'affirmation de soi, favorisent l'éducation continue et le progrès social. Le rôle de l'animateur socioculturel tient à la fois de celui du professeur, de l'éducateur, du gestionnaire et de l'organisateur. De plus en plus on exige de lui qu'il possède, outre des qualités de médiation et de contact, une solide culture générale et technique. Le nombre d'animateurs employés par les collectivités ou par les associations a considérablement augmenté au cours des vingt dernières années (1).

Depuis 1979, la pierre angulaire de la formation est le diplôme d'État relatif aux fonctions d'animation (DEFA). État, employeurs et animateurs poussent à ce qu'un diplôme soit exigé. Mis en place conjointement par deux ministères, celui de la jeunesse et des sports (aujourd'hui le temps libre) et celui de la santé (aujourd'hui les affaires sociales), le DEFA est préparé en trois ans dans les centres de formation d'associations d'éducation populaire agréées au titre de la formation professionnelle : Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), Union française des centres de vacances (U.F.C.V.), Peuple et Culture, Centres musicaux ruraux... *Il y a actuellement* six mille stagiaires (toutes années confondues), dont la moyenne d'âge est de vingt-cinq ans.

Il a été précédé par d'autres diplômes : le DECEP (diplôme d'État de conseiller d'éducation populaire), en 1963, et le CAPASE (certificat d'aptitude à l'animation socio-éducative), en 1972. *Mais sa structure* nettement plus ambitieuse (voir encadré) le fait aujourd'hui accuser d'élitisme.

Le système semblait pourtant présenter plusieurs atouts : il permettait d'offrir une véritable qualification professionnelle aux animateurs tout en jouant un rôle de promotion et en respectant les données du marché de l'emploi, puisque les stagiaires doivent avoir une activité professionnelle et que certains débouchés lui sont réservés, les emplois communaux, par exemple, les plus nombreux aujourd'hui.

Mais conçu comme diplôme professionnel de référence, il dévalorise automatiquement les autres formations : le BASE (brevet d'aptitude à l'animation socio-éducative) dont l'ambition plus limitée correspond seulement à un « constat d'animation » ; le DUT « carrières sociales », déjà peu apprécié sur le marché du travail ; les diplômes propres des centres de formation des associations, qui garderont une valeur pour les besoins précis et internes de celles-ci, mais se « vendront » mal à l'extérieur. Quant aux nombreux animateurs vacataires et bénévoles, pourront-ils passer un diplôme aussi exigeant ?

La première vague de stagiaires achèvent seulement leur troisième année, que déjà les critiques pleuvent :

— Le diplôme est jugé trop polyvalent. Se justifie-t-il autant *pour un animateur de stages* photo que pour un directeur de *maison de jeunes ?* N'aurait-il pas fallu ménager un ou des diplômes intermédiaires ?

— Les contrôles de connaissances sont des « devoirs sur table » qui favorisent les candidats les plus scolarisés au détriment de ceux qui possèdent une expérience professionnelle convaincante. Comme l'explique Jean-Pierre Lucas, délégué national des CEMEA : « *Le diplôme a pris une forme académique qui n'est pas liée à la pédagogie que nous mettons en place. L'échec pratique de la formation universitaire montre pourtant bien que la formation des animateurs ne relève pas de la pédagogie traditionnelle.* »

Enfin, les centres de formation se plaignent de l'insuffisance des moyens financiers mis à leur disposition. Norbert Niubo, directeur du centre de l'U.F.C.V. près de Meaux (Seine-et-Marne), aligne les chiffres : « *Le coût de notre formation par stagiaire a été, en 1982, de 20 F de l'heure, nous n'avons reçu que 11,70 F. Le déficit total a été de 700 000 F. Si l'U.F.C.V. n'était pas derrière nous, le centre aurait déjà fermé ses portes.* »

Face à ce feu roulant de critiques, les ministères responsables paraissent partagés. A la direction de l'action sociale on explique qu'il s'agit d'une « *inévitable période de rodage* », notamment pour le contrôle des connaissances. Le financement ne présente pas vraiment de problème : « *C'est dans le tempérament de tout centre de formation de se plaindre. En fait, l'animation est relativement favorisée.* » Toute réforme du DEFA est exclue : « *Une remise en cause du diplôme ne pourrait aboutir qu'à une déqualification de l'animation.* »

Au ministère du temps libre, le discours est moins tranché. On reconnaît qu'il y a effectivement quelques problèmes de financement. Surtout, dès cette année, on va mettre à l'étude deux nouveaux diplômes : l'un pour les directeurs et gestionnaires de gros équipements ; l'autre pour les animateurs, moins ambitieux que le DEFA, « *mais qui ne formerait pas pour autant des sous-animateurs* », affirme-t-on. D'autre part, dès la rentrée 1983, plusieurs CREPS — aujourd'hui centres régionaux d'éducation physique et sportive, mais le « P » devrait bientôt signifier populaire — accueilleront une vingtaine de stagiaires par centre pour les préparer au DEFA : au total cent cinquante stagiaires par an.

Au-delà, le vœu d'André Henry semble être de refondre la formation des animateurs suivant de nouveaux principes : un tronc commun assuré par le service public et des spécialisations confiées aux associations ; l'aménagement de « passerelles » entre les formations. Actuellement, comme l'explique Jean-Pierre Lucas, d'un centre à l'autre celles-ci sont « *parallèles, étanches et ne permettent pas une reconversion facile. Par exemple, un directeur de M.J.C. qui, à quarante ans, veut changer de branche* (aller par exemple dans un foyer de jeunes travailleurs) *peut voir sa formation mise en question* ».

Mais une telle réforme ne satisferait qu'à moitié des syndicats, comme la FEN ou le S.N.P.A.O.C.C. (Syndicat national des personnels des associations, organismes et centres culturels) C.G.T., favorables au « tout service public », et paraît déjà excessive à certains centres de formation, des associations : « *Livrer la formation des animateurs à l'éducation nationale me semble tellement gros que je ne veux pas y croire. Les associations connaissent mieux la profession* », explique Norbert Niubo. ■

DANIEL GARCIA.

(1) Selon le rapport Davaine sur les métiers de l'animation, publié en juin 1982 par la Documentation française, on compte 25 000 professionnels de l'animation en France. Ce chiffre est obligatoirement approximatif puisqu'il n'existe encore aucune donnés statistique complète.

Un cycle de trois ans

Le DEFA est délivré à l'issue d'une formation à temps plein qui dure trois ans. La formation générale comprend cinq « unités », de cent soixante heures *minimum* chacune, et un stage pratique. Pour pouvoir s'inscrire il faut justifier soit de trois années d'activité professionnelle, soit de trois années de responsabilité d'animation dans un organisme à caractère *social, socio-éducatif ou sportif,* soit être titulaire du BASE (*brevet d'aptitude à l'animation* socio-éducative). Les dossiers de *candidature doivent être déposés* auprès des DRASS ou des directions *régionales* du temps libre. C'est la commission régionale de formation à l'animation qui, sous l'autorité conjointe des deux directeurs régionaux, sélectionne les candidats à l'entrée et suit leur formation.

Le DEFA peut également se préparer en cours d'emploi. Une commission nationale consultative pour la formation à l'animation (CNAFA) qui regroupe ministères, associations et syndicats suit les problèmes posés par la mise en place du DEFA.

PETITES ANNONCES POUR LES ASSOCIATIONS

RUBRIQUES* : Appels ☐ Convocations ☐ Créations ☐ Manifestations ☐ Sessions et stages ☐

* *Cocher la rubrique souhaitée.*

VOTRE TEXTE :

1 . . . .
2 . . . .
3 . . . .
4 . . . .
5 . . . .
6 . . . .
7 . . . .
8 . . . .
9 . . . .
10 . . . .

- Prix de la ligne : 25 F (28 signes, lettres ou espaces).
- Délai d'insertion : deux semaines après réception de la demande d'insertion ACCOMPAGNÉE DU RÈGLEMENT libellé : Régie Presse L.M.A.
- A envoyer à : REGIE PRESSE L.M.A., 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS

annonces associations

Appels

Prop. à assoc., C.E., bibl., M.J.C., 2 report. audiovis. s/Ethiopie et Yémen. BOUAGGA, 5 b., r. Fessart - 75019 Paris. 209-73-94 (soir).

Rev. sur cass. ch. textes brefs (sf poésie) + illust. + composit. + acteur, « voix » Landemer. 50460 Querqueville.

Convocations

Le cercle d'études et de recherche sur les Antilles et la Guyane (CERSAG) organise le 3 mars 1982 à l'Unesco, à 20 h, une conférence débat sur « les Energie renouvelables aux Antilles et Guyane » avec la participation de M. Haroun Tazieff.
Pour tous renseignements s'adresser au 651-16-17.

Les membres de l'Association PASSPORT TO ENGLISH, PASSEPORT POUR L'ANGLAIS sont convoqués en assemblée générale ordinaire le mardi 12 avril 1983, 115, rue de La Réunion, Paris 20e, à 14 h., pour délibérer sur l'ordre du jour suivant : Approbation des comptes, rapport de la gérance sur les opérations écoulées, bilan, questions diverses. Tout membre de l'Association pourra participer à cette réunion à condition de faire parvenir à son siège, au plus tard dix jours avant la date ci-dessus, la notification d'y être présent. Il pourra se faire représenter par toute personne de son choix, au moyen d'un pouvoir, à condition de le faire parvenir au siège au moins dix jours avant la date fixée ci-dessus.

Créations

APICI

Informe ceux qui entreprennent

Comment faire votre S.A.R.L. pour 2 500 F env. mais aussi la faire constituer en 4 jours ouvrables
Statuts personnalisés et tous frais compris 2 797 F t.t.c.

Tous actes s.s.p. Cession de fond, de bail, de parts, etc.

Association sans but luc. Cotisation annuelle 100 F (50 Etud.)
Stages de formation - Séminaires de réflexion

CERCLES DES INITIATIVES

Espaces libres d'accueil, rencontres, échanges, présentations, etc.
vous y recevrez vos messages, courrier, etc.
Bientôt
8, galerie Montmartre - 151, rue Montmartre 75002 PARIS

Tél. : **236-14-31** + (provisoirement **538-99-98**)

Ligue ctre le sexisme masculin et féminin, 30, rue de la Mare, 75020 Paris, tél. : 636-65-70.

Manifestation

Régionale. — Ile de France. A.P.M.E.P., géomét. dans l'espace, de matern. à univers. Sam. 12 mars, 14 h 30, IREM univer., Paris, 2, pl. Jussieu. Tours 55-56.

Sessions et stages

JEUDI 3 MARS, 20 h 15
PROJECTIONS-FILMS
Hivernale à la Meije
Sur la haute route de l'aventure
RANDONNÉE PÉDESTRE, 27 fév.
R.-v. gare de Lyon 8 h 26 pour Thomery, 20 km, niveau facile
ESCALADE 27 fév. au CUVIER
R.-v. gare de Lyon, 8 h 26, pour Bois-le-Roi
C.A.F. 7, r. la Boétie, 8e. 742-38-77

EN PROVENCE
Mas agréé 40 lits
reçoit groupes enfants ou adolescents
Tél. : 16 (90) 59-15-06

Vivre Pâques en Agenais du 30 mars au 4 avril au Relais de l'amitié 47140 Penne-d'Agenais (53) 41-21-97. Rencontre, célébration pascale avec le Père Joseph Robert, dominicain. Thème : « Combats pour la justice et réconciliation ? »

Culture et Liberté, assoc. d'éducation populaire, organise des stages en économie : le tiers-monde, la Sécurité sociale, des nationalisations pour quoi faire ? Renseignements et inscriptions, 73, rue des Héros-Nogentais, 94130 Nogent-sur-Marne. Tél. : 872-50-30.

Stage d'été Basses-Alpes, parents efficaces, méthode Gordon alternative à l'autorité ou à la permissivité 18-22 août. Rens. Centre PERSONA, 36, av. Prado, (91) 37-17-01. Marseille.

Les U.S.A. pas chers en 1983 : Le COUNCIL propose aux étudiants de découvrir les U.S.A. en travaillant pendant les vacances. Le COUNCIL s'occupe de tous les détails administratifs. Pour rens. écrire avec une enveloppe timbrée : Work and Travel. U.S.A. COUNCIL B.P.M. 1, place de l'Odéon 75006 Paris.

Toutes professions de santé réunies, l'ASSOCIATION DES MÉDECINS GAIS, dont un des axes de travail est d'informer le corps médical sur le fait homosexuel, organise les 19 et 20 mars son colloque annuel. Thèmes : hépatite virale B, déficits immunitaire et homosexualité. Rens. A.M.G. 45, rue Sedaine, Paris 11e.

Histoire de la peinture, dessin, aquarelle, gravure, litho, dans un beau village de Bourgogne : La Licorne bleue, 21150 Flavigny (80) 96-20-59.

Association 1901 VÉLO SPORTS LOISIRS organise stage de cycl. « pour tous » en Ardèche durant vac. Pâques et été 83 au dom. du Château de Rouret. 07120 Grospierres. Tél. : (75) 35-40-00

Stages de menuiserie : initiation et perfectionnement 28 mars/16 avril, 6 stagiaires maxi. Ateliers de la Découverte. 85240 Foussais. Tél. : (51) 00-44-98

BLOC-NOTES

INITIATIVES

Culture quotidienne

Une nouvelle association, Cultures au quotidien, vient de se créer. Elle veut susciter l'expression culturelle dans les lieux de la vie quotidienne, favoriser l'échange d'idées, de connaissances d'activités entre les habitants des quartiers, quelle que soit leur origine. Jusqu'au 30 mars, elle présentera chez plusieurs commerçants du quartier de la Butte-aux-Cailles, dans le treizième arrondissement de Paris, des chanteurs, des musiciens, des peintres, sur le thème « Paris quartiers, Paris communes » et une exposition de photos sur le treizième arrondissement.

★ Cultures au quotidien, 18-20, rue de la Butte-aux-Cailles, 75013 Paris. Tél. : (1) 589-69-48.

PUBLICATIONS

Droit des associations

Une nouvelle revue consacrée au droit des associations, *Juris associations*, vient d'être créée, à *Lyon, par des praticiens du* droit (avocats, conseils juridiques) et des *universitaires*. Le premier numéro comporte notamment un dossier sur les exonérations de T.V.A. sur les organismes sans but lucratif (thème évoqué dans *le Monde Dimanche* du 7 novembre 1982 à propos de la presse des associations) des informations sur la jusrisprudence et la législation récentes ou concernant des catégories spécifiques d'associations (familiales, sportives, médico-sociales, de consommateurs, de protection de la nature, etc.). La revue doit publier six numéros par an.

★ *Juris associations*, 24, rue Joseph-Serlin, 69001 Lyon. Tél. : (7) 828-87-11.

RENDEZ-VOUS

Le patrimoine des associations

Le GREP (Groupe de recherche pour l'éducation permanente) organise les 28 février, 1er et 2 mars 1983, à l'Institut national d'éducation populaire (11, *rue Willy-Blumenthal,* 78160 Marly-le-Roi, tél. : 958-49-11) *un colloque sur le patrimoine associatif* (économique, *idéologique, culturel*) : *Qui* en est propriétaire ? Qui le gère ? Comment est-il utilisé (pour quel usage et par quels groupes sociaux), et comment cette utilisation est-elle contrôlée ? Avec la participation, entre autres, de Geneviève Poujol, Elie Alphandary, Thierry Jeantet, Maurice Imbert et Jacques Ardoino.

★ GREP, 13-15, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris. Tél. : (1) 824-50-36 et 824-46-76.

CONSEILS

Associations et radios locales

C'est la loi du 9 novembre 1981, portant dérogation au monopole d'Etat de la radiodiffusion, qui a provoqué la prolifération dans toute la France des radios locales. Actuellement, alors que la Haute Autorité a confié à T.D.F. le soin de répartir les fréquences disponibles et que tout dans ce domaine n'est pas réglé, il est bon de rappeler les principes généraux établis par la loi et les décrets qui ont suivi. C'est le premier ministre qui délivre les dérogations après avis d'une commission comprenant vingt et un membres dont trois représentants d'associations culturelles et d'éducation populaire ; la présidence est assurée par un conseiller d'Etat.

Les dérogations sont accordées à des associations déclarées selon la loi du 10 juillet 1901 et à celles régies par la loi locale dans les trois départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle. Une même personne morale ne peut être titulaire de plusieurs dérogations et chaque radio locale doit diffuser un programme propre à partir d'un émetteur couvrant une zone maximale de 30 kilomètres de rayon. La loi (article 3-6) précise impérativement que « *la collection des ressources publicitaires et la diffusion de messages publicitaires sont interdits* ».

Le cahier des charges, institué par le décret du 4 mai 1982, a défini un certain nombre d'obligations relatives à la mise en service, aux programmes, aux spécifications techniques et aux contrôles.

Les demandes de dérogation sont adressées au ministre chargé de la communication : des imprimés spéciaux sont délivrés à cet effet. Le dossier doit comprendre des renseignements concernant l'association et la liste complète des membres de son conseil d'administration, des renseignements sur la station elle-même ainsi que les noms des personnes responsables de l'activité de radiodiffusion et les modalités techniques de diffusion, enfin les projets de budget d'une part, pour le fonctionnement, en charges et en produits, en respectant, autant que faire se peut, la nomenclature du plan comptable élaboré par le Conseil national de la comptabilité et, d'autre part, pour les investissements.

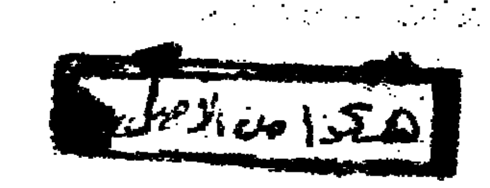
A ce propos, dans le but d'aider financièrement les associations titulaires de la dérogation, un décret pris en conseil des ministres le 20 janvier 1983 prévoit une subvention d'installation d'un taux unique, alimentée par une taxe parafiscale instituée par le décret du 17 novembre 1982, dont le montant ne peut excéder 100 000 F par association. Les demandes sont instruites par une commission dont les modalités de fonctionnement sont prévues dans l'article 6 dudit décret.

Restent les rapports des associations avec la SACEM qui, rappelons-le, conformément aux dispositions de la loi du 11 mars 1957, gère les droits que les auteurs et compositeurs ont sur leurs œuvres. La SACEM a déjà passé de nombreux contrats avec des associations d'éducation populaire pour l'organisation de leurs fêtes et manifestations ; elle est en mesure maintenant de proposer un contrat aux radio locales. Du fait qu'elles n'ont pas la possibilité de se procurer des ressources d'origine publicitaire, la redevance annuelle est fixée au taux de 5 % sur le montant total des charges (comptes de la classe 6 du plan comptable national), avec un minimum de perception de 2 000 F. Les versements sont à effectuer trimestriellement, la régularisation intervenant au plus tard le dernier jour du trimestre suivant la fin de l'année de fonctionnement.

Enfin, pour ce qui concerne les œuvres diffusées, le programme doit être communiqué au plus tard le 10 de chaque mois, pour l'ensemble du mois précédent, en précisant, outre le minutage, si la diffusion a eu lieu en direct ou à l'aide d'un enregistrement.

* Cette rubrique est rédigée par Services associations, association selon la loi de 1901, 24, rue de Prony, 75017 Paris ; tél. : (1) 380-34-09 ; n° télex SERVASS 650344 F.





Attente, ambiguïté. Deux metteurs en scène du petit écran et du grand, qui n'ont en commun, peut-être, qu'une manière « spirale » de mettre en images la réalité, de jouer avec le temps. Maurice Failevic, l'un des chefs de file de ce qu'on a appelé « l'écriture par l'image », révèle aujourd'hui une nouvelle esthétique de la fiction, avec coup sur coup, *le Jardinier récalcitrant* (diffusé le 24 février), et, cette semaine, *Sur un même bateau* (le 2 mars) : ironie mordante, suspense, fable « tournante ». L'autre, géant du cinéma, mythe vivant, Orson Welles sera l'invité de la « Cinémathèque » après la projection de *la Splendeur des Amberson*, film tourné en 1942. Imaginez quelle soirée ! Sur FR3, Anne Gaillard traite d'un sujet difficile, dans le magazine « Vendredi » : la transsexualité.

« L'oreille en coin », quinze ans de clins d'œil

LE bureau de Jean Garretto, au cinquième étage de la maison de Radio-France, n'est plus cette ruche bourdonnante d'idées et de projets où chacun venait apporter le meilleur de son miel ou de son fiel. C'était du temps de l'émission « T.S.F. », créée en avril 1968 sur France-Inter – premier gag : elle s'arrêtait un mois plus tard pour ne reprendre qu'après les « événements » – et devenue, en 1972, « L'oreille en coin ».

M. Jacques Sallebert, qui venait d'être nommé directeur de la régie de la radiodiffusion française, voulait un nouveau titre, T.S.F. se contentant d'annexer le millésime de l'année : « T.S.F. 68 », « T.S.F. 69 », etc. « *On se moquait du titre,* dit Jean Garretto. *Ce qui nous intéressait, Pierre et moi, c'était le contenu. Ce qui ne nous a pas empêchés de griffonner vingt feuilles de papier avant de trouver « L'oreille en coin ».*

Jean Garretto regrette visiblement cette époque où les portes de son bureau s'ouvraient comme des battants de saloon. L'époque, où, dit-il, *« les équipes avaient à cœur de travailler. On avait de l'argent ».*

Un éclair d'amusement dans l'œil, ne tenant guère en place dans son bureau, fumant cigarette sur cigarette, répondant à toutes les questions avec chaleur et sensibilité, le producteur et réalisateur de « L'oreille en coin » rigole en évoquant la création de cette émission, qui fêtera, en avril prochain, son quinzième anniversaire.

« *Avec Pierre,* explique-t-il, *on produisait déjà, depuis dix ans, à des rythmes hebdomadaires. Un nouveau patron est alors arrivé* (M. Guy Bégué, nommé sous-directeur de la production à la direction de l'O.R.T.F.), *qui n'a pas dû rester plus de six mois, mais qui a tenu, dès sa prise de fonctions, à changer quelque chose... Il nous a proposé de couvrir le week-end. Du jamais entendu à la radio. Un truc comme onze heures d'émissions, un peu rognées aujourd'hui, étalées sur deux jours, le samedi et le dimanche* (1). *Pierre et moi, on était très bien comme ça ; alors, on a formulé des exigences, persuadés qu'elles ne seraient pas acceptées : disposer d'équipes techniques à nous, pour la production et la diffusion, et bénéficier d'un budget hebdomadaire global géré par nous, sans passer sous les Fourches Caudines de l'administration. On a tout obtenu...* »

Ce n'était pas un hasard, c'était un pari : face aux radios périphériques « *pousse-disques* », selon l'expression de Jean Garretto, France-Inter voulait innover. L'équipe a donc conçu une radio très « *élaborée* » – le terme revient souvent dans la bouche du producteur-réalisateur –, c'est-à-dire complètement enregistrée (sauf pour la tranche du dimanche matin), montée, mixée. Un produit fini, le plus impeccable possible. Avec une difficulté supplémentaire : « *On s'était imposé,* dit-il, *de changer le contenu des trois tranches horaires deux fois par an.* »

Cette volonté a été respectée les samedi et dimanche après-midis. L'équipe n'a pas hésité, par exemple, à guillotiner « Avance, n'aie pas peur », consacré, en particulier, aux demandeurs d'emploi, ou cette émission dont le titre résume à lui seul quinze ans de clins d'œil, « J.J.M.S. » (« *Jeune, jolie, mais seule* »), réservée, avec humour et tendresse, aux demoiselles en mal d'époux. Deux fleurons de « L'oreille en coin », remplacés aujourd'hui, le samedi après-midi par l'histoire d'un couple insolite (ex. : deux personnes mariées qui n'habitent pas la même ville), ou le dimanche après-midi, par les libres fantaisies d'un étranger à Paris.

« L'oreille en coin » – l'une des émissions-phares de France-Inter – perpétue le dimanche matin la tradition des chansonniers.

Mais, contrairement au vœu initial, la formule du dimanche matin n'a pas bougé depuis sept ans. Rançon de son succès. Alors que les émissions des samedi et dimanche après-midi, concurrencées par une foultitude de choses (à commencer, bien sûr, par la télévision), sont confidentielles, plusieurs millions d'auditeurs écoutent en jubilant l'actualité, revue et corrigée par la talentueuse et caustique équipe de « L'oreille en coin », d'Horgues à Burgel, en passant par Saka et Mailhot. Une émission entièrement en direct, mais totalement « écrite » (sept chansons, quatre sketches, douze textes de « nouvelles »), excepté quelques petites phrases de liaison, ou des interventions « ping-pong », quand on a la forme.

Jean Garretto est pourtant opposé au direct, sauf pour cette tranche du dimanche matin. C'est pourquoi il parle aujourd'hui de « *semi-élaboré* », à propos des autres émissions de « L'oreille en coin » où tout n'est pas aussi « *ciselé* » qu'il le voudrait, où l'on a introduit du direct parce que cela coûte moins cher. « *On n'a plus le fric d'avant* », dit-il. Voilà pourquoi son bureau bourdonne moins, voilà pourquoi certains de ses équipiers, contraints de « faire des piges » ailleurs pour vivre en francs constants, ne se consacrent plus corps et âme à cette production de France-Inter.

L'enthousiasme des professionnels du dimanche matin n'en est pas vraiment entamé pour autant. On s'y offre encore des pintes de rire, au détriment des hommes politiques, des personnalités publiques, cela va de soi, mais sans méchanceté, avec le souci de ne pas diffamer, de ne pas s'attaquer à la vie privée, ni même de se moquer des revers électoraux de candidats malheureux. Autocensure ? Jean Garretto se pose lui-même la question, tout en se rassurant : « L'oreille en coin » n'a certes pas l'irrespect du *Canard enchaîné,* mais il n'est pas rare que des directeurs ou des chefs de cabinet fassent du zèle et interpellent la présidence de Radio-France.

Aujourd'hui, M. Gaston Defferre a remplacé M. Michel Poniatowski comme « tête de Turc » de l'équipe du dimanche matin ; et il arrive que des ministres comme MM. Michel Jobert ou Louis Mexandeau prient « L'oreille en coin » de leur envoyer les cassettes qui les concernent. Mais, souligne Jean Garretto, « *on a toujours veillé, Pierre, toute l'équipe et moi, à teinter le ridicule de gentillesse* ».

Pierre, cité tout au long de la conversation par Jean Garretto, c'est, bien sûr, Pierre Codou, emporté par un cancer, le 4 décembre 1981, à l'âge de cinquante-quatre ans. Vingt-cinq ans de collaboration entre ces deux hommes de radio. « *Nous étions complémentaires, nous nous reposions l'un sur l'autre,* dit simplement Jean Garretto, *nous nous sommes engueulés une seule fois en un quart de siècle, quand, moi, dans le même temps, j'ai divorcé deux fois... Un aboutissement professionnel : c'était comme une équipe de double au tennis. Aujourd'hui, je joue au squash tout seul.* » ■

MICHEL CASTAING.

(1) « L'oreille en coin » est diffusée sur France-Inter, le samedi de 14 h à 18 h (principaux animateurs : Jean-Marc Terrasse, Claude Dominique et Agnès Gribes), le dimanche de 9 h 30 à 12 h (Maurice Horgues, Jacques Mailhot, Pierre Saka, Patrick Burgel et Agnès Gribes) et de 14 h à 17 h (Daniel Mermet, Paula Jacques, Emmanuel Den, Cathia David et Agnès Gribes, en alternance avec Marie-Odile Monchicourt). La tranche du samedi après-midi doit disparaître au profit d'une émission publique, dans la nouvelle grille de France-Inter, dont la direction de la station a demandé la refonte à... Jean Garretto.

les films

PAR JACQUES SICLIER

★ A VOIR,
★★ GRAND FILM

LUNDI 28 FÉVRIER

LA SPLENDEUR DES AMBERSON ★★

Film américain d'Orson Welles (1942), avec T. Holt, J. Cotten, A. Baxter, A. Moorehead, D. Costello.

TF 1, 20 h 35 (105 mn).

Après le coup d'éclat de Citizen Kane, *Orson Welles s'attaque à l'adaptation d'un « roman de famille » de Booth Tarkington et raconte la décadence d'un clan aristocratique du Michigan, à la fin du XIXe siècle. Il n'y joue pas mais Tim Holt, dans le rôle du jeune George Minager Amberson, orgueilleux, volontaire, méprisant l'industriel avec lequel sa mère veut se remarier, est un personnage « wellsien » par excellence. Les plans fixes, les plans-séquences, les mouvements d'appareil, inventent un style moins baroque que celui de* Citizen Kane, *révolutionnent le cinéma romanesque. Amputé au montage, et pourvu d'une fin postiche désavouée par Welles, ce film n'est pas l'œuvre qu'il aurait voulue et, pourtant, elle porte sa griffe, elle est une réflexion sur le passé nostalgique, les transformations de société, l'illusion du pouvoir et la mort, malgré Hollywood qui voulait avoir la peau du génie trop encombrant. Hélas, vous n'entendrez pas, au générique final, la voix célèbre dire « My name is Orson Welles ».* La splendeur des Amberson *a été doublé en français...*

LUNDI 28 FÉVRIER

FAR WEST ★

Film franco-belge de Jacques Brel (1973), avec J. Brel, G. Jabbour, V. Mucret, D. Evenou, C. Gérard.

TF 1, 14 h 5 (85 mn).

Vagabondage dans les rêves d'enfance d'un Far West mythique, pour transformer la réalité sordide. Plutôt que de relever les maladresses de la réalisation, il faut se laisser aller à la poésie de Brel, à son monde picaresque disant, comme ses chansons, la tendresse et la révolte contre un ordre étouffant.

MARDI 1er MARS

GUERRE ET PAIX - Troisième épisode : BORODINO ★

Film soviétique de Serge Bondartchouk (1962-1965), avec L. Savelieva, S. Bondartchouk, V. Tikhonov, B. Zakhava.

FR 3, 20 h 35 (80 mn)

A ce point de la fresque inspirée par le roman de Tolstoï, les problèmes individuels s'effacent dans le drame collectif de la Russie de 1812, envahie par Napoléon Ier (on va tiquer sur l'interprétation de l'acteur soviétique qui l'incarne !) et défendue par le général Koutouzov. La reconstitution de la bataille de Borodino, énorme morceau de mise en scène à très grande figuration passera, évidemment, bien moins qu'au cinéma.

JEUDI 3 MARS

INTRIGUE A SUEZ

Film italien de Paolo Heush (1969), avec R. van Nutter, M. Tolo, E. Fajardo, P. Hersent, J. Jaspes.

A 2, 15 h (90 mn).

Dire que cette histoire d'espionnage avec armateur forban et danger atomique est rocambolesque, ferait injure à Ponson du Terrail. Une telle ineptie n'appelle que l'indifférence.

VENDREDI 4 MARS

LA CHASSE AU LION A L'ARC ★

Film français de Jean Rouch (1958-1965), avec T. Koro, M. Moussa, I. Moussa, Y. Koro, B. Hamadou.

A 2, 23 h 5 (78 mn).

Retour à l'inspiration ethnographique. Le rituel des chasseurs Gaos entrant en campagne contre un lion, à la demande des Peuls dont les troupeaux sont décimés. Réalisé pendant cinq ans, au cours de sept missions sur le terrain, ce film documentaire devient, pourtant, une histoire merveilleuse, un conte de civilisation africaine.

UN LION NOMMÉ L'AMÉRICAIN ★

A 2, 0 h 25 (21 mn).

Le court métrage de la revanche tentée par les mêmes chasseurs auxquels le lion a échappé. Mais Jean Rouch abandonne la chasse à cause de mai 68. La fin est triste, vous verrez pourquoi.

DIMANCHE 6 MARS

DUOS SUR CANAPÉ

Film français de Marc Camoletti (1979), avec J. Lefebvre, M. Galabru, M. Vlady, B. Menez, M. Perrin.

TF 1, 20 h 35 (environ 90 mn).

De bons acteurs comiques dans une fantaisie boulevardière, avec couple – elle dentiste, lui avocat – qui se chamaille, chacun changeant de partenaire. C'est mal réalisé et la parodie de l'homosexualité ne fait pas rire.

Pas de film au cinéma de minuit de FR 3, à cause des élections.

Les soirées de la semaine

	LUNDI 28	MARDI 1er	MERCREDI 2	JEUDI 3	VENDREDI 4	SAMEDI 5	DIMANCHE 6
TF 1	20 h 35 Film : La splendeur des Amberson, de O. Welles. 22 h 5 Orson Welles à la cinémathèque, de P.A. Boutang.	20 h 35 Théâtre : Point H, d'Y. Jamiaque. Mise en scène : Y. Bureau. 22 h 40 Colette ou les chemins de la liberté, de F. de L'Homme, réal. E. Kneuze.	20 h 28 Coupe d'Europe de football : Paris-Saint-Germain-Waterschei (sous réserve). 22 h 25 Les mercredis de l'information : laquais et prophètes.	20 h 35 Téléfilm : Liberté, liberté, de A. Dhouailly. 22 h 10 Document : Les pique talosse : un continent perdu, de H. Knapp.	20 h 35 Variétés : Gala du MIDEM 83. 21 h 40 Série : Quelques hommes de bonne volonté, d'après J. Romains, réal. F. Villiers et M. Jullian. 22 h 35 Les grandes expositions : l'école de La Haye. Les peintres paysagistes du XIXe siècle.	20 h 35 Série : Dallas. 21 h 35 Droit de réponse, de M. Polac : peut mieux faire (les collèges). 22 h 50 Magazine du cinéma : Etoiles et toiles, de F. Mitterrand. Les jeunes filles au cinéma.	20 h 35 Film : Duos sur canapé, de M. Camoletti. 22 h Elections municipales.
A 2	20 h 35 Théâtre : Ondine, de J. Giraudoux, mise en scène par R. Rouleau.	20 h 35 Les dossiers de l'écran : l'Armistice de juin 40 de Ph. Alfonsi et Pesnot. 21 h 45 Débat.	20 h 35 Téléfilm : Sur un même bâteau, de M. Failevic. 22 h 10 Cinéma, cinémas.	20 h 35 Planète bleue : les codes secrets de la vie, de L. Broomhead. 21 h 40 Magazine : les enfants du rock. 23 h 10 Spécial coupe d'Europe de football.	20 h 35 Feuilleton : Capitaine X. 21 h 35 Apostrophes : Loin des élections, le roman dans l'histoire. 23 h 5 Ciné-club (cycle Jean Rouch) : La chasse au lion à l'arc ; un lion nommé l'Américain.	20 h 35 Variétés : Champs-Elysées, autour de R. Charlebois. 21 h 50 Série : Theodor Chindler, d'après B. von Brentano. 22 h 50 Athlétisme : championnat d'Europe.	20 h 35 Soirée élections municipales.
FR 3	20 h 35 Série : Le fou du désert, de J.-M. Charlier. Fin des aventures de C. Kilian. 21 h 50 Magazine de la mer : Thalassa. Le sous-marin nucléaire Rubis. 22 h 35 Prélude à la nuit : Fauré, Bartok.	20 h 35 film : Guerre et paix, (3e partie), de S. Bondartchouk. 22 h 15 Prélude à la nuit, Delalande.	20 h 35 Variétés : Cadence 3, de Guy Lux. 21 h 55 Dramatique : la Narration, de G. Jorre. 22 h 50 Prélude à la nuit : Chopin.	20 h 35 Hommage à M. Birand : Notre bien cher Milly, de Ch. Watton. 22 h 30 Prélude à la nuit, Schumann.	20 h 35 Magazine Vendredi : Etre transsexuel, un reportage d'Anne Gaillard. 21 h 35 Magazine de la photo : Flash 3. 22 h 40 Prélude à la nuit : Paderewski.	20 h 35 Tous ensemble : Nous n'irons plus aux champs, de P. Cavassilas. De la campagne à la ville. 21 h 40 Série : Jackie et Sara. 22 h 30 Musiclub : Bartok.	19 h 45 Soirée élections municipales. 23 h 15 Prélude à la nuit : Manuel de Falla.

Téléfilm

Le plan-séquence selon Failevic

COUP sur coup — hasard de la programmation — deux émissions de Maurice Failevic sont diffusées à une semaine d'intervalle sur deux chaînes. *Le Jardinier récalcitrant* — commande de « l'ancienne télévision » — diffusé le *24 février sur TF 1, était une sorte de « conte* d'anticipation », une fable à tiroirs, antitotalitaire, autour d'une tomate à pépins. *Sur un même bateau* — commande de la « nouvelle », — programmée le 2 mars sur A 2, est un peu le contraire. *C'est une fable au passé, une nouvelle version de* Robinson Crusoé, plus compliquée et plus épurée.

Au dix-huitième siècle, un navire chargé d'esclaves fait naufrage vers une petite île des Antilles, la Guadeloupe. Deux Blancs — le maître et son valet — trois Noirs, se retrouvent quasi nus, sans armes, sur la plage. Que va-t-il se passer ? Le maître pense évidemment que les esclaves vont se venger des mauvais traitements qu'ils ont subis. Le valet va-t-il se révolter ? Curieusement, les rapports de domination continuent de fonctionner mais, en changeant sans cesse, avec de brusques retours de manivelle, des bizarreries dérapantes. Encore une fois, Failevic nous installe dans l'attente. Il nous remet dans une patience élémentaire. Très peu de mots ici, on observe les comportements, les logiques. Humour.

Depuis *les Saltimbanques*, en 1981, on retrouve chez Failevic, quelle que soit l'histoire qu'il raconte, le même goût pour une forme très spéciale de suspense, un suspense à spirale, très terre à terre, quotidien, banal, bousculé par le sentiment du *drame qui se noue, du danger. Failevic joue sur des* éléments opposés tragédie/humour, logique/fantaisie, avec une utilisation très élaborée de la durée.

Failevic n'aime pas trop parler « théorie » comme si trop analyser risquait de détruire le mystère d'une création réussie, une mécanique fragile. Il utilise beaucoup le plan-séquence, qui est, dit-il, *« un non-fractionnement du temps pendant que les choses se passent. Pendant la durée d'une scène, on ne triche pas avec le temps, on filme dans le temps réel, ce qui entraîne un risque de lenteur, il y a le rythme interne des comédiens, leur déplacement, mais cela crée en même temps une tension. Le spectateur vit au même rythme que les acteurs du film, comme dans un reportage où on ne devance pas la réalité »*. L'autre ressort, c'est aussi, inextricablement lié, un refus absolu de dramatisation. *« Pas de gros plan,* dit-il, *ni toute cette grammaire cinématographique que certains cinéastes utilisent de manière remarquable. »* Que ce soit *les Saltimbanques* où il a pris une situation forte qu'il banalise, *le Jardinier récalcitrant* ou *Sur un même bateau*, on redécouvre cette volonté de ne pas grossir les faits, de ne pas donner de *« coup de pouce ». « C'est de l'anti-spectacle »*, dit Maurice Failevic. Une forme renversée de dramatisation, un travail sur la corde raide. *« Si ça ne fonctionne pas, il n'y a aucun filet de protection. »*

Maurice Failevic voulait depuis longtemps traiter de la guerre, de l'antagonisme avec l'autre, de ce rapport qui aboutit à une tuerie au quotidien. Depuis longtemps, il voulait également traiter du thème de Robinson Crusoé. Il a ici poussé l'exercice de style à l'extrême, jusqu'à l'épuration, presque jusqu'à l'abstraction. *« Comme on dit qu'on fait des expériences dans l'espace pour avoir un alliage pur de métaux, j'ai voulu traiter un problème à l'état pur. »* L'auteur de *la Belle ouvrage*, des *Sangliers*, de *1798*, un des chefs de file de ce que l'on a appelé l'*« écriture par l'image »*, a atteint ici une maîtrise extrême de la mise en scène, du jeu des comédiens (Sidiki Bakaba, Marc de Jonge, Christophe Odent) et du temps. Malgré quelques simplismes.

CATHERINE HUMBLOT.

★ *SUR UN MÊME BATEAU*, le mercredi 2 mars, A 2, 20 h 35 (95 minutes).

Retrouvailles océaniques

ANNE est, semble-t-il, une femme d'une trentaine d'années, seule, désemparée, sujette à *une légère dépression nerveuse*. Son âge, entre la jeunesse et la maturité, exige une mise au point, une pose, un « qui es-tu ? ». Pour se retrouver, elle décide d'aller passer quelques jours sur les lieux de son enfance, dans une *maison-souvenir sur le bassin d'Arcachon*. Avant de se rendre dans ce havre de paix balayé par les vents atlantiques, elle prend au passage son fils François, un enfant terrible qui a beaucoup de choses à reprocher à une mère peut-être oublieuse des devoirs éducatifs.

La Narration de Bernard Ponty, réalisée par Guy *Jorre, se présente comme un huis clos (en plein* air !), un affrontement entre deux personnages bien campés par Béatrice Agenin et Alan Chinn. Affrontement sévère, fruit de nombreuses incompréhensions accumulées, heureusement éclaircies à la fin de l'intrigue. Est-ce l'air vivifiant de l'océan qui fait aussi facilement se réconcilier ces deux êtres si distants ? On ne sait pas trop. Une chose certaine : Anne retrouve ses esprits et François l'affection qui lui manquait. Tant mieux ! Malgré une réalisation un peu sommaire, due à un manque de moyens flagrant, et un dénouement étrange, *la Narration* comporte quelques moments émouvants et tendres.

MARC GIANNÉSINI.

★ LA NARRATION, FR 3, 21 h 55, mercredi 2 mars (52 minutes).

LUNDI 28 FÉVRIER

TF 1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Les après-midi de TF1 d'hier et d'aujourd'hui** *(et à 15 h 30)*.
14 h 5 **Film : le Far-West**, de Jacques Brel.
17 h 20 **Croque-Vacances.**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Film : la Splendeur des Amberson**, d'Orson Welles.
22 h 5 **Orson Welles à la cinémathèque**, de P.A. Bouiang, réal. : Guy Seligman.
Une conférence du metteur en scène de Citizen Kane *à la cinémathèque. Orson Welles parle de sa conception de l'espace cinématographique, de la postérité, du cinéma noir et blanc entre autres. Quatre-vingt dix minutes de bonheur...*
23 h 35 **Journal.**

A 2

12 h **Journal** *(et à 12 h 45)*.
12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**
13 h 35 **Cette semaine sur A2.**
13 h 45 **Série : la Vie des autres.**
14 h **Aujourd'hui la vie.**
15 h 5 **Série : les Charmes de l'été.**
16 h 5 **Reprise : Apostrophes.**
(Ça c'est passé en Amérique, diff. le 25 février à 21 h 35).
17 h 15 **La télévision des téléspectateurs.**
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord (I.N.C.).**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Emmenez-moi au théâtre : Ondine de J. Giraudoux**, mise en scène : R. Rouleau. Avec I. Adjani, F. Chaumette, M. Duchaussoy...
Ondine, merveilleuse créature sauvage, accepte le pacte de son oncle le Roi des Ondins : elle vivra son amour humain et si Hans la trahit elle perdra jusqu'au souvenir de son existence terrestre...
23 h 10 **Journal.**

FR 3

18 h 10 **Messages.**
Hebdomadaire télévisé des P.T.T.
18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Scènes de la vie de province.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 33 **La minute nécessaire de M. Cyclopède.**
20 h 35 **Série : Le fou du désert.**
Dernier épisode. Réal. : J. Trefouel. Avec M. Carrière, F. Giorgetti, P. Arditi.
Heurs et malheurs du grand Conrad Kilian : après une longue convalescence et de multiples échecs. Kilian s'enfonce dans la névrose et « se donne la mort ». Assassinat ou suicide ? On ne le saura jamais.
21 h 30 **Journal.**
21 h 50 **Magazine : Thalassa.** de G. Pernoud.
Bienvenue à bord du sous-marin nucléaire lanceur d'engins : Rubis.
22 h 29 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
22 h 35 **Prélude à la nuit.**
« Barceuse » de G. Fauré et « six danses roumaines » de B. Bartok, par J.-J. Kantorow, au violon, et J. Rouvier au piano.

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 18 h 45, Benny Hill Show ; 20 h, Les lundis au soleil : émission de variétés. 21 h, *D'amour et d'eau fraîche*, film français de J.-P. Blanc.
● T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Joëlle Mazart ; 20 h 35, *New-York Black-out*, film américain de J. Mitchum 22 h 06, *Club 06* : émission de variétés.
● R.T.B., 18 h 25, Feuilleton : Le chevalier de Maison Rouge ; 20 h, *L'entourloupe*, film de G. Pires.
● TÉLÉ 2, 18 h 05, Feuilleton : Les yeux bleus ; 19 h, Lundi-sports ; 20 h, La bonne aventure ou la vie quotidienne ; 20 h 30, Théâtre wallon : *Li Babo*, Comédie dramatique de G. Ista.
● T.S.R., 20 h 05, A bon entendeur ; 20 h 10, Spécial cinéma.

MARDI 1 MARS

TF 1

10 h **Télévision scolaire.**
11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.)**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 45 **Les après-midi de TF 1 : Féminin présent.**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord.**
(I.N.C.) *Les clefs du logement.*
20 h 35 **Théâtre : Point H.**
d'Y. Jamiaque, mise en scène Y. Bureau, réal. L. Iglesis, avec J. Davy, F. Delille, D. Deisen et A. Grecq.
Le physicien danois Nielsen devient contre son gré l'intermédiaire entre les scientifiques américains et ceux du Reich. Nous sommes en 1943, les scientifiques se réunissent, la bombe nucléaire éclatera-t-elle ?
22 h 40 **Documentaire : Colette ou les chemins de la liberté.**
Enquête de F. de L'Homme, réal. E. Kneuze. (Rediffusion.)
23 h 10 **Journal.**

A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h 5 **Journal (et à 12 h 45).**
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 35 **Emissions régionales.**
13 h 45 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h 5 **Les charmes de l'été**
16 h **Reprise : Chantez-le-moi.**
(Diffusé le 27 mars, à 20 h 35.)
17 h 5 **Entre vous**
de L. Bériot. « Chaba d'entra » : *les gîtes ruraux en France.*
17 h 50 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 30 **D'accord, pas d'accord.**
20 h 35 **Les dossiers de l'écran : l'Armistice de juin 1940, téléfilm** de P. Alfonsi et P. Pesnot, réal. H. Basle. Avec C. Bouillette, R. Benois, G. Claisse, M. Cuvelier...
(Lire notre article ci-contre.)
21 h 45 **Débat : l'Armistice de juin 1940.**
23 h 15 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Scènes de la vie de province.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 30 **D'accord pas d'accord.**
20 h 33 **La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.**
20 h 35 **Film : Guerre et paix**, de Sergueï Bondartchouk (troisième partie).
21 h 55 **Journal.**
22 h 13 **Une minute pour une image**, d'Agnès Varda.
22 h 15 **Prélude à la nuit.**
Concert à Grasse. Symphonie pour les soupers du roy, de M. R. Delalande, par l'orchestre Cannes - Provence - Côte-d'Azur, sous la direction de P. Bender.

[illegible]

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 18 h 45, Feuilleton : Batman ; 20 h, Feuilleton : Le grand-père ; 21 h, *les Héros*, film américain de J. Paul ; 22 h 55, Paris si tu veux : magazine parisien.
● T.M.C., 20 h 35, *le Petit Michel illustré*, film de G. Jourd'hui ; 21 h 55, Télé-ciné- vidéo.
● R.T.B., 18 h 25, Feuilleton : Le chevalier de Maison Rouge ; 20 h , Feuilleton : Flamingo Road ; 20 h 50, Elémentaire, mon cher Einstein ; 21 h 50, Grâce à la musique : Chopin.
● TÉLÉ 2, 18 h 10, Feuilleton : La vie de Shakespeare ; 19 h, tribune économique et sociale : La C.S.C. ; 20 h, Point de mire ; 21 h, Cycle Fernandel : *Monsieur Hector*, film de M. Cammage.

MERCREDI 2 MARS

TF 1

10 h 15 **Vision plus.**
11 h **Magazine des écoles.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Un métier pour demain. : l'orientation en 3e.**
13 h 50 **Mer-cre-dis-moi-tout.**
15 h 45 **Jouer le jeu de la santé.**
15 h 50 **Les pieds au mur.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
19 h 53 **Tirage de la Loterie nationale.**
20 h **Journal.**
20 h 28 **Coupe d'Europe de football** (sous réserve).
Paris-Saint-Germain-Waterschei en direct du parc des Prince, 1/4 de finale match aller.
22 h 25 **Les mercredis de l'information**, d'A. Denvers.
Laquais ou prophètes, le dilemme des prêtres en Amérique centrale.
(Lire notre article ci-contre.)
23 h 25 **Journal.**

A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal (et à 12 h 45).**
12 h 5 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 30 **Stade 2 midi.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h **Les carnets de l'aventure.**
« Sur la piste des cristalliers ».
14 h 30 **Dessins animés.**
15 h 5 **Récré A 2.**
17 h 10 **Platine 45.**
Avec : Ultravox,garland Jeffreys, Nicolas Peyrac, Banarama.
17 h 45 **Terre des bêtes.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Sur un même bateau.** De M. Failevic.
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 10 **Magazine : Cinéma-cinémas.**
de M. Boujut, A. Andreu et C. Ventura.
23 h 10 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Scènes de la vie de province.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 33 **La minute nécessaire de M. Cyclopède.**
20 h 35 **Variétés : Cadence 3.**
Emission de Guy Lux, Lela Milcic et Pascal Danel. Avec Sheila.
21 h 35 **Journal.**
21 h 55 **Dramatique : La Narration.**
Réal. G. Jorre avec B. Agenin, A. Chenin, J. Herviale...
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 48 **Une minute pour une image.**
D'Agnès Varda.
22 h 50 **Prélude à la nuit.**
Etude Nº 1 « Allegro-Sostenuto » et étude Nº 2 « Presto » de F. Chopin, par J.-B. Pommier, au piano.

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 17 h, Feuilleton : L'incroyable Hulck ; 18 h 45, Feuilleton : Tom Sawyer ; 20 h, série : La croisière s'amuse ; 21 h, *la Chevauchée terrible*, film américain de A.-M. Dawson ;
● T.M.C., 19 h 25, Feuilleton : La croisière s'amuse ; 20 h 25, Football — Eurovision, en direct du stade Villa Park de Bir mingham : Coupe d'Europe des clubs champions,
● R.T.B., 20 h, Jeu historique : Risquons tout ; 21 h, Variétés : Chansons à la carte ; 21 h 50, Ecritures : magazine littéraire de J.-M. Mersch.
● TÉLÉ 2, 18 h 10, Feuilleton : La vie de Shakespeare ; 19 h, La pensée et les hommes :
● T.S.R., 20 h 05, Patrick Sébastien à l'Olympia ;

JEUDI 3 MARS

TF 1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **HF 12 (info.).**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 50 **Objectif santé : Tumeur de la vessie.**
14 h **Les rendez-vous du jeudi (C.N.D.P.).**
18 h **C'est à vous.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **Météorologie.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Liberté - liberté.**
Réal. A. Dhouailly, avec C. Habeau, M. Beanne, M. Lonsdale...
(Lire notre article ci-contre.)
22 h 10 **Documentaire : Un continent perdu, les Pique-Talosse.**
Réal. H. Knapp.
Nº 2 : La galère et le fusil : Témoignages, souvenirs sur les temps anciens d'un vieux militant syndicaliste, d'un vétérinaire, tous deux natifs du pays de Chalosse dans les Landes. Intéressant.
23 h 10 **Journal.**

A 2

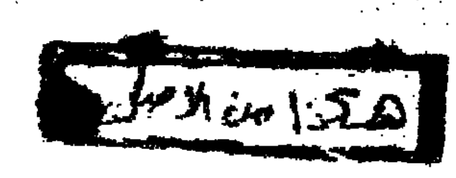
10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal (et à 12 h 45).**
12 h 5 **Jeu : L'Académie des neuf.**
13 h 30 **Émissions régionales.**
13 h 50 **Série : La vie des autres.**
14 h 5 **Aujourd'hui la vie.**
15 h **Film : Intrigue à Suez.** De P. Heusch.
16 h 30 **Un temps pour tout.**
17 h 45 **Récré A 2.**
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 10 **D'accord, pas d'accord .**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Planète bleue : Les codes secrets de la vie**, de L. Broomhead.
Les espoirs et les limites de la biotechnologie : soigner les maladies incurables, les nouvelles substances alimentaires et énergétiques, etc.
21 h 40 **Les enfants du rock.**
23 h 10 **Coupe d'Europe de football.**
23 h 25 **Journal.**

FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Scènes de la vie de province.**
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Emissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
20 h **Les jeux.**
20 h 34 **La minute nécessaire de M. Cyclopède.**
20 h 35 **Hommage à Maurice Biraud : Notre bien chère Milly.**
De Ch. Watton, réal. A. Boudet, avec M. Biraud, M. Baquet, B. Avoine...
Deux hommes sont brutalement frappés par la mort d'Emilie. Albert et Charles, que le deuil rapproche, rencontrent une jeune lycéenne du même nom, surnommée Milly. Bonne chance !
22 h 05 **Journal.**
22 h 28 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
22 h 30 **Prélude à la nuit.**
Sonate pour hautbois et piano, de Schumann, par D. Walter, hautbois, et D. My, au piano.

PÉRIPHÉRIE

● R.T.L., 18 h 45, Feuilleton : Quand tout était pourri-ro ; 20 h, Feuilleton : Dallas ; 21 h, *Amours à l'italienne*, film de D. Tessari ; ou *Que vienne la nuit*, film de O. Preminger ; 19 h 35, Feuilleton : Fachoda.
● T.M.C., 20 h 35, *Dans la poussière du soleil*, film de R. Balducci ; 22 h, Déclics : Magazine de la photo ;
● R.T.B., 18 h 25, Feuilleton : Le Chevalier de Maison Rouge ; 20 h 25, *le Point de mire*, film de J.-C. Tramont ; 22 h, Le carrousel aux images et le monde du cinéma.
● T.S.R., 20 h 05, Temps présent : 21 h 10, *la Blonde explosive*, film de F. Tashlin ; 23 h 05, Dionne Warwick en concert.



TELEVISION

Histoire

1940 encore !

RETOUR EN ARRIÈRE : *la France de 1983 est* tombée amoureuse d'une époque peu glorieuse de son histoire contemporaine, elle se souvient, veut savoir, publie des livres à tour de bras sur 1940 et les années qui suivent, l'épuration, *la collaboration... Elle* attend avec impatience le procès de Klaus Barbie, que le petit écran avide de dramatiques rêve de diffuser.

Après l'*An quarante,* de Claude Santelli sur TF 1, *un dossier de l'écran sur les criminels* nazis,cette même émission nous propose, avant son habituel débat, une fiction documentaire signée Philippe Alfonsi et Patrick Pesnot, réalisée par Hervé Basle. De quoi s'agit-il ? D'une reconstitution fidèle des instants secrets de la signature de l'armistice de 40, une reconstitution qui a été possible grâce à l'enregistrement fait par les plénipotentiaires allemands lors des négociations. Aucun journaliste n'a pu rendre compte de cet événement, mais les Allemands avaient pris soin d'installer des micros dans le wagon Foch, lieu étrange où a été signé l'armistice, et dans les téléphones. C'est donc à partir de ces documents qu'ont travaillé *Philippe Alfonsi et Patrick* Pesnot. Ils ont mis en scène tous les personnages présents, les généraux Hutzinger (Pierrik Mescam), Weygand (Alain Mac Moy), Darlan (André Chazel) entre autres... là, comme si on y était, en direct. La réalisation d'Hervé Basle, en forme de huis clos, est sobre, élégante, ne souffre aucun temps mort.

L'Armistice de 40 constitue certainement une bonne base de discussion pour les professeurs A. Milward, E. Jackel, M. Launay, le colonel M. Longuechaud, l'écrivain H. Michel et le journaliste H. Amouroux, qui participeront au débat.

M. G.

★ **L' ARMISTICE DE JUIN 40,** mardi 1er mars, sur A 2, à 20 h 35 (75 minutes).

Information

L'Église en Amérique centrale

DEUX reportages des « mercredi de l'information » sur l'Amérique centrale à l'occasion de la venue prochaine du pape Jean-Paul II. Le premier signé Jean-François Boyer et Hubert Dubois tente d'examiner les rapports de plus en plus difficiles qu'entretiennent l'Église nicaraguayenne et le Front sandiniste qui gouverne le pays depuis le départ du dictateur Somoza. Le second document, réalisé par Jean Bertolino et Tony Comiti, se déroule au Salvador, un pays dirigé par un gouvernement d'extrême droite soutenu par les États-Unis. Les évêques salvadoriens marqués naguère par la forte personnalité de monseigneur Romero, assassiné en 1980, refusent de s'engager mais cette apparente neutralité ressemble à un coup de barre à droite. L'équipe de TF1 a rencontré tous les grands prélats du Salvador, elle a vécu ces guérillas qui crient : « La liberté ou la mort. » Deux documents *a priori* intéressants.

★ **LAQUAIS OU PROPHÈTES, TF 1,** le mercredi 2 mars, 22 h 25 (60 minutes).

Téléfilm

Affrontement philosophique

D'UN côté, Maurice, professeur de philosophie, gros mangeur de chocolat, qui de jour comme de nuit rage sur un livre impossible à écrire sur la liberté, de l'autre un travailleur immigré sorti de prison qui fait son *mea culpa* et commence sa réinsertion sociale. Entre ces deux personnages, interprétés par Michael Lonsdale et Abbes Brahim, Annette, la douce mère de Maurice (Simone Renant), fait se rencontrer ces deux individus dont la conception de la liberté est diamétralement opposée.

Pour le premier, le monde est une prison, l'homme est victime de son éducation, de son milieu, de son passé *biologique, bref la liberté, n'est* qu'une illusion. Pour le second, qui en a été douloureusement privé, cette valeur est une réalité vivante.

Tel est l'affrontement que nous propose *Liberté, Liberté,* d'Alain Dhouailly. On pense que TF 1 nous offre enfin un téléfilm de valeur après une série d'autres, d'une inconsistance à désespérer. Mais on se trompe lourdement. Les deux protagonistes, le philosophe renfermé sur *lui-même comme* le gentil émigré, excessifs dans leur rôle, sont de pâles caricatures. De plus, l'intrigue en forme de parabole souffre de nombreuses invraisemblances. *Liberté, Liberté* est en fait une copie de classe de terminale rédigée par un élève médiocre.

M. G.

★ **LIBERTÉ, LIBERTÉ, TF 1,** jeudi 3 mars à *20 h 35 (90 minutes).*

VENDREDI 4 MARS

TF 1

- 11 h 15 **Vision plus.**
- 12 h **HF 12 (info).**
- 12 h 30 **Atout cœur.**
- 13 h **Journal.**
- 13 h 50 **Portes ouvertes.**
- 14 h 25 **Tennis : coupe Davis.**
- 18 h **C'est à vous.**
- 18 h 25 **Le village dans les nuages.**
- 18 h 50 **Histoire d'en rire.**
- 19 h 5 **Météorologie.**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **S'il vous plaît.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Variétés : Gala international des révélations au MIDEM 83** Deuxième partie spectacle R.T.L. Réal. : M. Pasetta. *Spectacle enregistré au grand auditorium du nouveau palais des Festivals, en janvier 1983 à Cannes. Avec J. L. Lahaye, D. Christie, G. Berliner entre autres.*
- 21 h 40 **Série : Quelques hommes de bonne volonté.** D'après l'œuvre de J. Romains ; réal. F. Villiers, avec D. Ceccaldi, J.-C. Dauphin, J. Barney... *Nº 3 : Vers l'abîme. Deux nouveaux personnages font leur entrée dans cette saga du début du siècle : Wazemmes et Havercamp, deux chasseurs professionnels qui ont pour gibier l'argent. Quinette a définitivement opté pour le délicieux frisson du meurtre. Un des bons épisodes de cette série.*
- 22 h 35 **Les grandes expositions : l'École de La Haye.** Emission de J. Plessis. *Gabriel, Israëls, Weissembruch, Mauve, les paysagistes hollandais du dix-neuvième siècle, les ancêtres de Van Gogh actuellement exposés au Grand Palais.*
- 23 h 05 **Journal et Cinq jours en Bourse.**

A 2

- 10 h 30 **ANTIOPE.**
- 12 h **Journal (et à 12 h 45).**
- 12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**
- 13 h 35 **Emissions régionales.**
- 13 h 50 **Série : La vie des autres.**
- 14 h **Aujourd'hui la vie.**
- 15 h 5 **Série : La poupée sanglante.** D'après G. Leroux.
- 16 h **Reprise : Planète bleue.** (Voyage au centre de la vie, dif. le 3 à 20 h 35.)
- 17 h 10 **Itinéraires.** De S. Richard. Une France différente : entre deux rives (les enfants d'immigrés). *Aspects de la vie quotidienne par Yves Jeanneau.*
- 17 h 45 **Récré A 2.**
- 18 h 30 **C'est la vie.**
- 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Feuilleton : Capitaine X.** Réal. B. Gantillon, avec P. Malet, T. A Savoie, J.-P. Sentier... *Leroy-Boucher, alias capitaine X, va devoir se rendre à l'évidence : Clara est une espionne au service de l'ancien tueur von Rauschnitz. Le héros découvre le message ultra-secret : Hitler va tenter un putsch à Munich.*
- 21 h 35 **Apostrophes.** Magazine littéraire de B. Pivot : *Loin des élections, le roman dans l'histoire. Avec G. Vidal (Création), M. Peyramaure, (le Printemps des pierres), F. Sagan (Un orage immobile), F. Vitoux (Fin de saison au palazzo Pedrotti), S. Bramly (la Danse du loup).*
- 22 h 55 **Journal.**
- 23 h 5 **Ciné-club (cycle Jean Rouch) : La chasse au lion à l'arc ; Un lion nommé l'Américain.**

FR 3

- 18 h 30 **Pour les jeunes.**
- 18 h 55 **Scènes de la vie de province.**
- 19 h 10 **Journal.**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 55 **Dessin animé.**
- 20 h **Les jeux.**
- 20 h 30 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
- 20 h 34 **La minute nécessaire de M. Cyclopède.**
- 20 h 35 **Vendredi : Le corps de mon identité, être transsexuel.** Magazine d'information d'A. Campana. *Carte blanche à A. Gaillard et J.-R. Martin. Témoignages vécus sur la condition de transexuel. Une enquête qui aborde le problème sous différents aspects, médical, psychologique, juridique...*
- 21 h 35 **Magazine de la photo : Flash 3.** De J. Bardin, P. Dhostel et J. Eguer. *Le musée photographique de Bièvres ; portrait : Serge Comtesse, responsable du service photographique de* la Voix du Nord ; *Flash pratique : le matériel et l'éclairage ; concours.*
- 22 h 20 **Journal.**
- 22 h 38 **Une minute pour une image.** D'Agnès Varda.
- 22 h 40 **Prélude à la nuit.** *Menuet en sol majeur, Nocturne en si bémol majeur, Cracovienne fantastique, de I. Paderewski et Sonatine de M. Magin, par M. Magin au piano.*

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 18 h 45, Feuilleton : Candy ; 20 h, Feuilleton : Vegas ; 21 h, *Sans mobile apparent,* film français de P. Labro.
- T.M.C., 19 h 35, Feuilleton : Les amours de la Belle Epoque ; 20 h 35, Feuilleton : Mozart ; 22 h 10, Chrono : magazine automobile.
- R.T.B., 21 h 05, Dernière séance : *Mafu Cage,* film américain de K. Arthur.
- TÉLÉ 2, 18 h 05, Feuilleton : La vie de Shakespeare ; 19 h, Vendredi sports ; 20 h 05, Opération Simenon : téléfilm : *les Anneaux de Bicêtre.*
- T.S.R., 20 h 35, La chasse aux trésors ; 21 h 35, Rock et belles oreilles ; 23 h, *Serious investigations,* film de D. Hyams.



SAMEDI 5 MARS

TF 1

- 10 h 15 **Vision plus.**
- 10 h 45 **La séquence du spectateur.**
- 11 h 15 **La maison de TF 1 (et à 13 h 35).**
- 13 h **Journal.**
- 13 h 40 **Série : Les incorruptibles.**
- 16 h 10 **Reprise : Histoire des inventions** (diffusé le 20 janvier à 22 h 5).
- 17 h **Téléfilm : la Lumière des justes.** D'après l'œuvre d'H. Troyat, réal. Y. Andréi, avec Ch. Nobel, M. Robbe. *Nº 4 : Sophie de retour à Kachtnovka, en Russie, décide de s'occuper de l'éducation des moujiks.*
- 18 h **Trente millions d'amis.**
- 18 h 30 **Magazine auto-moto.**
- 19 h 10 **D'accord, pas d'accord.**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **S'il vous plaît.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Série : Dallas** *La découverte d'un cadavre dans la piscine familiale fait frissonner d'effroi les Ewing. J. R. est soupçonné...*
- 21 h 35 **Droit de réponse.** Emission de Michel Polac. *Peut mieux faire : sur les collèges.*
- 22 h 50 **Etoiles et toiles :** Magazine du cinéma de F. Mitterrand. *Présentation du dernier film d'Eric Rohmer,* les Jeunes Filles, *A quoi rêvent les jeunes filles de 1983* par C. Grumberg ; *Les jeunes filles et les médias ; Interview de Joan Fontaine.*
- 23 h 30 **Journal.**

A 2

- 11 h **Journal des sourds et des malentendants.**
- 11 h 30 **La vérité est au fond de la marmite.**
- 12 h **A nous deux.**
- 12 h 45 **Journal.**
- 13 h 35 **Série : Drôles de dames.**
- 14 h 20 **Récré A 2.**
- 15 h 10 **Les jeux du stade.**
- 17 h 50 **La course autour du monde.**
- 18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
- 19 h 10 **D'accord pas d'accord (I.N.C.).**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Variétés : Champs-Elysées,** *de M. Drucker. Autour de Robert Charlebois.*
- 21 h 50 **Série : Theodor Chindler** d'après le roman de B. von Brentano, réal. H. W. Geissendorfer. Avec H.-C. Blech, R. Fendel, K. Talbach... *Nº 6 : conflits affectifs et politiques à l'intérieur d'une famille allemande à la veille de la première guerre mondiale.*
- 22 h 50 **Athlétisme.** championnat d'Europe.
- 23 h 25 **Journal.**

FR 3

- 12 h **Objectif entreprise.** Émission de l'ANVAR (Agence nationale de valorisation de la recherche).
- 12 h 30 **Les pieds sur terre.** Emission de la Mutualité sociale agricole.
- 13 h 30 **Horizon.** Le magazine des armées.
- 14 h 30 **Entrée libre,** émission du C.N.D.P. *Avec Mme Anne Sinclair, journaliste ; Portrait du philosophe et écrivain A. Finkielkraut ; 14 h 30, Activités féminines ; 15 h 40, Les cyclones d'H. Tazieff ; 15 h 55, Faits divers à la une ; 16 h 10, Apollinaire.*
- 18 h 30 **Pour les jeunes.**
- 19 h 10 **Journal.**
- 19 h 20 **Emissions régionales.**
- 19 h 55 **Dessin animé.**
- 20 h **Les jeux.**
- 20 h 33 **La minute nécessaire de Monsieur Cyclopède.**
- 20 h 35 **Tous ensemble : Nous n'irons plus aux champs.** Réal. P. Cavassilas avec V. Garivier. (FR3 Strasbourg décroche et diffuse son propre programme régional.) *Le désarroi d'un cultivateur obligé de quitter la campagne pour aller travailler dans une grande industrie. Ce téléfilm a été diffusé en 1977.*
- 21 h 10 **Série : Jackie et Sara.**
- 22 h 10 **Journal.**
- 22 h 28 **Une minute pour une image.** D'agnès Varda.
- 22 h 30 **Musi-Club.** *Quatuor nº 1, opus 7 de B. Bartok par le Quatuor Parrenin.*

PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Feuilleton : Chips (2e partie) ; 21 h, Variétés : Show Patrick Sabatier ; 22 h, Ciné-Club : *Beau Geste,* film américain de W. Wellman.
- T.M.C., 19 h 35, Anniversaire du décès de Fernandel ; 20 h 35, Feuilleton : Mozart ; 22 h 10, Chansons de toujours : émission de variétés.
- R.T.B., 20 h, Le jardin extraordinaire : le voi du condor ; 20 h 35, Téléfilm : *Un meurtre est-il facile ?* ; 22 h 15, Folklore : vivoir en Famenne.
- T.S.R., 20 h 10, Roulez tambours : histoire de la musique militaire en suisse ; 21 h 10, Feydeau ; 22 h 15, Sports.

DIMANCHE 6 MARS

TF 1

- 9 h **Émission islamique.**
- 9 h 15 **A Bible ouverte.**
- 9 h 30 **Foi et traditions des chrétiens orientaux.**
- 10 h **Présence protestante.**
- 10 h 30 **Le jour du Seigneur.**
- 11 h **Messe célébrée en la paroisse de Saint-Etienne d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine) : prédicateur : Père A. David.**
- 12 h **Téléfoot.**
- 13 h **Journal.**
- 13 h 25 **Série : Star Trek.**
- 14 h 30 **Sports Dimanche** (et à 16 h 10).
- 15 h 40 **Série : Arnold et Willy.**
- 17 h **Racontez-moi une histoire.**
- 18 h **Les animaux du monde.** *Premier Festival international du film animalier.*
- 18 h 30 **Jeu : J'ai un secret.**
- 19 h **Le magazine de la semaine : sept sur sept.** De J.-L. Burgat, E. Gilbert et F.-L. Boulay.
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Cinéma : Duos sur canapé** *de Marc Camoletti.*
- 22 h **Elections municipales : résultats.**

A 2

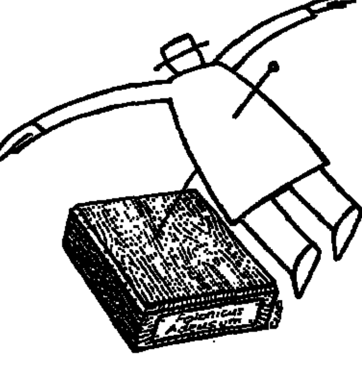
- 10 h **Gym Tonic** (et à 10 h 45).
- 10 h 30 **Magazine du cheval.**
- 11 h 15 **Dimanche Martin.** Entrez les artistes.
- 12 h 45 **Journal.**
- 13 h 20 **Dimanche Martin (suite).** Incroyable mais vrai ; 14 h 25, Série : Magnum ; 15 h 20, l'École des fans ; 15 h 55, les Voyageurs de l'histoire ; 16 h 25, Thé dansant.
- 17 h 5 **Série : Les fiancées de l'Empire.**
- 18 h **Dimanche magazine.**
- 19 h **Stade 2.**
- 19 h 45 **Spécial élections.**
- 20 h **Journal.**
- 20 h 35 **Soirée élections municipales.**
- 23 h **Journal.**

« Il en est de la télévision comme de l'épée : qui se sert d'elle mourra par elle. »
[illegible] Dutourd, de l'Académie française, [illegible] chronique de France-Soir [illegible] du 15 février.

FR 3



- 10 h **Images de ...**
- 10 h 30 **Mosaïque.**
- 17 h 5 **Pour les jeunes.**
- 18 h 45 **L'Echo des bananes.**
- 19 h **Spécial DOM-TOM.**
- 19 h 45 **Soirée élections municipales** (et à 21 h 30).
- 21 h 20 **Journal.**
- 23 h 15 **Prélude à la nuit.** *« Danse du Meunier », « Danse rituelle du feu » (extrait de l'Amour sorcier) de Manuel de Falla, par T. Llacuna, au piano.*



PÉRIPHÉRIE

- R.T.L., 20 h, Quincy ; 21 h, *Profession : reporter,* film de M. Antonioni ; 23 h 05, Les potins de la comète.
- T.M.C., 18 h 30, Feuilleton : The Duchess of Duke Street ; 19 h 30, Feuilleton : Yes Minister ; 20 h 35, *l'Arnaqueuse,* film américain de P. Hall ; 22 h 10, Série policière américaine : Cible.
- R.T.B., 20 h 35, Zygomaticorama : spécial shows télévisés ; 21 h 20, *Et la tendresse... bordel,* film de P. Schulmann.
- T.S.R., 20 h 10, Feuilleton : Une femme nommée Golda ; 20 h 55, Miroirs, émission littéraire ; 22 h 20, Table ouverte.

RADIO

FRANCE-CULTURE

LUNDI 28 FEVRIER

7 h 2, **Matinales** : l'ordinateur, un *objet mythique* : Nouvelles du tiers-monde, le cheval de travail.
8 h, *Les chemins de la connaissance* : images de la solitude volontaire ; à 8 h 32, Ulysse parmi nous ; les ruses d'un mythe.
8 h 50, **Échec au hasard.**
9 h 7, **Les lundis de l'histoire** : à propos de « Bernard Abélard ou le cloître de l'école », de J. Jolivet et J. Verger.
10 h 45, *Le texte et la marge* : *Dessins et collages de C. Muhlstein.*
11 h 2, *Dialogues avec D. Duval.*
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Les tournois du royaume de la musique.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Vacarme pour une lune morte », de V. Khoury Gata.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier ; à 15 h 30, Points de repère.
17 h 32, **Instantané** : magazine musical.
18 h 30, **Feuilleton** : Le bonheur fou.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Présence des arts** : visite d'atelier, Charles-Louis La Salle.
20 h, **Quelques journées d'hiver**, de J.-P. Govaerts.
21 h, **L'autre scène, ou les vivants et les dieux** : le mot qui vient du silence.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MARDI 1 MARS

7 h 2, **Matinales** (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi) à 8 h 50, le sillon et la braise.
9 h 7, **La matinée des autres** : les Touaregs, par C. Herviant.
10 h 45, **Un quart d'heure avec J. et B. Villeminot.**
11 h 2, **L'orgue provençal de Cucuron**, par J. Merlet.
(et à 13 h 30, 17 h 32 et 21 h 15.)
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Thérèse et Pierrette à l'école des saints Anges », de M. Tremblay.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier ; à 15 h 30, Points cardinaux ; à 16 h 30, Micromag ; à 17 h, Roue libre.
18 h 30, **Feuilleton** : Le bonheur fou.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, *Sciences* : L'espace et le temps aujourd'hui, par E. Noël.
20 h, **Dialogues** : Les crises se ressemblent-elles ? Avec F. Braudel et A. Minc.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

MERCREDI 2 MARS

7 h 2, **Matinales** : (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi).
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, **Le livre, ouverture sur la vie** : la voiture sauvage, de J. Held.
11 h 2, *La musique prend la parole.*
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
13 h 30, **Musique de l'Inde** : musiques populaires et tribales du Rajasthan.
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Monsieur Enderby », de A. Burgess.
14 h 47, **L'école des parents et des éducateurs** : l'enfant, argent et enjeu dans la séparation des parents.
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : le monde au singulier ; à 15 h 45, Promenade ; à 17 h, Roue *libre.*
18 h 30, **Bonnes nouvelles, grands comédiens** : « *la* Volière des aigles », de M. Schneider, lue par François Périer.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche** : Hippocrate dit oui, Gallien dit non.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

JEUDI 3 MARS

7 h 2, **Matinales** : (voir lundi).
8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi), à 8 h 50, le sillon et la braise.
9 h 7, **Matinée de la littérature.**
10 h 45, **Questions en zigzag** : L'Opéra, des origines à demain, de J. Bourgeois.
11 h 2, **Libre parcours variétés**, (et à *13 h 30 et 17 h 32*).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, **Sons.**
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Portrait et un rêve », de C. Weinzapflen.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : Départementale à Bonnieux ; à 17 h : Roue libre.
18 h 30, **Bonnes nouvelles, grands comédiens** : « La lumière du Nord », de M. Schneider, lue par François Périer.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **Les progrès de la biologie et de la médecine** : La pathologie anténatale.
20 h, « **En quête d'un lecteur sérieux** »... ou « La dernière adresse de Malcolm Lowry », par F. Oger.
22 h 30, **Nuits magnétiques.**

VENDREDI 4 MARS

7 h 2, **Matinales** : (voir lundi.)
8 h, **Les chemins de la connaissance** : (voir lundi.)
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des arts du spectacle.**
10 h 45, **Le texte et la marge** : La mort d'un agriculteur, de L. Gustafsson.
11 h 2, **Musique** : Charles Koechlin (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5, **Agora.**
12 h 45, **Panorama.**
14 h, *Sons : cinéma.*
14 h 5, **Un livre, des voix** : « le Rouge et l'Or », de J. Français.
14 h 45, **Les après-midi de France-Culture** : les inconnus de l'histoire.
18 h 30, **Bonnes nouvelles, grands comédiens** : « La fiancée », de P.-J. Jouve, lue par Pascal Mazzotti.
19 h, **Actualités magazine.**
19 h 30, **Les grandes avenues de la** *science moderne* : *l'atmosphère.*
20 h, **Tu écraseras le serpent**, par R. Auguet. Avec Y. Kemal.
21 h 30, **Black and blue.**
22 h 30, **Nuits magnétiques** : arrêts fréquents.

SAMEDI 5 MARS

7 h 2, **Matinales** : voir lundi.
8 h, **Les chemins de la connaissance.**
8 h 30, **Comprendre aujourd'hui pour vivre demain** : le « nouveau développement » peut-il être une issue au capitalisme en crise ?
9 h 7, **Matinée du monde contemporain.**
10 h 45, **Démarche avec... G. Molet-Vieville.**
11 h 2, **Musique** : Koechlin et sa *modernité* (*et à 14 h 5*).
12 h 5, **Le pont des arts.**
14 h, **Sons** : l'atelier désincarné.
16 h 20, **Recherche et pensée contemporaines** : le hasard créateur, avec H. Reeves.
17 h 30, **Entretiens de carême** : Jésus-Christ seul ? par M. Lenhard.
18 h, **La deuxième guerre mondiale** : la capitulation de l'Allemagne.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, *Radio-Canada* **présente** : « La radio new-yorkaise ».
20 h, « *Une prison dans la ville* », de M. Desclozeaux. Avec T. Marshall.
22 h 5, **La fugue du samedi.**

DIMANCHE 6 MARS

7 h 9, **La fenêtre ouverte.**
7 h 15, *Horizon*, magazine religieux.
7 h 40, **Chasseurs de son.**
8 h, **Orthodoxie.**
8 h 30, **Protestantisme.**
9 h 10, **Ecoute Israël.**
9 h 40, **Divers aspects de la pensée contemporaine** : la Grande Loge féminine de France.
10 h, Messe au couvent des franciscains à Paris.
11 h, **Musique** Charles Koechlin (et à 12 h 45 et 16 h 5).
12 h 5, **Allegro.**
14 h, **Sons** : L'atelier désincarné.
14 h 5, **La Comédie-Française** présente : « Topaze », de M. Pagnol.
16 h 45, **Conférence de Carême** (en direct de Notre-Dame de Paris) : le pardon, âme *de la réconciliation.*
17 h 35, **Escales de l'esprit** : la comtesse de Ségur.
18 h 30, **Ma non troppo.**
19 h 10, **Le cinéma des cinéastes.**
20 h 5 **Albatros** : nouvelle poésie belge.
20 h 40, **Atelier de création radiophonique** : le Facteur Cheval, (redif.).
23 h **Elections municipales.**

RADIO FRANCE INTERNATIONALE

● **Emissions en français destinées à l'Afrique et à l'océan Indien : ondes courtes 49 mètres (6175 kHz) :**

Le 2 mars : « Priorité santé » sera consacré à la maternité et à la naissance. Colette Berthoud recevra en direct le professeur A. Minkowski, de la maternité Port-Royal à Paris (9 h 15).

Le 3 mars : Au cours du magazine « *Carrefour* » (14 h 15), MM. B. Boyer, chargé d'enseignement à l'université Paris-V, H. Menudier, de la Fondation nationale des sciences politiques, et une jeune Allemande, évoqueront la situation de l'Allemagne, à quelques jours de l'élection des députés.

Le 4 mars, ce sera la situation intérieure française à la veille du premier tour des élections municipales qui sera traitée avec *M. Roland Cayrol, politologue.*

Le 5 mars : « Intertropiques » présentera une interview d'Anne de Lattre, secrétaire du Club du Sahel, et un reportage réalisé au Niger (15 h) ; le « Club de la presse du tiers-monde » sera diffusé également le samedi 5 mars (à 16 h) *et le dimanche* 6 mars (à 18 h).

● **Emissions en espagnol destinées à l'Amérique latine : en ondes courtes, sur 31 m (9 790 kHz et 9 785 kHz) sur 25 m (11 995 kHz et 11 965 kHz).**

Le 4 mars (à 0 h, 0 h 30 et 1 h 30-2 h) sera diffusé un entretien avec Oscar Guillermo Garreton, secrétaire général de MAPU sur la situation au Chili.

FRANCE-MUSIQUE

LUNDI 28 FEVRIER

6 h 2, **Musique légère de Radio-France** : œuvres de Bonneau, Magne, Boutry.
6 h 30, *Musiques du matin* : œuvres de Hoffmann, Massenet, Mercadante, Lalo, Mozart.
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : K. Gilbert.
12 h, **Chasseurs de son stéréo.**
12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
13 h, **Jeunes solistes** (en direct du Studio 119) : œuvres de J. Brahms, Franck, par P.A. Volondat.
14 h 4, **Emissions d'auteurs** : Le violon selon Corelli. 15 h 30, Emmanuel Chabrier.
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, *Les intégrales : Johannes* Brahms.
18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du Studio 106) : musiques traditionnelles de Bolivie.
19 h 38, **Jazz.**
20 h, **Les muses en dialogue.**
20 h 30, **Concert** : soirée musicale des amis de Samson François. Œuvres de S. François, W.A. Mozart, F. Chopin, M. Deneuve, R. Schumann, F. Liszt, C. Debussy, M. Solal, T. Monk.
22 h 30, *La nuit sur France-Musique* : Musique de nuit ; *23 h 5, Aspects de la musique française* ; 0 h 5, Un italien à Paris : Piero Coppola.

MARDI 1 MARS

6 h 2, **Musiques du matin** : Œuvres de Chabrier, Fasch, Tchaikovski, Rameau, Weber, Rachmaninov, Sibelius.
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : Kenneth Gilbert.
12 h, **La musique populaire d'aujourd'hui.**
12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
13 h, **Opérette** : « Orphée aux enfers », d'Offenbach (première partie).
14 h 4, **Boîte à musique.**
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Emissions d'auteurs** : Un disque pour la semaine ; 15 h 30, E. Chabrier.
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales** : J. Brahms.
18 h 30, **Studio-Concert** (en direct du Studio 106) : Œuvres de L. de Pablo, M. Philippot, G. Grisey, K. Makino.
19 h 38, **Jazz.**
20 h, **Premières loges** : J.McCormack. Œuvres de Schubert, Allitsen, Sullivan, Bach-Gounod, Fauré, Franck.
20 h 30, **Concert** (donné au Grand Auditorium de Radio-France le 26 novembre 1982) : « Concerto grosso », de Corelli ; « Concerto pour violoncelle et orchestre », de Haydn ; « Sérénade n° 4 », de Mozart ; par le Nouvel Orchestre philharmonique ; dir. L. Hager ; sol. *M. Maisky, violoncelle.*
23 h 30, **La nuit sur France-Musique** ; Jazz-Club.

MERCREDI 2 MARS

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères.**
6 h 30, **Musiques du matin** : œuvres de Mouret, Wideman, J.-S. Bach, Spohr.
8 h 7, *Le Bougolama 8-9.*
9 h 5, **Musiciens d'aujourd'hui** : *K. Gilbert.*
12 h, **L'amateur de musique.**
12 h 35, *Jazz : Tout Duke.*
13 h, **Jeunes solistes** (en direct du Studio 119) : œuvres de Parish-Alvars, Fauré, Hindemith, Andrès, Khatchaturian, Nadermann, Samuel-Rousseau.
14 h 4, **Microcosmos.**
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales** : J. Brahms.
18 h 30, **Studio-Concert en direct du** Studio 106) : œuvres de Mozart, Debussy, *J.* Brahms ; avec F. Elphège, violon ; J. Martin, piano.
19 h 38, Jazz : Où jouent-ils ?
20 h, **Concert** (en direct du Théâtre *des Champs-Elysées, à Paris*) : « La vie brève » Opéra de M. de Falla : par l'orchestre national de France et les chœurs de Radio-France ; dir. L. Garcia Navarro ; sol. C. Hernandez, M. Ysas, Perez-Inigo, M. Mairena...
23 h, **La nuit sur France-Musique** : le club des archives.

JEUDI 3 MARS

6 h 2, **Musiques du matin** : œuvres de Doppler, de Visée, Reichardt, Roussel, *Viotti, Telemann.*
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, **L'oreille en colimaçon** : Histoire raccommodée.
9 h 20, **Musiciens d'aujourd'hui** : Kenneth Gilbert.
12 h, **Le royaume de la musique** : Les lauréats du Septième Concours suisse de musique pour la jeunesse.
12 h 35, **Jazz** : Tout Duke.
13 h, **Musique légère** œuvres de Carradot, Hall, Strauss, N. Löhr, A. Ponchielli, R. Bourdin, L. Delibes.
14 h 4, **Emissions d'auteurs** : « Shakespeare at home » ou trois siècles de musique dans ses pièces.
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales** : l'œuvre pour piano de J. Brahms.
18 h 30, **Studio-Concert** : (en direct du studio 106) : Jazz, avec E. Bex, X. Jouvelet, le trio du pianiste C. Lavigne.
19 h 38, **Jazz** : le bloc-notes.
20 h 5, **Concert** (en direct de Munich) : « Variations et fugues sur un thème de Beethoven », de Reger ; « Concerto pour violon et orchestre », de Strauss ; « Symphonie en si bémol majeur », de Glazounov, par l'Orchestre symphonique de la radio bavaroise, dir. N. Järvi, sol. E. Sebestyen, violon.
22 h 15, **La nuit sur France-Musique** : Musiques de nuit ; à 23 h : Studio de recherche radiophonique ; à 0 h 15 : Nocturnes.

VENDREDI 4 MARS

6 h 2, **Musiques du matin** : œuvres de Schmelzer, Clementi, Schubert, Verdi, *Haendel*, Mozart, Sauguet.
8 h 7, **Le Bougolama 8-9.**
9 h 5, *Musiciens d'aujourd'hui* : K. Gilbert.
12 h, **Equivalences** : œuvres de Couperin, Vierne, Tournemire.
12 h 35, **Jazz s'il vous plaît.**
13 h, **Jeunes solistes** : (en direct du Studio 119) : œuvres de Froberger, Bach, Haydn, Satie, Britten, par P. Boëls, guitare.
14 h 4, Boîte à musique.
14 h 30, **Les enfants d'Orphée.**
15 h, **Emissions d'auteurs**, à 15 h, Un disque pour la semaine : Copland ; 15 h 30, Mexico 1980.
17 h 5, **L'histoire de la musique.**
18 h 30, **Studio concert** (en direct du studio 106) : Kenneth Gilbert, clavecin.
19 h 38, **Jazz** : le clavier bien rythmé.
20 h, **Musique contemporaine.**
20 h 20, *Concert* (*émis de* Sarrebrück) : « Symphonie n° 8 » de Beethoven ; « *Concerto pour* hautbois et cordes » de Cimarosa ; « Concerto pour hautbois et orchestre » de Haydn ; « Concerto pour orchestre » de Lutoslawski, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebrück, dir. C. Keene, sol. L. Koch, hautbois.
22 h 15 **La nuit sur France-Musique** : les mots de F. Xenakis ; à 23 h 5, Écrans (portrait de E. Macchi) ; à 0 h 5, Musiques traditionnelles.

SAMEDI 5 MARS

JOURNÉE AVEC LES RADIOS LOCALES DE RADIO-FRANCE

6 h 20, œuvres de Viotti, Boëlmann, Sibelius, Debussy, Albeniz, Mozart, Lalo.
8 h 5, **Radio-Côte-d'Azur** : les Russes à Nice.
9 h, **Radio Provence** : la musique électro-acoustique à Marseille ; *10 h, Ateliers musicaux en* Bourgogne-Franche Comté-Besançon.
11 h, **La tribune des critiques de disques.**
12 h 35, **Radio-Rhône-Alpes** (en direct de Lyon) à propos de Zimmermann ; le Conservatoire de musique de Lyon ; l'Ensemble instrumental de Grenoble.
14 h 30, **Radio Nord-Est** : l'institut de musique ancienne de Metz ; le chant grégorien, par G. Krier *Franck* ; « *Attila* » *de Verdi* à l'Opéra de Nancy.
16 h, *Studio concert* (*en direct du* théâtre du Ranelagh, à Paris) : quintette à vent Moraguès.
17 h, **Radio-Belfort** : histoire de pianos, avec M.-A. Estrella et J. Greys.
18 h, **Concert** (en direct de l'Auditorium de Lyon) : œuvres de Tchaikovski et Mahler, par l'Orchestre de Lyon, dir. S. Baudo, sol. D. Sitkowsky.
20 h 5, **Radio Vaucluse** : portrait de R. Bruson, baryton.
20 h 30, **Concert** (*donné le 19 février* 1983 à Angers) : « Capriccio espagnol », de Rimsky-Korsakov ; « chansons noires », de X. Montsalvage ; « Huit chansons », de M. de Falla ; « symphonie n° 3 » de Saint-Saëns, par l'Orchestre Philharmonique des pays de la Loire, dir. M. Soustrot, sol. T. Berganza, mezzo, F. H. Houbart, orgue.
22 h 30, **Radio Midi-Pyrénées** : musique électroacoustique.
23 h 30, **Radio-Languedoc Roussillon** : musique des carnavals languedociens.

DIMANCHE 6 MARS

6 h 2, *Concert – promenade* : musique viennoise et musique légère.
8 h 2, **Cantate de J.-S. Bach.**
9 h 10, **Hors commerce.**
11 h, **Concert** : (en direct du Théâtre du Rond-Point, à Paris) : « Sérénade pour trio à cordes » de Beethoven ; « Quatuor pour piano et cordes » de Schumann, par le Trio à cordes de Paris et D. Merlet, *piano.*
12 h 5, **Magazine international.**
14 h 4, **D'une oreille l'autre.**
17 h, **Comment l'entendez-vous ?** *la musique et la nuit* (œuvres de Schubert, Bellini, Chopin, Mendelssohn, *Fauré, Chopin, Verdi*, Wagner, R. Strauss).
19 h, *Jazz vivant* : le *Five* Stars Band ; le Quintette de Woody Shaw et le Quartette de *Dexter Gordon.*
20 h, **Les chants de la terre.**
20 h 30, **Concert** (*en direct de la* Salle Pleyel à Paris) : « la Passion selon saint Jean », de J.-S. Bach, par l'Orchestre J.-F. Paillard et l'Ensemble vocal M. Piquemal, dir. M. Corboz.
23 h, **La nuit sur France-Musique** : musiques de nuit ; à 0 h 5, Le salon de Mme de Saint-Euverte.

A écouter

Un clavecin à problèmes

Que rien ne va de soi au clavecin, c'est un peu ce qu'Olivier Bernager aura à cœur de montrer tout au long de cette semaine. Pour cela, un illustre *invité : Kenneth Gilbert. Exécutant* certes, mais aussi musicologue, *archiviste, érudit. Car tout est* lié dès qu'il s'agit d'interpréter *sur le royal instrument la littéra*ture baroque, synonyme d'incer*titudes, de controverses et de* chicanes.

Depuis plus de vingt ans Kenneth Gilbert remue des tonnes *de manuscrits*, les compare, *les* retranscrit. En cinq émissions *passionnantes, il explique son* travail titanesque, les difficultés *de la musique ancienne*, la situation de l'édition. **T. FR.**

★ « *Musiciens d'aujourd'hui* » : la leçon particulière de Kenneth *Gilbert du lundi 28 février* au vendredi 4 mars à 9 h 5, sur F.-M.

Charles Koechlin à l'ombre des géants

Rejeté dans l'ombre par les *géants du début du siècle*, Ravel, Debussy, mais aussi Fauré, dont il fut l'élève, Charles Koechlin (1867-1951), comme Florent Schmitt, est de nos jours un peu méconnu : on ne se souvient guère de ses traités de technique musicale, ingénieux et pratiques il est vrai. Celui qu'on surnomma un moment le « Bach du vingtième siècle » est pourtant l'auteur d'une œuvre originale, inégale certes, mais pleine d'équilibre et de souplesse dans les tournures, astucieuse le plus souvent, jamais gratuite ni ennuyeuse en tout cas.

Les six émissions que lui consacre Alain Féron et auxquelles participe son élève Henri Sauguet en font foi : on s'aperçoit curieusement que certaines partitions nourries au départ de Massenet rejoignent l'impressionnisme de Debussy quand (dates confrontées) elles ne l'annoncent pas.

THIERRY FRESLON.

★ « *Charles Kœchlin* » : du vendredi 4 au dimanche 6 mars, F.-C., pour les horaires : *voir programme.*

Autopsie de Lowry

« Comme un œil énorme *sans paupière* » est *la souf*france de Bill. Bill Plantagenet, *le héros de Lunar Caustic, alcolo* entre les alcolos, ivrogne *jusqu'au fond de l'âme*, un de ces *éthyliques métaphysiques et suicidaires comme le seul* Malcolm Lowry a su les décrire *(souvenez-vous : Au-dessous du volcan* »).

Lowry a écrit deux versions de *Lunar Caustic*, la première à *l'âge* de 26 ans. *La* seconde était encore et toujours sur le chantier *lorsqu'il* mourut en 1957 d'avoir follement bu, bu *jusqu'à la folie.*

On est justement ici dans un hôpital psychiatrique. Bill rencontre Garry, inventeur d'histoires, et un vieux *juif, Kalowski*, comme il en existe seulement à *New-York. Un New-York où les* paysages, les gens, sont victimes d'incessantes modifications. Lowry = Kafka ?

Lowry unique, et résumé peut-être dans cette nouvelle cauchemardesque et sublime que Franck Oger a choisi d'autopsier, de radiographier, d'examiner à l'envers : comme on étudie une écriture si l'on aime le jeu des reflets et la pensée prismatique et si modestement poète d'un Maurice Blanchot.

M.L.B.

★ *En quête d'un lecteur sérieux* », jeudi 3 mars, F.C., 20 heures.

Radios locales

● **Top municipales : la soirée du 6 mars.** — LE NORD organise une grande opération. En effet *Radio-Lille* (91,1 Mhz), Radio-Judaïca (96,4 Mhz), Radio-Boomerang (89,7 Mhz), Radio-Campus (99,6 Mhz), Radio-Mons (95,3 Mhz) et Radio-Pévèle (97 Mhz), en collaboration avec les quotidiens régionaux *Nord Eclair* et *Nord Matin*, assureront en direct et en multiplex la retransmission des résultats. Des studios décentralisés installés dans les mairies de Lille, Roubaix, Villeneuve-d'Asq et Mons-en-Baroel, interviendront en fonction de l'actualité de 18 heures 30 à minuit. — DANS L'OUEST, à Radio La Rochelle (92 Mhz), des correspondants donneront dès 18 heures les pourcentages de participation à partir d'un certain nombre de bureaux-tests ; puis les candidats viendront en direct commenter les résultats de la région. — A BORDEAUX, Radio-Angora (100,7 Mhz) retransmettra les résultats des communes avoisinantes et interviewera les élus du premier tour. — DANS LE SUD, Radio-Forum 92 (92 Mhz, Marseille) sera à pied d'œuvre dès le début de l'après-midi, organisera des tables rondes et des débats au fur et à mesure des résultats. — A PARIS (Radio-Ask (100 Mhz, Paris), la radio des communautés arméniennes et grecques, réalise une soirée « spéciale élections municipales », avec des correspondants dans la plupart des villes à forte communauté arménienne, notamment Lyon et Marseille. Fréquence-Libre (100,6 Mhz), outre sa soirée où elle communiquera les résultats de la région parisienne, retransmettra, à 22 h 30, un débat entre toutes les listes de gauche, les écologistes sur le deuxième tour.

● **Turuntu Africa**, un appel à ceux qui veulent découvrir l'histoire et la tradition du continent africain. De grandes personnalités — dont le sociologue et ancien ambassadeur du Togo à l'UNESCO — aborderont le 6 mars « la problématique de l'immigration africaine en Europe ». Des musiciens africains font découvrir ou redécouvrir leur musique. (Chaque dimanche de 20 h à 22 h 30, Radio 3 (98,4 Mhz), Paris.

Stations nationales

Europe 1

● Il jouait les avocats, le voilà aussi écrivain public et porte-parole, Guy Thomas, qui, par de très brefs récits quotidiens, décortique les rouages de l'administration pour en fustiger les erreurs et oublis les plus absurdes, adressera désormais chaque jour une lettre ouverte à un responsable (*ministre, préfet*, chef d'entreprise...) au nom *d'un ou des auditeurs d'Europe 1*. Au fait, il existe bien un médiateur ?

(Du lundi au vendredi : chronique à 7 h 15 ; lettre ouverte à 8 h 54.)

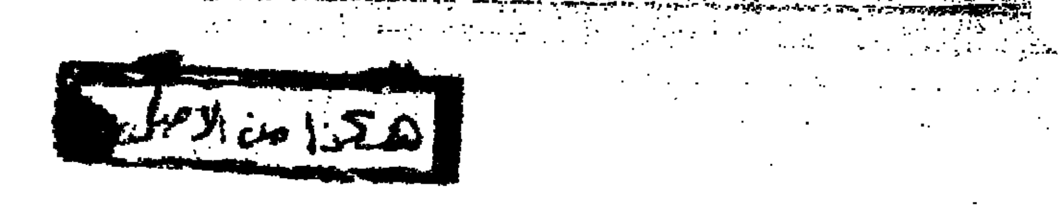
France-Inter

● *Que se passe-t-il* quand les principaux acteurs d'un *tribunal* partent soudain en vacances ? L'avocat général et le procureur, les huissiers et les policiers, les témoins et l'accusé... Eh bien, il reste le juge ! Et heureusement, *car les* vacances-temporaires- du Tribu*nal des flagrants délires auraient* provoqué sur l'antenne d'Inter une grande vague de mélancolie, si Claude Villers, son magistrat respecté, n'avait assuré gaillardement, et à lui seul, l'intérim. Rien à voir cette fois avec la justice — où l'injustice, — mais de la variété et du grand show, *comme dit son auteur*, « *dans la plus pure tradition de Broadway* ».

(« *Folles mélodies* », tous les jours de 11 heures à 12 h 30 *jusqu'au 5 mars*).

● **Le 30 janvier 1933**, sans coup de force ni effusion de sang, Hitler devient chancelier de la République d'Allemagne, et les pièces du puzzle « Histoire » se mettent doucement en place, *dans un mouvement irréversible...* Historien, écrivain *et journaliste, Paul-Marie de la* Gorce propose de comprendre pourquoi. Comment. Et la radio prouve une nouvelle fois son pouvoir d'évocation.

(« *Hitler : la marche au pouvoir* », une émission préparée *par Karin Königseder et réalisée* par Gilles Davidas, tous les *jours, de 13 h 30 à 14 heures*).



Des images en quête d'auteurs

LE séminaire organisé au début du mois de février à *Monte-Carlo* par l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et International Marketing Video a permis de faire le point sur la production internationale en matière de nouvelles images électroniques. Pendant trois jours, les effets ont succédé aux effets, jusqu'à l'indigestion : images qui pivotent, éclatent, se recomposent, disparaissent en fausse perspective ou se mélangent de manière plus ou moins complexe.

De Varsovie à Chicago, de Tokyo à Paris, les stéréotypes n'ont pas de frontières. De toute évidence, la fantastique révolution de l'image de synthèse est encore aux mains des ingénieurs, qui regardent, avec un émerveillement justifié, s'animer leurs logiciels et maîtrisent chaque jour davantage la palette des couleurs, des textures et des formes en *mouvement*.

Le grand absent, c'est le créateur. Toute cette production reste expérimentale, parce que les nouvelles images coûtent trop cher, parce que les interfaces entre la machine et le graphiste ou le réalisateur sont encore trop complexes et, surtout, parce que la recherche, prise par sa propre logique de développement, ne prend jamais le temps d'être opérationnelle.

L'exemple de *Tron* est significatif. « *Pour réaliser ce film,* explique Steven Lesberger, *il a fallu convaincre les informaticiens de ne pas jeter au panier les logiciels qu'ils estimaient périmés, résister à l'innovation technologique continue, pour ne pas remettre en question, tous les mois, le dispositif de production complexe que nous avions mis sur pied.* » Pour produire, il faut savoir stopper la recherche et faire des choix d'équilibres économiques. C'est ce qu'a compris Michel François, président de la commission des effets spéciaux de la Commission supérieure technique du cinéma français.

Aidé par le ministère de la culture, il a rendu opérationnel un logiciel d'*animation tri*-dimensionnelle conçu en 1974 par deux ingénieurs français, Phac Le Thuan et Pierre-Louis Dahan. S'associant avec le groupe français d'informatique et la société Benson, Michel François a présenté à Monte-Carlo une animation de quelques minutes, *dont la très haute défi*nition est compatible avec l'exploitation cinématographique. Ce dispositif sera rendu accessible à des créateurs, grâce à la mission « nouvelles images » d'Henri False. Il sert déjà à la préparation de décors de synthèse pour le prochain film de Pierre Etaix.

Les récentes décisions gouvernementales permettront peut-être à la recherche française de rattraper une partie de son retard sur les Etats-Unis. La bande présentée à Monte-Carlo par le docteur Alexander Shure, directeur du New York Institute of Technology, montre que les Américains ont pris une avance considérable dans la maîtrise des mouvements du corps humain et même dans le traitement numérique, en temps réel, des images qui ouvrent sans doute les perspectives les plus fascinantes à la création.

Un catalogue d'effets usés

Mais il faut encore passer de la recherche à la production. Le ministère de la culture s'est fixé comme objectif prioritaire d'intervenir sur les six cents heures de dessins animés que diffusent chaque année les trois chaînes. Un budget de 8 millions de francs pourrait financer, dès cette année, la création de « pilotes » utilisant les nouvelles technologies électroniques.

C'est au sein de la télévision que la situation est la plus préoccupante. En Pologne, aux Pays-Bas comme en France, la mani*pulation des nouvelles images* reste limitée aux seuls départements graphiques et cantonnée à la réalisation de génériques par des producteurs et des réalisateurs mal informés. Seule exception à la règle, la présentation par la B.B.C. d'une remarquable série de cinq fois dix minutes : « *Jane s'en va-t-en guerre* ».

Diffusée le dimanche soir sur les antennes britanniques, cette série mêle bandes dessinées et prises de vues réelles avec une maîtrise absolue de la nouvelle imagerie électronique. Une autre production récente de la B.B.C., *le Fantôme dans le sous-sol*, montre que les trucages vidéo peuvent trouver une véritable efficacité poétique au sein d'une dramatique classique.

Les choses bougent aussi aux Etats-Unis. Adrian Malone, qui avait déjà su tirer parti des nouvelles images dans sa célèbre série *Cosmos*, prépare avec la C.B.S. et Marlon Brando une série de six heures sur l'histoire des tribus cheyennes. Les techniques de synthèse y seront utilisées pour traduire l'imaginaire des Indiens américains. A Chicago, Thomas Defanti, président de Z Grass, travaille sur des systèmes de synthèse d'images miniaturisés, à la portée des bourses des créateurs. Il est convaincu que les jeux vidéo vont profondément influencer l'avenir de la télévision, tant au niveau de l'esthétique, des systèmes de production, que du dialogue interactif avec le téléspectateur.

C'est sur cette interactivité que travaille également Nicholas Negroponte au MIT et au centre mondial de l'informatique. Il a présenté à Monte-Carlo le célèbre programme *Aspen*, permettant à partir d'un vidéo-disque et d'un micro-ordinateur d'explorer à loisir une ville, tournant à droite ou à gauche dans les rues, pénétrant dans les maisons, ou changeant de saison selon le bon plaisir du spectateur.

*Mais la prestation la plus spec*taculaire fut sans doute celle du mathématicien Benoit Mandelbrot, l'homme qui a réussi à mettre en équations les montagnes, les nuages ou le ressac. Ces travaux sur la géométrie fractale, développés aux États-Unis, servent aujourd'hui à synthétiser avec une qualité extraordinaire les reliefs les plus complexes.

On est loin de tous ces vertiges, quand on replonge dans l'univers quotidien de la publicité, tel que l'a présenté le séminaire parallèle de *Stratégies*. Cette revue spécialisée avait organisé à Monte-Carlo une confrontation de spots publicitaires utilisant les techniques électroniques. On sait que, à la veille de l'ouverture des écrans *de FR 3 à la publicité vidéo*, un certain nombre d'agences et de producteurs ont tendance à adopter une attitude frileuse vis-à-vis des nouvelles techniques de production.

Les quelques exceptions présentées à Monte-Carlo tendraient malheureusement à leur donner raison. Faute d'un dialogue entre concepteurs et techniciens, la créativité se borne à reproduire un catalogue d'effets déjà usés. Les publicitaires n'ont pris des nouvelles images que leur arrière-goût esthétique, une référence à une science-fiction de bazar. Les images de synthèse n'auraient rien à gagner à la prolifération de tels spots, qui imposeraient, à la longue, une esthétique spectaculaire plate et gratuite. De plus, l'arbre de la technologie avancée risque ici de cacher la forêt, celle d'une production vidéo où de très bons opérateurs font de belles images très classiques. ■

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

VIDEOCASSETTES SELECTION

Théâtre

Deux catalogues d'éditeurs viennent de s'enrichir presque simultanément d'une collection « théâtre ». Dans les deux cas, il s'agit de la reprise de spectacles enregistrés pour la télévision.

Hachette Vidéo a négocié avec TF 1, l'Institut national de la communication audiovisuelle (INA) et Pierre Sabbagh l'édition de la célèbre série « Au théâtre ce soir ». Pour le géant de l'édition française, le marché de la vidéo reste aujourd'hui dominé par des produits grand public qui « *incitent avant tout à rire ou à rêver* ». Le groupe, qui détient, par l'intermédiaire de Film Office, la distribution des catalogues de films de Warner, United Artistes et Walt Disney, cherche à diversifier ses titres avec des émissions de télévision de large audience et de grande notoriété. D'où le choix de « Au théâtre ce soir », une série qui a cumulé, pendant dix-sept ans, une audience de plus de six milliards de téléspectateurs et qui, à en croire certains sondages, est aujourd'hui l'une des plus regrettées du public.

Les trois premières cassettes s'appuient délibérément sur des acteurs « locomotives » : Jean Le Poulain et Maria Pacôme *(Le noir te va si bien)*, Jacques Balutin et Christian Marin *(Une nuit chez vous... madame)*, Louis Velle, Rosy Varte et Jacques Sereys *(Nina)*. Trois autres titres *suivront dans quelques mois et*, si le succès se confirme, la collection aura tout le loisir d'explorer un patrimoine de plus de quatre cents pièces de boulevard.

Pour sa part, Cinéthèque s'est allié avec les Acteurs français associés et Antenne 2. Ce petit éditeur, qui a récemment reçu le soutien de la Compagnie financière Rothschild pour se lancer dans une politique culturelle (une collection avec l'Opéra de Paris), a pris plus de risques. Son premier titre est un classique de la comédie britannique, *le Canard à l'orange*, dans une mise en scène de Pierre Mondy, avec Jean Poiret, Annick Allane, Christiane Minazzoli et Corinne Le Poulain. La deuxième cassette est consacrée à un grand classique tout court : *les Rustres*, de Carlo Goldoni, dans une mise en scène de Claude Santelli, avec Michel Galabru et Pierre Mondy, enregistré très récemment au Théâtre de la Mi*chodière*.

Nina, Une nuit chez vous... madame, Le noir te va si bien. Edités par Hachette Vidéo, collection « Au théâtre ce soir », distribués par Film Office.

Les Rustres, le Canard à l'orange. Edités par Cinéthèque, collection « Vidéo-Théâtre », distribués par G.C.R.

FILMS

Films français

Un si joli village, d'Etienne Périer, avec Victor Lanoux, Jean *Carmet et Valérie Mairesse.* Edité et distribué par Proserpine éditions.

Un meurtre est un meurtre, d'Etienne Périer, avec Jean-*Claude Brialy, Stéphane Audran*, Robert Hossein, Michel Serrault et Catherine Spaak. Edité et distribué par Proserpine éditions.

L'Adolescente, de Jeanne *Moreau, avec Francis Huster*, Jacques Weber, Edith Clever et Simone Signoret. Collection « Vidéo Soir ». Edité et distribué par P.V.W.

La Baraka, de Jean Valère, avec Roger Hanin. Edité et distribué par P.V.W.

Une sale affaire, d'Alain Bonnot, avec Marlène Jobert et Victor Lanoux. Edité par U.G.C. Vidéo et distribué par R.C.V.

Cousine, je t'aime, de Fernando Trueba, avec Oscar Ladoire et Paula Molina. Edité et distribué par U.G.C. Vidéo, collection « Tony Molière ».

Classiques

Théâtre de monsieur et madame Kabal, de Walerian Borowczyk. Dessin animé, édité par Cinéthèque et distribué par G.C.R.

Le Troisième Homme, de Carol Reed, avec Orson Welles, Joseph Cotten et Alida Valli. Edité par A.M. Vidéo et distribué par R.C.V.

Pharaon, de Jerzy Kawalerowicz, avec George Zelnik et Barbara Bryl. Edité par A.M. Vidéo et distribué par R.C.V.

L'Idiot, de Georges Lampin, avec Gérard Philipe et Edwige Feuillère. Edité par La Guéville Vidéo et distribué par R.C.V.

Enfants

Le Petit Monde de Charlotte's Web, un dessin animé « Hanna et Barbera ». Edité et distribué par Manhattan Vidéo.

The Looney Tunes, une anthologie des dessins animés, avec Bugs Bunny, Speedy Gonzales, Beep Beep, Titi et Grosmi*net. Edité et distribué par War*ner Home Vidéo.

J.-F. L.

PRATIQUES

VIDEO

Nouvelle gamme de salon Hitachi

La firme japonaise Hitachi a renouvelé entièrement sa gamme de magnétoscopes de salon. L'aspect général des trois modèles est marqué par un dessin nouveau du clavier de commande. Les fonctions sont regroupées sur trois ou cinq grandes touches. Le VT 11 S est un modèle de base complet avec fonction d'assemblage automatique, arrêt en fin de bande et recherche visuelle avant et arrière à quatre fois la vitesse. La télécommande à fil est en option. Le *VT 14 S est équipé d'une prise di*recte pour caméra et d'une télécommande à infrarouges. Le haut de gamme se nomme VT 16 S, il est le seul des trois pourvu du chargement frontal. Sa principale caractéristique est un tambour équipé de quatre têtes vidéo, qui assurent une meilleure stabilité *aux ralentis et aux arrêts* sur image. La mémoire d'enregistrement autorise la programmation de cinq programmes sur quatorze jours. Le circuit son est équipé d'un réducteur de bruit Dolby.

Un portable avec l'image

Sous la référence 680 S, la marque Hitachi nous propose, non pas un nouveau modèle, mais une évolution d'un produit existant.Il s'agit, en effet, du portable VT 6 800 S, un des poids plume du reportage vidéo, accouplé à un *moniteur couleur de* 12,5 centimètres de diagonale écran : il fallait y penser ! L'ensemble, entièrement solidaire, est muni d'une solide poignée et ne pèse que 7 kilos. L'alimentation peut s'effectuer en 120 volts ou en 220 volts, et la consommation est de l'ordre de 17 watts en enregistrement et en monitoring. L'usage de cet ensemble peut se concevoir pour la relecture immédiate d'une prise de vues ou pour de multiples usages professionnels. Si la petitesse de l'écran n'est pas un obstacle, on pourra utiliser le moniteur comme téléviseur (il est en Secam), *à condition* d'y adjoindre un tuner référencé TU 68 S.

PHILIPPE PÉLAPRAT.

HIFI

Platine tourne-disque à la française

Si l'industrie française de la haute fidélité s'est enfin réveillée ces dernières années, il reste des créneaux qui demeurent inoccupés. Les Ets Jacques Barthe s'honorent d'être l'un des derniers, sinon l'ultime fabricant de platines tourne-disques *national*. Devant la production de masse extrême-orientale, la petite firme française joue la robustesse et la qualité.

La gamme « Rotofluid » comporte deux modèles grandpublic. La « Pro 4 A.A. » est une platine avec arrêt en fin de disque et relevage du bras par système de photorésistance ; l'ensemble électromécanique de très haute précision répond aux impératifs professionnels. L'entraînement est assuré par un moteur 16 pôles, et la vitesse de rotation est liée à la fréquence du courant secteur. Le bras est composé, en partie, de pièces *en matière plastique haute* résistance, afin d'abaisser la fréquence de résonance. Les éléments assurant le pivotement horizontal et vertical sont traités avec une extrême précision. L'horizontabilité du bras et la distance pivot-pointe de lecture sont ajustables en fonction des phonocapteurs utilisés. La compensation de la poussée latérale se fait par un système traditionnel de contrepoids.

La « Pro 5 A.A. » est d'une lignée plus moderne. La totalité des commandes — à effleurement — est regroupée à l'avant du plateau et comprend un système de réglage fin de la vitesse. L'entraînement du plateau s'effectue grâce à un moteur à effet Hall (entraînement direct).

PH. P.

Deux salons

Le mois de mars sera très fourni en manifestations spécialisées cette année. Du 9 au 13, se tiendra le rituel Festival du son et de l'image vidéo organisé par la S.D.S.A. Sur les cinq niveaux du Palais du congrès de la Porte Maillot, *à Paris*, toutes les grandes marques exposeront leurs derniers produits, prochainement offerts aux convoitises des consommateurs.

Cette manifestation a de plus en plus tendance à englober toute l'électronique de loisir, ce qui explique la décision prise par plusieurs fabricants et importateurs, d'organiser, aux mêmes dates, le Salon national de la haute fidélité, qui se tiendra à l'hôtel Sofitel-Sèvres. Regroupés dans le Syndi*cat national de la haute fidélité*, ces « purs » entendent défendre une hifi de qualité, franchement démarquée du tout-venant des grandes surfaces.

A noter que, cette année, le Festival du son et de l'image vidéo est jumelé à l'AVEC 83, à la convention communication 2 000, au Festival de la communication diapo-vidéo, et au Forum international des radios locales.

★ Syndicat national de la haute fidélité : 50 rue d'Auteuil, 75016, Paris. S.D.S.A. : 11 rue Hamelin, 75016, Paris.

PHOTO

Le 24 × 36 bavard et l'appareil espion

Les constructeurs japonais de matériel photographique font parfois *preuve, sans jeu de mots,* d'une imagination débridée. Ainsi, Fuji, l'un des plus grands fabricants de films et d'appareils photo, a-t-il présenté, voilà quelques semaines, le premier 24 × 36 compact doué de parole. Il sera commercialisé au printemps pour environ 800 F, mais au Japon seulement, car pour l'instant cet appareil ne parle que japonais. Les phrases qu'il prononce sont des instructions à l'usage du photographe, par exemple, pour l'inviter à utiliser un flash quand la lumière devient trop faible ou un pied quand la vitesse devient plus longue que le 1/30 s. La voix est obtenue synthétiquement et elle est programmée dans un circuit électronique conçu par Matsushita.

Tandis que Fuji annonçait ainsi la naissance du premier véritable appareil photo audiovisuel, une firme de Tokyo moins connue, Iwata Enterprise C°, commercialisait un autre 24 × 36 compact, le Noctboy, très simple, avec un objectif 2,8/38 mm et un flash électronique incorporé. Ce dernier possède une caractéristique originale : il est équipé d'un filtre noir infrarouge.

Ce filtre (qui n'est pas une nouveauté) ne laisse passer que le rayonnement infrarouge de la lumière, lequel est invisible à l'œil *humain. Ainsi, il est possible* de photographier au flash la nuit sans être vu. Bien entendu, il faut alors charger l'appareil d'un film noir et blanc infrarouge sensible à ce rayonnement. Pour l'instant, l'appareil n'est pas exporté. Mais sa technique n'en est pas moins à la portée de tous les photographes, puisqu'il suffit de charger un appareil ordinaire d'un film infrarouge et de coiffer le réflecteur d'un flash avec un filtre infrarouge, le film et le filtre pouvant être acquis, par exemple, chez Kodak.

ROGER BELLONE.

DISQUES

Classique

Deux grandes œuvres d'Henri Dutilleux

Voici un disque auquel on souhaite la plus grande carrière. Dans la série contemporaine qu'Erato publie pour fêter son trentième anniversaire, il brille comme une escarboucle cet enregistrement de deux œuvres d'Henri Dutilleux par l'Orchestre national de Radio-France, éblouissant, dirigé par Mstislav Rostropovitch à la pointe de son génie, aussi rigoureux que débordant d'enthousiasme. Les moins audacieux des mélomanes ne pourront refuser de reconnaître la splendeur de ces œuvres, d'ores et déjà classiques, et on leur conseillera même d'acheter les deux partitions de poche (chez Heugel) pour en savourer toutes les merveilles et toutes les subtilités.

Les cinq mouvements de *Métaboles* (1964), véritable « concerto » mettant tour à tour à l'honneur les divers groupes de l'orchestre, s'enchaînent comme *des rêves de visions contrastées* sur un matériau thématique unique, développant la radioactivité de ce noyau central en d'incessantes métamorphoses d'une tension dynamique et d'une poésie fascinantes.

Quatorze ans après, *Timbres, Espace, Mouvement* répond aux *Métaboles* comme le *« mystère nocturne sidéral »* à l'*« éclat solaire »* (selon la remarque de Francis Bayer), en une œuvre de durée sensiblement égale (dix-sept minutes) écrite dans le climat de *la Nuit étoilée*, une des dernières toiles de Van Gogh. Sur le velours profond des cordes graves se détachent les « timbres » scintillants des constellations, vents et percussions, déployant à l'infini l'« espace » céleste qu'anime le « mouvement » toujours en expansion d'un lyrisme qui flamboie et rejoint la vision de Van Gogh, une mer semée d'étoiles mystiques. Un des plus beaux paysages de la musique (Erato, STU 71.516).

JACQUES LONCHAMPT.

« Conversation galante » par Musica Antiqua de Cologne

« La personnalité et le mode d'existence de bien des artistes français du dix-huitième siècle s'avèrent souvent insolites et donnent l'impression d'être le baromètre de cette agitation latente (la Révolution) *qui devait éclater au grand jour à la fin du siècle »*, écrit le commentateur du présent disque de musique française « rococo ». On ne saurait mieux définir l'esprit et le ton de ces « petits maîtres » parisiens qui, à défaut de faire la nouvelle musique européenne (ils laissèrent bien volontiers ce soin à d'autres comme Gluck, Haydn et Mozart), se réfugièrent dans un art de boudoir, qui privilégiait les sautes d'humeur de la jeune génération autant que les tendres confidences de la tradition.

Cette « conversation galante » n'est en fait que le miroir de la « peinture de l'instant » cultivée à la même époque par Boucher, Lancret et quelques autres, avec, çà et là, une touche réaliste et intimiste à la Chardin.

A ce jeu, les musiciens réunis ici sont passionnants à découvrir et transfigurés par l'approche fabuleuse de vérité et de virtuosité de l'Ensemble Musica Antiqua de Cologne. Parmi eux, j'accorderai une mention spéciale à Guillemain, favori de Louis XV et de Madame de Pompadour, qui, malheureusement, gâcha des dons énormes (et un sens de la *stravaganza* à étonner les Italiens eux-mêmes) par ivrognerie (victime de phobies, il devait se suicider en 1770). Mais Francœur dit le « cadet », Quentin le Jeune et le célèbre Philidor, joueur d'échecs réputé autant que compositeur à la mode, sont également des figures attachantes. Philidor, en particulier, mène un discours chromatique et modulant avec l'aisance des chefs de file du classicisme naissant à Vienne, à Berlin et ailleurs.

Ce disque pour connaisseurs éclaire d'une lumière exacte tout un pan quasiment ignoré de notre histoire musicale, grâce à cette *réinterprétation exemplaire. Beaucoup* des sonorités d'époque en soi (les instruments utilisés étant d'une qualité exceptionnelle, à commencer par le violon baroque *de Reinhard Goebel, sorti de l'atelier* de Giambattista Rogeri, à Brescia en 1680), et, par-dessus tout, incomparable technique d'exécution (dans le « coulé » du *coup d'archet, plus précisément)* : indubitablement, le groupe rhénan pose de nouveaux jalons — plus encore peut-être que l'équipe fameuse des frères Kuijken et de *leur petite bande — dans la résurrection* du répertoire instrumental baroquisant, au nom de la musicologie la plus actuelle (Archiv Produktion, 2534 006).

ROGER TELLART.

Psaumes et chansons de William Byrd

Du *« father of musicke »*, favori de la reine Elisabeth Iʳᵉ (qui ne l'inquiéta jamais, bien qu'il fût de confession catholique), ce choix de pièces *(psaumes, sonnets et chansons tristes et pieuses)* toutes empruntées au recueil de 1588, écrit sous l'influence de la poésie moraliste de cour.

Discutable dans un récent disque Monteverdi, le Consort of Musicke est ici irremplaçable, apportant à ces pages empreintes d'une profonde spiritualité le ton et la couleur expressive exacts, et cette discrétion dans l'émotion, *cette pudeur dans* la douleur, qui sont comme la signature d'un maître comptant entre Lassus et Monteverdi, parmi les premiers de son temps.

Conformément aux usages de la Renaissance, Antony Rooley a mêlé les réalisations monodiques (pour voix solo, avec accompagnement d'un quatuor de violes) et polyphoniques. De ce point de vue, on ne peut rêver restitution plus fidèle, rencontre plus suggestive de la musique et de la poésie dans l'esprit madrigalesque et « solistisant » qui caractérise l'approche actuelle des hautes époques, et la recréation d'Emma Kirby dans la sublime berceuse sur le massacre des Saints-Innocents parvient à nous faire oublier l'enregistrement historique d'Alfred Deller de la même déploration (Oiseau-Lyre-Barclay, 595 073).

R. T.

Derniers quatuors de Mozart

Un disque récent du Quatuor Eder, fondé en 1977 à l'académie Liszt de Budapest par des élèves de la classe de musique de chambre d'Andras Mihaly, vient rappeler une nouvelle fois le très haut niveau atteint par tant de jeunes artistes hongrois. Au programme, deux des derniers quatuors à cordes de Mozart, plus précisément, les deux premiers (K. 575 en ré majeur et K. 589 en si bémol majeur) des trois composés en 1789-1790 pour le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II, violoncelliste de talent. A cette époque, Mozart traversait une crise créatrice grave, et ne mena que peu d'ouvrages à bien : dans ces quatuors, en particulier le second, la douleur perce vite sous l'amabilité de surface.

L'interprétation de cette musique difficile entre toutes est un modèle du genre : non contents de surmonter avec brio ses multiples embûches techniques, les membres du Quatuor Eder en restituent toute l'ambiguïté, permettant ainsi à l'auditeur, à condition que ce dernier le veuille bien, de pénétrer jusqu'au cœur du mystère. Les grands *disques* consacrés à Mozart sont rares : en voici un, qu'il faut acquérir d'urgence en dehors de toute intégrale passée ou à venir. Mais peut-être y aura-t-il une suite... (Hungaroton, SLPX 12 128).

MARC VIGNAL.

Récital Gabriela Benackova

Notre chauvinisme est si fort dans l'art lyrique que, mis à part quelques rôles-fétiches (Boris, Tatiana...), nous ne daignons reconnaître les chanteurs de l'Est que lorsqu'ils abordent le répertoire latin (Amnéris, Eboli et Carmen pour les mezzo, Philippe II pour les basses). Profitons-donc de ce *récital* de *Gabriela Benackova* pour ouvrir un peu nos horizons.

Voici le panthéon de l'opéra russe et des écoles nationales (Smetana, Janacek, Dvorak, Tchaïkovski, Prokofiev, Chostakovitch) : voici les œuvres et les rôles les plus féconds en musicalité, en puissance théâtrale et aussi en émotion (*la Fiancée vendue, Armida, Rusalka, Jenufa, Eugen Oneguin, la Dame de pique, Guerre et Paix, Katerina Ismaïlova*, soit tour à tour le romantisme, l'épopée et la nostalgie), idéalement servis par une artiste qui, par la richesse de son timbre, la souplesse de sa ligne de chant et la variété subtile de ses intentions peut égaler nos plus illustres divas.

Avec la Philharmonie tchèque dirigée par Vaclav Neumann, une invitation au voyage au royaume de l'âme slave (Supraphon 1 116.2 843).

ALAIN ARNAUD.

Montserrat Caballé chante Wagner

Elle y met tant d'acharnement et tant d'application qu'elle en devient touchante. Au demeurant, parce que c'est elle et non parce que ce serait lui ! Car, dans les langueurs méditerranéennes de ce timbre (qui, malgré quelques failles désormais sensibles, s'offre le luxe de longues et impalpables tenues de souffle), dans l'incapacité d'appréhender l'articulation, la projection des syllabes et la structure des phrases de la langue allemande, dans ces *rubatos* et ces *pianissimos* semés avec désinvolture au hasard de la ligne de chant sans aucune raison musicale, dans cette hétérogénéité de tempérament et de style avec la saga légendaire germanique, vous reconnaîtrez, indulgents ou agacés, les tics et les limites de la diva, mais vous ne serez jamais assurés d'entendre les héroïnes de Bayreuth.

Extraits de *Tristan et Isolde, le Vaisseau fantôme, Tannhäuser, le Crépuscule des dieux* avec la complicité du New Philharmonic Orchestra, dirigé par Zubin Mehta (CBS, D 37 294).

A. A.

Jazz

Le quatuor de saxophones « Mad Sax 2 »

Comme ils sont français nos quatre mousquetaires du bec et de l'anche ! Cette crainte de se prendre au sérieux, qui se masque sous l'ironie. Cette volonté de *faire passer le travail acharné* pour de la désinvolture. Ce refus de la sentimentalité musicale, alors qu'on est prêt à toutes les effusions amoureuses...

Ici, l'amour, c'est à l'instrument qu'on le porte. Le quatuor de saxophones est une permanente déclaration au biniou inventé par Adolphe Sax. Ils sont fous de lui, Chautemps, Di Donato, Jeanneau et Maté. Et, comme une telle passion ne saurait se déclarer sans impudeur, on prend une légère distance et on appelle le disque (habilement) *Mad Sax 2*.

Deux, aussi parce que c'est le second album du Quatuor. Le premier *(Double Messieurs*, Open 14) avait laissé frustrés les admirateurs du groupe, qui n'avaient pas retrouvé à l'enregistrement la splendeur sonore déployée à l'audition directe. Cette fois-ci, on a tiré les leçons d'un premier échec : du moment que les micros ne parviennent jamais à capter la vérité du son, on va jouer franchement de l'artifice. Les saxophones (toute la famille, du soprano au baryton) et les clarinettes basses sont « traités », à la chambre *d'écho, au convertisseur, au* mixage qui rapproche ou éloigne les sons. Ainsi ce disque est-il un objet enregistré, tout le contraire de l'enregistrement d'une exécution. De ce point de vue, la réussite est totale.

La musique, maintenant. Elle se signale d'abord par sa variété. *Alors que dans l'album précédent* des compositions étaient toutes dues à François Jeanneau, dont l'écriture est fortement typée, ici on a aussi mis à contribution les talents de compositeur de Chautemps, de Di Donato et de Maté. Ainsi suit-on un parcours accidenté qui mène d'une composition nostalgique des Four Brothers et de Tadd Dameron *(A Myb*, de Jeanneau) à une biguine ironique où des percussions latines soutiennent pour une fois les saxophones *(Saxenza*, de Philippe Maté), en passant par une improvisation libre *(Improvisoir)*, une suite parodique où hommage *est même rendu à Marcel Mule (Chaudimage*, de Jeanneau), une brève ballade qui rappelle les arrangements de Billy Strayhorn pour la section d'anches d'Ellington *(Synopsis*, de Jeanneau).

A mon goût, la palme revient au *Crarc* de Jean-Louis Chautemps, qui commence par une cadence au ténor seul à la manière de Rollins, enchaîne sur des motifs rythmiques évoquant les « Chase » à deux ténors, intercale un thème joliment répétitif et enchâsse un solo de soprano par Jeanneau, qui est une rutilante perfection.

Réponse au défi lancé par le World Saxophone Quartet, le quatuor de saxophones affirme gaiement l'identité du jazz français, en poussant ses rhizomes aussi bien dans le sol de notre tradition classique que dans les floraisons noires-américaines. Sagement, somme toute. Car ils ne sont pas si fous que ça, ces Français, et c'est bien le seul regret qui peut venir à l'écoute de ce disque presque trop maîtrisé *(Cy Records 733-613, distr).*

MICHEL CONTAT.

Herbie Hancock : « Quartet »

Le jazz ne fait pas grande consommation de célébrités. Considérons seulement l'Amérique, d'où cet album vient. Huit mille pianistes syndiqués, dès 1963, à New-York, voici vingt ans ; des dizaines de milliers de musiciens inscrits, donc, sur les registres professionnels dans l'ensemble du territoire ; un niveau de compétence technique incroyablement élevé ; une lutte pour la reconnaissance par les confrères d'une extrême difficulté ; une audience qui ne saurait, en dépit de *l'ampleur croissante, équivaloir à* celle de la variété ; un peu plus de disques achetés que dans la région de la musique classique, mais sans les prêts à fonds *perdus de la politique du bon* genre. Voilà quelques causes du cercle étroit qui enferme et maintient, côte à côte, par exemple Herbie Hancock, Ron Carter, Tony *Williams. Il faudrait ajouter la* complicité des chroniqueurs qui ne se décident pas à parler systématiquement de ce qui se passe hors de ce cercle et qui restent sensibles au talent de ceux qui s'y trouvent non injustement installés.

Ainsi peut-on et doit-on *conseiller aujourd'hui, sans réserves mentales*, l'excellent double album de Hancock, réalisé en 1982, avec ses inévitables partenaires, et avec le petit nouveau, *Wynton Marsalis, qui, lui, n'a pas* attendu longtemps son coupe-file. Ici, la référence à Monk n'est pas explicite comme dans le Trio Music de Chick Corea qui donnait de *ses thèmes une expression à la* fois fidèle et allégée, et, dans les solos, adoptait un comportement harmonique courant chez les boppers mais abandonné par les *générations successives, tandis que* le *mélodiste* freinait son élan, opérait par phrases courtes, s'astreignait à beaucoup de ponctuations pour rester proche de l'esprit *monkien. Hancock ne puise* dans le répertoire de Thelonious que pour y trouver prétextes à faire de bons chorus à sa propre manière.

Dans *Round Midnight*, c'est plutôt, comme dans *Quick Sketch* de Ron Carter, à Miles Davis que l'on pense (par la volonté de Mar*salis) pour ne rien dire de Sorcerer* que Hancock avait offert au patron dans les années 60. Et gardons pour la fin *The Eye of Hurricane*, ancienne et habile composition du même Hancock où l'auteur se plaît à brouiller les cartes. Une note tenue au terme de chaque séquence du thème l'étire deux fois par souci de transition. *En réalité, se cache sous ce* camouflage et sous l'enchaînement ingénieusement trafiqué des accords le canevas d'un blues en mineur qu'exploiteront tour à tour *les improvisateurs*, avec cette déclaration dans la malice qui remonte à Dizzy et Parker, au Minton's au Monroe's, fameux ouvroirs de musique potentielle *(C.B.S. 22-219).*

LUCIEN MALSON.

Blakey, avec Wynton et Branford Marsalis : « Keystone 3 »

Que des musiciens d'à peine un peu plus de vingt ans puissent à merveille s'entendre, comme ici, avec un vieux routier, un bon maître, tient à des dispositions d'esprit *et des capacités réciproques* qui n'échappent qu'à l'auditeur prévenu contre de telles alliances. D'une part, Blakey a gardé une verdeur, une conviction qu'aucun bon entendeur ne conteste. D'autre part, les Marsalis appartiennent à cette population de jeunes artistes noirs que seule la grande tradition jazziste touche vraiment, qui tiennent, à tort ou à raison, le rock pour un succédané ou une perversion de l'art populaire afro-américain, et la musique européenne classique pour une langue très riche, par eux souvent bien maîtrisée, mais assurément non maternelle.

Les déclarations de Wynton Marsalis sont très claires sur tous ces sujets, comme sur la personne qu'il veut être en scène, ni mieux ni moins bien cravatée aujourd'hui que celle d'un leader ouvrier ou d'un dirigeant de parti de progrès, ou encore, précise-t-il, jadis de Louis Armstrong lui-même.

L'enregistrement de ces plages a été fait en public, au Keystone Kirner de San-Francisco, en 1982. Le disque, bien enregistré, restitue une part de l'atmosphère chaleureuse du lieu, et, sans déperdition d'énergie, la musique inventée par un sextette qui tourne rond, qui se plaît à tenir le tempo, et qui, se donnant de strictes règles de jeu, en tire parti à sa fantaisie. La qualité des thèmes est notable : *In a Sentimental Mood*, de Duke, *In Walked Bud*, de Monk, *A la mode*, de Curtis Fuller (qui rappelle le climat du *Nutville* d'Horace Silver) et, enfin, le très bon *Waterfalls*, de Wynton Marsalis, dont les musiciens ne délaissent les trois temps que pour l'éblouissante succession des solos.

On comprend que Wynton Marsalis, héritier de Clifford Brown pour l'articulation de la phrase, et qui joue de façon moins ardente certes, mais plus égale, plus acrobatique encore que celle de son devancier — écoutons *Full Love*, — ait pu être désigné par les lecteurs d'un grand magazine de Chicago, en novembre dernier, comme le *« musicien de jazz de l'année »* (Concord Jazz *C.J. 196. Distribution Dam).*

L. M.

Rock

Phonographiques

Qui n'a jamais cédé à l'attrait d'une pochette pour s'apercevoir après écoute que le disque qu'elle enveloppait ne motivait pas l'achat ? Élément important et indissociable du disque, la pochette révèle, illustre, cristallise souvent ce que la musique porte en elle, ainsi que les intentions extra-musicales de l'artiste : son look, ses fantasmes, ses obsessions. Com*ment, avec le recul, séparer* l'image de la pochette de celles *qu'évoque la musique ?* Comment écouter *Sergeant Pepper* des Beatles sans qu'aussitôt sa pochette nous vienne en tête (les exemples sont au nombre des disques enregistrés, mais, bien sûr, plus le disque est important, plus sa pochette se colle à nos réflexes). Images et son confondus, c'est un tout rangé dans nos souvenirs qui fixe pour l'éternité l'artiste à un moment déterminé, tout en *marquant l'époque à laquelle* il a été réalisé.

La pochette a changé avec le temps, elle a suivi ou devancé les modes, les ten*dances, musicales ou non, elle* s'est influencée et a influencé les techniques de photo, de graphisme, de lettrage. Elle a collé directement à l'évolution *de la musique et, avec elle, a* pris des risques, souvent sous l'impulsion des musiciens et particulièrement dans le domaine du rock, où l'image est partie prenante. La pochette de disque, c'est l'art de l'emballage spécialement mis en valeur par un mode d'expression (le disque) qui vit au quotidien et qui a porté « l'art » à la grande consommation sous la forme d'un objet usuel et familier. La pochette de disque fait vendre — ou non — car, en somme, c'est le premier contact (paradoxalement visuel) qu'on a avec la musique.

Ce livre édifiant et plaisant à regarder (c'est le meilleur qui ait été *réalisé* dans le genre) réunit des centaines de pochettes classées par épo*que, par mode ou par style :* l'insolence et le renouveau du punk-rock, le tape-à-l'œil du hard-rock, l'excentricité des Anglais, le classicisme des Américains, le modernisme des Japonais. Des pochettes étonnantes, superbes, révolutionnaires ; un format sur lequel se sont essayés des gens comme Andy Warhol, Helmut Newton, Guy Bourdin, Jean-Paul Goude, ou se sont révélés d'autres comme Peter Saville, Jamie Reed, Lynn Goldsmith, Jean-Baptiste Mondino. Comble de l'ironie, la couverture hideuse de ce livre ne vend absolument pas ce qu'il propose à l'intérieur... (Éditions A.M.P., distr. B. Diffusion, 160 pages — 120 francs).

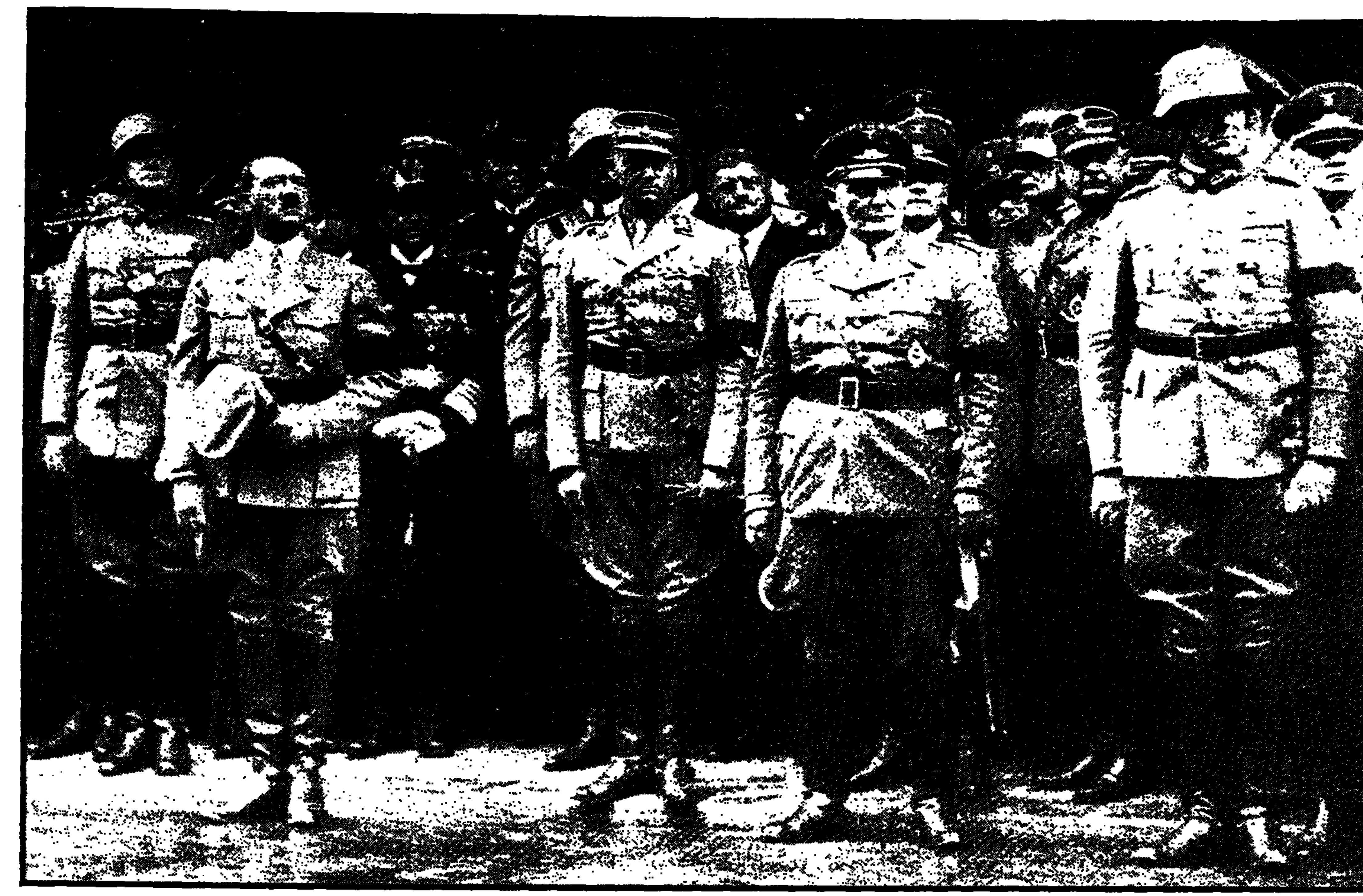
ALAIN WAIS.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXᵉ

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.



H. ROGER-VIOLLET

L'incendie du Reichstag

L'incendie du Reichstag a marqué le début du pouvoir des nazis en Allemagne. Crime de l'extrême gauche, comme ils le prétendirent, ou point de départ soigneusement préparé de l'escalade vers l'horreur ?

LE *27 février 1933, à 21 heures*, le palais Wallot, à Berlin, siège du *Reichstag*, le Parlement du IIe Reich, brûle. Vingt-huit jours auparavant, Hitler a été désigné comme chancelier par le maréchal Hindenburg, président de la République. Le 5 mars, doivent avoir lieu des élections générales. Sur les lieux de l'incendie, on arrête un maçon hollandais, Marinus Van der Lubbe, militant d'extrême gauche, qui avoue. Le 28 février, Hitler promulgue un décret-loi qui, *jusqu'à la fin du IIIe Reich*, lui donnera tous les pouvoirs.

Les élections du 5 mars seront un triomphe pour le parti nazi. Van der Lubbe sera condamné à mort par le tribunal d'État de Leipzig le 22 décembre 1933 et exécuté le 10 janvier suivant. Ses coaccusés, trois Bulgares : Dimitrov, représentant du Komintern, Popov et Tanev, ainsi qu'Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste au Reichstag, sont acquittés.

La thèse d'une mise en scène montée par les *nazis* pour *instaurer leur* dictature a prévalu dès le début dans l'opinion mondiale. En *1959-1960*, l'hebdomadaire *Der Spiegel* publia une série d'articles selon lesquels les *nazis* n'avaient fait qu'exploiter le crime du Hollandais. En *revanche*, M. *Robert Kempner*, *ancien* procureur américain à un procès des criminels de guerre à Nuremberg, avocat de la famille Van der Lubbe, a demandé la révision du procès de Leipzig. Il est soutenu dans son action par la Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, dirigée par le professeur Walther Hofer, directeur de l'Institut d'études historiques de l'université de Berne. Le rapporteur de la commission, M. Jacques *Delarue*, vient d'indiquer que des documents, récemment rendus *publics, du dossier de l'enquête policière* prouvent que l'incendie fut soigneusement organisé par les nazis.

Édouard Calic, historien, auteur notamment du *Reichstag brûle* *(Stock, 1969)*, est *le secrétaire général* du Comité international d'histoire du Luxembourg, qui s'est *réuni*, *les 30* et 31 janvier dernier, à l'occasion du cinquantenaire de la prise du pouvoir par Hitler. Il fait le point des dernières recherches historiques dans un dialogue avec Jacques Emmanuel, auteur dramatique et réalisateur, spécialisé dans l'histoire du IIIe Reich.

Cinquante ans après la prise du pouvoir par le gang hitlérien, des journaux, des livres, voire des films, de bonne ou de mauvaise foi, se font l'écho de mythes, tirant pour la plupart leur origine des « révélations » en 1950 de Rudolf Diels, le premier chef de la Gestapo, corroborées par les « témoignages » des policiers SS, longtemps en poste après guerre. Selon eux, le *seul coupable de l'incendie du Reichstag* fut l'anarchiste Marinus Van der Lubbe. Où en est aujourd'hui la recherche historique ?

La reconstitution des faits détruit la légende de la prétendue « personnalité magnétique du Führer » et de son pouvoir *sur « les vieux démons germaniques »*. En réalité, il s'agissait d'une pure et *simple opération de gangstérisme* soigneusement montée.

Avant l'incendie du Reichstag du 27 février 1933, Hitler avait dit à plusieurs reprises qu'il faudrait enfin détruire cette « haute maison », symbole de la honte, de la trahison. Il l'avait affirmé *en 1923 à l'adresse de la tête politique de la Reichswehr*, le général von Seeckt, *et l'avait répété en 1931* à Richard Breiting, rédacteur en chef du *grand journal Leipziger Neueste Nachrichten*.

C'est exact. L'idée de détruire le Reichstag revenait souvent comme thème de discussion politique et de campagne *électorale*. *En 1932, à l'occasion* de l'élection présidentielle, deux affiches *couvrent* les *murs dans toute l'Allemagne* : l'une présente Hitler en « Sauveur *de la nation* » ; *l'autre*, antinazie, utilise un trucage photographique pour montrer le palais du Reichstag en flammes, avec cette légende : « Il brûle... Qui éteindra le feu ? » Hitler n'avait-il, dès 1923, annoncé son intention de détruire le palais aussitôt qu'il serait devenu chancelier ?

On se demande donc comment *les* nazis purent commettre une telle maladresse après avoir toujours dénoncé *le* parlementarisme et après que Hitler eut condamné même l'esthétique du palais du Reichstag dans *Mein Kampf*.

La réponse est simple. En mettant le *feu au Reichstag*, les *nazis* voulaient se débarrasser de l'hypothèque prise par la prophétie de Hitler. *La* propagande contre le parlementarisme est une chose, un crime commis et prouvé par l'enquête policière et le tribunal compétent en est une autre. Et le mot courait partout qu'il fallait mettre fin au Reichstag, que les communistes et les sociaux-démocrates avaient décidé d'incendier et d'accuser les nationaux-socialistes d'avoir commis ce crime abominable. C'est du moins ce qu'affirmèrent Goebbels et Goering *après l'attentat spectaculaire contre* la démocratie qu'il symbolisait.

Cet attentat survenait quelques jours avant les élections générales du 6 mars. La Commission internationale sur l'incendie du Reichstag, conduite par le professeur Walther Hofer et par vous-même, affirme *que le scrutin* ne fut qu'un prétexte pour déclencher des *troubles politiques, capables de favoriser* la polarisation entre le Front natio*nal représenté par* Hitler *et son* gouvernement et les forces de l'opposition, les forces de destruction « judéo-bolchevistes », personnifiées par les partis marxistes : communistes et sociaux-démocrates.

Sans doute telle fut l'intention de Hi*tler*, qui *n'avait eu pour* lui que 33 % de l'électorat au précédent scrutin et ne dis*posait pas d'une majorité suffisante, ni* au Parlement ni au conseil des ministres. *Les nazis n'y avaient que trois* portefeuilles sur onze. Aussitôt prêté le serment de fidélité à la Constitution, *le* nouveau chancelier a donc imposé à son cabinet la dissolution du Reichstag et fixé les élections au 5 mars... Les chemises brunes commencent immédiatement la campagne électorale par de brutales exactions, s'attaquant aux réunions, aux maisons de la jeunesse, et aux domiciles de leurs adversaires. Hitler lance le *mot d'ordre* : le 5 *mars, on se prononcera* entre le bolchevisme moscoutaire et le *national-socialisme. Le 24 février, la* police fait irruption au siège du parti communiste à Berlin. Goering communique au gouvernement qu'elle y a saisi les plans détaillés d'une insurrection armée, qui aura pour signal l'incendie simultané de huit mille bâtiments publics.

*Des mesures sont aussitôt prises : mo*bilisation de trente-cinq mille policiers auxiliaires parmi les SA et les SS. On dresse les listes des personnes à arrêter dès le début de l'« insurrection ».

Le témoignage d'André François-Poncet

Fait significatif, l'après-midi du *27 février*, *Hitler* propose deux mesures à son gouvernement : le port d'un brassard rouge à croix gammée par *la* police comme symbole de la volonté de celle-ci de défendre sa révolution et la prise sous contrôle des stations radiophoniques. La première mesure est repoussée, la seconde adoptée ; et le ministre des P.T.T. part immédiatement installer ses hommes de confiance désignés par la police politique à la tête des studios et devant les micros.

Déjà, à l'époque, l'ambassadeur de France, André François-Poncet, enregistre toute une série de faits significatifs. Dans l'attente du soulèvement imminent, on place sous la protection d'une « garde renforcée » les bâtiments publics, on entoure d'une ceinture de protection le quartier gouvernemental, et ses postes de police sont mis en état d'alerte. C'est Rudolf Diels, le nouveau chef des services secrets, qui a proclamé l'état d'urgence en vue de contrecarrer l'*insurrection imminente de la gauche*. La tension n'empêche pas que de nom*breuses réunions se tiennent* à *Berlin*, le soir du 27 février : les sociaux-démocrates ont un meeting au Grand Palais des sports ; André François-Poncet reçoit le ministre des finances, von Krosigk, qui l'entretient de la solution des problèmes du chômage par Hitler ; le bourgmestre offre un dîner en l'honneur de Brüening, le chef du parti populiste, retenu dans la Ruhr. Les conservateurs, eux, sont au Herren-Club *pour y célébrer le quatre-vingt-dixième* anniversaire de la naissance de von *Schlieffen, auteur du plan d'invasion de* la France, en 1914. Quant aux étudiants nationaux-socialistes, ils ont organisé une soirée à l'hôtel Prince-Albrecht, qui deviendra la centrale de la Gestapo.

Coïncidence *troublante* : Hitler, qui vole d'un bout de l'Allemagne à l'autre *pour la campagne électorale*, a *choisi* justement de passer son unique soirée de repos chez *Goebbels, le chef de la* propagande, pour y écouter de la musique, ce lundi 27 février.

Le metteur en scène mystérieux avait pris soin d'organiser ce soir-là une conférence de presse à la Pressehaus. La salle était pleine à craquer. Thème principal des *orateurs gouvernementaux, le* docteur Funck et le docteur Gereke : les grands *projets du Führer et le* chômage. Soudain, la porte s'ouvre, un inconnu s'écrie : « *Le Reichstag brûle !* » Cette nouvelle met fin brutalement à la conférence de presse... Les journalistes courent à travers le Tiergarten, vers le Reichstag en flammes. Les festivités sont suspendues. Les étudiants nationaux-socialistes se dispersent à travers la capitale ; ils répandent la nouvelle : les communistes ont incendié le Reichstag ! La police a cerné le palais en flammes. La foule est nombreuse dans les rues avoisinantes.

Hitler, à la lueur des flammes jaillissant de la salle des séances, monologue au bénéfice de l'ambassadeur de Grande-Bretagne et de Sefton Delmer, correspondant du *Daily Express*. « Aujourd'hui, dit-il, c'est l'Allemagne, demain ce seront l'Angleterre et son empire.

JACQUES EMMANUEL.

(Lire la suite page XIV.)

L'incendie du Reichstag

(Suite de la page XIII.)

Oui, les deux Anglais ne sont qu'à moitié surpris par l'événement, car, trois jours auparavant, après la descente de la police au quartier général du P.C., le chef du service de presse de Hitler les a prévenus de se tenir prêts à recevoir des renseignements, car le gouvernement s'attend à des troubles fomentés par la gauche. Mais, tandis que Sefton Delmer s'est hâté de téléphoner les propos de Hitler à son journal, le journaliste viennois Frischauer téléphone, lui, à sa rédaction que pompiers et policiers lui ont déclaré : *« Les incendiaires sont des nazis ; ils sont passés par le couloir souterrain reliant le Reichstag au palais de son président, Herman Goering. »*

Ce souterrain jouera un rôle important pendant l'enquête policière et le procès de Leipzig.

Oui, un rôle très important. L'administrateur du palais, Scranowitz, n'avait-il pas indiqué, le 25 février, à Goering que des inconnus avaient utilisé le souterrain, et cela six fois dans les quatre semaines passées, toujours pendant la nuit ? Voilà pourquoi un commando, la « garde renforcée » de dix hommes, avait été installé, le 26 février, dans le salon de réception de l'hôtel de la présidence, que Goering avait quitté deux semaines auparavant. Cette « garde » disparut immédiatement après l'incendie... On sait également que le président du groupe parlementaire Deutschnational, Ernst Oberfohren, ami personnel de von Hindenburg, avait rédigé un mémorandum dans lequel il affirma que c'étaient les nazis qui avaient incendié le Reichstag. Les renseignements d'Oberfohren furent publiés les 26 et 27 avril 1933 dans le *Manchester Guardian*. Oberfohren fut assassiné le 7 mai 1933, dans sa maison, à Kiel ; le meurtre fut maquillé en suicide. Il est vrai que le mémorandum d'Oberfohren fut en partie falsifié par les émigrés allemands, mais la substance de ses révélations est incontestable ; selon des documents récemment découverts, la Gestapo avait saisi le manuscrit et Oberfohren, ne voulant rien démentir, fut assassiné.

Dans les années 60, Ernst Hanfstaengl, ancien chef du service de presse de Hitler, témoin direct, vous a déclaré qu'il habitait, le jour de l'incendie, le palais de Goering, que les grands manitous nazis jouaient du mauvais théâtre, et qu'on s'est vite rendu compte que Marinus Van der Lubbe n'avait été qu'un instrument pour prouver la culpabilité des communistes.

Tout cela fut vraiment du mauvais théâtre. Goering, président du Reichstag, mais aussi commissaire à l'intérieur de Prusse, dès son arrivée sur le lieu de l'incendie, clama : *« C'est un acte des communistes ! »* Et il fit procéder immédiatement à une gigantesque razzia de démocrates, dont le martyre concentrationnaire commencera la nuit-même. Mais il cache l'incendiaire arrêté par la police. C'est un jeune Hollandais naïf, et aux trois quarts aveugle, de surcroît, Marinus Van der Lubbe. La police a appréhendé un peu plus tard un mystérieux ramoneur, que personne ne verra plus jamais... Le vice-chancelier von Papen a été accueilli sur les lieux par Hitler : *« Monsieur le vice-chancelier, il s'agit d'un attentat contre le nouveau gouvernement... Ce crime marxiste est un cadeau du ciel ! »* Goering s'écrie : *« Les flammes sont un signal pour l'insurrection armée... »* Des « témoins » auraient aperçu dans l'après-midi, avant l'incendie, Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste au Reichstag, en conversation avec Van der Lubbe et des personnes suspectes. Ces « témoins » se présentent à Goering et à ses policiers.

Le 28 février au matin, on arrêtera Torgler, accusé d'avoir prêté aide à Van der Lubbe.

Et, le 28 février au soir, Hitler obtient du président Hindenburg la signature du décret-loi *« pour la protection de l'Etat et du peuple »*, en vertu duquel il gouvernera jusqu'à sa mort en 1945. C'est donc cette « ordonnance de nécessité » qui devint en 1933 la Loi fondamentale du III[e] Reich, ce fut elle qui permit de légaliser le système concentrationnaire et la dictature nazie. Qu'importe si la coalition gouvernementale obtint à peine 51,9 % des votes exprimés aux élections du 5 mars.

Aussitôt après le scrutin, Hitler crée pour son principal conseiller, Goebbels, le ministère de la propagande, véritable usine à mensonges dans tous les domaines : presse, radio, cinéma, littérature, théâtre, musées, tourisme... Tout est sous son contrôle. On continue de justifier cependant cette prise de pouvoirs exceptionnels par l'arrestation, le 9 mars, à la brasserie Bayernhof, de Georgi Dimitrov, représentant du Komintern pour l'Europe occidentale, avec deux autres Bulgares, Popov et Tanev.

Le 21 mars, anniversaire de la première réunion du Reichstag convoquée par Bismarck, Hindenburg institue solennellement Hitler chancelier du Reich. Les cérémonies ont lieu dans l'église de la garnison de Potsdam, mausolée de Frédéric le Grand. Le 23 mars, le nouveau Reichstag vote les pleins pouvoirs. Ce vote du Reichstag n'est qu'un acte de pseudo-légalité, une mascarade. Avant le scrutin, on avait annulé les quatre-vingts mandats communistes et jeté une dizaine de députés sociaux-démocrates en prison. Donc on a simplement « légalisé » le complot nazi, prévu par le « plan Signal » dès le début de la prise du pouvoir.

C'est alors que commencèrent les premières persécutions des démocrates et des juifs. Le 1er avril, jour anniversaire de la naissance de Bismarck, le gouvernement organise le premier boycottage des juifs, un pogrom, prétendument en représailles contre la propagande orchestrée de l'étranger.

Cette justification est odieuse — et fausse. Car l'anéantissement des juifs était programmé depuis dix ans ; elle se réfère à l'action des émigrés qui, hors d'Allemagne, et en France notamment, clamèrent la vérité sur l'affaire du Reichstag. Pour les faire taire, Hitler avait pourtant déjà proclamé : *« Si une guerre éclate, les juifs en seront responsables. »* Le 10 mai 1933, dans toutes les villes et villages d'Allemagne, des bûchers consument les « livres d'esprit non aryen » (1). Et le 14 juillet, le parti national-socialiste achève de s'emparer de l'État, en instaurant par décret « légalement » le parti unique.

Il restait à faire porter sans conteste la responsabilité de l'incendie à d'autres. Le gouvernement organisa le procès des incendiaires, qui s'ouvrit à Leipzig le 21 septembre 1933. Comment voyez-vous, à travers les travaux du Comité international d'histoire de Luxembourg, le déroulement du procès de Leipzig ?

Si, en Allemagne, la propagande de Goebbels matraqua les cerveaux avec des déclarations de témoins « programmés », dont des criminels, des policiers et des ministres — Goebbels et Goering, — à l'étranger, on suivit le débat avec scepticisme et indignation. Même si, après avoir quitté la Société des nations en octobre, Hitler est plébiscité à 95 % en Allemagne par le référendum du 11 novembre, des protestation massives contre le procès de Leipzig s'élèvent du monde entier ! Le Livre brun, édité sous les auspices d'Albert Einstein et de Thomas Mann, les protestations des juristes sur toute la planète, celles des écrivains français, en particulier, Vincent de Moro-Giafferi, Henri Torrès, Henri Barbusse, Romain Rolland, André Gide et André Malraux, finissent par convaincre Hitler qu'il aura plus à gagner en relâchant les accusés. Sauf l'infortuné Van der Lubbe qui sera condamné à mort et exécuté à la hache le 10 janvier 1934.

Et pourquoi ?

Parce qu'il était le seul à connaître un coin de la vérité, pour avoir été pris en main par des agents provocateurs qui l'ont guidé dès son arrivée en Allemagne. Il inaugure ainsi la longue série des massacres dont juifs, tziganes, forment l'avant-garde. Il est faux de dire comme l'affirment certains historiens et politologues qu'on ne comprendra jamais l'irrationalité paranoïaque des nazis. Pour les nazis, tout était bien réfléchi, bien conçu selon la doctrine raciale. Hitler et ses « paladins » agissaient selon des plans minutieusement préparés. Tout avait commencé par l'incendie du Reichstag ; par la suite brûlèrent les synagogues, puis notre planète et les fours crématoires dans les camps d'extermination.

En dépit des allégations de certains, qui veulent encore innocenter les nazis de l'incendie et prétendent que Hitler n'a fait que profiter de l'aubaine, le Comité international d'histoire de Luxembourg et ses experts ont prouvé que l'incendie du Reichstag fut un crime bien prémédité, rationnellement préparé et très rationnellement exploité. La provocation du siècle.

Pour terminer, résumons les résultats de l'enquête scientifique.

La réalité historique est que Van der Lubbe n'a pas été un agent des nazis, comme le supposèrent les rédacteurs du Livre brun, paru en 1933 à Bâle et à Paris, mais un gauchiste qui s'est laissé prendre par les agents de la police politique sous contrôle de Himmler et de Heydrich. Ce n'est pas par hasard non plus que Dimitrov trouvait sa place dans le plan de la provocation nazie, lui aussi a été programmé, car il fut secrétaire du bureau du Komintern pour l'Europe occidentale ; une action également programmée : l'arrestation d'Ernst Torgler, président du groupe parlementaire communiste. Nos criminologues ont prouvé que Van der Lubbe fut introduit en état d'ivresse, par des manipulateurs dans le Reichstag. Le directeur de l'institut de thermodynamique de l'université de Stuttgart, Karl Stephan, a prouvé que la salle des séances fut truffée de matières facilement inflammables et que les criminels disposaient d'au moins 80 kilos de phosphore ou de 200 litres de pétrole pour transformer l'amphithéâtre en une mer de flammes. Le directeur de l'institut de criminologie de l'université d'Heidelberg, Heinz Leferenz, a prouvé que les propagateurs de la non-culpabilité des nazis avaient après 1945 falsifié des plans pour démontrer l'impossibilité d'accéder au couloir souterrain venant de la demeure officielle de Goering. Leferenz prouva également que le témoin principal à charge des nazis, Heinrich Grunewald, responsable du chauffage central dans le palais présidentiel, avait dit la vérité lorsqu'il révéla après la guerre que la « garde renforcée », descendant de l'hôtel de Goering, emprunta, le 27 au soir, le couloir souterrain pour mettre le feu à la salle des séances.

***M. Jacques Delarue a révélé, à l'occasion de la réunion des experts du nazisme, les 30 et 31 janvier 1983, que* des documents provenant du dossier de l'instruction policière, récemment rendus publics, montrent indiscutablement que Van der Lubbe ne savait pas expliquer comment il avait pu s'introduire dans l'immeuble du Reichstag ni comment il avait pu à lui seul, presque aveugle, allumer l'immense incendie de la salle des séances.**

C'est exact ; la contribution de M. Delarue et des experts de plusieurs disciplines venant de différents pays soutient l'action de M[e] Robert Kempner, avocat de la famille Van der Lubbe, pour que soit révisé le procès de Leipzig. Jusqu'à maintenant les juges de la cour d'appel de Berlin ont refusé *« pour des raisons de procédure et de compétence »*. Or, comme l'ont déclaré M. Delarue ainsi que le professeur Hofer, il a été établi sur la base des déclarations de témoins et de l'analyse des procès-verbaux que Van der Lubbe avait été inconsciemment manipulé par au moins deux agents des services secrets de la police politique. Un certain Paul Watschinski avait passé la nuit avant l'incendie, en compagnie de Van der Lubbe, dans les locaux de la police de Hennigsdorf. Le soi-disant ramoneur arrêté dans le Reichstag le jour de l'incendie était aussi un instrument de cette manipulation. Leurs traces avaient été perdues. Grâce aux recherches du Comité de Luxembourg, le nom du ramoneur a pu être établi, il s'agit de Wilhelm Heise, citoyen allemand né le 11 avril 1895 à Chicago, qui s'était caché pendant deux heures trois quarts dans le Reichstag et qui fut libéré le 28 février à 4 h 45 sans être interrogé par la police ou la justice, bien que son adresse fût connue : Berlin-Neukölln, Pflügerstrasse 23. Pendant le procès, on a fait défiler cent quatre-vingts témoins, mais Watschinski et Heise n'étaient pas parmi eux. Leur identité fut cachée aux juges. ■

JACQUES EMMANUEL.

(1) *Le Monde Dimanche* du 6 juin 1982.

CONTE FROID

L'utilisation

C'est en plein cœur du vingt et unième siècle que l'on dut admettre qu'on n'avait pas atteint la Lune en vain. Elle servit en effet de dépotoir aux millions de tonnes d'immondices qu'on ne savait plus où entreposer sur la Terre.

JACQUES STERNBERG.

POÉSIE

MAX LOREAU

Max Loreau est né en 1928 à Bruxelles. Il a notamment publié *Cris, éclat et phases, Nouvelles des êtres et des pas, Chants de perpétuelle venue, Michel Deguy, la Poursuite de la poésie tout entière, la Peinture à l'œuvre et l'Enigme du corps* (Gallimard). Il participe à la revue *Poésie*.

CHRISTIAN DESCAMPS.

Le jour, la nuit

Quand à l'heure ténue
s'ouvrant
mâchoire du faste

et que radieuse
s'écartant à croissance d'Unique
d'Incirconscrit débondant au cœur
[de l'Enclos

s'ouvrant large, vaste et trop
en broiement de blanc comme
la divination sur Delphes ou
la brume au faîte de la haute mer

vaste s'épanouissant idéale
d'une extrémité d'Ouranos à l'autre
dans l'exaltation de la clairvoyance
copieuse en poussées de magnificences,
mâchoire du jour
la transcendante,
[la toute-engloutissante, excès
d'universelles puissances, inchoative
ampleur s'écartelant égale
au diamètre d'imagination, chaos !

quand le jour sort de terre plus
[spacieux
instantanément
que toutes idôlatries unies,
alors le Splendide hors de proportion
[prend en son empan
les mille et une
dimensions du monde démesurément
[englobées

Puis, que retombe et qu'au déclin
— lisières étreintes d'ombre
et gagnées par les recouvrements
[songeurs —
du plus lointain vienne
à se voiler
l'âme du ciel alors que s'est
clos l'élan d'éphémère et que,
se retirant, l'éclairement de l'Œil de
[lumière
s'amenuise tel
une haleine rentrant en elle-même

au déclin, ici, se referme
l'écart des horizons
et avec lui — bouche tue — le corps de
[la nuit engloutie,
sous le dos calmement tremblant des
pulvérulences du ciel penché
sur la terre grave —
sommeil

D'où à l'heure frêle, s'ouvrant neuf
dégorgeoir d'essor,
le jour revient à l'ampleur de toutes les
[ampleurs,
à la plus extrême envergure —
chaos pur, aussi pur que la déchirure
d'une euphorie nue, silencieuse
drue

Le jour La nuit
Extase du béant Redéploiement
[d'intime —
Clignement d'infini
L'Alternance donne
sa mesure
sa rime
à tous venants
Saillant d'une corolle de lumière
de jais
le monde paraît

DÉRIVES

Quand on rencontre un savant, un écrivain, un banquier... on lui parle de science, de littérature, de finance. Il arrive pourtant qu'au hasard de la conversation on découvre que sa passion est ailleurs. On aimerait alors changer complètement le fil du propos, abandonner la physique pour l'amour, le cours du dollar pour le football ou la théologie.... Ce sont ces ouvertures imprévues, ces dérives de la conversation, qui font la matière de la série d'entretiens inaugurée, la semaine dernière, par Georges Balandier.

Georges Duby

(historien du Moyen Age)

Les villes modernes laisseront moins de traces que les civilisations dites « archaïques »

« Spécialiste de l'histoire du Moyen Age, vous n'êtes pas, pourtant, indifférent à l'art contemporain, et notamment à l'architecture : ses impressionnantes constructions, dont Roissy, seraient-elles nos cathédrales ?

— Au Moyen Age, comme aujourd'hui, tous les investissements, aussi bien en argent qu'en effort de conceptualisation, étaient en effet consacrés aux édifices de fonction collective. C'est la raison pour laquelle il ne reste du bâtiment médiéval à peu près que les édifices religieux, qui avaient cette fonction essentielle de communication entre la communauté et autre chose. Cette fonction est remplie aujourd'hui par les autoroutes et les aéroports.

— Autrefois, les cathédrales étaient des lieux de communion, tandis que nos cathédrales ne sont que des lieux de fuite...

— Parce que notre société s'est désacralisée, et les rapports avec l'« inconnaissable » ont changé de dimension : ce n'est donc plus par la prière mais par le départ que nos contemporains trompent leur propre angoisse, ou bien en participant à d'autres liturgies. Je reviens de Budapest, où j'ai vu Miklos Jancso mettre en scène un concert pop dans l'immense stadium. C'était superbe, et j'ai vu là l'équivalent des grandes cérémonies religieuses médiévales. C'est, en tout cas, dans cette direction que sont orientés actuellement tous les efforts architecturaux, produisant ainsi un déplacement de la créativité vers des domaines où l'esprit d'invention peut se donner libre cours.

— Cette préférence accordée à l'espace public expliquerait-elle l'aspect hybride de l'actuel paysage urbain, à l'encontre de l'harmonie des cités antiques ?

— Ne croyez pas que la ville antique était si harmonieuse ; cette impression provient du fait que nous avons l'image de ce qui en reste ; et, là encore, il ne s'agit que d'édifices collectifs, de temples, d'établissements de bains, du forum, qui avaient, eux aussi, essentiellent des fonctions de communication. Or, de notre temps, comme les techniques de communication sont tout à fait dissemblables, on constate un éclatement de l'espace construit : tout le réseau de circulation — qui ignore le tissu urbain intérieur — forme un enchevêtrement de nervures, et ce qui se trouve dans les interstices ne reflète que la médiocrité.

— Que penseront les historiens de l'an 3000 lorsqu'ils découvriront les vestiges archéologiques d'aujourd'hui ?

— Les traces les plus profondes seront justement laissées par les infrastructures de ces dispositifs de circulation, et les historiens futurs se trouveront devant ces nervures — semblables à celles de feuilles mortes — entre lesquelles il ne restera vraisemblablement pas grand-chose ; je ne pense pas que le tissu urbain des villes nouvelles résiste longtemps à l'usure du temps.

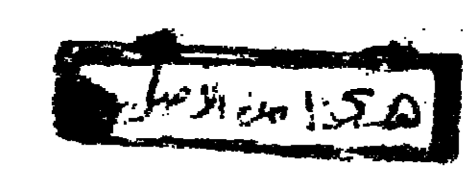
— Nos cathédrales laisseront donc moins de traces que celles qui ont résisté depuis le Moyen Age ?

— C'est juste, car notre civilisation est vraiment très fragile et laissera beaucoup moins de vestiges qu'il n'en reste aujourd'hui des civilisation qui nous paraissent « archaïques ». Notre culture est utilitaire et économe, et elle n'investit principalement que dans des bâtiments d'utilité ; encore n'y investit-elle que d'une façon parcimonieuse, et, de ce fait, même ses bâtiments collectifs sont fragiles.

— N'est-ce pas un paradoxe que notre société de technologie avancée risque de ne point laisser de vestiges, alors que les sociétés « archaïques » avaient marqué le paysage du monde ?

— C'est en effet un phénomène paradoxal qui devrait constituer un sujet de réflexion sur le caractère éminemment éphémère de notre culture. » ■

GUITTA PESSIS PASTERNAK.



LANGAGE

Demain et Ailleurs

AIMEZ-VOUS *les récits de* science-fiction, ou plutôt d'anticipation ? Si oui, vous avez sans doute déjà lu les *Chroniques de Majipoor*, de Robert Silverberg (1) ; ou vous ne tarderez guère à les lire. Si non, essayez. Ce grand classique, admirablement traduit par Patrik Berthon, pourrait bien vous convertir à la littérature « différente ».

Ne déflorons pas l'histoire, et contentons-nous de rappeler qu'un récit d'« Ailleurs et Demain » comme celui-ci exige que l'on nomme des êtres, animaux et plantes en particulier, absolument inconnus sur notre vieille planète. Silverberg le fait très bien, par petites touches dispersées à travers ces *Chroniques*. Et voici, reconstituées pour l'essentiel, la flore et la faune de l'immense planète de Majipoor, sur laquelle vivent, vers l'an 18000 de notre ère, des milliards d'humains et de non-humains. Ils y font (c'est une vue optimiste du futur) l'amour plutôt que la guerre. Pourquoi pas ?

— Les *alabandinas* sont de belles fleurs très odorantes, qui poussent en haies, taillées pour augmenter la floraison. Un genre de rhododendrons parfumés (218).

— Le *bilantoon* est un bel animal, intelligent et inoffensif, herbivore (un genre de gazelle, ou peut-être de poulain sauvage), aux pattes fragiles, portant une petite queue retroussée en panache. L'espèce commune est de la taille d'un chevreuil. On la prend au piège et on tue l'animal en lui rompant les vertèbres du cou. Il en existe sur le continent de Narabal une espèce géante, de la taille d'un homme. La chair du bilantoon est tendre et parfumée. Cette espèce intéressante n'a pas disparu à l'état sauvage, bien qu'elle soit activement recherchée. Peut-être est-elle protégée (p. 43, 186)

— Le *blave* est un genre de mouton, ou plutôt de vigogne, dont la chaude toison est très appréciée (p. 132, 299).

— Les feuilles duvetées du *bubble-bush* (ou peut-être le duvet cotonneux du fruit ?) servent de matelas au voyageur (p. 144).

— Le *callmbot* est un champignon comestible. On le fait frire ; un genre de cèpe, sans doute (p. 20).

— Les *Changeformes*, appelation populaire des Métamorphes, ou Piurivars, comme ils se nomment eux-mêmes, sont la population autochtone de Majipoor. A l'état normal, quand il n'est pas inquiété, le Changeforme a l'aspect d'un homme (ou d'une femme) au corps extrêmement souple, très mince, sans muscles. Mais il peut à sa volonté revêtir l'aspect physique de son choix, en particulier celui d'un humain ; ce qui fait de lui un adversaire inattendu et redoutable. A la suite de siècles de guerres sans pitié, les envahisseurs venus de la Vieille Terre ont refoulé les Changeformes dans des steppes ou des déserts, où ils subsistent de brigandages, et dans quelques réserves.

— Les *chichibors* sont de très petits poissons (ou crevettes ?) d'eau douce, au corps cristallin ; comestible délicat (p. 20).

— Le *dimilion* paraît être une girafe indigène, haute de près de 4 mètres, aux longues pattes flageolantes et au long cou. Il se nourrit des feuilles des arbres. Bien qu'il n'ait pas été chassé pour sa chair, le dimilion a disparu à l'état sauvage (p. 273).

— Le *drole* est un petit animal non identifié (p. 43).

— Le *dwikka* est le fruit jaune colossal (« de plus de 3 mètres de diamètre ») d'un arbre évidemment gigantesque (p. 192). La pulpe écarlate de ce fruit est délicieuse et euphorisante.

— Le *ghalvar* est un animal non identifié. Comme le dimilion, le sigimoin, « et bien d'autres », il a disparu à l'état sauvage et on ne le voit plus qu'au « parc des Animaux fabuleux » (p. 265).

— La racine du *ghumba* (sans doute un genre d'iris des marais) est un bon comestible sauvage (p. 44).

∴

— Le *gihorna* est un grand oiseau au bec très fort et aux larges ailes (p. 210 et 257). On peut penser à une cigogne ou à un gypaète. Sa chasse, sur le continent de Zimroel (p. 111) ou dans les marais du Zimr (p. 285), est un divertissement apprécié des jeunes nobles. Rôtie et épicée, sa peau est un mets recherché (p. 145).

— Le *gossimaule* de Glayge a sa place au parc des Animaux fabuleux, et pour cause : il est si fin qu'il en est presque invisible de profil (p. 284).

— Le *gromwark* est un gros animal, lourd et paresseux. Il vit au bord des mares et des étangs, dans la boue, et se nourrit de chichibors ou de petits batraciens qu'il capture avec les ventouses qui terminent ses petites pattes. Inoffensif et immangeable, il survit paisiblement.

— La peau noire du *haigu* fait de belles couvertures. C'est tout ce que nous savons de cet animal (p. 140).

— Quant au *halatinga* (peut-être dit-on « une » halatinga ?), c'est une belle fleur ornementale pourpre et or (p. 299). L' *hazenmarl*, un échassier que ses longues pattes rendent plutôt ridicule, est avec le gihorna et le zampidoon, l'un des oiseaux-emblèmes de la métropole de Ni-moya (p. 257).

— Le *hiktigan* est apparemment une crevette d'eau douce, que l'on prend au filet dans les ruisseaux. Comestible délicat (p. 28).

— Le *mintum* est un petit quadrupède fragile ; on lui tord le cou pour le tuer. Grillé, c'est une viande excellente (p. 37, 58).

— Les minuscules feuilles grises du *muorna* sont utilisées en médecine et en sorcellerie. Elles sont en particulier l'un des vingt-neuf ingrédients qui entrent dans la préparation du « vin des rêves ».

— Le *pingla* est un arbre de petite taille au tronc épais, dont les branches s'entrelacent pour former des dais ou des murs impénétrables (p. 300). Le jus de ses fruits (qui sont des sortes de mangues à pépins) est parfumé, euphorisant et aphrodisiaque. On ne doit le consommer qu'avec mesure. Les graines du fruit-pingla, noires et luisantes, sont utilisées en divination : on en j[illegible] une poignée au sol, et les figures for[illegible] disent l'avenir (p. 307).

— Comme son nom l'in[illegible], la *plante-bouche* est carnivore (p.[illegible]).

— L'élégant *sigimoin*, à la double queue en panache, a malheureusement disparu à l'état sauvage (p. 273).

— Le *sijaneel* est un bel arbre [illegible] tige élancée, à l'écorce dorée. Un genre de palmier, utilisé entre autres pour [illegible] fier des cabanes sauvages très confortables (p. 19).

— Gros animal trapu, au groin épais capable d'éventrer un homme de ses défenses, le *steetmoy* fait penser à un sanglier. Il est chassé par les nobles, à la fois pour le plaisir et pour sa très belle fourrure blanche (p. 71 et 170).

— Le *thokka* est une plante grimpante du genre du mûrier-ronce cultivé. Ses baies juteuses bleu-blanc, de la grosseur d'une noix, sont très recherchées pour leurs vertus aphrodisiaques. Les recevoir de la main d'un homme signifie, pour une femme, l'acceptation de ce qui va s'ensuivre ; inversement aussi d'ailleurs, car les mœurs de Majipoor sont aimables et libres. Les graines molles de thokka sont encore plus « efficaces » que la pulpe.

— Le *zampidoon* est un oiseau au grand et fort bec, au vol maladroit. Il était si répandu autrefois que ses vols « assombrissaient le ciel ». Ne se trouve plus qu'au parc des Animaux fabuleux. C'est un oiseau sacré (p. 273). ■

JACQUES CELLARD.

(1) Robert Silverberg, *Chroniques de Majipoor*, traduit de l'américain par Patrick Berthon, « Ailleurs et Demain », collection dirigée par Gérard Klein, Laffont éditeur, 315 p., 72 F.

JEUX

Rien ne va plus

COURTISÉS, pris d'assaut à des titres divers tant par les sociologues que par l'administration et toute une nouvelle presse spécialisée, les jeux et les jouets étaient fin janvier les hôtes très attendus du Parc des expositions de Paris-Nord.

On allait voir ce qu'on allait voir : en première mondiale, les « *nouveaux univers ludiques* » comme le promettait la documentation du Salon. Eh bien on a vu ! Le nouvel univers des jeux français tiendra plutôt du désert.

Le Salon avait été avancé cette année pour faire pièce à ses concurrents de Londres, de Milan et de Nuremberg. Si l'affluence a été satisfaisante, les nouveautés dans le domaine des jeux pour adolescents et adultes étaient rares et le salut créatif n'a été dû qu'à l'étranger.

A commencer par les États-Unis avec les « Donjons et Dragons » et les nouveau-nés de la vidéo. C'est avec ses quelques années de retard habituelles que le marché français a en effet daigné jeter un œil sur ces histoires de chevalerie peuplées de personnages étranges et de monstres inquiétants qui passionnent l'Amérique (1). Plusieurs dizaines de milliers de fanatiques français s'aventuraient déjà dans le déchiffrage de règles souvent complexes, surtout pour qui ne maîtrise pas parfaitement la langue d'E.T. Leur patience est aujourd'hui récompensée. Distribué par France Double R, ce jeu de rôle arrive enfin traduit avec toute la gamme indispensable aux amateurs : livrets, figurines, posters...

Les fabricants ont à peine fini d'engranger le pactole de ce Noël 82 — toutes les prévisions ont été dépassées de 25 % — qu'ils préparent déjà l'année à venir. C.B.S. donne la dernière main au lancement de son « Colecovision ». Mattel prépare la sortie de ses nouvelles cassettes, notamment sonores, et de ses modules adaptables dont le « *synsonic drums* », vedette sonore de ce Salon (2). Un nouveau venu dans le secteur, M.B., s'apprête à lancer son « Vectrex » qui produit un graphisme riche en effets de perspective.

Enfin, Atari consolide sa présence avec l'arrivée de son modèle « 5200 », commercialisable à l'automne. Pour un prix comparable au haut de gamme actuel, il n'a pas fini de nous réserver des surprises : des jeux de l'espace identiques aux meilleurs jeux d'Arcade, un Football rivalisant avec celui de Mattel et surtout une cassette de tennis formidable. Presque trop d'ailleurs, la balle ne terminant jamais dans le filet. Pendant ce temps, un fabricant français présentait un ping-pong électronique en noir et blanc dont l'intérêt archéologique sera sûrement apprécié outre-Atlantique...

Les vendeurs de cassettes, quant à eux, se frottent les mains. 82 a bien fini, 83 s'annonce encore meilleur. Tous ont aux lèvres la même formule magique : « *Je reviens de Las Vegas.* »

Absents du marché de la vidéo, les Japonais n'en ont été que plus efficaces sur celui des jeux à cristaux liquides : Bandaï, Nitendo, Tomy, Casio, Galken et consort étalaient leur production par panneaux entiers. Parmi les nouvelles tendances : l'usage combiné de la calculatrice, de la montre et du jeu ; ou encore le walkman intégré (on branche un petit casque sur le jeu et l'on s'amuse en musique). En attendant mieux...

Électronique encore chez Miro avec le « Mastermerlin » et un nouveau « Monopoly », le « Playmaster ». Né de la crise de 29, ce dernier chantera désormais la gloire du capitalisme sur fond de microprocesseur. Signalons encore la sortie de nouveaux jeux d'échecs, dont il faudra néanmoins attendre le résultat des premiers tests pour mieux apprécier la qualité des programmes.

Du neuf avec du vieux

Et les jeux de société ? Voilà qui semblait déjà plus dans nos cordes. Du papier, du carton, du bois, des pièces, parfois des dés ou des cartes. Hélas ! nous nous contentons de nombriliser (jeu sur « Les grosses têtes » ou sur « Le dernier mot ») ou de faire du neuf avec du vieux : on voit refleurir de nouvelles versions de jeux qui ont fait leurs preuves — mais aussi leur temps. La qualité de ces jeux n'est pas en cause. Mais se contenter de miser sur des valeurs sûres dénote une grave incapacité à se renouveler, et les filiales françaises des sociétés américaines accentuent le mouvement en se contentant d'introduire, avec deux ou trois ans de décalage, des jeux venus tout droit d'outre-Atlantique. La sclérose est totale. Aussi, tandis que des petits éditeurs indépendants sont marginalisés par le coût, élevé pour eux, de la présence au Salon, il faut se tourner, à de rares exceptions près, vers les Britanniques, les Italiens ou les Américains pour voir enfin des jeux originaux et bien présentés.

Même constat d'échec dans les circuits automobiles : on a assisté en quelques années à l'écroulement d'un secteur où les Français bénéficiaient pourtant d'un savoir-faire et d'un poids réels sur le marché. Au Salon, les circuits britanniques ou américains ont triomphé tranquillement, faute de combattants crédibles.

Les exemples pourraient être multipliés. A ce niveau, ce n'est plus d'un plan de jeu qu'il faudrait parler, mais plus modestement d'une entreprise de sauvetage. Un secteur dont l'inefficacité globale est sanctionnée par un déficit extérieur qui se compte désormais en milliards de francs ; des circuits de distribution largement archaïques, toujours plus déconnectés des besoins de la clientèle ; un masque d'audace ou d'imagination débouchant sur une incapacité chronique à se renouveler. A part quelques secteurs « traditionnels » et des initiatives individuelles plus ou moins réussies, le jeu de société, en France, prend eau de toute part. ■

BERNARD SPITZ
et SOPHIE COIGNARD

(1) Cf. *le Monde* du 2 février 1980 ;

(2) Ces matériels ont été présentés de façon plus complète dans *le Monde Dimanche* du 19 décembre 1982. Rappelons que le « synthétic drums » est un synthétiseur permettant de recréer toutes les sonorités d'une batterie.

Le donjon et les dragons

par LUC THANASSECOS

Luc Thanassecos, petit éditeur indépendant à l'enseigne de L'impensé radical (1, rue de Médicis, 75006 Paris) qui a reçu l'oscar du jeu en 1971, était parmi les absents du Salon. La somme minimale à verser pour y participer, qu'il estime à 20 000 francs, dépassait de loin son budget (1). Il témoigne ici à sa façon des difficultés que doivent affronter les petites entreprises comme la sienne.

LONGEANT le jardin du Luxembourg, la rue de Médicis maintient vivante la tradition des libraires-éditeurs, bien enterrée partout en Europe. Autour de José Corti, les mousquetaires : de Boccard et la philologie grecque et latine, Blanchard et l'histoire des sciences, Fontaine et l'histoire du théâtre et du cinéma, Médicis et l'histoire comparée des religions.

A l'enseigne de L'impensé radical, son libraire-éditeur s'attache aux jeux de stratégie : de Chine en passant par le Japon, l'Inde, Madagascar, l'Afrique. Unique règle : présenter les jeux sans les priver de leur mémoire ; les grands classiques de la stratégie, de Sun Tzu à Kautilya, prolongent la découverte par la réflexion. Dans le même lieu, une contribution d'une trentaine de titres d'érudition pour le compte de l'Université.

Toutes ces innovations sont conçues et manufacturées en France, sans recours aux facilités de l'importation. Merveilleux ouvriers de France : le « prote » de Limoges et sa typo « au miroir », le tourneur de Saint-Claude ou de Dortan qui « sent son buis », le façonnier, le graveur, l'outilleur, le mouleur, le sérigraphe, le photograveur, le cartonnier, le relieur, le transporteur, le coursier de l'Odéon, chaîne professionnelle qui entoure le donjon de la montagne Sainte-Geneviève.

Mais ce donjon est maintenant assiégé par les dragons : greffiers et autres maîtres de chicane agitant les procès-verbaux pour garnir leurs bourses, comptables prétentieux et fiscalistes courtelinesques, contrôleurs du fisc sardoniques, receveurs et trésoriers à l'onction sulpicienne, les yeux rivés sur leur tableau de chasse et le nombre de « privilèges » tirés, brigades subalternes de voltigeurs contrôleurs URSSAF, AGESSA et autres UIRIC, auteurs chagrins, affolés d'apprendre par l'« assiette » que leurs modestes droits sont de gras « bénéfices non commerciaux » copieusement imposés, magistrats inertes mais toujours prompts à alimenter une nuée d'avoués provisionnés, banquiers au jargon californien, assez alphabétisés pour recopier un formulaire de nantissement ou d'hypothèque sur votre « F 3 », assureurs lugubres multipliant les mètres carrés par l'âge du capitaine, courriéristes faméliques, publicitaires vitaminés et autres pisse-copie vampirisateurs, scribes, légistes et autres chargés de mission ministérielle aux dossiers macaroniques.

Derrière les coureurs de cachet et les rabatteurs du prince, voici les carnassiers : distributeurs, acheteurs grandes surfaces, coéditeurs et autres rôdeurs à l'affût d'un coup. Sur les pas d'Attila, le cortège sicilien des parrains et autres conseils et thaumaturges en sociétés écran. Pendant ce temps-là, les tourneurs sur bois de Saint-Claude, les mouleurs d'Oyonnax, les typos de Limoges, sont « licenciés économiques ». Frileusement, autour du poêle, ils partagent une chopine en attendant le changement : leur changement en larbins pour servir de valetaille aux susnommés, devenus touristes en saison. Dans les hangars vides, trois Turcs se chauffant à un brasero pour faire toucher au patron les subventions du département. Dans le Grand Hôtel de la chasse voisin, entre une quenelle Nantua et un passe-tout-grain, les petits patrons arrachent au sous-banquier local « encore un découvert » pour spéculer, en achetant des matières premières, du buis, du naphte, « bons, très bons placements ».

A ce jeu carnivore, les dragons ont gagné.

Je ne joue plus.

(1) Décomposés ainsi : environ 11 000 francs pour la location de l'emplacement (10 m²), l'électricité, le téléphone et le parking ; et 9 000 francs de frais de fonctionnement : mobilier, catalogue, tarifs, personnel. Les organisateurs font quant à eux une estimation très largement inférieure.



Le Monde
DIMANCHE

NOUVELLE

Evelyne

par JOSÉ FERNANDEZ

J'AI des souvenirs d'amour, ayant, en mon temps, connu les passions, mais moins que d'amitié. Et je ne suis pas sûr que la profusion des premiers m'eussent rendu plus heureux que la qualité des autres.

Ces souvenirs sont ceux que je connus lors de cette maladie des temps modernes au cours de laquelle je fis la connaissance de tous les personnages qui comblèrent ma solitude.

Ils vivent encore en moi, et si je veux en laisser une trace postérieure à ma mémoire, c'est en souvenir d'eux. En souvenir de ces ombres qui se coulaient, fantomatiques, entre les murs blancs de l'hôpital, jusque dans ma chambre où était leur refuge. Je n'eus jamais imaginé, si la maladie ne m'avait frappé, qu'il existât des êtres aussi malheureux !

C'était une procession quasi religieuse de prisonniers condamnés à expier leur inadaptation à la vie moderne.

Suicidés ratés, alcooliques sevrés par la cure et assoiffés par elle, chômeurs déprimés, formaient un cortège sans banderoles que les ambulances continuaient à déverser, chaque nuit, dans les services des urgences.

Tout ce petit peuple existait parce qu'il était exclu du monde des bien-portants. Il existait justement parce qu'il avait voulu cesser d'être. Parfois, du rez-de-chaussée, montaient des cris déchirants, des clameurs de bêtes qu'on abat et dont nous ignorions tout. Jusqu'au jour où l'on sut que c'étaient les cris des agités qu'on avait attachés sur les lits. Est-ce vrai, est-ce faux ? C'est un bruit qui courait et l'on ne voulait pas en savoir davantage. « *Si vous descendez au rez-de-chaussée,* nous disait-on, *c'est mauvais signe !* Après le rez-de-chaussée, c'est directement le « *54* ». Le « *54* », c'est l'asile psychiatrique de Villejuif, tout proche. « *Chez les fous* », disent les gens du pays, qui ignorent la pudeur des mots nouveaux, ces mots édulcorés qui se veulent moins choquants que les mots crus du langage populaire.

C'est ainsi que nous apprîmes, à table, le départ d'Evelyne pour ce fameux numéro. Evelyne, c'était une belle fille aux cheveux noirs qui retombaient comme un châle sur ses hanches minces et mouvantes.

La première fois que je la vis, c'était lors d'un groupe d'animation comme il en existait tous les jours. Cet après-midi-là, nous devions exécuter des expressions corporelles sur un disque de Jean-Sébastien Bach (cantates, me semble-t-il). Nous étions plutôt réticents à ces exhibitions dont nous ne mesurions pas l'importance, tous, sauf elle, qui s'élança, gracieuse, aérienne, au milieu de la piste de danse. Elle mimait un ballet connu d'elle seule. Je ne vis que de l'angoisse dans les expressions de son corps souple et déjà torturé.

C'était une danse macabre, c'est du moins ce que je ressentis, et je fus sur le point de crier grâce. Mais je n'en eus pas le courage en regardant mieux la jeune fille. Elle semblait heureuse de s'exprimer ainsi, dansant la fuite de la raison de son beau corps d'adolescente. Mais peut-être n'était-ce pas cela qu'elle voulait exprimer ? Nous étions tous étreints, la gorge nouée par le message qu'elle nous transmettait.

Le disque était fini depuis longtemps qu'elle dansait encore, n'ayant pas terminé de clamer son désespoir, son mal de vivre ! Jamais, pas de danse n'avait réussi à m'évouvoir autant ! Je veux dire aussi directement, aussi brutalement.

Personne ne dansa après Evelyne. Elle avait tout dit, tout exprimé ! Nous nous regardâmes, un peu effarés par le message que nous venions de capter. Sans doute étions-nous plus réceptifs dans cette ambiance assez spéciale, mais je ne peux plus voir un ballet sans penser à Evelyne. Nous ne commentâmes ni n'applaudîmes après qu'elle se fut assise sans un regard pour nous. Elle ne nous voyait pas, encore tout à son émotion.

« *C'est bien, Evelyne !* », dit doucement la sociologue, troublée.

Depuis ce jour-là, nous ne participâmes plus à aucun des groupes qui se formaient. Nous préférions bavarder dans nos chambres malgré notre mixité pudibonde, parlant de tout sauf de la maladie ou des raisons de l'échec des suicides ratés. C'était la seule manière de nous sentir libres et adultes.

Et tous les matins, nous attendions, après que les femmes de salle avaient lavé les couloirs et les chambres à grande eau javellisée, que le patron fasse sa visite quotidienne avec la cohorte des internes, infirmiers et infirmières, psychologues, sociologues, assistantes sociales : tout ce monde qui s'ingéniait à nous sortir de ce tunnel dans lequel nous nous complaisions sans nous en douter le moins du monde, et où nous restions blottis comme le fœtus dans le ventre chaud de sa mère.



FRANÇOIS RÉTALI

LORSQUE enfin je sortis guéri de cette dépression qui était due à une maladie de la moelle (je l'appris bien plus tard), je décidai de rendre visite à cette fille qui avait hanté certaines de mes nuits : Evelyne. Je n'en étais pas amoureux, mais je voulus savoir ce qu'elle était devenue et pourquoi !

Habitant Villejuif, je n'eus pas de mal à obtenir un droit de visite dans l'établissement qui s'élève au 54, avenue de la République, cerné de hautes grilles de fer. Cloîtrée dans sa chambre, Evelyne me sembla heureuse, si tant est que l'on puisse être heureux dans un établissement carcéral, quel qu'il soit. Elle me parut calme, détendue, si ce n'avait été ses yeux qui n'exprimaient rien. Ils étaient tournés vers l'intérieur d'elle-même, poursuivant ses rêves propres. C'est cela que je voulais découvrir. Ces pensées qu'elle voilait pudiquement en vous regardant sans vous voir. A quoi ou à qui pouvait-elle penser qui motivât cette absence totale ?

Je guettai ses visites durant une semaine et j'appris ainsi que sa mère venait la voir le dimanche. Elle n'avait plus de père, me dit le portier. Mais ce qui m'intrigua le plus, ce furent les visites d'un jeune homme d'environ une vingtaine d'années qui venait la voir tous les jeudis. Il était brun, le visage maigre mangé par une barbe soigneusement coupée. Ses yeux brillaient d'un éclat fiévreux, maladif. Il se faisait appeler Michel Rajot sur les cahiers de visites où son nom apparaissait tous les jeudis à quinze heures.

Je fis en sorte que nous nous trouvions réunis à la même heure pour signer la main-courante. Il sembla surpris que je vinsse voir Evelyne et me le dit avec aigreur dans la cour que nous traversâmes ensemble pour nous rendre vers le pavillon de la jeune fille.

« *Comment connaissez-vous Eve ?*

– *Et vous ?* dis-je avec hauteur, m'étonnant de ce diminutif sans que je pusse m'expliquer pourquoi.

– *Je suis son fiancé !* répondit-il sur le même ton, comme si ce titre devait couper court à d'autres explications.

Mais il ajouta peu après, honteux de cette animosité :

« *Enfin, je l'étais... avant « l'accident » ! Mais vous ne m'avez pas répondu monsieur... monsieur ?*

– *Veuillez m'excusez ! Jacques Martelli ! Je l'ai connue à l'hôpital où nous étions soignés tous les deux pour une dépression nerveuse. A présent, je suis guéri et je me permets de prendre de ses nouvelles, en camarade !*

– *Ah bon !* dit Michel, le visage fermé, *vous étiez comme elle ?*

– *Pas exactement ! Un petit peu tout de même. Comment est-ce arrivé cet « accident » ?*

– *Tout bêtement ! Comme tous les accidents !* » dit-il évasivement, ne semblant pas disposé à parler.

Mais j'étais aussi entêté que lui et insistai.

« *Un accident de voiture ?*

– *Je n'ai pas de voiture. Laissez-moi, voulez-vous ?* »

Je n'en sus pas davantage ce jour-là, sinon que la jeune fille était, avant l'« accident », une brillante étudiante en droit, comme lui.

Ce jour-là, donc, j'eus la délicatesse de ne pas rendre visite à Evelyne, la laissant seule avec son fiancé.

La semaine suivante, elle me parla de Michel, alors qu'il n'en était pas question dans nos propos.

« *Il m'a parlé de vous !* dit-elle de son air absent ne semblant s'adresser à personne, *il vous a trouvé sympa !*

– *Il a l'air gentil aussi !* fis-je, surpris.

Elle secoua violemment la tête, comme si elle contestait mes paroles.

– *Non ! Il n'est pas gentil. Il veut me tuer parce que je le gêne à présent que je suis folle. Il veut venger son frère !*

– *Et pourquoi veut-il venger son frère !*

– *C'est mon secret !* murmura-t-elle en regardant par la fenêtre grillagée.

– *Ne suis-je pas votre ami, Eve ?*

Elle tourna lentement la tête, mais ses yeux restaient toujours ailleurs, inaccessibles.

– *C'est lui qui vous a dit mon prénom ? Je veux dire de cette manière ?*

– *Oui ! Mais si cela vous gêne, je ne vous appellerai plus ainsi !*

– *Ça ne me gêne pas du tout !*

Puis, soudain, elle changea de ton. De passive, elle devint agressive dans ses propos, les lèvres blanches de colère.

– *Il me tuera ! Il a déjà essayé ! Il m'apporte des bonbons à chaque visite. Je suis certaine qu'ils sont empoisonnés.*

– *Il ne faut pas les manger. Avez-vous parlé de tout cela à votre médecin ?*

– *Non ! Ils sont complices tous les deux. Je ne peux me fier à personne. Surtout n'en parlez pas !*

Elle était suppliante à cet instant, comme si le secret qu'elle venait de me livrer était une chose de la plus haute importance.

Comme je lui promis de garder le silence, elle sembla retrouver sa sérénité et ajouta sur le ton de la confidence :

– *Il n'est pas méchant mais je lui en ai fait tellement voir qu'il est un peu perturbé !*

– *Est-ce à dire qu'il perd l'esprit ?* dis-je, voulant entrer dans son jeu.

– *Quest-ce que ça veut dire perdre l'esprit pour ceux qui n'en ont jamais eu ?*

– *Je veux dire par là qu'il peut avoir des idées pas normales !*

– *Comme moi ?*

– *Non !* fis-je rapidement afin de ne pas la troubler, ayant vu son regard s'allumer l'espace d'un instant.

– *Que voulez-vous dire au juste ?*

– *Mais absolument rien ! Je viens bavarder avec vous en copain, c'est tout ! Parce que j'ai été soigné comme vous, avec vous, et que vous étiez sympathique.*

– *J'étais... donc, je ne le suis plus ? Il est vrai que je suis folle !*

– *Folle ! Vous n'avez que ce mot à la bouche. C'est un mot subjectif qui ne veut rien dire. Tout le monde est fou ! Moi le premier, si vous allez par là !*

– *A la différence que vous n'êtes pas dans un asile. Michel me dit la même chose, mais vous, vous n'avez qu'à sonner pour qu'on vienne vous ouvrir. Pas moi. !*

– *Vous guérirez, j'en suis certain.*

– *Non, car pour guérir il faut le vouloir, et moi je ne veux pas. Mon seul et vrai ami est mort. Lui, il savait me comprendre. C'était Claude !*

– *Qui était Claude ?*

– *Celui que j'ai... le frère de Michel. Il ne vous en a pas parlé ?*

– *Nous n'avons pas eu le temps. Savez-vous que nous ne nous sommes vus qu'une seule fois et encore que quelques minutes.*

– *Claude... il est tombé par la fenêtre du onzième étage où nous vivions tous les deux. Lorsque je l'ai entendu crier, c'était trop tard. Il y avait, tout en bas, une tâche sombre autour de laquelle s'agglutinaient d'autres points noirs, comme des mouches sur du miel...*

– *Ensuite ?* demandai-je la bouche sèche, ne croyant pas un mot de cette affabulation, mais voulant aller jusqu'au bout de son histoire.

– *Ensuite, on a sonné à la porte. Des hommes sont venus me poser des questions. Ils voulaient me faire dire que c'était moi qui l'avait poussé. Ils m'ont emmenée au commissariat, puis en prison. C'est moche la prison. Et c'est sale. C'est Michel qui m'a fait sortir, mais il croit aussi que j'ai tué son frère. Ce n'est pas vrai ! Dites ! vous ne croyez pas que j'ai pu faire ça !*

– *Non ! Je ne le crois pas, mais il faut laisser passer le temps qui cicatrise tout. Il faudra beaucoup de temps. Cela a dû vous faire un choc ?*

– *Moins qu'à Claude !* dit-elle sans rire, ne se rendant pas compte de l'énormité de sa réponse. Puis elle comprit devant mon air idiot et elle éclata de rire. Un sourire comma ça, je ne suis pas près de l'oublier. Elle se tenait, à demi-renversée en arrière, la bouche ouverte sur son rire qu'elle essayait de cacher gauchement avec ses mains.

– *Vous ne me croyez pas ?*

– *Si ! Mais pourquoi me contez vous cela, à moi ?*

– *Je pensais que cela vous intéressait ! Que voulez-vous alors ?*

– *Je vais vous le dire ! Je voulais savoir pourquoi vos yeux semblent toujours tournés vers vous. Vous ne voyez que votre « moi ». Vous avez de la chance de passer à travers la foule sans que votre regard trébuche jamais sur un importun. Comment faites-vous ?*

– *Je ne fais rien. Je suis ainsi faite ! Mais je ne crois pas que ce soit la seule raison de vos visites. Vous êtes un flic en civil, non ?* »

JE ne pus la convaincre de ma bonne foi et elle s'énervait de plus en plus. Je partis, assez troublé d'avoir voulu m'insérer dans ce petit monde où elle se cachait et d'où elle ne sortirait plus.

Je connaissais les raisons de son dérèglement psychique. Où alors était-ce une mythomane ? Mais si les mythomanes ont le goût du mensonge, et s'y complaisent, la vérité a un accent qui ne trompe pas. Et il m'avait semblé avoir décelé cet accent chez Evelyne. Cet accent qui change tout.

Elle m'écoutait comme seule elle savait écouter. Avec un petit sourire en coin, les yeux ailleurs, la tête penchée. M'entendait-elle seulement ? Je compris ce jour-là que je ne pouvais rien pour elle et que ma présence devenait inutile. J'aurais voulu l'aider, mais je parlais à un corps qui n'était habité par personne. Un corps sans âme ! Elle avait dû hurler comme hurlent les loups, aux premières heures de sa souffrance, et elle devait hurler encore, à ses heures, comme ceux du rez-de-chaussée, là-bas, d'où nous venions.

Je décidai de ne plus la revoir. Et elle, m'a-t-elle oublié ? Je l'entrevois, quelquefois, à travers les grandes baies grillagées de sa chambre. Elle semble attendre quelque chose qui ne viendra jamais : le petit oiseau qui un jour s'échappa de sa tête pour n'y plus revenir. ■

* Ancien ingénieur thermicien, José Martinez, né en 1931, est atteint d'une sclérose en plaques et handicapé à 80 %. Il a écrit cette nouvelle à la suite d'une hospitalisation due à une dépression nerveuse.